

**ARCHIVES
DIPLOMATIQUES**

1912

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE
ET DE DROIT INTERNATIONAL
FONDÉ EN 1861

LII^e ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

TOME CENT VINGT-QUATRE



PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

52^e ANNÉE

N^{os} 10-11-12.

OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1912

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

FRANCE — SUISSE

Convention signée entre l'Administration des chemins de fer fédéraux et la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour la circulation des trains P.-L.-M. sur la ligne de Genève à La Plaine et pour leur admission dans la gare de Genève-Cornavin.

(mai 1912)

Entre :

L'Administration des chemins de fer fédéraux, dont le siège est à Berne, représentée par M. Dinkelmann, président de la Direction générale,

d'une part ;

Et la Compagnie des Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Médi-

terranée, dont le siège est à Paris, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. Mauris, son Directeur, agissant sous réserve de l'approbation du Conseil d'Administration,

d'autre part :

Il a été exposé ce qui suit :

Par suite du rachat, à la date du 31 décembre 1912, de la section de ligne de Genève à la frontière franco-suisse concédée à la Compagnie P.-L. M., les Chemins de fer fédéraux doivent reprendre, à la date du 1^{er} janvier mil neuf cent treize, cette section de ligne et la gare de Genève-Cornavin.

La Convention internationale conclue à Berne, le 18 juin 1909, ayant arrêté un certain nombre de stipulations relatives à la circulation des trains de la Compagnie P.-L. M. entre Genève et la frontière, à l'application des tarifs du réseau P.-L.-M. au trafic international, à la reprise du personnel de nationalité suisse et à la réintégration du personnel de nationalité française sur le réseau P.-L.-M., la présente Convention a pour but de régler l'exécution de ces stipulations entre l'Administration des C. F. F. et la Compagnie P.-L.-M.

ARTICLE PREMIER

Substitution des C. F. F. à la Compagnie P.-L.-M.

A la date du premier janvier mil neuf cent treize, les C. F. F. se substitueront à la Compagnie P.-L.-M. dans la gare de Genève-Cornavin et sur la ligne de Genève-Cornavin à la frontière, en tout ce qui concerne l'exploitation des gares, la circulation des trains, l'exécution des travaux neufs et d'entretien, sous les seules réserves faisant l'objet des articles ci-après :

ART. 2

Personnel

Le personnel des gares, stations et haltes, des trains et de la voie appartiendra aux C. F. F. Toutefois, la Compagnie P.-L.-M. fournira le personnel des trains internationaux qu'elle assurera conformément à l'article 3 ci-après. Elle conservera à Genève les représentants et agents de nationalité française qu'elle jugera nécessaires pour le service de ses trains et pour les opérations qu'elle continuera à assurer en vertu du § A de l'Article 9 ci-après.

L'Administration des C. F. F. conservera le personnel de nationalité suisse en service sur la ligne de Genève-Cornavin à la frontière

lors de la reprise ; elle garantira la Compagnie P.-L.-M. contre les conséquences de toute réclamation de ces agents du fait de la substitution mentionnée à l'article premier.

Dans les trois mois qui suivront l'époque fixée pour le rachat, la Compagnie P.-L.-M. versera entre les mains des C. F. F. le montant des retenues et allocations patronales en capital et intérêts figurant aux compte de chaque agent l'intérêt étant calculé aux taux de 3 1/2 o/o. En outre, à l'époque de la mise à la retraite de chaque agent de nationalité suisse ayant été ou étant encore à ce moment affilié au règlement de la Caisse de 1892, la Compagnie P.-L.-M. versera aux C. F. F. en capital une part de l'allocation de licenciement prévue au dit règlement, part calculée au prorata du temps de service accompli chez elle. Moyennant l'exécution de ces mesures, la Compagnie P.-L.-M. sera libérée de tout engagement vis-à-vis de ses anciens agents de nationalité suisse.

L'Administration des C. F. F. se concertera avec la Compagnie P.-L.-M. pour réintégrer sur le réseau de celle-ci, dans un délai maximum de deux ans, le personnel de nationalité française qui ne sera plus nécessaire à la Compagnie P.-L.-M. dans la situation nouvelle. Elle assurera à ce personnel, en attendant sa réintégration, les avantages dont il jouit ou jouirait au point de vue des salaires, des avances et de la retraite. En ce qui concerne notamment la retraite, les C. F. F. effectueront les retenues sur les salaires des agents, prescrites par les règlements des caisses auxquelles ils sont affiliés, ils en reverseront le montant entre les mains de la Compagnie P.-L.-M. après les avoir majorées des allocations patronales indiquées par ces règlements.

ART. 3

Circulation des trains P.-L.-M. sur le territoire suisse

En exécution de la Convention internationale, les trains de la Compagnie P.-L.-M. venant de France auront leur point terminus à Genève-Cornavin ; inversement, les trains pour la France seront formés à Genève-Cornavin.

Les horaires de ces trains sur le parcours suisse seront concertés entre les deux Administrations et soumis à l'approbation des autorités suisses par les soins des C. F. F.

La Compagnie P.-L.-M. assurera, avec ses propres machines et avec son personnel, la traction et la conduite des trains de toute nature franchissant la frontière, qu'ils soient directs sur le parcours suisse ou omnibus desservant les gares comprises entre Genève et la frontière.

Les trains de banlieue entre Genève et La Plaine seront assurés par les C. F. F.

La Compagnie P.-L.-M. pourra faire continuer ses trains de service jusqu'à La Plaine pour changer de voie ; l'usage par ces trains des voies, appareils de voies et installations diverses situés entre la frontière franco-suisse et La Plaine, y compris celles de cette dernière gare, sera gratuit. Réciproquement, les C. F. F. pourront, dans les mêmes conditions, faire continuer leurs trains de service jusqu'à Pougny-Chancy.

Par décision du 18 mars 1904, le Conseil fédéral a donné l'autorisation de faire circuler les trains de marchandises entre Genève et la frontière et d'effectuer les manœuvres dans la gare de Cornavin, les dimanches et jours fériés. Les C. F. F. s'entremettront pour obtenir le maintien de cette autorisation. La Compagnie P.-L.-M. s'entendra pour les mesures d'exécution avec les C. F. F.

ART. 4

Composition des trains P.-L.-M.

La composition des trains P.-L.-M. sera fixée, après entente avec les C. F. F., par la Compagnie P.-L.-M. qui, pour les trains internationaux desservant les gares comprises entre Genève et La Plaine inclus, tiendra compte des besoins de ces gares.

ART. 5

Installations pour les locomotives et le personnel P.-L.-M.

Les C. F. F. mettront à la disposition de la Compagnie P.-L.-M. les installations nécessaires pour le remisage, le tournage et l'entretien de ses locomotives, pour le dépôt des combustibles et pour les besoins du personnel des machines et des trains (dortoirs, réfectoires, lavabos, salles de repos).

L'eau pour les locomotives et pour ces installations sera fournie par les C. F. F. qui assureront également l'entretien, le nettoyage, l'éclairage et le chauffage de ces installations.

ART. 6

Recettes. — Impôts

Les C. F. F. conserveront toutes les recettes afférentes à la section de ligne de Genève-Cornavin à la frontière.

A cet effet, les produits bruts de cette section seront déterminés par

chacune des deux Administrations intéressées, conformément à un accord à intervenir entre celles-ci.

Les impôts et taxes suisses de toute nature qui pourront être portés à la cote soit des C. F. F., soit de la Compagnie P.-L.-M., seront à la charge des C. F. F.

ART. 7

Redevance de traction pour les trains P.-L.-M.

Les C. F. F. payeront à la Compagnie P.-L.-M. pour frais de traction et de service de ses trains, les redevances ci-après qui seront calculées sur le parcours effectif en territoire suisse :

a) Par chaque kilomètre de parcours de chaque locomotive, soit attelée à un train, soit en renfort, soit haut-le-pied. 1 50

b) Par chaque kilomètre de parcours de train, s'ajoutera à la redevance, calculée comme il est dit au § a qui précède pour la machine ou les machines entrant dans la composition du train, une redevance supplémentaire de. 0 55

Ces redevances seront payées trimestriellement par les C. F. F. dans le second mois qui suivra l'expiration de chaque trimestre.

Elles pourront, sur la demande de l'une des parties, être revisées au bout de chaque période de dix années, moyennant préavis qui devra être donné avant le premier janvier de la dernière année de la période. Toutefois, la première période de revision sera de cinq ans.

Les manœuvres faites par les trains P.-L.-M. dont la durée ne dépassera pas quinze minutes par gare et par train seront effectuées gratuitement, mais celles dont la durée dépassera cette limite seront facturées aux C. F. F. en entier au taux de six francs de l'heure.

ART. 8

Application des tarifs P.-L.-M.

Aux termes de la Convention internationale, les prescriptions de la législation suisse concernant les tarifs des C. F. F. seront appliquées sur la section de Genève-Cornavin à la frontière. Toutefois, les tarifs du réseau P.-L.-M. (intérieurs et communs) seront applicables sur cette partie de ligne au trafic international (voyageurs et marchandises) en provenance ou à destination de la France et de l'au-delà. Pour l'application de ces tarifs, les parcours français se cumuleront avec les parcours suisses et il n'y aura pas de droits de transmission à la frontière.

Il ne sera dès lors rien changé au *statu quo* en ce qui concerne l'application desdits tarifs et la perception des frais accessoires.

Toute modification de tarif P.-L.-M. ou tout nouveau tarif intéressant la section de Genève-Cornavin à La Plaine-frontière sera porté par la Compagnie P.-L.-M. à la connaissance des C. F. F. qui feront les communications utiles aux autorités suisses et les publications réglementaires.

ART. 9

Mode de répartition des différents services entre le P.-L.-M. et les C. F. F. à la gare de Genève-Cornavin

A. — La Compagnie P.-L.-M. continuera à assurer, par ses propres agents, à la gare de Genève-Cornavin, les opérations ci-après :

Écritures relatives à la transmission aux Postes suisses des colis postaux et à leur réception des Postes suisses ;

Transmission et établissement des écritures de transit G. V. et P. V. ;

Établissement des écritures des trains P.-L.-M., compte d'échange, répartition du matériel et des agrès ;

Bureau de renseignements P.-L.-M. ;

Vérification et graissage du matériel au départ des trains P.-L.-M. ;

Lavage et nettoyage du matériel P.-L.-M. à voyageurs.

Elle fournira les registres et imprimés, ainsi que les objets et matières nécessaires à son propre service.

B. — Les C. F. F. assureront à Genève-Cornavin, pour le service de la Compagnie P.-L.-M. et moyennant la redevance indiquée à l'article 11, toutes les autres opérations telles que .

Télégraphe et téléphone ;

Transbordement des marchandises P. V. et G. V. en trafic international transitant par Genève ;

Manutention des colis postaux ;

Formation des trains P.-L.-M. voyageurs et marchandises ;

Éclairage, chauffage des trains (main-d'œuvre et matières), gaz des trains non compris, etc., etc.

Les C. F. F. assureront également le payement des pensions P.-L.-M. pour le compte de cette Compagnie.

ART. 10

Locaux mis dans la gare à la disposition de la Compagnie P.-L.-M.

Les C. F. F. mettront à la disposition de la Compagnie P.-L.-M. dans la gare de Genève-Cornavin, les bureaux et locaux nécessaires pour les représentants et agents P.-L.-M., ainsi que les installations nécessaires au lavage et au nettoyage du matériel voyageur P.-L.-M., dans les conditions d'aménagement et d'ameublement correspondant aux besoins des services P.-L.-M. intéressés.

L'entretien, le nettoyage, le chauffage et l'éclairage de ces bureaux et locaux, ainsi que la fourniture de l'eau qui leur sera nécessaire seront assurés par les C. F. F.

Les C. F. F. mettront également à la disposition des Douanes fédérales les bureaux et locaux nécessaires à cette Administration pour les opérations de douanes nécessitées par l'arrivée des trains P.-L.-M.

ART. 11

Redevance pour usage de gare et exécution de service

La part incombant annuellement à la Compagnie P.-L.-M. dans les dépenses de la gare de Genève-Cornavin est évaluée au chiffre forfaitaire de quatre cent soixante-quinze mille francs (475.000 francs).

De ce chiffre on déduira le montant effectif, majoré de 10 o/o pour frais généraux, des dépenses soldées directement par la Compagnie P.-L.-M. en vertu du § A de l'article 9, les dépenses du personnel comprenant les allocations patronales.

La différence constituera la redevance annuelle que la Compagnie P.-L.-M. versera aux C. F. F. comme compensation des charges énumérées aux articles 3 (1^{er} alinéa), 5, 9 § B et 10. Le paiement de cette redevance libérera la Compagnie P.-L.-M. de toutes les charges afférentes à l'admission de ses trains en gare de Genève-Cornavin et au trafic international en provenance ou à destination de la France et au-delà, *via* Bellegarde.

Cette redevance sera payable par quarts qui s'ajouteront ou se compenseront avec le montant des règlements à effectuer par application des articles 6 et 7.

Après reconstruction de la gare de Genève-Cornavin, la redevance ci-dessus fixée sera portée à cinq cent dix mille francs (510.000 francs.) Le nouveau taux entrera en vigueur dès le premier trimestre qui suivra celui au cours duquel seront entièrement achevés le bâtiment principal des voyageurs, les voies à trottoirs et les passages souterrains de la gare des voyageurs.

La redevance sera portée à :

Cinq cent trente mille francs (530.000 francs), cinq ans après la mise en vigueur du taux de 510.000 francs ;

Cinq cent cinquante mille francs (550.000 francs), cinq ans après la mise en vigueur du taux de 530.000 francs.

Lorsque l'on établira la ligne de la Faucille, si celle-ci est exploitée par la compagnie P.-L.-M., l'admission des trains P.-L.-M. de cette ligne en gare de Genève-Cornavin, prévue par la Convention internationale, donnera lieu à une redevance spéciale à fixer d'un commun accord.

ART. 12

Transmission des marchandises et règlement des indemnités

La transmission des marchandises de toute nature, y compris les bagages, et le règlement des réclamations se feront conformément à la Convention dite de Vienne relative « à la transmission des marchandises et au partage des indemnités pour les transports internationaux par chemin de fer », établie par le Comité international des transports par chemins de fer et mise en vigueur le 1^{er} juillet 1907, ou conformément aux conventions ultérieures de même nature auxquelles auraient adhéré les deux administrations contractantes.

Les deux administrations contractantes pourront recevoir et expédier en petite vitesse des wagons accompagnés de leurs feuilles de chargement seulement, les écritures ayant précédé l'envoi ou devant suivre par premier train ; en pareil cas, la compagnie P.-L.-M. aussi bien que les C. F. F. remettront à la compagnie cessionnaire les feuilles de chargement ainsi que les pièces de douane qui accompagneront les marchandises à destination.

ART. 13

Echange et reconnaissance du matériel roulant

L'échange du matériel entre les deux administrations se fera aux prix et conditions fixés par la Convention du 10 janvier 1874 relative aux échanges par Pontarlier et Genève.

La visite et la reconnaissance du matériel roulant auront lieu contradictoirement à Genève-Cornavin, conformément aux prescriptions en vigueur et notamment celles contenues dans le traité international du 1^{er} juillet 1908 sur l'unité technique en matière de chemins de fer et sur la fermeture douanière des wagons.

Il est toutefois convenu que cette visite pourra, s'il y a entente

entre les services de la traction des deux administrations, avoir lieu par des agents communs, les frais se partageant par moitié.

Enfin, pour le matériel roulant donnant lieu à un prix de location par kilomètre, ce prix sera décompté à partir de la frontière franco-suisse.

ART. 14

Secours

Dans le cas où il se produirait, entre Genève-Cornavin et la frontière, une avarie au matériel roulant d'un train P.-L.-M. exigeant du secours, les C. F. F. mettront à la disposition de la compagnie P.-L.-M., soit sur leur initiative, soit sur demande faite par les agents P.-L.-M., les machines, les véhicules et le personnel de secours qui se trouveraient disponibles à Genève-Cornavin.

Les machines de secours seront conduites par le personnel des C. F. F.

La compagnie P.-L.-M. remboursera aux C. F. F., sur facture, les frais auxquels auront donné lieu ces secours.

Cette dernière disposition n'est pas applicable aux incidents résultant de toute autre cause qu'une avarie au matériel roulant d'un train P.-L.-M. Les conséquences des incidents de cette nature resteront à la charge des C. F. F.

ART. 15

Service des machines chasse-neige

Le service des machines chasse-neige sera assuré par chaque administration sur son territoire.

La compagnie P.-L.-M. pourra faire continuer ses machines chasse-neige jusqu'à Genève pour les y tourner ; l'usage par ces machines des voies, appareils de voie, de tournage et installations diverses entre la frontière franco-suisse et Genève, y compris celles de cette dernière gare, sera gratuit. Réciproquement, les C. F. F. pourront, dans les mêmes conditions, faire continuer leurs machines chasse-neige jusqu'à Bellegarde pour les y tourner.

ART. 16

Accidents et incendies survenant sur la ligne de Genève à la frontière

Les conséquences des accidents de personne ou de matériel, y compris les incendies, survenant à l'occasion de la circulation des trains ou

machines P.-L.-M. entre Genève et la frontière, seront à la charge de la compagnie P.-L.-M. lorsque l'accident sera le fait du matériel de cette compagnie ou des agents fournis par elle en vertu de l'article 2, 1^{er} alinéa.

Elles seront partagées par moitié, s'il y a doute, soit parce que la cause de l'accident n'a pu être déterminée, soit parce qu'il résulte de causes simultanées dont une partie seulement incombe à la compagnie P.-L.-M.

Il en sera de même si l'accident est dû au mauvais état d'un wagon n'appartenant pas à l'une des deux administrations contractantes et circulant dans les trains dont le service est assuré par la compagnie P.-L.-M.

Dans tous les autres cas non énumérés ci-dessus et notamment dans le cas fortuit où le cas de force majeure, les conséquences des accidents resteront entièrement à la charge des C. F. F.

ART. 17

Accidents et incendies survenant en gare de Genève

Les conséquences des accidents de personne ou de matériel qui se produiraient en gare de Genève seront à la charge des C. F. F.

En cas d'incendie du matériel roulant, en dépôt ou en stationnement, chacune des administrations contractantes supportera les pertes afférentes à son propre matériel. L'incendie du matériel roulant n'appartenant pas à la compagnie P.-L.-M. restera à la charge des C. F. F.

En cas d'incendie, les pertes relatives aux marchandises du trafic international seront supportées par moitié entre les C. F. F. et le P.-L.-M. ; celles relatives aux autres marchandises seront supportées par les C. F. F.

ART. 18

Police du personnel en territoire suisse

Le chef de gare de Genève-Cornavin fournira toutes les informations qui pourront lui être demandées par la compagnie P.-L.-M. pour tout ce qui concerne le service de cette compagnie. Il devra se conformer aux dispositions arrêtées par elle à ce sujet.

Le personnel des trains P.-L.-M. devra se conformer, dans les gares suisses, aux ordres des chefs de gare, ainsi qu'aux règlements des C. F. F.

Lorsque l'une des administrations aura à se plaindre de contra-

vention ou faute dont se seraient rendus coupables des agents de l'autre administration, celle-ci donnera à la plainte la suite disciplinaire qu'elle jugera utile.

ART. 19

Permis et transports de service

Le parcours des cartes et permis de service délivrés par la compagnie P.-L.-M. à ses agents et à leur famille, conformément à ses propres règlements, s'étendra jusqu'à Genève.

Les transports d'objets et matériaux destinés au service propre du P.-L.-M. seront effectués, sur le parcours de cette section, aux prix et d'après les règles appliqués sur le réseau P.-L.M.

ART. 20

Interdiction de sous-traiter

La compagnie P.-L.-M. s'interdit de se faire remplacer pour l'exécution du présent traité, même par un entrepreneur d'exploitation agissant sous sa direction.

ART. 21

Durée de la Convention

La présente Convention aura son effet jusqu'au trente et un décembre mil neuf cent cinquante-huit, date d'expiration de la concession française du P.-L.-M.

ART. 22

Contestations

Toutes les difficultés qui pourront surgir entre la compagnie P.-L.-M. et les C. F. F. au sujet de l'interprétation et de l'exécution de la présente Convention seront soumises à trois arbitres désignés, l'un par l'administration suisse, l'autre par la compagnie française et le troisième par les deux premiers. Si ceux-ci ne peuvent s'entendre pour cette désignation dans un délai d'un mois après leur nomination, le troisième arbitre sera choisi par le président du Tribunal fédéral.

ART. 23

Enregistrement

Les frais d'enregistrement seront à la charge de la partie qui y aura donné lieu.

ART. 24

Approbation

La présente Convention sera valable après son approbation par le Conseil d'administration des C. F. F., après celle du Conseil d'administration de la compagnie P.-L.-M. et après ratification par les autorités compétentes.

Cette ratification devra intervenir au plus tard le vingt-cinq décembre mil neuf cent douze.

Fait en double, à Paris, le quatre avril mil neuf cent douze, et à Berne, le vingt-trois mai mil neuf cent douze.

*Pour la compagnie des chemins de fer
de Paris à Lyon et à la Méditerranée,*

Signé : MAURIS.

*Pour l'administration
des chemins de fer fédéraux,*

Signé : DINKELMANN.

ALLEMAGNE — EGYPTE

Convention additionnelle à la Convention de commerce du
19 juillet 1882.

(17 mars 1910)

Les soussignés,

Monsieur Hermann, Comte de Hatzfeld-Wildenburg, Agent
Diplomatique et Consul Général d'Allemagne, au nom de
l'Empire d'Allemagne, et

Son Excellence Hussein Ruchdy Pacha, Ministre des Affaires
Etrangères de Son Altesse le Khédive d'Egypte,

dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs et, en ce qui
concerne l'Egypte, dans les limites des pouvoirs conférés par les Fir-
mans Impériaux, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Le numéro 1 du Protocole annexé à la Convention de Commerce
du 19 juillet 1892 est rayé.

Le Gouvernement d'Allemagne suppose que des faveurs analogues
à celles qui sont accordées, d'après ledit numéro, au commerce alle-
mand ne seront concédées par le Gouvernement Egyptien à aucune
autre Puissance pendant la durée de la présente Convention.

Si, néanmoins, le Gouvernement Egyptien accordait des faveurs
analogues à une tierce Puissance, ces faveurs seraient appliquées de
plein droit au commerce allemand.

En outre, il est convenu que les marchandises provenant d'un pays
qui jouit en Egypte des droits de la nation la plus favorisée garderont
ce privilège et ne seront soumises à aucune surtaxe d'entrepôt, si elles
sont importées d'Allemagne en Egypte accompagnées de certificats des
chambres de commerce ou des douanes allemandes attestant leur pro-
venance des pays sus-indiqués.

ART. 2

En élargissant l'arrangement contenu dans la note du Ministère des
Affaires Etrangères égyptien au Consul Général d'Allemagne, du
19 juillet 1892, N° 611 bis, les deux Parties contractantes déclarent

que les tabacs fabriqués dans un des pays contractants et accompagnés de certificats d'origine seront traités, à l'importation dans l'autre pays, comme les produits des pays les plus favorisés.

ART. 3

A l'alinéa 1 de l'article 13 de la Convention de commerce du 19 juillet 1892 sont insérés après les mots « voyageurs de commerce » les mots suivants : « ainsi que ceux qui leur sont envoyés ».

En outre les dispositions dudit article sont étendues par les stipulations suivantes :

Si des négociants de l'une des Parties contractantes voyagent eux-mêmes ou font voyager dans le territoire de l'autre Partie leur commis, agents ou autres représentants, dans le but de faire des achats ou de recevoir des commissions, soit avec, soit sans échantillons, ainsi que dans l'intérêt général de leurs affaires commerciales et industrielles, ces négociants ou leurs susdits représentants ne pourront, pour ce motif, être soumis à aucun surcroît d'impôt ou de taxe.

Il sera réciproquement ajouté foi aux marques de reconnaissance (sceaux, timbres ou plombs) officiellement apposées pour garantir l'identité des échantillons ou modèles exportés de l'un des deux pays et destinés à être réimportés. Ces marques seront reconnues par les douanes de l'autre pays dans le sens que les articles qui les portent seront regardés comme échantillons et traités d'après les stipulations y relatives. Les douanes de l'un et de l'autre pays pourront, toutefois, apposer des marques supplétives, si cette précaution est reconnue indispensable, et seront libres de visiter les échantillons dans le but d'en constater la valeur.

ART. 4

Le Gouvernement Egyptien reconnaît que le Gouvernement Impérial d'Allemagne a le droit d'appliquer les stipulations de la Convention internationale de Bruxelles relative au régime des sucres, du 5 mars 1902, et de l'Acte additionnel à cette Convention, du 28 août 1907, aux sucres de provenance ou de fabrication égyptienne bénéficiaient de primes, ou en Egypte ou aux pays d'où ils sont importés en Egypte pour y être soumis à un traitement ultérieur.

ART. 5

Après le N° 8 de l'article 9, alinéa 6, du Règlement douanier annexé à la Convention de commerce du 19 juillet 1892 est inséré le N° 9 suivant :

« Les articles importés pour l'Institut Impérial Allemand d'Archéologie Egyptienne et pour ses travaux, comme par exemple instruments, livres, outillages, accessoires d'expéditions scientifiques, pourvu que ces objets ne soient pas destinés au commerce ou à l'industrie, et en tant que la valeur totale de ces importations ne dépasse pas la somme de dix mille francs par an. »

ART. 6

La présente Convention additionnelle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

Après la mise en vigueur de la présente Convention additionnelle, la Convention de commerce conclue le 19 juillet 1892, y compris ses annexes avec les modifications et additions y apportées par ladite Convention additionnelle, exercera ses effets jusqu'au 31 décembre 1907.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'échéance de ce terme, son intention de faire cesser les effets de la Convention de commerce du 19 juillet 1892, cette dernière avec les modifications et additions susdites continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 7

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées au Caire, aussitôt que faire se pourra. (1)

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait au Caire, en double exemplaire, le dix-sept mars mil neuf cent dix.

(L. S.) H. HATZFELDT.

(L. S.) H. RUCHDY.

(1) Les ratifications furent échangées à Alexandrie le 14 juin 1910.

ARGENTINE — BRÉSIL

Convention pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce.

(30 octobre 1901)

TEXTE ORIGINAL EN LANGUE ESPAGNOLE

Los Presidentes de la República Argentina y de los Estados Unidos del Brasil, desando asegurar á los industriales y comerciantes de los países la protección de las leyes que garanten la propiedad de las Marcas de fábrica y de comercio, resolvieron celebrar para ese fin un convenio y nombraron sus Plenipotenciarios, á saber :

El Presidente de la República Argentina al Doctor D. Manuel Gorostiaga, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de la misma República en el Brasil.

El Presidente de la República de los Estados Unidos del Brasil al Dr. Olyntho Máximo de Magalhaes, Ministro de Estado de las Relaciones Exteriores.

Los cuales, cambiados sus plenos poderes que hallaron en buena y debida forma, convinieron lo siguiente :

Artículo 1.º Los industriales y comerciantes de la República Argentina y los industriales y comerciantes de los Estados Unidos del Brasil que tuvieran registradas sus marcas de fábrica ó de comercio, de conformidad con las prescripciones legales, podrán igualmente registrarlas en uno ú otro país, llenando las condiciones establecidas por las leyes y reglamentos de aquel donde se haga el registro.

Art. 2.º El presente convenio, seguidos los trámites legales, será ratificado y las ratificaciones serán cambiadas en la Ciudad de Rio Janeiro en el más breve plazo posible (1). Fenecerá seis meses después de la data en que una de las dos Altas Partes Contratantes haya comunicado á la otra su resolución de ponerle término.

En fe de lo cual, los respectivos Plenipotenciarios firman y sellan el mismo convenio en dos ejemplares, siendo cada uno de ellos escrito en los dos idiomas.

Hecho en la Ciudad de Rio de Janeiro á los treinta días del mes de octubre de 1901.

(L. S.) MANUEL GOROSTIAGA.

(L. S.) OLYNTHO MÁXIMO DE MAGALHAES.

(1) Las ratificaciones fueron canjeadas en Rio de Janeiro el día 18 de enero de 1906.

*
* *

TRADUCTION FRANÇAISE DE LA PRÉCÉDENTE CONVENTION

Les Présidents de la République Argentine et des Etats-Unis du Brésil désireux d'assurer aux industriels et commerçants des deux pays la protection des lois qui garantissent la propriété des marques de fabrique et de commerce, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé leurs plénipotentiaires, à savoir :

Le Président de la République Argentine, le Docteur D. Manuel Gorostiaga, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République au Brésil.

Le Président de la République des Etats-Unis du Brésil, le Docteur Olyntho Máximo de Magalhaes, Ministre d'Etat des Relations Extérieures.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs qu'ils trouvent en bonne et due forme convinrent de l'arrangement suivant :

ARTICLE PREMIER

Les industriels et commerçants de la République Argentine et les industriels et commerçants des Etats-Unis du Brésil qui auraient enregistré leurs marques de fabrique ou de commerce, en conformité avec les prescriptions légales, pourront également les faire enregistrer dans l'un et l'autre pays, en remplissant les conditions établies par les lois et règlements du pays où se fera l'enregistrement.

ART. 2

La présente convention, la procédure légale une fois observée, sera ratifiée et les ratifications seront échangées en la cité de Rio-de-Janeiro (1) dans le plus bref délai possible. Elle prendra fin six mois après la date où l'une des Parties contractantes aura communiqué à l'autre son désir de la faire cesser.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs signent et scellent la dite convention en deux exemplaires, dont chacun est écrit dans la langue du pays correspondant.

Fait en la cité de Rio-de-Janeiro le trente octobre 1901.

(L. S.) MANUEL GOROSTIAGA.

(L. S.) OLYNTHO MÁXIMO DE MAGALHAES.

(1) Les ratifications furent échangées à Rio-de-Janeiro le 18 janvier 1906.)

ALLEMAGNE — ITALIE

Convention réglant le service de la correspondance téléphonique
entre les deux pays.*(avril-juillet 1912)*

Le Ministre des Postes et des Télégraphes du Royaume d'Italie et le Département des Postes de l'Empire d'Allemagne désirant régler le service de la correspondance téléphonique entre l'Italie et l'Allemagne, en usant de la faculté qui leur est accordée par l'article 17 de la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg, et sur la base de la Convention du 23 Janvier 1912, 31 Janvier 1912, 12 février 1912 arrêtée entre l'Italie et l'Allemagne d'une part, et la Suisse (1), d'autre part, ont résolu de conclure une convention générale à ce sujet et sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER

La correspondance téléphonique entre les deux pays est assurée au moyen de fils conducteurs dont le diamètre, la conductibilité et l'isolement sont en rapport avec les conditions dans lesquelles la correspondance doit s'effectuer.

Ces fils sont protégés dans la plus large mesure possible contre les influences nuisibles et notamment contre celles qui peuvent résulter du voisinage de courants d'énergie électrique.

Chacune des Administrations d'Italie et d'Allemagne fait exécuter à ses frais sur son propre territoire les travaux d'établissement et d'entretien des lignes téléphoniques.

Les communications téléphoniques peuvent être originaires ou à destination des postes d'abonnés et de postes publics.

ART. 2

A moins de décision contraire prise d'un commun accord par les deux Administrations, les circuits spécialement constitués en vue de la correspondance téléphonique sont exclusivement affectés à ce service.

(1) Cf. ARCH. DIPLOM., t. 124, pages 26 et suivantes.

ART. 3

L'unité admise tant pour la perception des taxes que pour la durée des communications est la période indivisible de 3 minutes.

ART. 4

Les communications d'Etat jouissent de la priorité attribuée aux télégrammes d'Etat par l'article 5 de la Convention internationale de Saint-Petersbourg et leur durée n'est pas limitée.

ART. 5

La taxe est acquittée par la personne qui demande la communication. Elle est formée du total de la taxe de transit pour la Suisse et des taxes terminales italienne et allemande, fixées comme il suit :

a) L'Italie est divisée pour la taxation en 3 zones. La 1^{re} zone comprend les centres téléphoniques des provinces ci-après : Turin, Novare, Milan, Côme, Bergame, Sondrio.

Taxe terminale 1 franc :

La deuxième zone comprend les centres téléphoniques des provinces ci-après : Alexandrie, Bellune, Bologne, Brescia, Crémone, Cuneo, Ferrare, Forlì, Gênes, Mantoue, Modène, Reggio, Rovigo, Trévise, Udine, Venise, Verone, Vicence.

Taxe terminale, 1.50 franc :

La troisième zone comprend les centres téléphoniques non compris dans les deux premières zones.

Taxe terminale 2 francs ;

b) L'Allemagne est divisée pour la taxation en 3 zones.

La première zone comprend les centres téléphoniques situés entre la frontière suisse et une ligne allant d'un point de la frontière germano-autrichienne entre Taus et Furth (in Wald) et suivant le chemin de fer par Irrenlohe, Nürnberg, Erlangen jusqu'à Bamberg et de là le cours du Mein jusqu'à l'embouchure dans le Rhin. De la rive gauche du Rhin appartiennent à la première zone les centres téléphoniques situés dans la Hesse Rhénane, dans le Palatinat et en Alsace-Lorraine.

Les villes allemandes situées le long du chemin de fer susmentionné et sur le Mein font partie de la première zone.

Taxe terminale, 1 franc :

La deuxième zone comprend les centres téléphoniques autres que

ceux compris dans la première zone et situés entre la frontière suisse et une ligne partant d'un point de la frontière germano-autrichienne entre Tetschen et Schandau et suivant le chemin de fer par Pirna, Dresden, Riesa, Leipzig, Halle (Saale), Eisleben, Nordhausen, Nordheim (Hannover), Werden (Weser), Ottbergen, Altenbehen, Lipps-tadt, Rheda (Bezirk Minden), Warendorf, Münster (Westfalen), Dülmen, Dorsten, Wesel, Geldern jusqu'à la frontière hollandaise auprès de Venlo.

Les villes allemandes désignées au paragraphe précédent font partie de la deuxième zone.

Taxe terminale, 1.50 franc :

La troisième zone comprend les centres téléphoniques non compris dans les deux premières zones.

Taxe terminale, 2 francs :

Pour les communications urgentes ayant priorité sur les communications privées ordinaires la taxe est triplée.

Les taxes pour les conversations, isolées et par abonnement, échangées pendant les heures de nuit, c'est-à-dire de 9 heures du soir à 7 heures du matin depuis le 1^{er} mars au 31 octobre et à 8 heures du matin depuis le 1^{er} novembre à la fin de février sont fixées comme suit :

Les taxes élémentaires applicables aux communications téléphoniques entre l'Italie et l'Allemagne échangées pendant la nuit sont réduites, par unité de trois minutes, aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) des taxes élémentaires normales.

Le tarif mensuel des communications d'abonnement, calculé sur une durée moyenne de trente jours, est réduit, par unité de trois minutes, à la moitié du tarif normal.

La durée minimale d'une séance d'abonnement est double de l'unité de conversation ; des séances d'une durée supérieure peuvent être consenties après entente entre les Administrations.

Les correspondances d'abonnement doivent concerner exclusivement les affaires personnelles de l'abonné ou celles de son établissement.

Les Administrations peuvent selon les convenances monétaires de leurs pays arrondir les taxes totales à percevoir.

ART 6.

Les Administrations déterminent d'un commun accord l'affectation de chacun des circuits par lesquels peuvent s'établir les relations internationales, les villes admises à la correspondance et les heures entre lesquelles les relations sont autorisées.

ART. 7

Chaque Administration reçoit pour sa part les taxes terminales afférentes au parcours sur son territoire.

Les recettes téléphoniques font de la part de chaque Administration l'objet d'un compte spécial direct.

ART. 8

Après accord des relations peuvent s'ouvrir avec des pays voisins en transit par les lignes téléphoniques des deux Administrations.

ART. 9

En vertu de l'article 8 de la Convention internationale de Saint-Petersbourg, chacune des parties contractantes se réserve de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique, sans être tenue à aucune indemnité.

ART. 10

Les Administrations n'assument aucune responsabilité à raison du service de la correspondance téléphonique internationale.

ART. 11

Les dispositions de la présente convention seront complétées par un règlement de service arrêté d'un commun accord entre les deux Administrations.

ART. 12

La présente convention entre immédiatement en vigueur ; elle aura la même durée que la Convention entre la Suisse, d'une part, et l'Italie et l'Allemagne, de l'autre.

Fait en double exemplaire, à Rome, le 18 juillet 1912.

Le Ministre des Postes et des Télégraphes du Royaume d'Italie

T. CALISSANO.

à Berlin, le 23 avril 1912.

Le Département des Postes de l'Empire d'Allemagne

KRAETKE.

ALLEMAGNE — ITALIE — SUISSE

Convention entre la Suisse, d'une part, l'Allemagne et l'Italie, d'autre part, concernant le trafic téléphonique direct entre l'Allemagne et l'Italie et vice-versa à travers la Suisse. (1)

(janvier-février 1912)

Sur la base des dispositions de la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg et du Règlement de service y relatif, le Département des Postes et des Chemins de fer de la Confédération suisse, le Département des Postes de l'Empire d'Allemagne et le Ministre des Postes et des Télégraphes du Royaume d'Italie ont convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

A l'effet de faciliter les relations téléphoniques directes entre l'Allemagne et l'Italie, l'Administration des télégraphes et des téléphones suisses établira et entretiendra à ses frais, d'une frontière à l'autre de la Suisse, un circuit téléphonique à double fil qui ne contiendra sur territoire suisse aucune station intermédiaire et sera affecté exclusivement à ces relations en transit. L'Administration suisse conservera la propriété exclusive de ce lacet, ainsi que de la ligne sur laquelle il est posé.

ART. 2

Chacune des Administrations d'Allemagne et d'Italie s'engage, de son côté, à établir dans les conditions analogues à celles de la présente convention une communication téléphonique directe à travers son territoire sur une demande ultérieure de la Suisse.

ART. 2

L'Administration italienne établira pour la date de mise en exploitation du lacet mentionné à l'article premier une communication entre le réseau de Milan et la frontière suisse à Chiasso et une autre entre

(1) Cette convention ainsi que la précédente a reçu pleine et entière exécution en Italie par décret royal du 22 juillet 1912.

le même réseau de Milan et le point de raccordement du câble du Simplon à Iselle pour former une communication directe entre Milan et Zurich et une autre entre Milan et Bâle. Chacune des Administrations de Suisse et d'Italie prendra à sa charge les frais d'établissement et d'entretien de ces raccordements sur son propre territoire.

Les dispositions de l'arrangement provisoire du 20 avril-7 mai 1904 entre la Suisse et l'Italie seront appliquées à ces deux dernières communications.

ART. 4

Le circuit mentionné à l'article premier sera établi en fil de bronze ou de cuivre dur de 4,5 mm. de diamètre. Il sera muni sur son parcours aérien de bobines Pupin disposés à des distances de dix kilomètres environ l'une de l'autre. Dans le tunnel du Simplon, le circuit sera complété par un couple de conducteurs du câble télégraphique et téléphonique italo-suisse, qui cependant ne recevra pas de bobines Pupin.

Si toutefois l'expérience faisait reconnaître par la suite l'opportunité d'avoir recours également à des bobines Pupin, les Administrations contractantes s'entendront sur le mode d'intercalation desdites bobines, ainsi que sur la question d'une augmentation éventuelle du montant de la garantie prévue à l'article 7, ou bien sur la question de la pose d'un nouveau câble.

ART. 5

Pour le trafic de transit passant par le circuit qui fait l'objet de l'article premier, il sera versé à la Suisse une taxe de deux francs par unité de conversation. La taxe de transit des conversations urgentes sera triplée, et celle des conversations de nuit, isolées ou par abonnement, réduite en proportion de la réduction des taxes terminales.

La même taxe de transit de deux francs sera versée à la Suisse également pour des conversations qui s'échangeraient sur d'autres circuits entre l'Allemagne et l'Italie, et inversement, par l'intermédiaire de stations centrales suisses.

ART. 6

Le décompte au sujet des conversations échangées sur le circuit dont il est question à l'article premier aura lieu de la façon suivante : Après que le compte mensuel aura été arrêté de commun accord entre les deux Administrations d'Allemagne et d'Italie, chacune de ces dernières fera connaître à la Direction générale des télégraphes suisses

le nombre des unités de conversations partantes du mois, les conversations urgentes et de nuit étant indiquées à part.

Chaque Administration versera à la Suisse à la fin de chaque trimestre les sommes dont elle lui sera débitrice de ce chef.

ART. 7

Les Administrations d'Allemagne et d'Italie garantissent toutefois à l'Administration suisse un minimum de recette annuelle de fr. 45.000 (francs quarante cinq mille), provenant exclusivement de conversations échangées sur le circuit dont il est question à l'article premier. Le montant de tout déficit qui se produirait entre la somme garantie et la recette totale annuelle effective sera payé à la Suisse lors de la liquidation du quatrième trimestre en parties égales par les deux Administrations, allemande et italienne.

ART. 8

L'Administration suisse fera toute diligence, en cas d'interruption ou de dérangement, pour rétablir la communication aussi promptement que possible. Dans le cas où l'interruption ou le dérangement aurait, sur territoire suisse, une durée supérieure à cinq jours, comptés à partir de la date à laquelle l'Administration des télégraphes suisses en aura reçu avis de la part de l'une ou de l'autre des Administrations d'Allemagne et d'Italie, le minimum garanti de recette serait réduit 1/365 pour chaque intervalle de 24 heures ou fraction de 24 heures d'interruption ou de dérangement en plus.

ART. 9

En application de l'article 8 de la Convention télégraphique internationale, la Suisse se réserve le droit de suspendre le trafic sur la section de transit, sans aucune obligation d'indemniser ; mais elle s'engage à en aviser immédiatement les deux autres parties contractantes. Le minimum garanti de recette sera réduit dans ce cas, comme à l'article 8, de 1/365 pour chaque durée de 24 heures ou fraction de 24 heures.

Les dispositions de la Convention télégraphique internationale, ainsi que du règlement de service font du reste règle aussi pour la présente convention pour autant que les articles qui précèdent ne prévoient rien qui leur soit contraire.

ART. 10

La présente convention entre immédiatement en vigueur.

Elle déploiera ses effets pendant dix années consécutives.

Elle se renouvellera ensuite par tacite reconduction d'année en année, à moins de résiliation par l'une des parties contractantes, dans lequel cas la convention cessera ses effets dans le délai d'un an, compté à partir de la date à laquelle la dite résiliation aura été notifiée.

ART. II

Les relations entre l'Allemagne et l'Italie découlant de la présente convention seront réglées par un arrangement spécial entre les Administrations de ces deux pays.

En foi de quoi le Département des postes et des chemins de fer de la Confédération suisse, le Département des postes de l'Empire d'Allemagne et le Ministre des postes et des télégraphes du Royaume d'Italie ont signé la présente convention en triple expédition.

Berne, le 23 janvier 1912.

*Le Département des postes et des chemins de fer
de la Confédération suisse*

COMTESSE.

Berlin, le 31 janvier 1912.

Le Département des postes de l'Empire d'Allemagne

KRAETKE.

Rome, le 12 février 1912.

Le Ministre des postes et des télégraphes du Royaume d'Italie,

T. CALISSANO.

JAPON — RUSSIE

Traité d'extradition

(1^{er} juin-19 mai 1911)

Sa Majesté l'Empereur du Japon et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, ayant résolu de conclure un Traité pour l'extradition des individus échappés à la justice, ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

Son Ministre des Affaires Etrangères, le Marquis Jutaro Comura, Shosammi, Grand Cordon de l'Ordre Impérial du Soleil-Levant avec fleurs de Paulownia ; et

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies :

Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur du Japon, le Maître de Sa Cour et Sénateur Nicolas Malewsky-Maléwitch,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des stipulations suivantes :

ARTICLE PREMIER

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, conformément aux stipulations, conditions et exceptions spécifiées dans le présent Traité, les individus échappés à la justice, qui, étant accusés de crimes ou délits définis à l'Article suivant et commis dans les limites de la juridiction de l'une des Parties Contractantes, ou bien étant condamnés pour tels crimes ou délits, auront été trouvés sur le territoire de l'autre Partie.

ART. 2

L'extradition sera accordée : si l'acte criminel ou délictueux qui a motivé la demande d'extradition est, selon les lois des deux Hautes Parties Contractantes, punissable d'une peine d'emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, dont le terme maximum (dans les deux cas) est supérieur à un an, ou bien d'une peine plus sévère ; et — dans le cas d'un individu condamné pour un tel crime ou délit entraînant

l'extradition — si la sentence prononcée dans l'Etat requérant l'extradition porte la peine d'emprisonnement avec ou sans travaux forcés pour au moins une année ou bien une peine plus sévère.

ART. 3

Aucune des Hautes Parties Contractantes ne porte l'obligation d'extrader ses propres sujets ou les personnes assimilées aux sujets en tout ce qui concerne l'administration de la justice en matière criminelle.

ART. 4

Un fugitif ne sera pas extradé, si l'acte ayant motivé la demande d'extradition est un crime ou délit de caractère politique ; toutefois ne seront pas considérés comme ayant un caractère politique les attentats contre la personne ou contre l'honneur d'un Souverain ou de l'un des membres de Sa Famille.

Si quelque question surgit à propos de l'application à tel ou autre cas des clauses ci-dessus énoncées dans le présent Article, la décision des autorités de l'Etat auquel la demande d'extradition est adressée sera définitive.

ART. 5

L'extradition n'aura pas lieu :

1) si la personne réclamée a déjà été, dans le pays auquel la demande d'extradition est adressée, jugée et condamnée ou acquittée pour le crime ou délit qui a motivé la demande d'extradition, ou qu'elle y attend sa mise en jugement pour ce même crime ou délit ;

2) si, avant la réception de la demande d'extradition, l'exemption des poursuites ou de la peine est déjà acquise par la prescription, selon les lois de l'une des Parties Contractantes.

ART. 6

Si l'individu réclamé par l'une des Parties Contractantes se trouve, sur le territoire de l'autre Partie, mis sous jugement ou bien frappé d'une peine pour tout autre acte que celui qui a motivé la réquisition, l'extradition sera déferée jusqu'à ce qu'il soit mis définitivement en liberté en conformité des lois.

ART. 7

Si l'individu réclamé par une des Hautes Parties Contractantes est en même temps réclamé, en vertu de traités d'extradition, par d'autres Etats, il sera remis au pays, dont la demande d'extradition aura la priorité selon les lois de l'Etat requis.

ART. 8

Les demandes d'extradition seront adressées par la voie diplomatique.

Elles seront accompagnées des documents suivants, munis d'une traduction en langue française ou anglaise :

1) Dans le cas d'un individu accusé :

- a) du mandat d'arrêt émis par les autorités compétentes ou bien d'une copie de ce mandat dûment légalisée ;
- b) des pièces judiciaires constatant la présomption de l'accomplissement du crime ou délit ayant motivé la demande d'extradition, ou bien d'une copie dûment légalisée de ces constatations ;
- c) d'une copie des extraits de lois se rapportant au cas en question.

2) Dans le cas d'un individu condamné :

cette sentence de condamnation, ou d'une copie dûment légalisée de cette sentence.

Le Gouvernement de l'Etat auquel l'extradition est demandée pourra, avant de l'accorder, demander à l'Etat requérant des documents et informations complémentaires à ceux indiqués plus haut.

ART. 9

La procédure de l'extradition sera réglée d'après les lois en vigueur dans l'Etat requis.

ART. 10

Dans les cas d'urgence, l'arrestation provisoire du fugitif sur demande présentée par voie diplomatique, pourra être obtenue, avant la réception d'une demande d'extradition conforme au présent Traité. Cette demande d'arrestation provisoire portera indication de la nature du crime ou délit commis par le fugitif, et contiendra une déclaration

certifiant qu'un mandat d'arrêt a déjà été lancé contre cet individu, ainsi que l'assurance que la demande d'extradition sera dûment effectuée conformément aux stipulations du présent traité.

Un fugitif arrêté provisoirement sera mis en liberté dans le cas où, dans un délai de 60 jours à partir de la date de son arrestation, il ne sera pas présenté de demande d'extradition conforme aux stipulations du présent traité.

ART. 11

Un individu extradé en vertu du présent traité ne pourra, dans l'Etat auquel il aura été livré, être ni poursuivi, ni puni, ni remis à une tierce Puissance pour aucun autre acte antérieur à l'extradition que celui pour lequel il a été extradé, à l'exception toutefois des cas suivants :

1) Si le crime ou délit est de ceux qui entraînent l'extradition en vertu du présent traité et si l'Etat qui le livre consent à ces poursuites, à cette punition, ou à cette remise à un tiers Etat.

2) Si dans le délai d'un mois après avoir obtenu la faculté de le faire, l'individu livré n'a pas quitté le territoire de l'Etat auquel il a été extradé.

ART. 12

Les objets qui auront été saisis et que l'individu réclamé aura obtenus au moyen du crime ou du délit, ou bien qui pourront servir de pièces à conviction en ce qui concerne le crime ou le délit, pour lequel l'extradition est requise seront, si la demande en est faite par l'Etat requérant, livrés à ce dernier en même temps que l'individu réclamé si les autorités compétentes de l'Etat requis trouvent qu'il y a lieu de le faire. Toutefois les droits des tierces personnes vis-à-vis de ces objets seront dûment respectés.

La remise de ces objets à l'Etat requérant aura lieu même dans les cas où l'extradition déjà accordée ne pourra être effectuée pour cause de décès ou de fuite de l'individu accusé ou condamné.

ART. 13

Chacune des Hautes Parties Contractantes accordera, sur la demande de l'autre Partie, le transit par son territoire de tout individu qui aura été livré à cette dernière par une tierce Puissance, pourvu que le crime ou délit dont cet individu est inculpé soient de ceux qui auraient entraîné son extradition conformément au présent Traité dans le cas où l'individu aurait été trouvé sur le territoire de l'Etat qu'il doit transiter.

La demande pour le transit sera faite par la voie diplomatique. Elle devra contenir l'assurance que les conditions mentionnées au premier alinéa de cet Article seront observées et devra être accompagnée d'une copie dûment authentiquée de l'ordre d'extradition émanant de la tierce Puissance ayant consenti à la remise.

Pendant le transit, le fugitif devra être confié aux soins des fonctionnaires de l'Etat accordant le transit.

ART. 14

Toutes les dépenses relatives à l'extradition ou au transit seront à la charge de l'Etat requérant.

ART. 15

Le présent traité entrera en vigueur deux mois après l'échange des ratifications. Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra le dénoncer par une notification préalable faite au moins six mois d'avance.

Il sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Saint-Petersbourg aussitôt que possible (1).

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Tokio, le premier jour du sixième mois de la quarante-quatrième année de Meiji, correspondant au 19 mai-1^{er} juin de l'an mil neuf cent onze.

(L. S.) JUTARO KOMURA.

(L. S.) N. MALEWSKY-MALÉWITCH.

* * *

Déclaration Additionnelle

En procédant, aujourd'hui, à la signature du traité d'extradition entre le Japon et la Russie, les Plénipotentiaires soussignés se sont entendus au sujet de la déclaration suivante :

1. Dans le traité d'extradition susmentionné le mot « territoire » signifie les régions se trouvant sous la souveraineté ou sous le gouvernement exclusif de chacune des deux Hautes Parties Contractantes, et le mot « juridiction » comprend, en plus du territoire plus

(1) Les ratifications furent échangées à Saint-Petersbourg, le 26 août 1911.

haut défini, le domaine de la juridiction de chacune des Parties dans toute son étendue.

2. Dans l'application du susdit traité, un individu échappé à la justice sera considéré comme « individu accusé » tant que la sentence prononcée contre lui n'est pas devenue définitive et conclusive. A partir de ce moment, il sera considéré comme « individu condamné. »

3. Cette déclaration aura les mêmes force, valeur et durée que le traité d'extradition auquel elle est annexée. Elle sera soumise à l'approbation des Hautes Parties Contractantes en même temps que le dit traité, et, lorsque celui-ci aura été ratifié, la présente Déclaration sera considérée comme également approuvée sans qu'il y ait nécessité d'autre forme de ratification.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double à Tokio, le premier jour du sixième mois de la quarante-quatrième année de Meiji, correspondant au 19 mai-1^{er} juin de l'an mil neuf cent onze.

(L. S.) JUTARO KOMURA.

(L. S.) N. MALEWSKY-MALÉWITCH.

ITALIE — BOLIVIE

Traité général d'arbitrage

(17 mai 1911)

TEXTE ORIGINAL EN LANGUE ITALIENNE

Sua Maestà il Re d'Italia e Sua Eccellenza il Presidente della Repubblica di Bolivia, mossi dal desiderio di stringere sempre più i vincoli di amicizia che esistono tra i due Paesi, ispirandosi ai principi della Convenzione per il regolamento pacifico dei conflitti internazionali, firmata all'Aja il 29 luglio 1899, e desiderando di consacrare, conformemente allo spirito dell'articolo 19 della detta Convenzione, mediante un accordo generale, il principio dell'arbitrato obbligatorio nei loro rapporti reciproci, hanno stabilito di concludere una Convenzione

a questo fine, ed hanno perciò nominati loro Plenipotenziari, e cioè :

Sua Maestà il Re d'Italia :

il Cavaliere ufficiale Ruffillo Agnoli, suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario presso la Repubblica di Bolivia :

Sua Eccellenza il Presidente della Repubblica di Bolivia :

Sua Eccellenza il dottor Claudio Pinilla, suo Ministro di Stato per le Relazioni Estere, i quali, dopo essersi comunicati i loro pieni poteri e averli trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue :

ART. 1

Le Alte Parti contraenti si obbligano di sottoporre a giudizio arbitrare tutte le controversie che potessero sorgere tra di loro e che non fosse stato possibile risolvere per le vie diplomatiche.

Ciascuno dei due Stati ha, peraltro, la facoltà di non sottoporre all'arbitrato quelle controversie le quali, secondo il suo apprezzamento, mettono in questione l'indipendenza e l'onore nazionale.

Delle controversie che fossero di competenza delle autorità giudiziarie secondo le legge territoriale, le Parti contraenti avranno il diritto di non sottoporre la lite al giudizio arbitrare fino a che la giurisdizione nazionale non si sia pronunciata definitivamente.

ART. 2

Saranno in ogni caso sottoposte al giudizio arbitrare, senza la riserva di cui all'alinea secondo dell'articolo 1°, le controversie relative alle seguenti questioni :

1. Reclami pecuniari per perdite e danni sofferti da uno degli Stati contraenti o dai suoi nazionali, per effetto di atti illeciti od omissioni dell'altro Stato contraente, delle sue autorità pubbliche e dei loro funzionari ;

2. Interpretazione e applicazione delle stipulazioni concernenti materie d'indole esclusivamente giuridica, amministrativa, economica, di commercio e di navigazione ;

3. Diniego di giustizia.

La questione, se una data controversia costicuisca o no una di quelle espressamente prevedute nei numeri 1, 2 e 3, sarà del pari sottoposta all'arbitrato.

ART. 3

In ciascun caso particolare, le Alte Parti contraenti firmeranno un compromesso speciale che determinerà l'oggetto della contesa, e, se ne è il caso, la sede del tribunale, la lingua di cui esso si servirà e quelle delle quali sarà consentito l'uso davanti al medesimo, la somma che ciascuna Parte dovrà depositare comme anticipazione di spese, la forma e i termini per la costituzione del tribunale e per lo scambio delle memorie e degli atti, e, in generale, tutte le condizioni fra di loro concordate.

In mancanza di compromesso, gli arbitri, nominati secondo le regole di cui agli articoli 4 e 5 del presente trattato, giudicheranno in base alle pretese che saranno loro sottoposte.

Per tutto il rimanente, e in mancanza d'accordo speciale, si osserveranno le disposizioni stabilite dalla Convenzione per il regolamento pacifico dei conflitti internazionali firmata all'Aja il 29 luglio 1899, con le modificazione e le aggiunte contenute nei seguenti articoli.

ART. 4

Salvo stipulazione in contrario, il tribunale sarà composto di tre membri. Le due Parti ne nomineranno uno per ciascuna, e si accorderanno per la scelta del terzo arbitro. Se l'accordo su questo punto non è possibile, le Parti si rivolgeranno ad una terza Potenza perchè ne faccia la designazione, e, in mancanza d'accordo anche su di ciò, richiesta a questo scopo sarà fatta a Sua Maestà la Regina dei Paesi Bassi o ai suoi successori.

Il terzo arbitro sarà scelto nell'elenco dei membri della Corte permanente d'arbitrato stabilita dalla detta Convenzione dell'Aja. Nessuno degli arbitri potrà essere cittadino di una delle due Parti, nè aver domicilio o residenza nel loro territorio.

La stessa persona non potrà funzionare comme terzo arbitro in due vertenze successive.

ART. 5

Quando le Parti non si accordassero per la costituzione del tribunale, le funzioni arbitrali saranno conferite ad un arbitro unico, che, salvo stipulazione in contrario, sarà nominato secondo le regole stabilite nell'articolo precedente per la nomina del terzo arbitro.

Salvo stipulazione in contrario, la questione preveduta nell'ultimo alinea dell'art. 2 sarà parimente decisa da un arbitro unico, da nominarsi secondo le stesse regole, il quale, quando ne sia il caso, conti-

nuerà a funzionare come arbitro unico o come terzo arbitro, per la decisione del merito della contesa.

ART. 6

La sentenza arbitrale è pronunciata a maggioranza di voti ; è esclusa ogni menzione del dissenso eventuale di un arbitro.

La sentenza è sottoscritta dal presidente ed dal cancelliere o dall'arbitro unico.

ART. 7

La sentenza arbitrale decide definitivamente e senza appello la contestazione.

E tuttavia ammessa una domanda di revisione, davanti lo stesso tribunale o lo stesso arbitro che pronunciò la sentenza, e, prima che questa sia eseguita, nei casi seguenti :

1. Se è stato scoperto un fatto nuovo, tale che avrebbe potuto esercitare una influenza decisiva sulla sentenza e che, al momento della chiusura del dibattimento, era ignoto al tribunale o all'arbitro ed alla Parte che chiede la revisione ;

2. Se sia stato giudicato sopra documenti falsi od errati ;

3. Se la sentenza sia in tutto o in parte, variata da un errore di fatto risultante dagli atti o documenti della causa :

4. Se la sentenza fosse pronunciata fuori dei termini previsti dal compromesso.

ART. 8

Qualunque controversia potesse sorgere fra le parti circa l'interpretazione o l'esecuzione della sentenza, sarà sottoposta al giudizio dello stesso tribunale o dello stesso arbitro che la pronunziò.

ART. 9

Il presente trattato sarà ratificato e le ratifiche saranno scambiate a Roma al più presto possibile.

Avrà la durata di dieci anni a datare dallo scambio delle ratifiche (1). Se non sarà denunciato sei mesi prima della scadenza, lo si

(1) Le ratifiche furono scambiate a Roma il 16 maggio 1912.

intenderà rinnovato per un nuovo periodo di dieci anni, e così di seguito.

In fede di che, i plenipotenziari hanno sottoscritto il presente trattato, fatto in doppio originale in italiano e spagnuolo, e lo hanno munito dei loro sigilli in La Paz, addì diciassette maggio mille novecento undici.

(L. S.) RUFFILLO AGNOLI.

(L. S.) CLAUDIO PINILLA.

*
* *

TRADUCTION FRANÇAISE

Sa Majesté le Roi d'Italie et Son Excellence le Président de la République de Bolivie animés du désir de rendre plus étroits les liens d'amitié qui existent entre les deux Pays et, s'inspirant des principes de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux signée à La Haye le 29 juillet 1899 et désirant consacrer, conformément à l'esprit de l'article 19 de cette convention, par un accord général, le principe de l'arbitrage obligatoire dans leurs relations réciproques, ont résolu de signer un traité à cet effet et ont nommé leurs plénipotentiaires, à savoir :

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Monsieur le Chevalier Ruffillo Agnoli, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la République de Bolivie ;

Son Excellence le Président de la République de Bolivie :

Son Excellence M. le Docteur Claudio Pinilla, son Ministre d'Etat des Relations Extérieures,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à soumettre à l'arbitrage toutes les controverses qui peuvent surgir entre elles et qu'il ne serait pas possible de résoudre par la voie diplomatique.

Toutefois, chacune d'elles peut ne pas soumettre à l'arbitrage les différends qui, à son avis, intéressent l'indépendance ou l'honneur national.

Dans les questions qui seront de la compétence de l'autorité judiciaire, selon la loi du pays, les Parties contractantes auront le droit de ne pas soumettre le litige au jugement arbitral, avant que les tribunaux locaux aient statué définitivement.

ART. 2

Seront, en tout cas, soumis à l'arbitrage, sous la réserve indiquée au paragraphe 2 de l'article 1, les controverses relatives aux questions suivantes :

1° Réclamations pécuniaires provenant de dommages et préjudices soufferts par l'un des Etats contractants ou par ses nationaux par suite d'actes illicites ou de négligence de la part de l'autre Etat contractant de ses autorités publiques et de ses fonctionnaires ;

2° Interprétation et application des stipulations se rapportant à des matières d'ordre exclusivement juridique, administratif, économique, commercial ou maritime ;

3° Dénî de justice.

La question de savoir si une controverse constitue ou 'non un différend expressément prévu dans les numéros 1, 2 et 3 sera également soumis à l'arbitrage.

ART. 3

Dans chaque cas particulier, les Hautes Parties Contractantes signeront un compromis spécial qui déterminera l'objet du litige, si besoin est, le lieu de résidence du tribunal, la ou les langues dont l'emploi sera autorisé, le montant de la somme que chaque Partie devra déposer d'avance pour les frais, la forme et les délais de constitution du tribunal, l'échange des mémoires et documents et, en général, toutes les conditions à convenir entre elles.

Faute de ce compromis, les arbitres nommés d'après les règles établies par les articles 4 et 5 du présent Traité, jugeront sur la base des prétentions qui leur seront soumises.

En outre et faute d'accord spécial, seront appliquées les conditions établies par la Convention pour l'arrangement pacifique des conflits internationaux signée à La Haye le 20 juillet 1899, sauf les additions et modifications contenues dans les articles suivants.

ART. 4

Sauf stipulation contraire, le tribunal se composera de trois membres. Chaque partie nommera un arbitre et toutes deux s'entendront

pour le choix du troisième. Si on ne parvenait pas sur ce point à un accord, les Parties s'adresseraient à une troisième puissance pour qu'elle fasse cette désignation et faute encore d'accord sur ce point, une requête sera adressée, à ce sujet à Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ou à ses successeurs.

Le troisième arbitre sera choisi sur la liste des membres de la Cour permanente d'arbitrage établie par la Convention de la Haye. Ni les arbitres, ni le troisième arbitre ne peuvent être nationaux de l'une des Parties ni être domiciliés ni résider sur leurs territoires.

La même personne ne saurait être arbitre de deux affaires successives.

ART. 5

Si les Parties ne s'entendaient pas pour la constitution du tribunal, les fonctions d'arbitre seraient confiées à un arbitre unique lequel serait nommé, sauf stipulation contraire, conformément aux règles établies dans l'article antérieur pour la nomination du troisième arbitre.

Faute d'accord contraire, la question prévue dans le dernier paragraphe de l'article 2 sera également résolue par un arbitre unique, nommé d'après les mêmes règles, lequel, le cas échéant, continuera comme arbitre unique ou comme troisième arbitre pour juger le litige quant au fond.

ART. 6

La sentence arbitrale sera dictée par la majorité des voix, sans que l'on doive mentionner le dissentiment éventuel d'un arbitre.

La sentence sera signée par le président et le greffier ou par l'arbitre unique.

ART. 7

La sentence arbitrale règle définitivement et sans appelation le différend.

Toutefois, le tribunal ou l'arbitre qui aura prononcé la sentence pourra, avant qu'elle ait été exécutée, admettre une demande en révision dans les cas suivants :

1° S'il a été découvert un fait nouveau qui aurait pu exercer une influence décisive sur la sentence, ou un fait ignoré, au moment de la fin des débats, par le tribunal ou par l'arbitre ou par la partie qui sollicite la révision ;

2° Si le jugement est basé sur des documents faux ou erronés ;

- 3° Si la sentence a été viciée, totalement ou partiellement par une erreur de fait qui apparaît dans les pièces et documents de la cause ;
4° Si la décision a été prononcée en dehors des délais spécifiés dans le compromis.

ART. 8

Toute controverse qui pourra surgir entre les Parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la sentence sera soumise au jugement du tribunal ou de l'arbitre qui l'aura prononcée.

ART. 9

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Rome le plus tôt possible (1).

Il restera en vigueur dix années, à dater du jour de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois avant le délai de cessation, il sera renouvelé pour une nouvelle période de dix années et ainsi successivement.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé et scellé le présent Traité, en double expédition originale, en italien et en espagnol, et y ont mis leurs sceaux à La Paz le dix sept mai mil neuf cent onze.

(L. S.) RUFFILLO AGNOLI.

(L. S.) CLAUDIO PINILLA.

ARGENTINE. — URUGUAY

Convention relative aux commissions rogatoires

(7 septembre 1903)

TEXTE ORIGINAL EN LANGUE ESPAGNOLE

Reunidos en el Ministerio de Relaciones Exteriores de la República Oriental del Uruguay, Su Excelencia el Sr. Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de la República Argentina, Dr. Mariano Demaría y Su Excelencia el Sr. Ministro del ramo D. José Romeu, con el objeto de simplificar los requisitos establecidos en el título II ;

(1) Les ratifications ont été échangées le 16 mai 1912 et pleine et entière exécution a été donnée en Italie au présent traité par décret royal du 9 juin 1912.

artículo 3.º y 4.º del Tratado de Derecho Procesal sancionado en el Congreso Sudamericano de Derecho Internacional Privado de Montevideo el 11 de Enero de 1889, en la parte que se refiere á la legalización de exhortos, cartas rogatorias y demás documentos procedentes de uno y otro país, y después de comunicados sus Plenos Poderos que fueron hallados en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente :

Artículo 1.º — Las comisiones rogatorias en materia civil ó criminal, dirigidas por los Tribunales de la República Argentina á los de la República Oriental del Uruguay, ó por los de la República Oriental del Uruguay á los de la República Argentina, no necesitarán de la legalización de las firmas para hacer fe, cuando sean cursadas por intermedio de los Agentes Diplomáticos, y, á falta de éstos, por los Consulares.

Art. 2.º — Si las comisiones rogatorias fueren libradas á petición de parte interesada, se indicará en las mismas la persona que ante las autoridades del país á que se dirijan, se encargará de su diligenciamiento y abonará los gastos que este ocasionare.

Art. 3.º — Cuando las comisiones rogatorias fueran dirigidas de oficio, los gastos que ocasione su diligenciamiento, serán á cargo del gobierno del país que las reciba.

Art. 4.º — La presente convención tendrá una duración indefinida ; pero podrá ser revocada por cualquiera de las Altas Partes Contratantes, denunciándola con un año de anticipación.

Art. 5.º — El canje de las ratificaciones de esta convención se realizará en la ciudad de Buenos Aires á la mayor brevedad posible.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios la firman y sellan en doble ejemplar, en la ciudad de Montevideo á los siete días del mes de Septiembre del año 1903.

(L. S.) MARIANO DEMARIA.

(L. S.) JOSÉ ROMEU.

*
* *

TRADUCTION FRANÇAISE

Réunis au Ministère des Relations Extérieures de la République Orientale de l'Uruguay, Son Excellence M. l'Envoyé Extraordinaire et

Ministre plénipotentiaire de la République Argentine, Docteur Mariano Demaria, et Son Excellence Monsieur le Ministre des Relations Extérieures Docteur José Romeu, dans le but de simplifier les clauses de l'article 2, article 3 et 4 du Traité de droit juridique sanctionné au Congrès Sud-américain de droit international privé de Montevideo le 11 janvier 1889, dans la partie concernant la légalisation des réquisitoires, commissions rogatoires et autres documents de cette nature provenant de l'un et de l'autre pays, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs qui furent trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les signatures des commissions rogatoires en matière civile et criminelle, adressées par les Tribunaux de la République Argentine à ceux de la République Orientale de l'Uruguay ou par ceux de la République Orientale de l'Uruguay à ceux de la République Argentine n'auront pas besoin d'être légalisées, quand elles seront transmises par l'intermédiaire des Agents diplomatiques, ou à défaut de ces derniers, par les agents consulaires.

Article 2. — Si les commissions rogatoires sont délivrées à la requête de la partie intéressée on y indiquera la personne qui devant les autorités du pays auxquelles elles sont adressées se chargera de leur exécution et paiera les frais qu'elles occasionneront.

Article 3. — Quand les commissions rogatoires seront adressées d'office, les frais qu'occasionnera leur exécution, sera à la charge du gouvernement du pays qui les redevra.

Article 4. — La présente convention aura une durée indéfinie, mais elle pourra être révoquée par l'une des Parties Contractantes, à condition d'être dénoncée un an auparavant.

Article 5. — L'échange des ratifications de cette Convention aura lieu en la cité de Buenos-Aires le plus tôt possible. (1)

En foi de quoi, les Plénipotentiaires la signent et scellent en double exemplaire en la cité de Montevideo, le sept septembre de l'année 1903.

(L. S.) MARIANO DEMARIA.

(L. S.) JOSÉ ROMEU.

(1) Les ratifications ont été échangées à Buenos-Aires le 4 octobre 1907.

ESPAGNE — BRÉSIL

Traité d'arbitrage

(8 avril 1909)

TEXTE ORIGINAL EN LANGUE ESPAGNOLE

Su Majestad el Rey de España y el Presidente de la República de las Estados Unidos del Brasil, deseando concluir un Convenio de arbitraje en conformidad con los principios enunciados en los artículos 15 á 19 y 21 del convenio para el arreglo pacífico de conflictos internacionales, ajustados en el Haya el 29 de Julio de 1899, y en los artículos 37 á 40 y art. 42 del que, con el mismo objeto, fué también formado en el Haya el 18 de octubre de 1907, han nombrado por sus Plenipotenciarios, á saber :

Su Majestad el Rey de España, á D. Manuel Multedo y Cortina, Su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario cerca del Gobierno de los Estados Unidos del Brasil, y El Presidente de los Estados Unidos del Brasil, al Señor José María da Silva Paranhos do Rio Branco, Ministro de Estado de Relaciones Exteriores,

Los cuales, debidamente autorizados, han convenido en los artículos siguientes :

ARTICULO 1º

Las diferencias que ocurrieren entre las dos Altas partes contratantes sobre cuestiones de carácter jurídico ó relativas á la interpretación de tratados en vigor, existentes ó que puedan existir entre ambas y que no haya sido posible arreglar por la vía diplomática, serán sometidas al Tribunal permanente de arbitraje establecido en el Haya en virtud del Convenio de 29 de Julio de 1899, siempre que y con tal que dichas cuestiones no afecten á los intereses vitales, la independencia ó la honra de los Estados contratantes y que no atañen á los intereses de otro Estado, quedando, además, entendido que, si una de las dos partes lo prefiere, el arbitraje motivado por las cuestiones á que se refiere el presente Convenio, se realizará ante un Jefe de Estado ó un Gobierno amigo ó ante uno ó más árbitros, sin limitación á los que forman parte de las listas del precitado Tribunal permanente del Haya.

ARTICULO 2.º

En cada caso particular, antes de apelar á algun árbitro singular, al Tribunal permanente del Haya ó á otros árbitros, las dos Altas partes contratantes formarán un compromiso especial que determine claramente la materia del litigio, el alcance de los poderes del árbitro ó árbitros y las condiciones que hayan de ser observadas en lo tocante á los plazos para la constitución del Tribunal, á la elección del árbitro ó árbitros, asi como los trámites del procedimiento arbitral.

Queda entendido que dichos compromisos especiales, en lo que concierne á España, seván sometidos á las formalidades requeridas por sus leyes, y por lo que toca á los Estados Unidos del Brasil, serán ratificados por el Presidente de la República, previa la aprobación de los mismos por el Consejo nacional.

ARTICULO 3.º

Se concluye el presente Convenio por un período de cinco años, á contar desde el día del canje de las ratificaciones. Si no fuere denunciado seis meses antes de la terminación de este plazo, continuará en vigor por un nuevo período de cinco años, y así sucesivamente.

ARTICULO 4.º

Cumplidas las formalidades exigidas por las leyes constitucionales en cada uno de los países, el presente Convenio será ratificado y las ratificaciones se canjearán en la ciudad de Río Janeiro tan pronto como sea posible. (1)

En fe de lo cual, nosotros los Plenipotenciarios arriba nombrados, firmamos el presente instrumento, por duplicado, en lengua española y portuguesa, estampando en cada ejemplar nuestros sellos. En Petropolis, el día 8 del mes de abril de 1909.

(L. S.) MANUEL MULTEDO.

(L. S.) RIO BRANCO.

*
* *

(1) Las ratificaciones fueron canjeadas en Río Janeiro el día 29 del mes de junio de 1911.

TRADUCTION FRANÇAISE

Sa Majesté le Roi d'Espagne et le Président de la République des Etats-Unis du Brésil désirant conclure un traité d'arbitrage en conformité avec les principes énoncés dans les articles 15 à 19 et 21 de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux signée à La Haye le 29 juillet 1899 et dans les articles 37 à 40 et 42 de la convention qui fut, dans le même but, également signé à La Haye le 18 octobre 1907, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, à savoir :

Sa Majesté le Roi d'Espagne, M. Manuel Multedo y Cortina, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès du gouvernement des Etats-Unis du Brésil et,

Le Président des Etats-Unis du Brésil, Monsieur José Maria da Silva Paranhos do Rio Branco, Ministre d'Etat des Relations Extérieures.

Lesquels, dûment autorisés, ont convenu de signer les articles suivants :

ARTICLE PREMIER

Les différends qui pourront survenir entre les deux Hautes Parties Contractantes sur des questions de caractère juridique ou relatives à l'interprétation de traités en vigueur existant ou pouvant exister entre les deux nations et qu'il ne sera pas possible de régler par la voie diplomatique, seront soumis au Tribunal permanent d'arbitrage établi à La Haye en vertu de la convention du 29 juillet 1899, chaque fois et seulement quand ces questions n'intéresseront pas les intérêts vitaux, l'indépendance et l'honneur des Etats contractants et n'atteindront pas les intérêts de l'autre ; il demeure, en outre, entendu, que si l'une des deux Parties le préfère, l'arbitrage motivé par les questions auxquelles se rapporte le présent traité sera remis aux soins d'un chef d'Etat ou d'un gouvernement ami ou d'un ou plusieurs arbitres, alors même que ces derniers ne feraient pas partie du susdit tribunal permanent de La Haye.

ART. 2

Dans chaque cas particulier, avant d'en appeler à un arbitre singulier, au Tribunal permanent de La Haye ou à d'autres arbitres, les deux Hautes Parties Contractantes signeront un compromis spécial qui déterminera clairement la matière du litige, la portée des pouvoirs de l'arbitre ou des arbitres et les conditions qui devront être observées en ce qui concerne les délais de constitution du Tribunal,

le choix de l'arbitre ou des arbitres, ainsi que la marche et procédure de l'action arbitrale.

Il demeure entendu que ces compromis spéciaux, en ce qui concerne l'Espagne seront soumis aux formalités requises par ses lois et, en ce qui concerne les Etats-Unis du Brésil, seront ratifiés par le Président de la République après approbation du Conseil National.

ART. 3

Le présent traité est conclu pour une période de cinq ans, à dater du jour de l'échange des ratifications s'il n'est pas dénoncé six mois avant la fin de ce délai, il restera en vigueur pour une nouvelle période de cinq années. et ainsi successivement.

ART. 4

Les formalités exigées par les lois constitutionnelles étant accomplies dans chacun des pays contractants, le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées en la ville de Rio-de-Janeiro aussitôt que possible. (1)

En foi de quoi, nous Plénipotentiaires ci-dessus nommés, signons le présent instrument fait en double, en langue espagnole et en langue portugaise, chaque exemplaire ayant été revêtu de nos sceaux. A Péropolis, le 8 avril 1909.

(L. S.) MANUEL MULTEDO.

(L. S.) RIO BRANCO.

(1) Les ratifications furent échangées à Rio-de-Janeiro le 29 juin 1911.

GRANDE-BRETAGNE — COLOMBIE

Convention d'arbitrage

(30 décembre 1908)

TEXTE ORIGINAL EN LANGUE ANGLAISE

The Government of His Britannic Majesty and the Government of the Colombian Republic, signatories of the Convention for the pacific settlement of international disputes, concluded at the Hague on the 29 th July 1899, taking into consideration that by Article 19 of that Convention the High Contracting Parties have reserved to themselves the right of concluding Agreements, with a view to referring to arbitration all questions which they shall consider possible to submit to such treatment, have authorized :

The Government of His Britannic Majesty, Mr. Francis William Stronge, Minister Resident and

The Government of the Republic of Colombia, Señor Doctor Francisco José Urrutia, Minister for Foreign Affairs,

to conclude the following arrangement :

ARTICLE 1

Differences which may arise of a legal nature, or relating to the interpretation of Treaties existing between the two Contracting Parties, and which it may not have been possible to settle by diplomacy, shall be referred to the Permanent Court of Arbitration established at the Hague by the Convention of the 29 th July 1899, provided, nevertheless, that they do not affect the vital interests, the independence or the honour of the two Contracting States, and do not concern the interests of third Parties.

ARTICLE 2

In each individual case, the High Contracting Parties, before appealing to the Permanent Court of Arbitration shall conclude a special Agreement defining clearly the matter in dispute, the scope of the powers of the Arbitrators, and the periods to be fixed for the formation of the Arbitral Tribunal and the several stages of the procedure.

ARTICLE 3

The present Agreement is concluded for a period of five years, dating from the day of signature.

Done in duplicate at Bogotá, the thirtieth day of December, one thousand nine hundred and eight.

(L. S.) FRANCIS STRONGE.

(L. S.) FRANCISCO JOSÉ URRUTIA.

*
* *

TRADUCTION FRANÇAISE

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de la République de Colombie, signataires de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux signé à La Haye le 29 juillet 1899, prenant en considération que par l'article 19 de cette convention, les Hautes Parties Contractantes se sont réservées de conclure des accords sur l'arbitrage dans tous les cas où elles jugeront qu'il sera possible d'avoir recours à ce moyen ont autorisé,

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, M. Francis William Stronge, Ministre Résident.

Le Gouvernement de la République de Colombie, M. le Docteur Francisco José Urrutia, Ministre des Relations Extérieures,

à conclure l'arrangement suivant :

ARTICLE PREMIER

Les questions d'ordre juridique et relatives à l'interprétation des traités existants entre les deux Parties contractantes qui surgiront entre elles et ne pourront être réglées par la voie diplomatique seront soumises à la Cour permanente d'arbitrage établie par la convention de La Haye du 29 juillet 1899, à la condition, en tout cas, qu'elles ne compromettent ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ni l'honneur des deux Etats contractants non plus que les intérêts de tiers.

ART. 2

En tout cas particulier, les Hautes Parties Contractantes, avant de s'adresser à la Cour permanente d'arbitrage signeront un compromis

spécial dans lequel on déterminera clairement l'objet du litige, l'extension des pouvoirs des arbitres et les délais à observer pour la constitution du Tribunal arbitral ainsi que la procédure qui y sera suivie.

ART. 3

Le présent arrangement est conclu pour une période de cinq années, à dater du jour de la signature.

Fait en double à Bogotá, le trente décembre mil neuf cent huit.

(L. S.) FRANCIS STRONGE.

(L. S.) FRANCISCO JOSÉ URRUEIA.

Convention relative à la construction des chemins de fer destinés à faciliter la communication entre les deux pays et documents y relatifs.

(1894-1902)

TEXTE DE LA CONVENTION EN LANGUE ESPAGNOLE

En Buenos Aires, á los treinta días del mes de Junio de mil ochocientos noventa y cuatro, reunidos en el Despacho del Ministerio de Relaciones Exteriores Su Excelencia el Sr. Dr. D. Eduardo Costa, Ministro Secretario de Estado en el indicado departamento, y Su Excelencia el Sr. Dr. D. Telmo Ichazo, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Bolivia, han acordado celebrar la siguiente convención :

Artículo 1.º El Gobierno de la República Argentina mandará practicar los estudios técnicos necesarios para la prolongación del ferrocarril Central Norte hasta el punto de la frontera de Bolivia que se considere más conveniente á su internación en dicha República.

Art. 2.º El Gobierno de Bolivia mandará practicar á su vez, los estudios técnicos necesarios para la prosecución de la vía férrea desde el punto que se determine, en virtud de lo dispuesto por el artículo anterior, hasta el que reuna mayores ventajas en el interior de la misma República.

Art. 3.º Estos estudios serán practicados por comisiones mixtas que se compondrán, en la sección Argentina, de dos ingenieros argentinos y uno boliviano, y en la de Bolivia, de dos ingenieros bolivianos y uno argentino.

Art. 4.º A los treinta días de la ratificación del presente convenio, se designará las expresadas Comisiones, las que daran principio á sus trabajos á los sesenta días de su nombramiento, debiendo presentarlos en un término que no exceda de doce meses.

Art. 5.º Aprobados los estudios definitivos, el Gobierno Argentino procederá administrativamente ó por empresa particular, á la prolongación del Ferrocarril Central Norte hasta el punto de la frontera de Bolivia que se haya fijado como mas conveniente, y, á su vez, el Gobierno de Bolivia proseguira desde el mismo punto su inmediata construcción, tambien directamente ó por medio de una empresa particular.

Art. 6.º El Gobierno Argentino facilitará al de Bolivia los recursos necesarios hasta un cincuenta por ciento de los gastos que demande la construcción de la línea en territorio boliviano.

Art. 7.º El reembolso de la cantidad que el Gobierno de Bolivia recibiere en virtud del artículo anterior, se hara en esta forma : con un treinta por ciento del producto líquido del camino, y con un veinte por ciento de la cantidad que el Gobierno de Bolivia perciba por los derechos aduaneros sobre las mercaderías que se introduzcan en su territorio por esta vía.

Art. 8.º Una convención especial determinará los acuerdos relativos al trafico comercial, fletes y tarifas de la línea en ambos territorios.

Art. 9.º Aprobado que sea el presente convenio por los Gobiernos de la República Argentina y de la República de Bolivia, sera sometido á la deliberación de las Camaras Legislativas de uno y otro país.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios de la República Argentina y de la República de Bolivia, firmaron la presente convención en doble ejemplar y le pusieron sus respectivos sellos.

(L. S.) EDUARDO COSTA.

(L. S.) TELMO ICHAZO.

*
* *

Loi argentine N° 3225 relative à la susdite convention

El Senado y Cámara de Diputados de la Nación Argentina,
reunidos en Congreso, etc., sancionan con fuerza de Ley :

Artículo 1.º Apruébase la convención para la unión ferrocarrilera firmado en Buenos Aires, el día 30 de Junio de 1894, por los Plenipotenciarios de la República Argentina y de Bolivia, debidamente autorizados al efecto, debiendo introducirse en el texto de ella las alteraciones siguientes :

1.ª En el artículo 1.º, después de las palabras « Central Norte », intercalar las siguientes « ú otro ».

2.ª El artículo 5.º, redactado como sigue : « Aprobados los estudios y presupuestos definitivos por ambos Gobiernos, el Gobierno Argentino procederá administrativamente ó por empresa particular a la prolongación del Ferrocarril Central Norte ú otro, hasta el punto de la frontera de Bolivia que se haya fijado como mas conveniente ; y á su vez el Gobierno de Bolivia proseguirá desde el mismo punto su inmediata construcción, también directamente ó por medio de una empresa particular. »

3.ª Agregar al final del artículo 6.º las siguientes palabras : « previa una convención en que se estipulará sobre la manera como debe concurrir. »

4.ª El artículo 7.º redactado como sigue : « El reembolso de la cantidad que el Gobierno de Bolivia recibiese en virtud del artículo anterior, se hará gradualmente, destinado á este objeto el treinta por ciento (30 0/0) del producto líquido del camino, y el veinte por ciento (20 0/0) de la cantidad que el Gobierno de Bolivia perciba por derechos aduaneros sobre las mercaderías que pasan por esta vía. »

Art. 2.º Los gastos que demande la ejecución de la presente ley se haran de rentas generales y se imputaran á la misma.

Dada en la Sala de Sesiones del Congreso Argentino, en Buenos Aires á veinticuatro de enero de mil ochocientos noventa y cinco. — CARLOS DONCEL. — ADOLFO J. LABOUGLE, Secretario del Senado. — FRANCISCO ALCOBENDAS. — JUAN OVANDO, Secretario de la Cámara de Diputados.

4 *

*
* *

Acte d'échange de ratifications

En la Ciudad de Sucre, á los catorce días del mes de Diciembre de mil ochocientos noventa y cinco, reunidos en el Despacho del Ministerio de Relaciones Exteriores, Su Excelencia el Sr. Dr. Dardo Rocha, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de la República Argentina, y su Excelencia el Sr. Dr. Don Emeterio Cano, Ministro de Relaciones exteriores de la República de Bolivia, con el objeto de proceder al canje de las ratificaciones de la Convención para prolongar el Ferrocarril « Central Norte Argentino ú otro », ajustado y firmado en la Ciudad de Buenos Aires, á los treinta días del mes de Junio de mil ochocientos noventa y cuatro, por Su Excelencia el Sr. Dr. D. Telmo Ichazo, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Bolivia, y Su Excelencia el Sr. Dr. D. Eduardo Costa, Ministro de Relaciones Exteriores de la República Argentina, después de haberse comunicado sus plenos poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, leídos como corresponde los instrumentos de ratificación de la referida convención de unión ferroviaria, con las modificaciones introducidas por el Congreso Argentino en los artículos 1.º, 5.º, 6.º y 7.º aceptada por el de Bolivia ; y habiendo manifestado su conformidad en todo lo estipulado; se verificó en seguida el canje en la forma de estilo, disponiendo los señores Plenipotenciarios se redactase la presente acta por duplicado, cuyos ejemplares firmaron y sellaron con sus sellos.

(L. S.) EMETERIO CANO.

(L. S.) DARDO ROCHA.

*
* *

Accord relatif au chemin de fer devant relier les deux pays.

(11 Décembre 1902)

Reunidos en el despacho del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto de la República Argentina, S. E. el Dr. Luis M. Drago, Ministro del ramo, y S. E. el Dr. Juan C. Carrillo, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Bolivia, con el fin de facilitar por acuerdos eficaces la ejecución del pacto ferroviario de 30 de Junio de 1894, previo canje de sus respectivos plenos poderes, y considerando que celebrado, como se halla, el contrato para la prolongación del ferrocarril a Bolivia, con los señores Stremiz y Compañía y verificados ya los estudios de La Quiaca à Tupiza, es indispensable y de gran utilidad para las dos Republicas la prosecución inmediata de la obra en la sección boliviana, han convenido en lo siguiente :

Artículo 1.º Aprobados los estudios definitivos, el Gobierno Argentino procederá administrativamente ó por empresa particular, a la prolongación del Ferrocarril Central Norte, desde La Quiaca hasta Tupiza ó hasta el punto que de común acuerdo se considere conveniente designar como terminal de la línea, en cuya construcción el Gobierno Boliviano no tendrá que hacer ningun desembolso inmediato.

Art. 2.º El Gobierno de Bolivia podrá en cualquier tiempo, adquirir la propiedad de la sección de la línea que corre por territorio boliviano, pagando el valor de su costo ; pero hasta tanto ese valor no sea reintegrado, el Gobierno Argentino tendrá la administración y manejo de la línea en las mismas condiciones que corresponderían a una empresa privada, sin perjuicio de los derechos inherentes á la soberanía de Bolivia. El Gobierno Boliviano podrá también, en cualquier tiempo, devolver parte del capital empleado, y en tal caso, participará en las utilidades de la línea en la proporción de su respectivo aporte.

Art. 3.º El Gobierno de Bolivia no tendrá derecho á intervenir en las tarifas del ferrocarril en la sección que le corresponde, durante la administración argentina hasta tanto que la línea no produzca un rendimiento de seis por ciento de los capitales empleados ; pero los transportes que se hagan por cuenta del Gobierno Boliviano dentro de su territorio, le serán con un cincuenta por ciento de rebaja sobre las tarifas ordinarias. Esta franquicia que comprende tanto el pasaje de las personas como el transporte del material de carga, se conservará en la misma forma á favor del Gobierno Argentino una vez que la línea pase á poder de Bolivia. -- Además, se conducirán gratuitamente con igual reciprocidad, las valijas de la correspondencia que se despachen por las oficinas de correos, otorgandose pasaje libre á los conductores de aquellas y los funcionarios judiciales ó de policía que fueran á practicar diligencias sobre delitos cometidos en las estaciones ó en los trenes ó sobre accidentes ocurridos en la línea.

Art. 4.º Quedan así modificados los artículos 5.º, 6.º, 7.º y 8.º de la Convención Ferroviaria de 30 de Junio de 1894.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios de la República Argentina y de la República de Bolivia firmaron el presente acuerdo, en doble ejemplar, y le pusieron sus respectivos sellos, en Buenos Aires, 11 de Diciembre de 1902.

(L. S.) JUAN C. CARILLO.

(L. S.) LUIS M. DRAGO.

TRADUCTION FRANÇAISE DES TEXTES PRÉCÉDENTS

A Buenos-Aires, le 30 juin 1894, étant réunis dans le Cabinet du Ministre des Relations Extérieures, Son Excellence M. le Docteur don Eduardo Costa, ministre-Secrétaire d'Etat audit Ministère et Son Excellence M. le Docteur don Telmo Ichazo, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Bolivie ont signé la convention suivante :

ARTICLE PREMIER

Le Gouvernement de la République Argentine fera faire les études techniques nécessaires de la prolongation du chemin de fer Central-Nord jusqu'au point frontière de la Bolivie qui paraîtra le mieux approprié pour l'entrée du chemin de fer dans ce pays.

ART. 2

De son côté, le gouvernement bolivien fera procéder aux études techniques nécessaires pour le prolongement du chemin de fer du point qui sera déterminé en vertu de l'article précédent à l'intérieur de ladite République à l'endroit qui semblera le plus avantageux.

ART. 3

Ces études seront faites par des commissions mixtes qui se composeront, pour la section argentine, de deux ingénieurs argentins et d'un bolivien et pour la section bolivienne, de deux ingénieurs boliviens et d'un argentin.

ART. 4

Dans un délai de trente jours à dater de la ratification de cette convention, il sera procédé à la désignation des Commissions sus-indiquées ; ces dernières commenceront leurs travaux dans le délai de soixante jours à dater du jour de leur nomination et ces travaux ne devront pas excéder la durée de douze mois.

ART. 5

Les études définitives étant approuvées, le Gouvernement argentin procédera administrativement ou par entreprise particulière, à la prolongation du chemin de fer Central-Nord jusqu'au point frontière de Bolivie qui aura été désigné, et, de son côté, le gouvernement de

Bolivie, fera exécuter immédiatement à partir de ce même point la construction des voies, également administrativement ou par l'intermédiaire d'une entreprise privée.

ART. 6

Le gouvernement argentin fournira au gouvernement bolivien les ressources nécessaires à l'établissement de la ligne en territoire bolivien jusqu'à concurrence de 50 0/0 des frais.

ART. 7

Le remboursement de la somme que le gouvernement bolivien recevra en vertu de l'article antérieur se fera sous cette forme : 30 0/0 sur le produit liquide du chemin de fer et 20 0/0 de la somme que le gouvernement bolivien percevra comme droits de douane produits sur les marchandises qui entreront sur son territoire par cette voie ferrée.

ART. 8

Une convention spéciale déterminera les accords relatifs au trafic commercial, frets et tarifs de la ligne sur les deux territoires.

ART. 9

Bien qu'approuvé par les gouvernements de la République Argentine et de la République bolivienne, la présente convention sera soumise à la délibération des Chambres Législatives des deux pays.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires de la République Argentine et de la République de Bolivie, signèrent la présente convention en double exemplaire et y apposèrent leurs sceaux respectifs.

(L. S.) EDUARDO COSTA.

(L. S.) TELMO ICHAZO.

*
* * *

Le Sénat et la Chambre des Députés de la Nation Argentine réunis en Congrès, etc,... sanctionnent avec force de loi les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER

Est approuvée la convention pour l'union des chemins de fer signée à Buenos-Aires le 30 juin 1894 par les Plénipotentiaires de la Répu-

blique Argentine et de la Bolivie, duement autorisés à cet effet, sous réserve de l'introduction dans le texte des modifications suivantes :

1° Dans l'article I, après les mots « Central-Nord, » intercaler les suivants : « ou autre ».

2° L'article 5 rédigé comme suit : Les études définitives étant approuvées, le gouvernement argentin procédera administrativement ou par entreprise particulière à la prolongation du Chemin de fer Central-Nord ou autre jusqu'au point frontière de Bolivie qui aura été désigné, et de son côté, le gouvernement de Bolivie fera exécuter immédiatement à partir de ce même point la construction des voies également administrativement ou par l'intermédiaire d'une entreprise privée.

3° Ajouter à la fin de l'article 6 les mots suivants : après signature d'une convention qui stipulera la manière dont ce recours pécunier sera accordé.

4° L'article 7 rédigé comme suit : Le remboursement de la somme que le gouvernement bolivien recevra en vertu de l'article antérieur se fera graduellement ; il sera destiné à cet effet trente pour cent (30 o/o) du produit liquide de ligne et vingt pour cent (20 o/o) de la somme que le gouvernement bolivien percevra comme droits de douane sur les marchandises qui entreront sur son territoire par cette voie ferrée.

ART. 2

Les frais que nécessitent l'exécution de la présente loi seront pris sur les revenus généraux et imputés comme tels.

Donné en la salle des séances du Congrès Argentin, à Buenos-Aires, le vingt-quatre janvier mil huit cent quatre-vingt quinze.

CARLOS DONCEL — ADOLFO J. LABOUGLE,
Secrétaire du Sénat.

FRANCISCO ALCOBENDAS — JUAN OVANDO,
Secrétaire de la Chambre des Députés.

*
* *

En la ville de Sucre, le 14 décembre 1895, étant réunis au bureau du Ministère des Relations Extérieures, Son Excellence M. le docteur don Dardo Rocha, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Argentine et Son Excellence M. le docteur don Emerico Cano, ministre des Relations Extérieures de la République de Bolivie, dans le but de procéder à l'échange des ratifications de la Con-

vention pour le prolongement du « Chemin de fer Central-Nord argentin ou autre » conclue et signée en la ville de Buenos-Aires le trente juin mil huit cent quatre-vingt quatorze par Son Excellence M. le docteur D. Telmo Ichazo, Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Bolivie et Son Excellence M. le docteur D. Eduardo Costa, Ministre des Relations Extérieures de la République Argentine, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, qui furent trouvés en bonne et due forme, avoir lu comme il convient les instruments de ratifications de la susdite Convention d'union des chemins de fer, avec les modifications introduites par le Congrès Argentin dans les articles 1, 5, 6 et 7, acceptée par le gouvernement bolivien et être manifesté la conformité de leurs vues à ce sujet, l'échange des ratifications eut lieu immédiatement avec le protocole d'usage et Messieurs les Plénipotentiaires disposèrent que ce procès-verbal serait rédigé en deux exemplaires qu'ils signèrent et auxquelles ils apposèrent leurs sceaux.

(L. S.) EMETERIO CANO.

(L. S.) DARDO ROCHA.

*
* *

Réunis au Ministère des Relations Extérieures et des Cultes de la République Argentine, S. Exc. M. le docteur Luis M. Drago, Ministre du département susdit, et S. Exc. M. le docteur Juan Carrillo, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Bolivie, dans le but de faciliter par des accords efficaces l'exécution de la convention relative aux chemins de fer signée le 30 juin 1894, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs et considérant que le contrat pour le prolongement du chemin de fer en Bolivie ayant été signé avec MM. Stremiz et C^e et les projets de voie ferrée de La Quiaca à Tupiza ayant été exécutés, il est indispensable et de grande utilité pour les deux républiques de pourvoir à l'exécution immédiate des travaux dans la partie bolivienne, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER

Les projets définitifs étant approuvés, le gouvernement argentin procédera par voie administrative ou privée au prolongement du Chemin de fer Central-Nord, de La Quiaca à Tupiza ou tout autre point que, de commun accord, on considérera comme convenable de désigner comme point terminus de la ligne ; le gouvernement bolivien n'aura à faire aucune dépense immédiate.

ART. 2

Le gouvernement bolivien pourra, à quelque moment que ce soit, acquérir la propriété de la section de la ligne sur territoire bolivien en

payant la valeur de ce qu'a coûté son établissement, mais, jusqu'au jour où cette valeur ne sera pas remboursée, le gouvernement argentin aura l'administration et la direction de la ligne aux mêmes conditions que l'aurait une entreprise privée, sans préjudice des droits inhérents à la souveraineté de la Bolivie. Le gouvernement bolivien pourra également, quand il le voudra, restituer une partie du capital employé, et, dans ce cas, il participera aux bénéfices de la ligne, dans la proportion de son apport.

ART. 3

Le gouvernement bolivien ne pourra pas intervenir dans l'établissement des tarifs du chemin de fer dans la section bolivienne, pendant le temps de l'administration argentine, jusqu'à ce que la ligne produise un rendement de six pour cent du capital employé ; mais les transports qui se feront pour le compte du gouvernement bolivien le seront avec un rabais de cinquante pour cent sur les tarifs ordinaires. Cette franchise qui comprend tout le passage des personnes que le transport du matériel sera conservée, dans les mêmes formes en faveur du gouvernement argentin une fois que la ligne passera au pouvoir de la Bolivie.

En outre, on conduira gratuitement, avec une égale réciprocité, les sacs de correspondances expédiés par l'administration des postes et l'on accordera le transport gratuit à leurs conducteurs et aux fonctionnaires de la justice et de la police qui pourront être appelés à enquêter sur des délits commis dans les gares et les trains ou sur des accidents survenus sur la ligne.

ART. 4

Les articles 5, 6, 7 et 8 de la convention de chemins de fer du 30 juin 1894 restent ainsi modifiés.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires de la République Argentine et de la République de Bolivie ont signé le présent accord, en double exemplaire, et y ont apposé leurs sceaux respectifs, à Buenos-Aires, le 11 décembre 1902.

(L. S.) JUAN C. CARILLO.

(L. S.) LUIS M. DRAGO.

GRÈCE — SUISSE

Traité d'extradition

(21 novembre 1910)

Le Conseil fédéral Suisse et Sa Majesté le Roi des Hellènes, également animés du désir de conclure un traité d'extradition réciproque des malfaiteurs, ont désigné dans ce but pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral Suisse :

Monsieur Charles-Edouard Lardy, docteur en droit, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Suisse en France, et

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

Monsieur Athos Romanos, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire en France,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, dans les circonstances et les conditions établies par le présent Traité, à l'exception de leurs nationaux, les individus qui, étant poursuivis ou condamnés pour un crime ou un delit commis sur le territoire de la Partie requérante, se réfugieraient sur le territoire de l'autre Partie.

ART. 2

L'extradition ne sera accordée que pour les infractions de droit commun indiquées ci-après, lorsqu'elles seront prévues par les législations pénales de l'Etat requérant et de l'Etat requis :

- 1° assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre ;
- 2° avortement ;
- 3° coups portés et blessures faites volontairement avec préméditation, ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité

permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans l'intention de la donner ;

4° bigamie ;

5° viol ;

6° enlèvement de mineurs ;

7° exposition ou délaissement d'un enfant au-dessous de l'âge de 7 ans ;

8° vol, soustraction, abus de confiance, escroquerie, extorsion ;

9° privation volontaire et illégale de la liberté individuelle commise par des particuliers ;

10° Fausse monnaie comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation, avec connaissance de la monnaie contrefaite ou altérée ;

11° contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés ; émission ou mise en circulation, avec connaissance, de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés ; faux en écritures ou dans les dépêches télégraphiques et usage, avec connaissance, de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés ;

12° destruction ou suppression volontaire et illégale d'un titre public ou privé commise dans le but de causer du dommage à autrui ;

13° Contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons, timbres-poste ou autres timbres adhésifs ; usage, avec connaissance, de ces objets contrefaits ou falsifiés ; usage préjudiciable et avec une intention frauduleuse de vrais sceaux, timbres ou poinçons ;

14° faux témoignage ;

15° faux serment ;

16° concussion, détournement, commis par des fonctionnaires publics ; corruption de fonctionnaires publics ;

17° banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites ;

18° destruction illégale, commise à dessein, d'un édifice ou d'une bâtisse lorsqu'il peut en résulter un danger commun de biens ou un danger de mort pour autrui ;

19° incendie volontaire ;

20° Recel des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par le présent traité.

Sont comprises dans les qualifications précédentes, la complicité et la tentative, lorsqu'elles sont punies par les législations de l'Etat requérant et de l'Etat requis.

L'extradition aura lieu :

1° pour les condamnés contradictoirement ou par défaut, lorsque la peine prononcée sera au moins d'un an d'emprisonnement ;

2° pour les prévenus lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera, d'après les législations des deux Pays, au moins de deux ans d'emprisonnement.

ART. 3

Si le prévenu ou condamné n'est pas ressortissant de celui des deux Etats contractants qui le réclame, le Gouvernement saisi de la demande d'extradition restera libre de donner à cette demande la suite qui lui paraîtra convenable, et de livrer le prévenu, pour être jugé, soit à son propre pays, soit au pays où le crime ou le délit aura été commis.

ART. 4

L'extradition n'aura pas lieu :

1° Si depuis les faits imputés, le dernier acte de poursuite ou la condamnation, la prescription de la peine ou de l'action est acquise d'après les lois du pays requérant ou du pays où le prévenu s'est réfugié ;

2° si les infractions à raison desquelles elle est demandée ont été commises dans le pays requis, ou si, quoique commises hors de ce pays, elles y ont été poursuivies ou jugées définitivement.

ART. 5

L'extradition ne sera pas accordée pour les infractions aux lois fiscales, ni pour les délits purement militaires.

Lorsqu'une personne poursuivie pour une infraction motivant l'extradition a contrevenu, en outre, à une loi fiscale ou à une loi militaire, cette contravention ne pourra ni entraîner une condamnation, ni constituer une circonstance aggravante.

ART. 6

Aucune personne extradée en vertu du présent traité ne pourra être jugée, dans le requérant, par un tribunal d'exception.

ART. 7

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné, dans le pays requis, pour une infraction autre que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition pourra être différée jusqu'à la fin de la poursuite et, en cas de condamnation, jusqu'au moment où il aura subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sous réserve pour ceux-ci de faire valoir ensuite leurs droits devant l'autorité compétente.

ART. 8

L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit, ou si l'individu réclamé prouve que la demande d'extradition a été faite, en réalité, dans le but de le poursuivre pour une infraction de cette nature.

L'individu réclamé dont l'extradition aura été accordée ne pourra être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par le présent traité.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ou jugé contradictoirement pour aucune infraction autre que celle qui a motivé l'extradition. Cela ne s'applique pas aux infractions commises après l'extradition.

ART. 9

La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique ou, en l'absence d'un représentant diplomatique, par un fonctionnaire consulaire du pays requérant.

ART. 10

L'extradition sera accordée conformément aux règles prescrites par la loi du pays requis.

ART. 11

L'extradition sera accordée sur la production soit d'un jugement, même par défaut, soit d'un acte de procédure criminelle d'une juri-

diction compétente décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi de l'inculpé devant la juridiction répressive.

Elle pourra être également accordée sur la production du mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force et décerné par l'autorité étrangère judiciaire compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés et, autant que possible, la date de ce fait.

Les pièces ci-dessus mentionnées devront être produites en original ou en expédition authentique.

Ces pièces seront accompagnées d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé et, le cas échéant, d'une traduction en langue française et, autant que possible, du signalement de l'individu réclamé ou de toute autre indication de nature à constater son identité.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou délit, objet de la poursuite, rentre dans les prévisions du présent traité, le Gouvernement requis pourra demander toutes les explications qu'il jugerait nécessaires ou utiles pour éclairer sa conviction, après quoi il statuera sur la suite à donner à la demande d'extradition. Le Gouvernement requérant, en fournissant au Gouvernement requis ces explications, mettra en même temps à la disposition de ce dernier tous les documents nécessaires ou utiles pour éclairer sa conviction.

ART. 12

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire pourra être effectuée sur avis transmis par la poste ou le télégraphe, et toujours par voie diplomatique, ou, en l'absence d'un représentant diplomatique, par un fonctionnaire consulaire du pays requérant, de l'existence d'un des documents mentionnés à l'article 11. Cet avis doit être adressé, en Grèce, au Ministère des Affaires Etrangères, et, en Suisse, au Département fédéral de Justice et Police.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du Gouvernement requis. Elle cessera d'être maintenue si, dans le délai d'un mois à partir du moment où elle aura été effectuée, le Gouvernement requis n'a pas reçu communication de l'un des documents mentionnés à l'article 11 du présent traité.

ART. 13

Quand il y aura lieu à extradition, tous les objets provenant du crime ou du délit, ou pouvant servir de pièces à conviction, qui seront trouvés en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation ou qui seront découverts ultérieurement, seront, si l'autorité compétente de l'Etat requis en ordonne ainsi, saisis et remis à l'Etat requérant.

Cette remise se fera même si l'extradition ne peut s'accomplir par le fait de la fuite ou de la mort de l'individu réclamé.

Sont cependant réservés les droits que des tiers auraient pu acquérir sur les dits objets qui devront, le cas échéant, leur être rendus, sans frais, à la fin du procès.

ART. 14

Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu réclamé, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des deux Etats dans les limites de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport ou autres sur les territoires des Etats intermédiaires sont à la charge de l'Etat requérant.

Les frais de transport ou autres par mer resteront également à la charge de l'Etat requérant.

L'individu à extraditer sera conduit au port du pays requis ou au point de la frontière que désignera le Gouvernement requérant.

ART. 15

Si l'individu réclamé et arrêté dans les conditions du présent traité n'est pas livré et emmené dans les trois mois après son arrestation, il sera mis en liberté et ne pourra plus être réclamé pour la même cause.

ART. 16

L'extradition, par voie de transit sur les territoires respectifs des Etats contractants, d'un individu n'appartenant pas au pays de transit, sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des documents mentionnés dans l'article 11, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans le présent traité et ne rentre pas dans les prévisions des articles 4, 5 et 8.

Les frais de transit seront à la charge de la Partie requérante.

ART. 17

Lorsque, dans une affaire pénale n'ayant pas un caractère politique ou purement militaire ou fiscal, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des deux pays ou tout autre acte d'instruction seront jugés nécessaires, une commission rogatoire accompagnée, le cas échéant,

d'une traduction en langue française, sera adressée à cet effet par la voie diplomatique ou, en l'absence d'un représentant diplomatique, par un fonctionnaire consulaire du pays requérant et il y sera donné suite en observant les lois du pays dans lequel l'audition ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Toutefois les commissions rogatoires tendant à faire opérer soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne pourront être exécutées que pour un des faits énumérés à l'article 2 et sous la réserve exprimée au dernier paragraphe de l'article 13 ci-dessus.

Les Gouvernements respectifs renoncent au remboursement des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires en matière pénale. Toutefois, l'Etat requérant remboursera les indemnités accordées aux experts dont l'intervention aura été jugée nécessaire pour l'exécution d'une commission rogatoire.

ART. 18

Lorsque, dans une affaire pénale n'ayant pas un caractère politique ou purement militaire ou fiscal, le Gouvernement de l'un des deux pays jugera nécessaire la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un individu résidant sur le territoire de l'autre pays, la pièce transmise par la voie diplomatique ou, en l'absence d'un représentant diplomatique, par un fonctionnaire consulaire du pays requérant, et, le cas échéant, accompagnée d'une traduction en langue française, sera signifié à personne par l'autorité compétente et le document constatant la notification sera renvoyé par la même voie au Gouvernement requérant sans restitution des frais.

ART. 19

Lorsque, dans une affaire pénale n'ayant pas un caractère politique ou purement militaire ou fiscal, instruite dans l'un des deux pays, la communication de pièces à conviction ou de documents se trouvant entre les mains des autorités de l'autre pays sera jugée nécessaire ou utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique, ou, en l'absence d'un représentant diplomatique, par un fonctionnaire consulaire du pays requérant et on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les pièces et documents.

Les Gouvernements contractants renoncent au remboursement des frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces à conviction et documents.

ART. 20

Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, sans restitution de frais, les condamnations pour crimes ou délits de toute espèce qui auront été prononcées par les tribunaux de l'un des deux Etats contre les ressortissants de l'autre.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par la voie diplomatique, ou, en l'absence d'un représentant diplomatique, par un fonctionnaire consulaire du pays requérant, d'un bulletin ou extrait, le cas échéant, accompagné d'une traduction en langue française, de la décision définitive, au Gouvernement du pays auquel appartient le condamné.

ART. 21

Le présent traité entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

Les faits antérieurs à la mise en vigueur du traité ne pourront être l'objet d'une demande d'extradition que dans le cas où les personnes réclamées se seraient réfugiées sur le territoire de l'Etat requis après l'échange des ratifications.

Chacune des Parties contractantes pourra en tout temps dénoncer le présent traité en prévenant l'autre Partie de son intention six mois à l'avance.

Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra. (1)

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Paris, le 21 novembre mil neuf cent dix.

(L. S.) LARDY.

(L. S.) ROMANOS.

(1) Les ratifications ont été échangées, à Paris, le 15 janvier 1912.

ITALIE — BULGARIE

Convention consulaire

(25 février-19 mars 1910)

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi des Bulgares, désirant, d'un commun accord, conclure, une convention consulaire ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Son Excellence Monsieur Fausto Cucchi Boasso, Officier de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Commandeur de l'Ordre de la Couronne d'Italie, Grand' Croix de l'Ordre Bulgare du Mérite Civil etc., etc. Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Sophia ;

Sa Majesté le Roi des Bulgares :

Monsieur le Lieutenant Général Stéphane Paprikoff, Grand' Croix de l'Ordre national pour le Mérite Militaire, Grand Officier de l'Ordre Royal de Saint Alexandre en brillants, etc., etc., Son Ministre des Affaires Etrangères et des Cultes ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

TITRE PREMIER

Etablissement des Consuls

ARTICLE PREMIER

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura le droit d'établir sur le territoire de l'autre des Consuls Généraux, des Consuls, Vice-consuls et Agents Consulaires nommés par Elle conformément à ses lois et coutumes.

ART. 2

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra établir chez l'autre des Consuls et Agents Consulaires dans toutes les villes, ports et localités où Elle jugera utile aux intérêts de ses ressortissants et de son commerce et Elle pourra déterminer également les circonscriptions ou leur compétence s'exercera.

ART. 3

Toutefois, chacune des Hautes Parties Contractantes demeurera libre de ne pas admettre des Consuls ou Agents Consulaires de l'autre Partie dans les territoires ou localités qu'Elle jugera bon, sous condition de ne pas y autoriser davantage l'établissement des Consuls ou Agents Consulaires d'un autre Etat quelconque.

ART. 4.

D'une façon générale, chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à accorder à l'autre, en matière d'établissement consulaire comme en tout ce qui touche à l'exercice des attributions, libertés, privilèges et immunités consulaires, le traitement de la nation la plus favorisée.

ART. 5

Les fonctionnaires et Agents consulaires nommés par chacune des Hautes Parties Contractantes seront admis par l'autre sur la présentation des commissions ou provisions qui leur auront été régulièrement délivrées. L'exequatur nécessaire au libre exercice de leurs fonctions leur sera délivré sans retard et sans frais par l'autorité compétente.

Cet exequatur ne pourra être refusé ou retiré par l'une des Hautes Parties Contractantes qu'en notifiant à l'autre les raisons qui motivent à ses yeux ce refus ou ce retrait.

ART. 6

Chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve de nommer, outre les fonctionnaires consulaires de carrière, des Agents Consulaires ou Consuls marchands, choisis parmi ses propres ressortissants, ceux de l'autre Partie ou ceux d'un Etat tiers, qui seraient établis et commerçants dans les villes, ports et localités de l'autre Partie.

Ces Agents Consulaires pourront être nommés par les Consuls de carrière, dans les limites de leur circonscription, selon les lois et coutumes et avec l'approbation de l'Etat qui les emploie. Les Agents Consulaires ainsi nommés, jouiront de tous les droits et prérogatives des Consuls de carrière, sauf les réserves mentionnées aux articles 15 et 16 ci-après.

ART. 7

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents Consu-

lares nommés par chacune des Hautes Parties Contractantes et munis de l'exequatur de l'autre Partie se mettront aussitôt en rapport avec l'autorité supérieure du lieu de leur résidence, laquelle devra prendre immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et jouir des prérogatives, immunités, honneurs et privilèges qui y sont attachés.

ART. 8

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents Consulaires, les chanceliers ou les secrétaires seront admis à gérer par intérim les postes vacants, à condition que leur caractère officiel ait été préalablement notifié au Ministère des Affaires Etrangères du pays de leur résidence.

Ces fonctionnaires jouiront, pendant la durée de leur intérim, de tous les pouvoirs, droits, prérogatives et immunités stipulés par la présente Convention pour les titulaires des postes consulaires.

Lorsqu'un fonctionnaire consulaire viendra à décéder ou à disparaître sans laisser de remplaçant désigné, l'autorité locale procédera immédiatement à l'apposition des scellés sur les archives, en présence d'un Agent Consulaire d'une nation amie et de deux ressortissants de l'Etat auquel appartient l'Agent Consulaire. Le procès-verbal de cette opération sera dressé en double expédition et l'un des exemplaires sera transmis au Consul Général ou au fonctionnaire le plus proche. La levée des scellés aura lieu, pour la remise des archives, au nouveau fonctionnaire consulaire, de la même façon qu'avait eu lieu l'apposition.

TITRE II

Prérogatives et immunités consulaires

ART. 9

Les fonctionnaires et Agents Consulaires auront le droit d'arborer sur la façade de l'édifice où se trouve la chancellerie consulaire ou sur leur demeure particulière, si elle n'en est pas distincte, ou sur les embarcations où ils monteraient dans l'exercice de leurs fonctions, le pavillon et les armes de leur Etat respectif.

Ce privilège ne confère aucun droit d'asile à l'édifice consulaire, ni à la demeure particulière du Consul, ni à son embarcation.

ART. 10

Si un Consul est appelé à figurer dans une cérémonie officielle en

l'absence de tout Agent Diplomatique de sa nationalité, sur l'invitation des Autorités locales ou sur l'ordre de son Gouvernement, il aura droit à une place d'honneur distincte de celles qui seraient réservées aux fonctionnaires locaux, et sans qu'il y ait lieu à aucune considération de préséance entre lui et eux.

ART. 11

Les chancelleries et archives consulaires sont strictement inviolables pour les Autorités locales qui ne peuvent y pénétrer.

ART. 12

Les Consuls-marchands sont tenus d'avoir leurs papiers privés et registres de commerce entièrement distincts de la chancellerie et des archives, et dans un lieu ou pièce séparés.

ART. 13

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls, Agents Consulaires, chanceliers et secrétaires de Consulat, ressortissants de l'Etat qui les a nommés, sont dispensés sur le territoire de l'autre de toute charge, impôt et taxe militaire. Ils sont exempts également de toute contribution directe et perçue par rôle nominatif au profit de l'Etat ou des circonscriptions administratives.

ART. 14

Cette exemption ne s'applique pas aux taxes perçues à la raison de la possession d'immeubles situés ou de capitaux engagés dans des entreprises industrielles ou commerciales, sur le territoire de l'Etat où les fonctionnaires sont établis.

ART. 15

Les immunités prévues à l'article 13, deuxième période, et à l'article 14 ne s'appliquent pas aux fonctionnaires et agents consulaires exerçant un commerce, une industrie ou une profession quelconque, lesquels, ne jouissant pas des immunités, restent soumis aux taxes dues par les étrangers dans les mêmes conditions.

ART. 16

D'une façon générale, lorsqu'une des Hautes Parties Contractantes

choisira comme Consul ou Agent Consulaire un ressortissant de l'autre Partie, celui-ci ne cessera pas d'être considéré comme tel et sera par suite soumis entièrement aux lois et règlements qui régissent les nationaux dans le lieu de sa résidence, sauf les dispositions ci-après.

ART. 17

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls, et Agents Consulaires n'ont pas le droit à l'immunité de la juridiction locale. Les actes qu'ils accomplissent dans l'exercice de leurs fonctions et en leur qualité officielle ou sur l'ordre de leur gouvernement, échappent toutefois à la compétence des tribunaux locaux.

ART. 18

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents Consulaires ne pourront être mis en état d'arrestation et incarcérés qu'en cas de délit puni par la législation locale. S'ils sont commerçants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de commerce et non pour causes civiles.

ART. 19

Lorsque les Autorités judiciaires devront recourir à un fonctionnaire ou agent consulaire pour recevoir une déposition, elles devront l'inviter par écrit à se présenter devant elles, et si cet agent ou fonctionnaire consulaire ne peut s'y rendre, lui demander sa déposition par écrit ou se transporter à son Consulat ou à son domicile particulier.

ART. 20

Les fonctionnaires et agents consulaires pourront dans les matières de leur compétence s'adresser directement aux autorités locales de leur circonscription pour réclamer contre toute infraction aux Traités ou Conventions en vigueur entre les deux Pays et pour protéger les droits et intérêts de leurs nationaux.

S'ils n'obtenaient pas satisfaction, le Consul Général ou le fonctionnaire consulaire faisant fonctions de Consul Général pourra, à défaut de tout Agent Diplomatique de son Pays, avoir recours directement au Gouvernement de l'Etat dont il a reçu l'exéquat.

TITRE III

Fonctions Consulaires

ART. 21

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes procéderont librement à l'accomplissement de leurs fonctions selon les stipulations de la présente Convention.

ART. 22

Ils auront notamment à protéger et surveiller les ressortissants de l'Etat qui les a nommés, le commerce et la navigation marchande de leurs nationaux et dresser à ces fins des actes administratifs, des actes authentiques et des actes d'état civil, selon qu'il y aura lieu.

ART. 23

Ils auront le droit de recevoir et de convoquer à leurs Consulats ou domiciles respectifs et à bord des navires de leur nation, les capitaines de navire, marins, passagers, commerçants et en général tous les ressortissants de l'Etat qui les a nommés pour y recevoir toutes déclarations et y passer tous actes intéressant ces ressortissants : et aussi les ressortissants de l'Etat sur le territoire duquel ils exercent toutes les fois qu'il s'agira de biens situés ou d'affaires traitées sur le territoire de l'Etat qui les a nommés.

ART. 24

Feront foi devant les Tribunaux des deux Pays les expéditions des dits actes et les documents officiels émanant des Consuls respectifs, lorsqu'ils auront été dûment authentifiés, légalisés et scellés, et soumis au timbre et à l'enregistrement selon les lois du Pays où ils doivent recevoir exécution.

Il en sera de même des traductions d'actes officiels faites et certifiées par les soins du Consulat.

ART. 25

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents Consulaires pourront aller personnellement, ou envoyer des délégués à bord des navires de leur nation après qu'ils auront été admis en libre pra-

tique ; interroger les capitaines et l'équipage ; examiner les papiers de bord ; recevoir les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée ; dresser les manifestes et faciliter l'expédition de leurs navires ; enfin les accompagner devant les Tribunaux et dans les bureaux de l'administration du Pays, pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auront à suivre ou les demandes qu'ils auraient à former.

Il est convenu que les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et les Officiers et Agents de la douane ne pourront, en aucun cas opérer ni visites, ni recherches à bord des navires sans être accompagnés par le Consul ou Vice-consul de la nation à laquelle ces navires appartiennent. Ils devront également prévenir, en temps opportun, lesdits Agents Consulaires pour qu'ils assistent aux déclarations que les capitaines et les équipages auront à faire devant les Tribunaux et dans les administrations locales, afin d'éviter ainsi toute erreur ou fausse interprétation qui pourrait nuire à l'exacte administration de la justice.

La citation qui sera adressée à cet effet aux Consuls et Vice-consuls indiquera une heure précise, et si les Consuls et Vice-consuls négligeaient de s'y rendre en personne ou de s'y faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence.

ART. 26

Les Consuls sont chargés du maintien de l'ordre à bord des navires de commerce de leur nation, ainsi que de la résolution des différends qui pourraient s'élever soit en mer, soit dans les ports entre les Officiers du bord et les hommes de l'équipage, notamment en matière de salaires.

Ils peuvent à cette fin se transporter à bord de ces navires et les Autorités du port où ils se trouvent devront, le cas échéant, leur prêter assistance ou main forte pour leur faciliter sur ce point l'accomplissement de leurs fonctions.

ART. 27

Les Consuls pourront en particulier réclamer l'aide des Autorités locales pour l'arrestation ou l'incarcération d'individus inscrits ou non sur les rôles de l'équipage lorsqu'ils le jugeront nécessaire.

ART. 28

Les Autorités locales ne pourront intervenir directement qu'au cas où il se produirait des événements susceptibles de troubler l'ordre

public, ou lorsqu'un de leurs ressortissants se trouverait mêlé à l'affaire. Elles devront alors requérir l'assistance du consul et agir en sa présence, à moins qu'il ne s'y refuse.

ART. 29

Les fonctionnaires et Agents Consulaires pourront faire arrêter les officiers, matelots et individus faisant partie de l'équipage des navires de commerce de leur nation, lorsque ces personnes auront déserté lesdits navires, et les réintégrer à bord ou les faire transporter dans leur Pays. Dans ce but, ils s'adresseront par écrit aux Autorités locales et devront justifier par des documents officiels, et notamment par la production des rôles de l'équipage ou des registres de bord, que les personnes réclamées faisaient partie de l'équipage.

ART. 30

La remise des déserteurs ne pourra être refusée que s'il est prouvé qu'ils étaient, au moment de leur inscription dans les rôles, les ressortissants du Pays auquel l'extradition est demandée.

ART. 31

Les Autorités locales, après avoir prêté leur concours à l'arrestation des déserteurs, devront retenir ces derniers dans les prisons locales. Le Consulat remboursera les frais. Si le Consul n'a pas trouvé l'occasion de les réintégrer ou de les faire rapatrier dans les trois mois, les Autorités locales seront libres de les relaxer et ils ne pourront être à nouveau inquiétés par elles pour le même fait.

ART. 32

Au cas où le déserteur se serait rendu coupable d'un fait délictueux sur le territoire de l'Etat où il se trouve, sa remise au Consul pourra être retardée jusqu'à ce que les Tribunaux locaux aient statué et que leur sentence ait reçu pleine et entière exécution.

ART. 33

Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des deux Pays auront souffertes en mer soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée, seront réglées par les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls ou Agents Consulaires de leur

nation, à moins que des sujets du Pays dans lequel résideront lesdits Agents, ou ceux d'une tierce Puissance, ne soient intéressés dans ces avaries ; dans ce cas, et à défaut de compromis amiable entre toutes les Parties intéressées, elles devraient être réglées par l'Autorité locale.

ART. 34

Lorsqu'un navire appartenant au Gouvernement ou à des sujets de l'une des Hautes Parties Contractantes fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les Autorités locales devront porter le fait à la connaissance du Consul Général, Consul, Vice-consul ou Agent Consulaire de la circonscription, et, à son défaut, à celle du Consul Général, Consul, Vice-consul ou Agent Consulaire le plus voisin du lieu de l'accident.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires italiens qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de la Bulgarie, seront dirigées par les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls ou Agents Consulaires d'Italie ; réciproquement toutes les opérations relatives au sauvetage des navires bulgares qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'Italie, seront dirigées par les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls ou Agents Consulaires de Bulgarie.

L'intervention des Autorités locales n'aura lieu dans les deux Pays que pour assister les Agents Consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls ou Agents Consulaires ou de la personne qu'ils délègueront à cet effet, les Autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des Autorités locales, dans ces différents cas, ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune espèce, hors ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les dispositions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'Autorité locale.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent, en outre, que les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

ART. 35

En cas de décès d'un sujet de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, les Autorités locales devront en donner avis immédiatement au Consul Général, Consul, Vice-consul ou Agent Consulaire dans la circonscription duquel le décès aura eu lieu. Ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux Autorités locales, lorsqu'ils en seront informés les premiers.

Quand un Bulgare en Italie ou un Italien en Bulgarie sera mort sans avoir fait de testament ni nommé d'exécuteur testamentaire, ou si les héritiers, soit légitimes, soit désignés par le testament, ou bien quelqu'un entre eux, étaient mineurs incapables ou absents, ou si les exécuteurs testamentaires nommés ne se trouvaient pas dans le lieu où s'ouvrira la succession, les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents Consulaires de la nation du défunt auront le droit de procéder successivement aux opérations suivantes :

1. Apposer les scellés, soit d'office, soit à la demande des parties intéressées, sur tous les effets meubles et papiers du défunt, en prévenant de cette opération l'Autorité locale compétente, qui pourra y assister et apposer également ses scellés. Ces scellés, non plus que ceux de l'Agent Consulaire, ne devront pas être levés sans que l'Autorité locale assiste à cette opération. Toutefois, si après un avertissement adressé par le Consul ou Vice-consul à l'Autorité locale, pour l'inviter à assister à la levée des doubles scellés, celle-ci ne s'était pas présentée dans un délai de 48 heures, à compter de la réception de l'avis, cet Agent pourra procéder seul à ladite opération.

2. Former l'inventaire de tous les biens et effets du défunt, en présence de l'Autorité locale, si, par suite de la notification susindiquée elle avait cru devoir assister à cet acte. L'Autorité locale apposera sa signature sur les procès-verbaux dressés en sa présence, sans que, pour son intervention d'office dans ses actes, elle puisse exiger des droits d'aucune espèce.

3. Ordonner la vente aux enchères publiques de tous les effets mobiliers de la succession qui pourraient se détériorer et de ceux d'une conservation difficile, comme aussi des récoltes et effets, pour la vente desquels il se présentera des circonstances favorables.

4. Déposer en lieu sûr les effets et valeurs inventoriés, conserver le montant des créances que l'on réalisera, ainsi que le produit des rentes que l'on percevra, dans la maison consulaire, ou les confier à quelque commerçant présentant toutes garanties. Ces dépôts devront avoir lieu dans l'un ou l'autre cas, d'accord avec l'Autorité locale qui aura assisté aux opérations antérieures, si par suite de la convocation mentionnée au paragraphe suivant, des sujets du Pays ou d'une Puissance tierce se présentaient comme intéressés dans la succession ab intestat ou testamentaire.

5. Annoncer le décès et convoquer, au moyen des journaux de la localité et de ceux du pays du défunt, si cela était nécessaire, les créanciers qui pourraient exister contre la succession ab intestat ou testamentaire, afin qu'ils puissent présenter leurs titres respectifs de créance, dûment justifiés, dans le délai fixé par les lois de chacun des deux Pays.

S'il se présentait des créanciers contre la succession testamentaire ou ab intestat, le paiement de leurs créances devrait s'effectuer dans le délai de 15 jours après la clôture de l'inventaire, s'il existait des ressources qui puissent être affectées à cet emploi, et dans le cas contraire, aussitôt que les fonds nécessaires auraient pu être réalisés par les moyens les plus convenables ; ou, enfin dans le délai consenti, d'un commun accord, entre les Consuls et la majorité des intéressés.

Si les Consuls respectifs se refusaient au paiement de tout ou partie des créances, en alléguant l'insuffisance des valeurs de la succession pour les satisfaire, les créanciers auront le droit de demander à l'Autorité compétente, s'ils le jugeaient utile à leurs intérêts, la faculté de se constituer en état d'union. Cette déclaration obtenue par les voies légales établies dans chacun des deux Pays, les Consuls ou Vice-consuls devront faire immédiatement la remise à l'Autorité judiciaire ou au syndic de la faillite, selon qu'il appartiendra, de tous les documents, effets ou valeurs appartenant à la succession testamentaire ou ab intestat, lesdits Agents demeurant chargés de représenter les héritiers absents, les mineurs et les incapables. En tout cas, les Consuls Généraux, Consuls et Vice-consuls ne pourront faire la délivrance de la succession ou de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires qu'après l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'avis du décès aura été publié dans les journaux.

6. Administrer et liquider eux-mêmes, ou par une personne qu'ils nommeront, sous leur responsabilité, la succession testamentaire ou ab intestat, sans que l'Autorité locale ait à intervenir dans lesdites opérations, à moins que des sujets du Pays ou d'une tierce Puissance n'aient à faire valoir les droits dans la succession car, en ce cas, s'il survenait des difficultés provenant notamment de quelques réclamations donnant lieu à contestation, les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents Consulaires, n'ayant aucun droit pour terminer ou résoudre ces difficultés, les Tribunaux du Pays devront en connaître selon qu'il leur appartient d'y pourvoir ou de les juger. Lesdits Agents Consulaires agiront alors comme représentants de la succession testamentaire ou ab intestat, c'est-à-dire que, conservant l'administration et le droit de liquider définitivement ladite succession comme aussi celui d'effectuer les ventes d'effets dans les formes précédemment annoncées, ils veilleront aux intérêts des héritiers et auront la faculté de désigner des avocats chargés de soutenir leurs droits devant les Tribunaux. Il est bien entendu qu'ils remettront à ces Tribunaux tous les papiers et documents propres à éclairer la question soumise à leur jugement. Le jugement prononcé, les Consuls Généraux, Consuls,

Vice-consuls ou Agents Consulaires devront l'exécuter s'ils ne forment pas appel, et ils continueront alors de plein droit la liquidation qui aurait été suspendue jusqu'à la conclusion du litige.

7. Organiser, s'il y a lieu, la tutelle ou curatelle, conformément aux lois des Pays respectifs.

ART. 36

Lorsqu'un Bulgare en Italie ou un Italien en Bulgarie sera décédé sur un point où il ne se trouverait pas d'Agent Consulaire de sa nation, l'Autorité territoriale compétente procédera, conformément à la législation du Pays, à l'inventaire des effets et à la liquidation des biens qu'il aura laissés et sera tenue de rendre compte, dans le plus bref délai possible, du résultat de ces opérations à la Légation qui doit en connaître, ou au Consulat ou Vice-consulat le plus voisin du lieu où se sera ouvert la succession ab intestat ou testamentaire. Mais, dès l'instant que l'Agent Consulaire le plus rapproché du point où se serait ouverte ladite succession ab intestat ou testamentaire, se présenterait personnellement ou enverrait un délégué sur le lieu, l'Autorité locale qui sera intervenue devra se conformer à ce que prescrit l'article précédent.

TITRE IV

Dispositions finales

ART. 37

La présente Convention sera ratifiée de part et d'autre conformément aux constitutions respectives des deux États. Les ratifications seront échangées à Sophia dans le plus bref délai possible. (1)

ART. 38

La présente Convention restera en vigueur pendant 5 ans à partir de l'échange de ratifications. Elle demeurera en vigueur au-delà de cette date, par tacite reconduction, tant que ni l'une ni l'autre des Hautes Parties Contractantes ne l'aura dénoncée, et douze mois encore après le moment où cette dénonciation aura été notifiée à l'autre par l'une des Hautes Parties Contractantes.

(1) Les ratifications ont été échangées à Sofia le 17 septembre 1912.

Pleine et entière exécution a été donnée à ce traité en Italie par une loi du 3 octobre 1912.

ART. 39

Au cas où un différend s'élèverait entre les Hautes Parties Contractantes touchant l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention, les Hautes Parties Contractantes conviennent de s'en remettre pour la solution de ce différend, au cas où les négociations diplomatiques directement poursuivies entre Elles n'auraient pas abouti, à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, conformément aux dispositions de la Convention Internationale du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et l'empreinte de leurs sceaux.

Fait en double original à Sophia, le 25 février-10 mars 1910.

CUCCHI BOASSO.

S. PAPRIKOFF.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

FRANCE — SAINT-SIÈGE

Lettre de S. S. Léon XIII au Président de la République

(23 mars 1900)

La gravité que présentent pour les intérêts de la Religion certains projets de loi proposés, en ces derniers temps, aux Chambres françaises, Nous détermine à Nous adresser à vous, Monsieur le Président, pour vous confier directement Nos vives appréhensions déjà manifestées par Notre Nonce, et pour faire appel à votre équité et à votre sagesse, en même temps qu'au sens droit et à l'esprit de justice des hommes préposés à la direction des affaires publiques.

Nous faisons allusion surtout aux projets concernant la liberté d'enseignement, les Associations, et les pénalités applicables au clergé. Ces trois projets conduiraient, s'ils étaient sanctionnés, à une perturbation profonde de la paix religieuse, qui Nous est tant à cœur, et à laquelle, dès le début de Notre Pontificat, Nous avons consacré Nos soins les plus assidus, sans que rien depuis les ait pu ralentir.

Il n'entre pas dans Nos intentions de faire ici l'analyse détaillée de tels projets. Pour un esprit élevé comme le vôtre, Monsieur le Président, un simple regard suffit à montrer que le premier d'entre eux causerait les plus graves préjudices à l'enseignement libre, organisé depuis de longues années par les catholiques sous le patronage de la loi, au prix d'immenses sacrifices, dans le but, respectable entre tous, de pourvoir à la tranquillité de leur conscience. Et en effet, dès lors qu'un citoyen français serait exclu des fonctions publiques par le seul fait qu'il n'a pas suivi pendant trois ans les cours scolaires de l'Etat, les pères de famille se verraient réduits à la cruelle alternative, ou de fermer à leurs enfants dont l'avenir leur est si cher, tout accès à

nombre de positions sociales avantageuses et honorables, ou de les confier à des écoles qu'en leur âme et conscience, ils ne trouvent pas de nature à donner une éducation morale et religieuse conforme à leur convictions.

La portée de la mesure projetée ne serait pas moins grave pour les enfants eux-mêmes, qui un jour, sans nul concours de leur volonté, constitueraient au sein de la nation une catégorie d'individus auxquels serait pour ainsi dire infligée une note d'infériorité, se trouvant dépouillés du droits que la Constitution du pays, basée sur le principe d'égalité civile, assure à tout citoyen. Un tel projet de loi, qui semblerait impliquer une suspicion à l'égard des établissements libres, comme s'ils n'étaient pas en mesure d'inspirer les sentiments de patriotisme et de fidélité au devoir requis dans les fonctions publiques, apparaît d'autant moins opportun que Nous avons soigneusement inculqué aux catholiques de France, par des Actes publics et réitérés, non seulement de ne pas combattre la forme de Gouvernement établie dans leur pays, mais de lui prêter franche et loyale adhésion.

L'autre projet, qui concerne la liberté d'association, aboutirait, sa simple lecture le révèle, à frapper les Congrégations religieuses en ce qui constitue l'élément fondamental de leur vie, puisqu'il déclare illégitimes et nulles ces promesses volontaires et généreuses faites par l'homme à Dieu, que, dans le passé, on respecta toujours comme sacrées, et qui formèrent la source pure et inépuisable des plus rares vertus. Cela Nous cause, Nous ne saurions le dissimuler, une peine très profonde ; car les Congrégations religieuses, par le fait qu'elles tirent leur inspiration et leur origine des conseils de perfection inscrits dans l'Évangile, sont une des principales forces vitales de l'Eglise catholique, dont elles secondent merveilleusement l'action bienfaisante, non moins que le Clergé séculier, absorbé le plus souvent par le ministère paroissial.

Mais, abstraction faite de ces considérations d'ordre supérieur et divin, vous conviendrez, Monsieur le Président, que les Congrégations religieuses, envisagées comme des réunions de citoyens libres et pacifiques, méritent de trouver, dans une nation aussi cultivée et civilisée que la France, tout au moins cette mesure de justice et de protection octroyée aux autres Associations, pourvu qu'elles aient une fin honnête, et qu'elles respectent les droits et les intérêts d'autrui. Les Congrégations françaises ont plus que cela ; elles occupent, Nous le proclamons avec bonheur, une place insigne dans la noble arène ouverte à la charité et à toutes les vertus chrétiennes, formant ainsi la gloire de l'Eglise non moins que de la patrie. Aussi les hommes impartiaux de toutes les nuances ont-ils rendu souvent et publiquement hommage à leur infatigable et féconde activité dans toutes les contrées de l'univers. Et personne n'ignore que sur ce dévouement sans limites s'est fondé et se maintient le Protectorat séculaire, dont s'honore la France. Toute entrave, toute mesure compressive direigé

contre l'organisation et le développement des Congrégations religieuses tournerait au détriment de l'influence extérieure de la France, et en particulier de l'efficacité de son Protectorat, que Nous avons affirmé publiquement même lorsque cette affirmation pouvait exciter des susceptibilités et des mécontentements auprès d'autres nations. Nous ne pouvons Nous résoudre à croire que le Gouvernement français, gardien si vigilant de ses prérogatives, en vienne à porter atteinte, de ses propres mains, à un patrimoine traditionnel aussi précieux.

En dernier lieu, Monsieur le Président, Nous avons été douloureusement affecté du projet gouvernemental qui vise à frapper des peines les plus sévères les membres du clergé, pour toute observation publique qu'ils se permettraient, si calme et si mesurée qu'elle fût, sur les actes de l'autorité civile. Prenant occasion d'un fait particulier et isolé, ce projet étend à toute une catégorie nombreuse et respectable, des pénalités exceptionnelles, remettant en vigueur avec aggravation notable d'anciennes dispositions que le temps, la réflexion, et l'amour de la paix avaient conseillé de laisser dans l'oubli. Si jamais le dit projet arrivait à s'ériger en loi d'Etat, il porterait une grave atteinte à la dignité et à la liberté du clergé, rabaissé par là au-dessous de tous les citoyens, et réduit à l'impossibilité d'accomplir, en des circonstances données, les devoirs sacrés de son ministère.

Nous conjurons donc avec instance le Gouvernement français de se désister de telles mesures de rigueur, qui, par le trouble profond jeté dans les esprits, pourraient conduire aux plus sérieux inconvénients. Entre la France et le Saint-Siège il existe heureusement un pacte concordataire, rendu plus ferme par les bonnes relations qui l'ont suivi sans interruption. Si donc, dans une circonstance ou l'autre, quelque membre du clergé outrepassait les justes bornes, la voie resterait toujours ouverte entre les deux autorités pour aplanir, par des moyens réguliers et pacifiques, tout incident fâcheux. Un autre moyen très opportun pour maintenir et assurer dans le clergé français ce calme et cette prudence pratique si désirables toujours, est au pouvoir du Gouvernement, par le soin apporté dans le choix d'évêques, pourvus des qualités exceptionnelles requises par la sublimité de leur ministère : but, qui sera d'autant plus avantageusement obtenu s'il y a toujours une étroite entente entre l'Etat et le Saint-Siège, dans l'examen des mérites des Candidats, par le moyen de la Nonciature. Le Nonce dans leur choix pourra prêter, en ce qui concerne la doctrine, le zèle et la prudence, un précieux concours. Le Gouvernement peut tenir pour certain que le Saint-Siège, en procédant à ces investigations préalables, aura toujours en vue le bon accord entre les deux Pouvoirs, et que les prélats français ainsi choisis ne manqueront pas de suivre les idées de modération et de sagesse dont s'inspire le Saint-Siège lui-même : attentifs en toute circonstance, à unir au zèle pour le progrès de la Religion l'amour de la patrie et le respect pour les autorités qui la gouvernent.

Nous avons voulu, Monsieur le Président, vous ouvrir Notre âme, dans la confiance qu'avec la noblesse de votre caractère, l'élévation de vos vues, et le désir sincère de pacification religieuse dont Nous vous savons animé, vous prendrez à cœur de mettre en œuvre l'influence que vous donne votre haute position, pour écarter toute cause de nouvelles perturbations religieuses. Ce serait pour Nous, parvenu au soir de la vie, une peine et une amertume par trop grandes de voir s'évanouir, sans porter leurs fruits, toutes Nos intentions bienveillantes à l'égard de la nation française et de son Gouvernement, auxquels Nous avons donné des témoignages réitérés, non seulement de Nos attentions les plus délicates, mais aussi de Notre efficace et particulière affection.

Nous faisons également appel à l'intelligence et au coup d'œil clairvoyant des Ministres du Gouvernement auxquels n'échappera certainement point combien il importe, dans les critiques circonstances sociales et politiques où se trouve le monde, de maintenir, dans une nation telle que la France, l'étroite et pacifique union de tous les citoyens, basée sur le respect des droits de chacun ; et combien contribue à augmenter la puissance, le prestige et la grandeur d'un peuple, la bonne et stable harmonie entre les forces matérielles de l'Etat et les forces morales de la Religion.

Dans l'espoir que les désirs que Nous venons d'exprimer seront satisfaits, Nous vous accordons de tout cœur, à vous et à votre honorable famille, la Bénédiction Apostolique.

Du Vatican, le 23 Mars 1900.

*
* *

Lettre du Président de la République Française
à S. S. Léon XIII
(Mai 1900)

Très Saint Père,

Son Excellence Monseigneur le Nonce Apostolique, m'a remis la lettre personnelle que Votre Sainteté m'a fait l'honneur de m'écrire pour appeler mon attention sur les appréhensions que lui causent divers projets de loi relatifs à la liberté d'enseignement, aux associations, et aux pénalités applicables au clergé.

Votre Sainteté exprime la crainte que ces projets, s'ils sont votés par le Parlement, ne causent une perturbation profonde de la paix religieuse qui Lui est tant à cœur et à laquelle, dès le début de son pontificat, Elle a consacré ses soins les plus assidus, sans que rien depuis les ait pu ralentir.

Personne plus que moi ne désire le maintien de la paix religieuse

et la légale exécution du Concordat. Je suis le premier à constater les efforts faits par Votre Sainteté dans le but d'assurer la soumission du clergé de France aux lois du pays. Si ces sages prescriptions avaient toujours été exécutées par tous les membres du clergé et par les diverses Congrégations, il est certain que les passions antireligieuses que Votre Sainteté a plusieurs fois signalées, se seraient calmées. Malheureusement des membres de l'épiscopat, du clergé, et certaines Congrégations ont cru pouvoir critiquer avec violence le Gouvernement et les lois du pays, et se sont lancés dans les luttes politiques, au lieu de se renfermer étroitement dans leur ministère.

Cette action souvent passionnée a conduit le Gouvernement, qui a toujours défendu le respect du Concordat et désiré le maintien de la paix religieuse, à reconnaître qu'il était dans la nécessité pour la défense des institutions, d'exiger le respect des lois que les tribunaux sont chargés d'appliquer, et de présenter aux Chambres un certain nombre de projets.

Quelle que soit l'opinion personnelle du Président de la République sur ces divers sujets, Votre Sainteté ne doit pas, en s'adressant directement à lui, perdre de vue le rôle qui lui est assigné par la constitution française.

En ce qui concerne les mesures gouvernementales, renfermé dans son irresponsabilité, le Président doit s'abstenir de tout acte personnel. Il ne peut qu'offrir ses conseils aux Ministres, et il ne manque pas à ce devoir.

Quant aux lois et aux résolutions parlementaires, il n'y intervient que par ses ministres, qui ont eux-mêmes à compter avec les majorités des deux Chambres.

Toutefois, grâce au temps, à la réflexion et surtout aux directions données au clergé par Votre Sainteté, il est permis d'espérer que les questions irritantes deviendront de moins en moins nombreuses, et que, l'action de l'épiscopat aidant, nous pourrions constater bientôt le respect plus complet des lois de la République et du Gouvernement.

Je prie Votre Sainteté de m'excuser si je n'examine pas les divers points traités dans sa lettre. Le caractère de ma fonction ne me permet pas d'entrer personnellement dans une discussion que la loi réserve aux Ministres responsables. Je leur ai communiqué la lettre de Votre Sainteté, et je suis certain qu'ils l'ont examinée avec le désir de tenir tout le compte possible des observations qu'elle contient.

Je remercie Votre Sainteté du précieux témoignage d'estime et de confiance dont elle m'a honoré en m'adressant sa lettre personnelle. Je la remercie aussi de la bénédiction apostolique qu'Elle a daigné à cette occasion donner à ma famille et à moi, et je la prie d'agréer l'humble expression de ma haute vénération et de mon profond respect.

EMILE LOUBET,

Président de la République Française.

Lettre de M. Nisard, ambassadeur de France au Vatican
à M. Delcassé, Ministre des Affaires Etrangères.

Rome, le 6 Juillet 1901.

J'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint, la traduction d'une Note, que le Cardinal Secrétaire d'Etat vient de m'adresser, d'ordre de Sa Sainteté.

D'autre part, le Pape vient d'adresser aux chefs d'ordres une lettre où il est fait allusion, d'une manière générale, aux épreuves qu'ont à subir en ce moment les ordres religieux dans plusieurs Etats ; mais, en un passage, elle vise spécialement les lois d'exception approuvées récemment par les pouvoirs publics chez une nation particulièrement féconde en vocations religieuses, et qui n'a cessé d'être l'objet de la plus grande sollicitude du Souverain Pontife.

On y trouve reproduite, en termes sensiblement analogues à ceux de la Note du Secrétaire d'Etat, la protestation du Saint-Siège contre ces lois, signalées notamment « comme contraires au droit absolu de l'Eglise de fonder des institutions religieuses exclusivement dépendantes d'elle ».

La plus grande partie, d'ailleurs, en est consacrée à des encouragements, des directions spirituelles, qui exaltent surtout l'esprit de douceur, d'indulgence et de charité chrétienne envers tous.

NISARD.

ANNEXE

Le Saint-Père, comptant sur la sagesse de ceux qui président aux destinées de la France et sur l'équité de sa représentation nationale, espérait qu'il serait dûment tenu compte des paternelles et bienveillantes exhortations contenues dans la lettre adressée par lui en décembre dernier à S. E. le Cardinal Archevêque de Paris à propos des mesures qui menaçaient les corporations religieuses. Sa Sainteté nourrissait même la confiance que les dispositions projetées contre les Instituts religieux, qui ont si bien mérité de la religion et de la patrie, n'auraient pas été approuvées, ou tout au moins auraient été adoucies, de façon à ne pas atteindre les droits de l'Eglise et ceux qu'ont tous les citoyens libres de s'associer à des fins honnêtes et saintes.

Mais l'approbation définitive et la promulgation de la loi sur les associations ont malheureusement démontré que la confiance du Saint-Père était inspirée seulement par sa grande affection pour la France, puisque elle ne s'est pas trouvée correspondre avec la réalité des choses. La constatation d'un tel fait, qui atteint profondément non moins la religion et la justice que la liberté même d'un peuple noble

et, en sa grande majorité, catholique, ne pouvait pas ne pas causer à Sa Sainteté une très vive douleur, et celle-ci a été d'autant plus profonde qu'ont été plus grandes les preuves de prédilection et de particulière bienveillance, qu'Elle n'a jamais cessé de donner à la Nation française.

C'est pourquoi le Saint-Père, obéissant aux devoirs qui Lui sont imposés par son Ministère sacré, a ordonné au soussigné Cardinal Secrétaire d'Etat de protester, comme celui-ci proteste en Son Auguste nom, contre la loi précitée, comme étant une injuste loi de représailles et d'exception, qui exclut des citoyens honnêtes et méritants des bienfaits du droit commun, qui blesse également les droits de l'Eglise, est en opposition avec les principes du droit naturel et en même temps grosse de déplorables conséquences. Il est, en effet, superflu de rappeler ici comment une telle loi, tandis que d'un côté elle restreint la liberté de l'Eglise, la garantie en France d'autre part par un pacte solennel, et tandis qu'elle empêche l'Eglise de remplir sa mission divine, en la privant de précieux coopérateurs, d'un autre côté aigrit davantage les esprits en un moment où plus vif et plus pressant se fait sentir le besoin de l'apaisement, et enlève à l'Etat les apôtres les plus zélés de la civilisation, de la charité, et les propagateurs les plus efficaces du nom, de la langue, du prestige et de l'influence française à l'extérieur.

Le Cardinal soussigné, pour se conformer aux ordres de Sa Sainteté, prie Votre Excellence de porter le contenu de la présente Note à la connaissance de son Gouvernement.

RAMPOLLA.

*
* *

Lettre de M. Waldeck-Rousseau, Président du Conseil à M. Delcassé, Ministre des Affaires Étrangères.

Paris, le 3 Septembre 1901.

Par une lettre du 29 août dernier, vous avez bien voulu m'adresser copie d'une dépêche de notre Représentant près le Saint-Siège en date du 19 du même mois, vous rendant compte de l'entretien qu'il a eu avec le Cardinal Secrétaire d'Etat au sujet du règlement relatif à l'application aux Congrégations religieuses de la loi du 1^{er} juillet 1901, et par laquelle il signale l'intérêt qu'il y aurait à ce qu'une entente intervint au plus tôt sur l'énoncé de la formule, dont les congrégations devront se servir pour demander l'autorisation prescrite par la loi.

Il résulte de la communication de M. de Navenne que le désir du Saint-Siège serait de voir apporter une modification à la formule très

simple, invariablement employée chaque fois qu'une autorisation a été donnée à une congrégation sous le régime des lois antérieures à celle du 1^{er} juillet 1901, de façon à distinguer au point de vue de la juridiction épiscopale ce qui touche au régime intérieur et ce qui touche au régime extérieur des congrégations. Le Gouvernement ne saurait évidemment entrer dans cette voie sans se départir d'une règle qui a été invariablement suivie depuis 1809, sans donner lieu à aucune difficulté. Tous les actes législatifs, tous les décrets ou ordonnances relatifs aux congrégations ont employé les termes : *Soumission à la juridiction de l'Ordinaire du lieu* ; tous commentaires et toutes définitions ou distinctions ont été écartés, et ce n'est pas sans inconvénients qu'on pourrait, de part et d'autre, se départir de la prudence et de la réserve qui ont inspiré cette longue pratique. En pareille matière, toute innovation serait périlleuse, et il est préférable de ne pas rompre avec une tradition, qui a fait ses preuves et donné satisfaction à tous les droits.

L'Etat n'a point à s'enquérir du régime intérieur des congrégations, à se préoccuper de la règle qu'elles suivent. Il l'ignore.

Il ne prétend connaître que la règle civile qu'elles adoptent, leur fonctionnement, leur personnel, leur patrimoine, leur but.

Fidèle à la pensée du Concordat et respectueux observateur des règles, qui président à l'exercice du culte, il voit dans les évêques les chefs hiérarchiques de tous ceux qui, dans le diocèse, participent à la pratique de ce culte. Il demande aux congrégations de se soumettre à cette hiérarchie, et d'accepter la juridiction épiscopale.

Il n'a point, à l'occasion d'une loi spéciale, à définir l'autorité des évêques, ni à spécifier les matières soumises à leur juridiction.

Elle peut s'exercer spontanément au point de vue des intérêts religieux, dont les évêques ont la garde, et, en ce cas, l'Etat n'a point à intervenir. Elle peut être mise en mouvement par lui, mais il n'a jamais entendu et n'entend pas le faire pour intervenir soit à propos de l'établissement de la règle intérieure des congrégations, soit à propos de la façon dont elles l'observent, mais seulement dans le cas où des manifestations extérieures donneraient prise à des reproches comme étant de nature à troubler l'ordre public ou à constituer une violation des lois et règlements en vigueur, lorsque, en un mot, son droit de police aurait à s'exercer.

Ces explications suffiront sans nul doute à convaincre le Saint-Siège que le Gouvernement n'entend s'immiscer en rien, directement ou indirectement, dans le domaine spirituel.

Le plus sage est donc de rester fidèle aux précédents, de ne pas modifier une pratique, dont l'Eglise et l'Etat se sont accommodés pendant un siècle, et de ne pas entrer dans une voie qui peu à peu conduirait à mettre en discussion des règles sur lesquelles il est facile de se mettre d'accord, *en fait*, mais sur le sens précis desquelles, *en droit*, le conflit ne manquerait pas de se réveiller.

Sous le bénéfice de ces observations, j'ai toujours pensé, Monsieur le Ministre et cher collègue, que, dans l'application de la loi du 1^{er} juillet 1901, le Gouvernement devait s'inspirer de l'esprit de la plus large tolérance et du libéralisme le plus bienveillant. C'est ainsi que, dès le principe, j'ai donné les instructions nécessaires pour que les demandes d'autorisation, formées en exécution du paragraphe 1^{er} de l'article 18, soient acceptées et les récépissés délivrés, dès lors que les statuts contiennent la déclaration de soumission à l'Ordinaire et l'approbation de celui-ci, sans apprécier les formules employées. Mais il ne m'est pas permis d'aller plus loin, et, en tout état de cause, le Pouvoir législatif aurait seul qualité pour faire cette appréciation, puisque, aux termes de l'article 13, la loi nécessaire pour autoriser une congrégation « déterminera en même temps les conditions de son fonctionnement ».

WALDECK-ROUSSEAU.

FRANCE — SUISSE

Notes relatives au renouvellement de la Convention d'arbitrage conclue le 14 décembre 1904.

(juin 1912)

Paris le 19 juin 1912.

Monsieur le Président,

J'ai eu l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que mon Gouvernement était disposé à renouveler, pour une période de cinq ans à partir du 14 juillet prochain, la Convention d'arbitrage conclue à Paris entre la Suisse et la France le 14 décembre 1904.

Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement de la République est également prêt à accepter, dans ces conditions, le renouvellement de la Convention du 14 décembre 1904.

Si cette manière de procéder convient à Votre Excellence, il sera entendu que la présente note et la réponse que votre Excellence me fera parvenir serviront à constater l'entente intervenue entre nos deux Pays.

Agréez, Monsieur le Président du Conseil, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse,

LARDY.

Son Excellence Monsieur Poincaré,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires Etrangères, etc., etc., etc.,
à Paris.

*
* *

Paris, le 19 juin 1912.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement fédéral était prêt, comme le Gouvernement de la République, à renouveler, pour une période de cinq ans, à partir du 14 juillet prochain, la Convention d'arbitrage conclue entre nos deux Gouvernements le 14 décembre 1904, et dont les Ratifications ont été échangées le 13 juillet 1905.

Il reste entendu que le présent échange de notes entre vous et moi sera considéré comme constatant l'entente intervenue entre nos deux Gouvernements à ce sujet.

Agréez les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Ministre, votre très humble et très obéissant serviteur.

POINCARÉ.

*A Monsieur Lardy,
Ministre de Suisse, à Paris.*

AUTRICHE-HONGRIE. — BULGARIE

**Echange de notes en vue de régler provisoirement les relations
commerciales entre les deux pays**

(6 janvier et 18 février 1907)

Sofia, le 24 décembre 1906-6 janvier 1907

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que conformément à une décision du Sobranié en date du 19 décembre dernier (v. st.), le Gouvernement Princier continuera à appliquer aux marchandises de provenance Austro-Hongroise, importées en Bulgarie jusqu'à la conclusion d'un Traité de Commerce définitif entre les deux Etats, le traitement de la nation la plus favorisée en échange d'une parfaite réciprocité de la part du Gouvernement Impérial et Royal.

Veuillez agréer, etc.

D. PETKOFF.

*
* *

Sofia, le 18 février 1907.

Monsieur le Président du Conseil,

En me référant à la note en date du 24 décembre (6 janvier) dernier N° 1491 par laquelle Votre Excellence a bien voulu me communiquer que le Gouvernement Princier continuera, conformément à la décision du Sobranié du 19 décembre 1906, à appliquer aux marchandises de provenance austro-hongroise importées en Bulgarie jusqu'à la conclusion d'un Traité de Commerce définitif entre les deux Etats, le traitement de la nation la plus favorisée, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon Gouvernement a pris acte de cette déclaration du Gouvernement Princier.

En même temps je suis chargé par mon Gouvernement d'informer Votre Excellence que le traitement accordé aux marchandises de provenance Bulgare par les Gouvernements Autrichien et Hongrois, continuera, conformément à ma déclaration du 18 janvier 1906, N° 8, à être appliqué aux marchandises bulgares importées dans la Monarchie jusqu'à la fin de l'année courante, faute de conclusion d'un Traité de Commerce définitif jusqu'à cette époque.

Les Gouvernements Autrichien et Hongrois n'étant pour le moment autorisés par les parlements respectifs à la conclusion d'arrangements commerciaux que jusqu'à la fin de l'année, l'assurance de l'application du traitement de la nation la plus favorisée aux provenances Bulgares ne peut s'étendre dès à présent au delà de ce terme.

Veuillez agréer, etc.

THURN.

DANEMARK — BULGARIE

Echanges de notes portant arrangement commercial

(10 décembre 1909)

Légation de Danemark.

Vienne, le décembre 1909.

Le soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Danemark à Vienne, dûment autorisé à cet effet par son Gouvernement, a l'honneur de déclarer à Monsieur Iwan Gué-

chow, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Bulgares en cette ville, que le traitement de la nation la plus favorisée sera appliquée, dans le Royaume de Danemark, aux marchandises et à la navigation bulgares à condition que le même traitement soit appliqué, dans le Royaume de Bulgarie, aux marchandises et à la navigation danoises.

Le présent arrangement entrera en vigueur à partir du 1-14 janvier 1910 et cessera ses effets le 1-14 janvier 1911.

Le soussigné profite de cette occasion pour renouveler à Son Excellence Monsieur Guéchow les assurances de sa plus haute considération.

(L. S.) H. A. BERNHOFT.

*
* *

Légation Royale de Bulgarie.

Le soussigné Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Bulgares à Vienne, dûment autorisé à cet effet par son Gouvernement, a l'honneur de déclarer à Monsieur H. A. Bernhoft, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Danemark en cette ville, que le traitement de la nation la plus favorisée sera appliqué dans le Royaume de Bulgarie aux marchandises et à la navigation danoises, à condition que le même traitement soit appliqué dans le Royaume de Danemark aux marchandises et à la navigation bulgares.

Le présent arrangement entrera en vigueur à partir du 1-14 janvier 1910 et cessera ses effets le 1-14 janvier 1911.

Le soussigné profite de cette occasion pour renouveler à Son Excellence Monsieur Bernhoft les assurances de sa plus haute considération.

Vienne, le 27 novembre-10 décembre 1909.

IWAN GUÉCHOW.

ITALIE — PORTUGAL

Notes échangées entre le Ministre d'Italie à Lisbonne et le Ministre des Affaires Etrangères de Portugal au sujet du renouvellement de la convention d'arbitrage conclue le 11 mai 1905 (1).

(avril-mai 1910)

Par lettre du 31 mars dernier, j'ai eu l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement du Roi était disposé à renouveler pour cinq années à partir de sa déchéance, le 11 du mois prochain, la convention d'arbitrage conclue avec le Portugal le 11 mai 1905.

Votre Excellence m'a informé par lettre du 30 avril dernier que le Gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle était également disposé à procéder à la prorogation de cet accord, après échange respectif de notes.

Il est donc entendu que ma note et celle que Votre Excellence aura la courtoisie de m'envoyer en réponse serviront à constater l'accord intervenu entre les deux Gouvernements.

Je suis, etc.

Lisbonne, 21 avril 1910.

PAULUCCI DE CALBOLI.

*
* *

Lisboa, 10 de maio 1910.

Tenho a honra de accusar recepção da Nota que V. Ex. se serviu dirigir-me em 21 abril proximo findo, consignando o accordo dos Governos de Sua Magestade e de Sua Magestade o Rei d'Italia, de prorogarem por cinco annos, a contar da data da sua expiração, o convenção de arbitragem de 11 maio de 1905, cuja vigencia termina no dia 11 do corrente.

Por parte do Governo de Sua Magestade consigno egualmente aquelle accordo.

Fica por conseguinte estipulado que a presente Nota e a de V. Ex. de 21 abril proximo findo constituem o entendimento dos dois Governos e registam gara todos os effeitos a prorrogação, nos termos acima indicados, do tratado de 11 de maio de 1905.

Aproveito o esboço para reiterar a V. Ex. ecc.

A. EDOARDO VILLAÇA.

(1) Le texte original de la note du Ministre d'Italie est en italien ; nous laissons la réponse du Ministre portugais dans l'original, car elle ne fait que reproduire à peu près textuellement la note précédente qu'elle confirme.

GRANDE-BRETAGNE — SUISSE

Note adressée par le Ministre de Suisse à Londres à S. E. M. le Ministre des Affaires Etrangères pour lui notifier les conditions d'accession des Pays-Bas à la Convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, révisée le 13 novembre 1908 et réponse de Sir Edward Grey accusant réception de la dite note.

(1^{er} novembre 1912)

Légation de Suisse, Londres,

le 1^{er} novembre 1912.

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Sur l'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter ce qui suit à la connaissance de votre Excellence :

Par note du 9 octobre dernier, M. le Ministre des Pays-Bas à Berne a informé le Conseil Fédéral Suisse que le Gouvernement Néerlandais avait décidé d'adhérer à la Convention de Berne révisée pour la Protection des Œuvres littéraires et artistiques du 13 novembre 1908. Cette adhésion produira ses effets à partir du 1^{er} novembre 1912 ; elle s'appliquera, pour le moment, à la partie européenne du Royaume des Pays-Bas ; les colonies feront l'objet d'une communication ultérieure.

Toutefois, l'accession comporte les réserves suivantes basées sur l'article 25, alinéa 2, de la Convention précitée :

(1.) En ce qui concerne le droit exclusif des auteurs de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres, le Gouvernement des Pays-Bas, au lieu d'adhérer à l'article 8 de cette Convention, entend rester lié par les dispositions de l'article 5 de la Convention de Berne du 9 septembre 1886, tel qu'il a été amendé par l'article 1^{er} (3) de l'Acte Additionnel signé à Paris le 4 mai 1896.

(2.) Quant au droit de reproduction d'articles de journaux et de recueils périodiques, le Gouvernement des Pays-Bas, au lieu d'adhérer à l'article 9 de la Convention révisée du 13 novembre 1908, entend rester lié par l'article 7 de la Convention de Berne du 9 septembre 1886, tel qu'il a été amendé par l'article 1^{er} (4) de l'Acte Additionnel mentionné ci-dessus.

(3.) En ce qui a trait au droit de représenter publiquement des traductions d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, le Gouverne-

ment Néerlandais, au lieu d'adhérer à l'article 11, alinéa 2, de la Convention révisée du 13 novembre 1908, entend rester lié par l'article 9, alinéa 2, de la Convention de Berne du 9 septembre 1886.

En outre, le Gouvernement des Pays-Bas a fait savoir qu'en ce qui concerne le délai principal de protection dont il est question à l'article 30, alinéa 1^{er}, de la Convention révisée de 1908, la loi néerlandaise a établi la même durée de protection que celle prévue par l'article 7, alinéa 1^{er}, de ladite Convention.

Enfin, et pour ce qui touche leur contribution aux dépenses du Bureau international, les Pays-Bas ont demandé à être rangés dans la troisième classe.

Votre Excellence m'obligerait très vivement en consentant à m'accuser réception de la présente notification.

Je saisis, etc.

CARLIN.

*A Son Excellence Sir Edward Grey,
Bart., K. G.,
etc., etc., etc.*

*
* *

Foreign Office, Novembre 5, 1912.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of the 1st instant, in which, by direction of the Swiss Government, you inform me that on the 9th ultimo the Netherland Minister at Berne notified to the Swiss Federal Council the accession of the Netherlands to the revised Berne Convention of the 13th November 1908, for the Protection of Literary and Artistic Works, subject to the reservations enumerated in your note, such accession to take effect as from the 1st instant.

In thanking you for this communication, I have, etc.

E. GREY.

*Monsieur Carlin,
etc., etc., etc.*

ALLEMAGNE — EGYPTÉ

Echange de notes relatives à la Convention additionnelle de commerce du 17 mars 1910.

(mars 1910)

Le Caire, le 17 mars 1910.

Monsieur le Ministre,

L'article 3 de la Convention additionnelle que j'ai eu l'honneur de signer avec vous à la date de ce jour dispose que les douanes de l'un et de l'autre pays pourront, toutefois, apposer des marques supplétives, si cette précaution est reconnue indispensable, et seront libres de visiter les échantillons dans le but d'en constater la valeur.

Il demeure entendu que si, au cours de ces visites, les douanes respectives venaient à découvrir et constater des actes de contrebande, elles auront naturellement le droit d'appliquer toutes les dispositions relatives à la contrebande.

D'autre part l'article 5 de la même Convention en accordant à l'Institut archéologique Allemand une exemption limitée des droits de douane réserve à l'administration le droit de visite et de vérification. Au cours de nos pourparlers, vous avez bien voulu me donner l'assurance formelle que la douane n'exercerait, le cas échéant, son droit de visite qu'avec des ménagements et avec les plus grandes précautions, notamment s'il s'agit d'articles qui s'exposeraient à être détériorés par l'ouverture des caisses qui les renferment.

Je serais très obligé à Votre Excellence de me faire connaître que nous sommes bien d'accord sur ces divers points.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

H. HATZFELD.

Son Excellence Hussein Ruchdy Pacha, Ministre des Affaires Etrangères, Le Caire.

*
* *

Le Caire, le 17 mars 1910.

Monsieur le Comte,

Je m'empresse de vous accuser réception de la lettre que vous avez bien voulu m'adresser en date de ce jour pour préciser la portée des articles 3 et 5 de la Convention additionnelle que nous avons signée aujourd'hui.

Aux termes de cette communication :

L'article 3 dispose que les douanes de l'un et de l'autre pays pourront, toutefois, apposer des marques supplétives, si cette précaution est reconnue indispensable, et seront libres de visiter les échantillons dans le but d'en constater la valeur.

Il demeure entendu que si, au cours de ces visites, les douanes respectives venaient à découvrir et constater des actes de contrebande, elles auront naturellement le droit d'appliquer toutes les dispositions relatives à la contrebande.

D'autre part, l'article 5 de la même Convention en accordant à l'Institut archéologique Allemand une exemption limitée des droits de douane réserve à l'administration le droit de visite et de vérification. Au cours de nos pourparlers, vous avez bien voulu me donner l'assurance formelle que la douane n'exercerait, le cas échéant, son droit de visite qu'avec des ménagements et avec les plus grandes précautions, notamment s'il s'agit d'articles qui s'exposeraient à être détériorés par l'ouverture des caisses qui les renferment.

Je prends acte et vous donne acte également, en ce qui concerne l'article 3, de la déclaration contenue dans votre dépêche ci-dessus visée, et en même temps je vous confirme l'assurance que vous me demandez au sujet du droit de visite prévu à l'article 5.

Veuillez agréer, Monsieur le Comte, les assurances de ma haute considération.

H. RUCHDY.

Monsieur le Comte de Hatzfeldt, Agent et Consul Général
d'Allemagne.

AUTRICHE-HONGRIE — RUSSIE — BULGARIE — GRÈCE —
MONTENEGRO — SERBIE

**Note austro-russe remise aux gouvernements alliés au sujet du
conflit de ces derniers avec l'empire ottoman.**

(9 octobre 1912)

Les gouvernements russe et austro-hongrois déclarent aux Etats balkaniques :

1° Que les puissances réprouvent énergiquement toute mesure susceptible d'amener la rapture de la paix ;

2° Que, s'appuyant sur l'article 23 du traité de Berlin, elle prendront en mains, dans l'intérêt des populations, la réalisation des réformes dans l'administration de la Turquie d'Europe, étant entendu que ces réformes ne porteront aucune atteinte à la souveraineté de Sa M. Impériale le Sultan et à l'intégrité territoriale de l'empire ottoman ; cette déclaration réserve d'ailleurs la liberté des puissances pour l'étude collective et ultérieure des réformes ;

3 Que, si la guerre vient néanmoins à éclater entre les Etats balkaniques et l'empire ottoman, elles n'admettront, à l'issue du conflit, aucune modification au *statu quo* territorial dans la Turquie d'Europe.

Les puissances feront collectivement, auprès de la Sublime Porte, les démarches dérivant de la précédente déclaration.

*
* *

RÉPONSE DE LA BULGARIE A LA NOTE AUSTRO-RUSSE

(19 octobre 1912)

Le gouvernement bulgare ayant pris connaissance de la déclaration que les six puissances ont par l'entremise des gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie adressée à la Bulgarie, et s'étant entendu avec les gouvernements des autres Etats balkaniques, exprime sa gratitude pour l'intérêt déployé par les six grandes puissances en faveur des populations de la Turquie d'Europe et pour leur promesse de prendre en main la réalisation des réformes dans l'administration en s'appuyant sur l'article 23 du traité de Berlin.

Le gouvernement bulgare a, néanmoins, d'accord avec ceux de la Grèce et de la Serbie, estimé qu'après tant de promesses de réformes, si souvent et si solennellement données par la Turquie et si expressément consignées dans des Actes internationaux, il serait cruel de ne pas tâcher d'obtenir en faveur des populations chrétiennes de l'empire ottoman des réformes plus radicales et plus définies, pouvant réellement améliorer leur misérable sort, si elles sont sincèrement et intégralement appliquées. C'est pourquoi ils ont cru devoir s'adresser directement au gouvernement de Sa Majesté le Sultan, en lui indiquant les principes sur lesquels les réformes à introduire doivent se baser et les garanties qu'il faudra. Ils sont sûrs que si le gouvernement impérial ottoman veut entrer dans cette voie, l'ordre et la tranquillité seront établis dans les provinces de l'empire, et qu'une base solide serait assurée entre la Turquie et les Etats balkaniques qui ont eu jusqu'à présent trop souvent à souffrir de l'attitude arbitraire et provocatrice que La Porte a prise envers eux.

SERBIE — TURQUIE

Note portant déclaration de guerre remise par le Ministre de Serbie à Constantinople au gouvernement ottoman.

(18 octobre 1912)

Le soussigné, ministre de Sa Majesté la roi de Serbie, sur l'ordre de son gouvernement, a l'honneur de faire la communication suivante au Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté le sultan.

La Sublime Porte n'ayant pas répondu à la note identique que les gouvernements de Bulgarie, de Grèce et de Serbie ont eu l'honneur de lui remettre le 30 septembre dernier, et la situation, qui était déjà très grave, à cause de la saisie des munitions serbes et des bateaux grecs faite par la Turquie au mépris du droit des gens, étant devenue encore plus menaçante par suite des attaques des avant-postes bulgares et serbes par les troupes ottomanes et de la rupture des relations diplomatiques provoquée par la Sublime-Porte en violation des principes internationaux, le gouvernement de Sa Majesté le roi de Serbie se voit obligé, à son grand regret, de recourir à la force des armes, laissant au gouvernement ottoman la responsabilité de la rupture des relations entre la Serbie et l'Empire ottoman.

J'ai l'honneur d'informer le gouvernement impérial que, dès ce moment, la Serbie se considère en état de guerre avec la Turquie, et que, tenant ma mission comme terminée, je quitterai Constantinople dans le plus bref délai.

Les sujets ottomans résidant en Serbie qui voudraient quitter le pays sont libres de le faire, mais ceux qui préfèrent y rester peuvent compter sur la protection des lois.

Signe : NÉNADOVITCH.

ALLEMAGNE — AUTRICHE — GRANDE-BRETAGNE
— FRANCE — RUSSIE — TURQUIE

Note collective adressée au gouvernement impérial ottoman

(12 octobre 1912)

Les soussignés, ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, Grande-Bretagne, France, Russie et Allemagne, ont reçu pour instructions de leurs gouvernements respectifs d'informer la Sublime Porte que les cinq puissances prennent note de l'intention du gouvernement turc, publiquement annoncée, d'introduire des réformes, et qu'elles discuteront immédiatement avec la Sublime Porte, dans l'esprit de l'article 23 du traité de Berlin et de la loi de 1880, les réformes nécessaires dans l'administration de la Turquie européenne et les mesures capables d'assurer leur réalisation dans l'intérêt des populations, étant entendu que ces réformes n'affectent pas l'intégrité territoriale de l'empire ottoman.

*
* *

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT IMPÉRIAL OTTOMAN

Constantinople, 14 octobre 1912,

Le soussigné, ministre des Affaires Etrangères du Sultan, a l'honneur de rappeler que, ainsi que LL. EE. veulent bien le constater, le gouvernement impérial a déjà reconnu la nécessité d'introduire les réformes que comporte l'administration des vilayets de la Turquie d'Europe.

Il a envisagé ces réformes avec d'autant plus de conviction qu'il entend les appliquer en dehors de toute ingérence étrangère, et qu'il prévoit que, dans ces conditions, leur exécution ne manquera pas de contribuer à la prospérité et au développement économique du pays, en assurant dans l'esprit libéral de la Constitution ottomane la concorde et la bonne harmonie entre les éléments hétérogènes qui composent la population de cette partie de l'Empire.

Il est à relever que si, jusqu'à présent, les différents essais pour l'amélioration de la situation à l'intérieur de ces provinces ne produisent pas tous les fruits qu'on était en droit d'en attendre, une des principales causes de ce retard est incontestablement l'état de trouble et d'insécurité causé par les attentats de tous genres provenant des foyers d'agitation dont le but réel ne laisse aucun doute. Le gouvernement impérial n'en apprécie pas moins l'intention amicale de la

communication que les grandes puissances ont jugé à propos de faire, en raison des circonstances présentes.

Il s'associe de tout cœur aux efforts déployés par elles pour conjurer le danger d'une collision, dont les conséquences entraîneraient fatalement de grandes calamités, qu'il est du devoir du monde civilisé de prévenir par tous les moyens de conciliation. Sous ce rapport, nous avons conscience d'avoir pris les devants pour faciliter la tâche humanitaire des grandes puissances, en présence du redoutable problème dont elles cherchent la solution.

En effet, sans vouloir insister sur le fait que les vaines stipulations du traité de Berlin reçurent une exécution non conforme, tant à la lettre qu'à l'esprit qui les avait dictées, et qu'ainsi les intérêts ottomans furent gravement lésés en plusieurs cas, sans vouloir, en particulier examiner jusqu'à quel point l'article 23 du traité put conserver, plus que les autres articles, la valeur d'un article, le gouvernement déclare qu'il vient de prendre de son propre mouvement la résolution de présenter le projet de loi de 1880 dans tout son ensemble historique, dès l'ouverture de la prochaine session, à l'approbation du Parlement et à la sanction impériale, conformément à la Charte fondamentale de l'Empire.

Les grandes puissances peuvent être persuadées que les autorités impériales tiendront la main à la scrupuleuse application de la loi dès sa promulgation. Il serait souverainement injuste d'inférer d'anciennes négligences et de tergiversations plus ou moins systématiques, inhérentes à l'autre régime, que l'Empire constitutionnel d'aujourd'hui ne renoncerait pas logiquement aux errements passés et de prendre l'occasion de certains doutes à cet égard pour chercher une autre mesure que celle seule qui est compatible avec l'intérêt bien entendu du pays et des populations mêmes.

BULGARIE — GRÈCE — SERBIE — TURQUIE

Note adressée au gouvernement ottoman par les Etats
Balkaniques.

(19 octobre 1912)

Le soussigné, Président du Conseil des ministres et Ministre des Affaires Etrangères prie le Ministre de Turquie de vouloir bien faire parvenir au gouvernement impérial ottoman la communication suivante, ainsi que la Note explicative ci-annexée.

Malgré la démarche que, par l'entremise des gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie, les grandes puissances ont faite auprès des Etats balkaniques, démarche par laquelle elles promettent de prendre en main la réalisation de réformes dans l'administration de la Turquie d'Europe, les gouvernements de Bulgarie, de Grèce et de Serbie croient cependant devoir s'adresser directement au gouvernement impérial de Sa Majesté le Sultan pour lui déclarer que seules des réformes radicales sincèrement et intégralement appliquées peuvent réellement améliorer le sort misérable des populations chrétiennes des vilayets d'Europe, garantir l'ordre et la tranquillité dans la Turquie d'Europe et assurer une paix solide entre l'empire ottoman et les Etats balkaniques envers lesquels la Sublime Porte a trop souvent pris une attitude arbitraire et provocatrice que rien ne justifiait.

Les gouvernements de Bulgarie, de Grèce et de Serbie, tout en regrettant que le gouvernement monténégrin ne puisse, à cause des événements survenus, prendre part à cette démarche, invitent la Sublime Porte à procéder immédiatement de concert avec les grandes puissances et les Etats balkaniques à l'élaboration et l'introduction dans la Turquie d'Europe des réformes prévues par l'article XXIII du traité de Berlin, en les basant sur le principe des nationalités ethniques (autonomie administrative des provinces, gouverneurs généraux belges ou suisses, assemblées des provinces électives, gendarmerie, enseignement libre religieux), et en confiant l'application à un conseil supérieur composé de chrétiens et de musulmans en nombre égaux sous la surveillance des ambassadeurs des grandes puissances et des ministres des quatre Etats balkaniques à Constantinople.

Ils espèrent que la Turquie pourra déclarer qu'elle accepte cette demande, s'engageant à mettre en exécution dans un délai de six mois les réformes contenues dans la présente note, et la notice explicative annexée; et qu'elle voudra, comme preuve de son assentiment, rapporter le décret de mobilisation de son armée.

TROISIÈME PARTIE

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Loi déclarant les îles d'Anjouan, de Mohéli et de la Grande-Comore colonies françaises.

(25 juillet 1912)

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER

Sont déclarées colonies françaises les Iles d'Anjouan, de Mohéli et de la Grande-Comore.

ART. 2

Les Iles de Mayotte, Anjouan, Mohéli, la Grande-Comore et leurs dépendances sont rattachées au gouvernement général de Madagascar dans les conditions qui seront prescrites par un règlement d'administration publique.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 25 juillet 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,

Ministre des Affaires étrangères,

R. POINCARÉ.

Le Ministre des Colonies,

A. LEBRUN.

Loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1912, d'un crédit extraordinaire pour la participation du Ministère de la Guerre à l'érection des monuments qui seront élevés en Russie à la mémoire des morts de la campagne de 1812.

(25 juillet 1912)

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE

Il est ouvert au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1912, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 27 février 1912 et par des lois spéciales, un crédit extraordinaire de cinq mille francs (5,000 francs) qui sera inscrit à un chapitre spécial portant le n° 52 *bis* et intitulé : « Participation du Ministère de la Guerre à l'érection des monuments qui seront élevés en Russie à la mémoire des morts de la campagne de 1812. »

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1912.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 25 juillet 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Guerre,

A. MILLERAND.

Le Ministre des Finances,

L.-L. KLOTZ.

Loi autorisant le Ministre des Finances à faire au Gouvernement crétois une avance remboursable de 35,000 francs.

(22 juillet 1912)

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE

Le Ministre des Finances est autorisé à faire au Gouvernement crétois, sur les fonds du Trésor, une nouvelle avance de trente-cinq mille francs (35.000 francs) pour indemniser l'ancien haut commissaire en Crète.

Cette avance sera constatée au débit du compte ouvert, conformément à la loi du 6 avril 1902, sous le titre : « Avance au gouvernement crétois ».

Cette somme, productive d'intérêts à trois pour cent (3 p. 100) à partir du paiement définitif, sera remboursée dans les mêmes conditions que l'avance de 1 million déjà consentie au Gouvernement crétois.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 22 juillet 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*

R. POINCARÉ.

Le Ministre des Finances,

L.-L. KLOTZ.

Décret autorisant le Gouvernement tunisien à réaliser par voie d'emprunt à valoir sur la somme de 90.500.000 francs prévue par la loi du 28 mars 1912 une somme de 58.500.000 francs précédé du Rapport au Président de la République.

(29 juillet 1912)

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 29 juillet 1912.

Monsieur le Président,

La loi du 28 mars 1912 a autorisé le Gouvernement tunisien à réaliser par voie d'emprunt, à un taux n'excédant pas 4.50 p. 100, une somme de 90.500.000 affectuée exclusivement à l'achèvement de son réseau de voies ferrées et aux travaux complémentaires des lignes en exploitation.

La loi a déterminé ainsi qu'il suit l'affectation de ces 90 millions 500.000 francs :

28.150.000 francs doivent être consacrés au règlement des travaux des programmes des chemins de fer dotés sur les fonds des emprunts de 1902 et 1907 ;

27.400.000 francs doivent s'appliquer aux travaux complémentaires du réseau exploité ;

Les 34.950.000 francs restant doivent être employés à la construction de quatre grandes lignes nouvelles :

Celle de Metlaoui à Tozeur, pour 5.800.000 francs.

Celle de Graïba à Gabès, pour 7 millions de francs.

Celle de Tunis à Téboursouk, pour 18.150.000 francs.

Celle de Tunis à Hammam-Lif, pour 4 millions de francs.

L'article 3 de la loi est ainsi conçu :

« Cet emprunt sera effectué par fractions successives au fur et à mesure des besoins et après inscription au budget tunisien de l'annuité nécessaire à l'intérêt et à l'amortissement de la fraction à emprunter.

« La réalisation de chacune de ses tranches sera autorisée par un décret du Président de la République, rendu sur le rapport des ministres des Affaires étrangères et des Finances.

« Ce rapport devra établir la nature des travaux à exécuter et justifier que l'annuité correspondante est exactement inscrite au budget de la Tunisie ».

La portée de cet article est déterminée par les travaux préparatoires dont la loi a été l'objet tant à la Commission du Budget de la Chambre des Députés qu'à la Commission des Finances du Sénat. Il a été précisé à la Commission du Budget (rapport de M. Bouge, p. 77) que « les travaux ne pourraient être engagés qu'après examen des devis par une commission de contrôle instituée par le Ministre des Travaux publics et dont les membres seront pris dans le sein du Conseil supérieur des Ponts et Chaussées ». Et M. Milliès-Lacroix, dans son rapport à la Commission des Finances du Sénat, s'est exprimé ainsi qu'il suit : « Nous avons signalé au Gouvernement que cet article est incomplet, quant aux garanties auxquelles il est destiné. Il eût été nécessaire, en effet, de spécifier que le rapport au Président de la République devrait établir : 1° que les projets définitifs des travaux à entreprendre auront été approuvés par le Ministre des Affaires étrangères, après avis des Comités techniques ; 2° que l'évaluation des dépenses des nouveaux ouvrages à entreprendre, augmentés de l'évaluation rectifiée des dépenses des ouvrages exécutés ou en cours d'exécution, ne dépasse pas l'ensemble des allocations prévues par la loi. M. le Président du Conseil a reconnu qu'il eût été prudent d'ajouter ces dispositions à l'article 3. Mais, en raison de l'urgence de l'emprunt, il a demandé à la Commission de ne pas modifier le texte soumis au Sénat, afin d'éviter le retour du projet devant la Chambre des Députés. Il a d'ailleurs déclaré que son intention était de se conformer, dans la pratique, au vœu exprimé par la Commission des Finances et celle-ci, satisfaite de cette déclaration, n'a pas insisté. »

En exécution de ces dispositions, le Ministère des Affaires étrangères a soumis à l'examen d'une Commission d'inspecteurs généraux des ponts et chaussées constituée à cet effet par M. le Ministre des Travaux publics une série de dossiers contenant les justifications techniques que la direction générale des travaux publics de la régence s'est mise en demeure de réunir en vue de la réalisation d'une première tranche d'emprunt.

Ces dossiers s'appliquent aux travaux qu'il a paru le plus urgent d'entreprendre et qui ont été choisis par le Gouvernement après avis de la conférence consultative, d'après les considérations suivantes :

Tout d'abord, il est indispensable d'achever la construction des lignes de Bizerte aux Nefzas et à Tabarka et de Mateur à Nebeur, déjà partiellement livrées à l'exploitation, mais qui ont besoin d'être poursuivies pour atteindre les mines comprises dans leur périmètre d'exploitation. La ligne de Nebeur offre d'ailleurs un intérêt stratégique de premier ordre, et routes deux sont nécessaires pour assurer à Bizerte le fret de retour qu'attendent les navires charbonniers pour constituer dans ce port les stocks de houille indispensables à la marine. Leur achèvement figure pour 15.700.000 francs dans la dépense de 28 millions 150.000 francs prévue dans la loi pour le « règlement des travaux estimés en 1902 et en 1907 », expression impropre à l'égard de ces lignes, disons-nous avec M. Milliès-Lacroix, car, en fait, ainsi que l'a fait res-

sortir le rapporteur, « il ne s'agit point d'assurer le règlement des travaux exécutés, mais bien de pourvoir aux insuffisances d'évaluation de travaux dont une partie n'a pas encore été mise à exécution ».

Dans cette même dépense, figurent une somme de 1.150.000 fr. pour le règlement des lignes, déjà entièrement livrées à l'exploitation de Kairouan à Henchir-Souatir et de Sousse à Sfax et une autre somme de 500.000 francs pour le règlement de la dépense du matériel roulant du programme de 1907. La direction générale des travaux publics a compris ces dépenses, qui ne peuvent être différées, dans ses premières justifications.

Le surplus, soit 10.800.000 francs des dépenses classées par la loi sous la rubrique « règlement des travaux estimés en 1902 et en 1907 » s'appliquera ultérieurement, non pas à des achèvements de lignes déjà commencées mais à des lignes nouvelles, celles de Sfax à Bou-Thadi, de Zaghouan à Bou-Ficha et de Menzel à Kélibia, qui, dans le principe, ont été dotées au moins partiellement sur le programme de 1907, mais dont les dotations ont été provisoirement affectées à la ligne plus importante de Bizerte-Mateur à Nebeur, que la Commission du Budget de la Chambre des Députés a prescrit en 1906 d'exécuter la première. C'est ce qu'ont constaté et expliqué les rapports qui vous ont été adressés les 20 avril 1907, 23 avril 1908 et 26 mars 1909 par les Ministres des Affaires étrangères et des Finances d'alors. L'opération a été d'ailleurs régulière : la loi du 10 janvier 1907 qui a réglé le mode d'emploi de l'emprunt de 75 millions qu'elle a autorisé, ne contenait pas en effet la désignation des lignes à construire. Il n'y avait donc pas en 1907 de spécialisations de ressources, même pour la section de Mateur à Béja qui a été une des principales causes des insuffisances d'évaluations auxquelles la loi du 28 mars 1912 a eu pour objet de remédier, puisqu'elle aura coûté plus de 13 millions, alors qu'originellement des études sommaires faites par le génie militaire à l'occasion d'une convention du 17 mars 1902 l'avaient évaluée à 6.250.000 fr. seulement. Cette section n'était même pas comprise en 1902 dans le programme du protectorat qui comptait, en conformité des stipulations de la convention du 17 mars 1902, approuvée par la loi du 6 avril suivant, pouvoir disposer, pour sa construction, de fonds avancés ou donnés par la métropole. Elle n'a été ajoutée au programme de 1907 que sur l'invitation expresse de la Commission du Budget.

Aujourd'hui encore, la construction des lignes de Sfax à Bou-Thadi, de Zaghouan à Bou-Ficha et de Menzel à Kélibia, n'a pas besoin d'être inscrite au premier rang dans l'ordre d'urgence, ainsi que l'a constaté M. Milliès-Lacroix. Elles seront donc exécutées sur les fonds d'une tranche ultérieure du nouvel emprunt.

En ce qui concerne les travaux complémentaires du réseau exploité, ils s'imposent sur tous les points à la fois avec une nécessité impérieuse. La réfection générale de la gare de Tunis, dont les installations

sont depuis longtemps tout à fait insuffisantes et où la voie normale et la voie étroite se croisent et s'enchevêtrent dans des conditions dangereuses, est d'une urgence incontestable, et les installations nouvelles devront comprendre des faisceaux de triage étendus, ainsi que de grands ateliers pour la réparation du matériel roulant. D'autre part, les gares de Bizerte et de Sousse appellent une transformation presque complète.

Sur le réseau à voie normale, le Gouvernement tunisien s'est, par sa convention du 20 décembre 1910 avec la Compagnie des chemins de fer Bône-Guelma, engagé à entreprendre les travaux complémentaires reconnus nécessaires, lesquels peuvent être d'autant moins différés que la Compagnie verse déjà au Trésor tunisien, depuis le 1^{er} janvier 1911, l'annuité de 300.000 francs qu'elle s'est obligée à servir jusqu'à l'expiration de sa convention (1979). Dans cet ordre d'idées, il y a lieu de consolider la voie et les ouvrages de la ligne de la Medjerdah et de la raccorder avec celle de Nebeur.

Sur le réseau à voie étroite, il est également nécessaire de pouvoir réaliser de nouvelles améliorations sur la ligne de Tunis à Kalaat-es-Senam, armée au début pour un trafic de 300.000 tonnes, qui en transporte déjà plus d'un million et qui est appelée à voir accroître encore ce chiffre par suite du développement pris par les exploitations de phosphates et de minerais de fer de la région du Kef. L'ouverture à l'exploitation de la ligne de Sousse ou plutôt de Ouardenine à Sfax, dont le prolongement jusqu'à Gabès est imminent (voir plus loin) oblige d'autre part à rectifier et consolider la voie de Tunis à Sousse et celle de Sousse à Ouardenine, pour permettre d'améliorer la vitesse des trains de voyageurs sur la grande artère qui sera la future ligne de Tunis à Gabès et à la frontière tripolitaine.

Enfin, le développement de la circulation des voyageurs et du trafic commercial nécessite une notable et urgente augmentation de l'effectif du matériel roulant.

De ces quatre chefs divers, la direction générale des travaux publics a présenté au Ministère des Travaux publics des justifications techniques pour un total de dépenses de 24.350.000 francs sur le crédit de 27.400.000 francs prévu pour travaux complémentaires par la loi du 28 mars 1912. Le surplus, soit 3.050.000 francs, s'appliquera aux nouvelles installations de grande vitesse de la gare de Tunis, qui ne pourraient être entreprises qu'en dernier lieu, quand les autres travaux de la gare auront été achevés.

En ce qui concerne les lignes nouvelles, prévues au nombre de quatre, avec spécialisations de crédits, par la loi du 28 mars 1912, il en est une qui ne doit pas être immédiatement envisagée ; c'est celle de Tunis à Téboursouk qui ne sera construite qu'en dernier lieu, « le sentiment de la Conférence consultative et du Conseil supérieur du Gouvernement tunisien », enregistré par M. Milliès-Lacroix, « étant qu'elle ne doit pas motiver d'impôts nouveaux, le protectorat devant

plutôt la construire sur ses excédents budgétaires, quand la situation le lui permettra ». Mais la ligne de Graïba à Gabès, qui doit relier cette dernière ville à Sfax et à Tunis, est instamment réclamée par l'autorité militaire pour ses mouvements de troupes dans le Sud tunisien. Quant à la ligne de Metlaoui à Tozeur, qui est construite par la compagnie des phosphates et du chemin de fer de Gafsa et qui sera achevée d'ici à quelques mois, il y a intérêt à en comprendre le coût dans la première tranche d'emprunt, afin de pouvoir le rembourser de suite à ladite compagnie qui retient, en attendant, pour se couvrir, conformément à une convention du 1^{er} août 1904, une portion de la redevance domaniale qu'elle doit au Trésor tunisien pour l'exploitation de sa concession de phosphates. Il importe de restituer le plus tôt possible au budget la libre disposition de ce revenu. Enfin la construction de la ligne électrique de Tunis à Hammam-Lif est utile pour desservir dans des conditions satisfaisantes les plages de la banlieue Sud et compléter le réseau suburbain déjà amorcé par les lignes de la Goulette et de la Marsa ; la nouvelle ligne électrique motivera du reste, de la part de la compagnie Bône Guelma, le paiement d'une annuité de 120,000 francs comme libération des charges que lui impose son service actuel à vapeur entre Tunis et Hammam-Lif.

L'ensemble des justifications techniques produites à la commission technique du ministère des travaux publics représente ainsi un total de 58.500.000 francs de dépenses.

Cette commission s'est réunie à la fin du mois de juin et au commencement du mois de juillet et a donné son avis le 23 juillet 1912. Elle a estimé que les évaluations qui lui ont été présentées représentent aussi exactement que possible le montant des dépenses à faire et elle a conclu à l'adoption de ces propositions.

Au vu de cet avis, auquel j'ai donné mon approbation, le gouvernement du protectorat nous a demandé l'autorisation de réaliser une première tranche d'emprunt égale au montant desdites évaluations, soit 58.500 francs, suivant les indications du tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES TRAVAUX		1 ^{re} TRANCHE		TRANCHES ULTÉRIEURES	
1 ^o Règlement des travaux des programmes de 1902 et 1907.					
Ligne de Kairouan à Henchir-Souaïr et travaux connexes.....	500 000	»			
Ligne de Sousse à Sfax.....	650 000	»			
Ligne de Bizerte aux Netzas et à Tébarka.....	12 200 000	»			
Ligne de Matour à Nebeur.....	3 500 000	»			
Ligne de Zaphouan à Bou-Ficha.....	»	1 300 000			
Ligne de Menzel-bou-Zelfa à Kélibia.....	»	4 500 000			
Ligne de Sfax à Bou-Thadi.....	500 000	5 000 000			
Matériel roulant.....			»		
		17 350 000			10 800 000
2 ^o Travaux complémentaires du réseau exploité.					
Gare de Tunis et travaux connexes.....	6 650 000	6 050 000			
Réseau à voie normale (ligne de la Medjerdah et gare de Bizerte).....	6 300 000	»			
Réseau à voie étroite (ligne de Tunis à Kalaat-es-Senam, Tunis à Sousse, Sousse à Ouardenine et gare de Sousse).....	7 500 000	»			
Matériel roulant.....	3 900 000	»			
		24 350 000			3 050 000
3 ^o Lignes nouvelles.					
Ligne de Metlaoui à Tozeur.....	5 800 000	»			
Ligne de Graiba à Gabès.....	7 000 000	»			
Ligne de Tunis à Téboursouk.....	»	18 150 000			
Ligne de Tunis à Hammam-Lif.....	4 000 000	»			
		16 800 000			18 150 000
Totaux.....		58 500 000			32 000 000
Ensemble.....				90 500 000	

Aux termes de l'article 3 reproduit plus haut, de la loi du 28 mars 1912, l'autorisation sollicitée par le protectorat est subordonnée à la justification qu'une annuité correspondante au capital de 58.500.000 francs est exactement inscrite au budget tunisien.

Or le budget tunisien de l'exercice en cours 1912 prévoit un crédit de 2.340.000 francs pour l'intérêt et l'amortissement de ce capital de 58.500.000 francs ; et le projet de budget pour 1913 porte cette annuité à 2.894.000 francs, chiffre qui permettrait soit d'assurer le service au taux primitivement prévu des deux dernières tranches dont le capital total est de 72.750.000 francs, soit, si la baisse des valeurs continue, d'assurer tout au moins le service de la première tranche de 58.500.000 francs en laissant encore un excédent disponible qu'il y aurait lieu de compléter avant de demander au Gouvernement français l'autorisation de réaliser la deuxième tranche. Le gage de l'emprunt apparaît donc comme assis sur des bases extrêmement solides.

Cette appréciation favorable est au surplus confirmée :

1° Par la progression continue des recettes ordinaires du budget tunisien qui sont passées :

De 38.428.976 fr. 79 en 1906 à 43.182.966 fr. 15 en 1907 ; à 44.032.849 fr. 51 en 1908 ; à 46.890.914 fr. 02 en 1909 ; à 49.274.774 fr. 51 en 1910, et à 58.548.871 fr. 19 en 1911 ;

2° Par le souci avec lequel le protectorat maintient ses dépenses bien au-dessous de ses recettes, lesquelles ont présenté, par rapport aux dépenses un excédent de :

6.556.523 fr. 84 en 1906 ; 10.024.025 fr. 31 en 1907 ; 7.653.811 francs 05 en 1908 ; 6.432.202 fr. 40 en 1909 ; 3.526.118 fr. 81 en 1910, et 8.250.000 francs en 1911 (chiffre non encore définitif).

Il est, en outre, à remarquer que les résultats qui viennent d'être exposés ont été obtenus par le seul fait du développement économique de la régence qui a permis au gouvernement tunisien de gager son premier emprunt de 40 millions en 1902, son deuxième emprunt de 75 millions en 1907, et la presque totalité (72.350.000 francs) de son troisième emprunt, celui en cours, sans autres aggravations de charges pour le contribuable que celles à résulter des 1.600.000 francs de relèvements de taxes dont il a été question plus haut. Malgré ces relèvements qui portent sur les droits de timbre, d'enregistrement et sur les droits qui atteignent l'alcool, la garantie des matières d'or et d'argent et les allumettes, les taxes qui en sont affectées seront encore en Tunisie inférieures, pour la plupart, à celles exigées en Algérie ; en aucun cas, sauf pour les allumettes, elles ne les dépasseront. L'évaluation du rendement de ces relèvements a été très modérée, et toutes les probabilités sont que leur produit ne laissera pas de mécompte.

Les mesures nécessaires seront prises pour que, conformément aux prescriptions de l'article 4 de la loi, l'état d'avancement des travaux

exécutés avec les fonds d'emprunt et l'emploi détaillé de ces fonds fassent annuellement l'objet d'un rapport que nous vous présenterons avec documents à l'appui, et qui sera annexé au budget du protectorat et distribué aux Chambres.

Toutes les conditions techniques et financières exigées par la loi du 28 mars 1912 étant donc remplies, nous avons l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-annexé, autorisant le protectorat à réaliser une première tranche de 58.500.000 francs sur l'emprunt prévu par ladite loi.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Etrangères,*

R. POINCARÉ.

Le Ministre des Finances,

L.-L. KLOTZ.

*
* *

TEXTE DU DÉCRET

Le Président de la République française,

Vu la loi du 28 mars 1912, autorisant le gouvernement tunisien à contracter un emprunt de 90.500.000 francs pour l'achèvement de son réseau de voies ferrées et les travaux complémentaires des lignes en exploitation ;

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, et du Ministre des Finances,

Décète :

ARTICLE PREMIER

Le gouvernement tunisien est autorisé à réaliser par voie d'emprunt à valoir sur la somme de 90.500.000 francs prévue par la loi du 28 mars 1912, une somme de 58.500.000 francs, imputable, savoir :

1° Pour 17.350.000 francs sur les 28.150.000 francs affectés par la loi au règlement des travaux estimés en 1902 et 1907.

2° Pour 24.350.000 francs sur les 27.400.000 francs affectés aux travaux complémentaires du réseau exploité.

3° Pour 5.800.000 francs à la ligne de Metlaoui à Tozeur, 7 millions à la ligne de Graïba à Gabès et 4 millions à la ligne de Tunis à Hammam-Lif, suivant les prévisions spécialisées de la loi.

ART. 2

Le Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 juillet 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Etrangères,
R. POINCARÉ.

Le Ministre des Finances,
L.-L. KLOTZ.

Loi portant ouverture au ministre des Affaires Etrangères, sur l'exercice 1912, d'un crédit extraordinaire de 111.500 francs pour la reconstruction de l'ambassade de France à Tokio.

(2 août 1912)

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER

Il est ouvert au ministre des Affaires Etrangères, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 27 février 1912 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1912, un crédit extraordinaire de cent onze mille cinq cents francs (111.500 fr.) qui sera inscrit à un chapitre nouveau ainsi libellé :

« Chap. 20 bis. — Achat de terrain pour la reconstruction de l'ambassade de France à Tokio, ci, 111.500 francs. »

ART. 2

Est approuvé le bail conclu, le 29 avril 1911, par M. Gérard, ambassadeur de la République française à Tokio, et par M. Toru

Abé Iusammi, gouverneur de Tokio, tous deux autorisés à ce sujet par leurs gouvernements respectifs pour la location de terrains destinés à l'ambassade française de Tokio.

Une copie authentique dudit bail sera annexée à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Rambouillet, le 2 août 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Etrangères,
R. POINCARÉ.

Le Ministre des Finances,
L.-L. KLOTZ.

ANNEXE

Entre les soussignés :

Son Excellence M. A. Gérard, ambassadeur de la République française à Tokio, commandeur de la Légion d'Honneur, grand Croix de l'ordre du Soleil Levant et du Paulownia, etc.

Et M. Têru Abé Iussami, décoré de la 2^e classe de l'ordre du Soleil Levant, gouverneur de Tokio-fu.

Tous deux dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs à l'effet de conclure un contrat pour la location d'un lot de terrain sis à Tokio, Akabané-cho (Shiba-ku) et destiné à l'usage de l'ambassade de France, il a été convenu, en leur nom et au nom de leurs successeurs, ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Ledit gouverneur de la ville de Tokio donne à bail audit ambassadeur et à ses successeurs, pour l'usage de l'ambassade de France :

1^o Un terrain d'une aire de 5.398 tsubo 8 go 6 shaku 5 sai, sis à Akabané-cho, et dont le plan est ci-annexé ;

2^o A titre de bail additionnel, le terrain contigu d'une aire de 8.235 tsubo 2 shaku, sis à Akabané-cho, et dont le plan est ci-annexé.

ART. 2

Les loyers annuels desdits terrains seront :

1^o Pour le premier terrain, d'une aire de 5.388 tsubo 8 go 6 shaku

sai, à raison de 10 yen les 100 tsubo, soit 539 yen 88 sen, payables le 1^{er} avril de chaque année d'avance et en totalité par ledit ambassadeur ou ses successeurs audit gouverneur de Tokio-fu, ou à ses successeurs :

2° Pour le terrain contigu d'une aire de 8.235 tsubo, 3 shaku, à raison de 3 % sur le prix du terrain évalué à 300.000 yen, soit 9.000 yen, payable le 1^{er} avril de chaque année d'avance, et en totalité par ledit ambassadeur ou ses successeurs audit gouverneur de Tokio-fu ou ses successeurs.

ART. 3

Le présent contrat sera applicable à partir du 1^{er} septembre 1911.

ART. 4

Sont conservées et renouvelées, en tant qu'elles ne sont pas contraires au présent contrat, les dispositions des articles 2 et 3 du contrat du 14 janvier 1888 visant les conditions générales du bail, qui sera maintenu tant que ledit ambassadeur et ses successeurs n'en feront usage que pour le service de l'ambassade les terrains ainsi donnés à bail étant exempts de toutes impositions, de quelque nature qu'elles soient en dehors des loyers mentionnés ci-dessus.

En foi de quoi les deux délégués ont signé le présent contrat.

Tokio, le 29^e jour du 4^e mois de la 44^e année de Meiji (le 29 avril 1911).

Signé : A. GÉRARD.

Signé : TORU ABÉ.

Vu et approuvé : le Ministre des Affaires Etrangères, à Paris, le 24 août 1911.

Signé : J. DE SELVES.

Loi portant approbation de la convention pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage, signé à Bruxelles le 23 septembre 1910.

(2 août 1912)

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE

Le Président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention signée à Bruxelles, le 23 septembre 1910, entre l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Brésil, le Chili, Cuba, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Nicaragua, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède, l'Uruguay, pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage.

Une copie authentique de ladite convention demeurera annexée à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Rambouillet, le 2 août 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Étrangères,*

R. POINCARÉ.

*Le Ministre de la Marine,
DELCASSÉ.*

*Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
FERNAND DAVID.*

Loi portant approbation de la convention pour l'unification de certaines règles en matière d'assistance et de sauvetage maritimes, signée à Bruxelles le 23 septembre 1910.

(2 août 1912)

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE

Le Président de la République est autorisé à ratifier, et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention signée à Bruxelles le 23 septembre 1910, entre l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la

Belgique, le Brésil, le Chili, Cuba, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Nicaragua, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède, l'Uruguay, pour l'unification de certaines règles en matière d'assistance et de sauvetage maritimes.

Une copie authentique de ladite convention demeurera annexée à la présente loi (1).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Rambouillet, le 2 août 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,

Ministre des Affaires Étrangères,

R. POINCARÉ.

Le Ministre de la Marine,

DELCASSÉ.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

FERNAND DAVID.

Décret modifiant le décret du 13 août 1911 sur l'organisation du Ministère des Affaires Étrangères.

(19 juillet 1912)

Le Président de la République française,

Sur la proposition du Président du Conseil, ministre des Affaires Étrangères,

Décète :

ARTICLE PREMIER

L'article 5 du décret du 13 août 1910 est ainsi modifié :

Le premier sous-directeur d'Europe, d'Afrique et d'Orient, remplit les fonctions d'adjoint du directeur des affaires politiques et commerciales. Il supplée le directeur en cas d'absence ou d'empêchement. Il préside la réunion quotidienne des sous-directeurs et des chefs de bureau ; il leur distribue le travail ; il contrôle le service intérieur de la direction, le classement et la garde des archives. Il signe « pour le

ministre et par autorisation » toutes les pièces que le directeur est autorisé à signer de la sorte et dont celui-ci ne se réserve pas la signature. Il est plus spécialement chargé des affaires politiques qui ressortissent à la sous-direction.

Le deuxième sous-directeur est plus spécialement chargé des affaires commerciales, financières et contentieuses. En cas d'absence du premier sous-directeur, il le remplace pour la partie de sa tâche qui concerne la sous-direction d'Europe, d'Afrique et d'Orient.

ART. 2

L'article 8 du décret du 13 août, modifié par l'article 1^{er} du 29 janvier 1912, est modifié comme suit :

.

Direction des affaires politiques et commerciales

1^o Bureau du chiffre. — Chiffre : correspondance télégraphique ;

2^o Service d'ordre et secrétariat : secrétariat du directeur ; enregistrement et départ des dépêches ; classement et garde des dossiers ; expédition ;

3^o Sous-direction d'Europe, d'Afrique et d'Orient :

1^{re} section : rédaction des instructions et centralisation des renseignements de politique générale ; correspondance et travaux politiques concernant les pays d'Europe, les possessions des puissances européennes en Afrique, l'Egypte, l'Abyssinie, la Turquie d'Asie, la Perse et Mascate. — Questions militaires. — Service des attachés militaires et navals.

2^e section : correspondance et travaux commerciaux financiers et contentieux concernant les pays d'Europe, les possessions des puissances européennes en Afrique, l'Egypte, l'Abyssinie, la Turquie d'Asie, la Perse et Mascate ; questions de droit international public ; arbitrages ; cour de La Haye ;

4^o Sous-direction d'Asie et d'Océanie : correspondance et travaux politiques, commerciaux, financiers et contentieux concernant la Chine (y compris Hong-Kong), l'Asie centrale et nord-orientale, le Japon, l'Indo-Chine, le Siam, les Philippines, les Indes anglaises et néerlandaises, l'Australie et les îles du Pacifique appartenant aux puissances européennes ;

5^o Sous-direction d'Amérique : correspondance et travaux politiques, commerciaux, financiers et contentieux concernant l'Amérique du Nord, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, le Canada, Terre-Neuve, Hawaï, les Antilles ;

6^o Bureau de la Tunisie ;

7° Bureau du Maroc ;

8° Service des communications : communications à la presse et au public ; résumé de la presse et des revues françaises et étrangères ;

9° Bureau des écoles et des œuvres françaises à l'étranger : correspondance relative aux écoles et aux œuvres françaises à l'étranger ; répartition des allocations ; situation des instituteurs et professeurs en service détaché ;

10° Sous-direction des archives :

A. — Bureau des archives contemporaines : classement et garde des archives récentes ; rédaction de notes pour le département. Réserve.

B. — Service des archives historiques et des communications au public : conservation des archives historiques, communication aux historiens ; secrétariat de la commission des archives diplomatiques.

11° Service géographique : conservation des cartes et documents géographiques, études géographiques et travaux cartographiques pour le département.

12° Jurisconsultes du département : avis sur les questions de droit international.

ART. 3

Le Président du Conseil, ministre des Affaires Étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 juillet 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,

Ministre des Affaires Étrangères,

R. POINCARÉ.

Décret portant promulgation du traité conclu à Fez, le **31 mars 1912**, entre la France et le Maroc, pour l'organisation du protectorat français dans l'empire chérifien.

(20 juillet 1912)

Le Président de la République française,

Sur la proposition du Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères,

Décrète :

ARTICLE PREMIER

Le Sénat et la Chambre des Députés ayant approuvé le traité conclu à Fez le 30 mars 1912 entre la France et le Maroc, pour l'organisation du protectorat français dans l'empire chérifien, et cet acte ayant été ratifié ledit traité dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution (1).

ART. 2

Le Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 juillet 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Étrangères,*

R. POINCARÉ.

(1) Cf. *Archives Diplomatiques*, tome 121, page 5 ; l'article 9 n'avait pas été publié ; en voici la teneur :

ART. 9.

La présente convention sera soumise à la ratification du Gouvernement de la République française et l'instrument de ladite ratification sera remis à S. M. le sultan dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent acte et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Fez, le 30 mars 1912.

(L. S.) Signé : REGNAULT.

(L. S.) — MOULAY ABD EL HAFID.

**Arrêté ministériel instituant une Commission chargée d'étudier
la réforme du service des traites des Affaires Etrangères**

(26 juillet 1912)

Le Ministre des Finances,
Arrête :

ARTICLE PREMIER

Il est institué au ministère des finances une commission chargée d'étudier la réforme du service des traites des affaires étrangères.

ART. 2

Cette commission est composée ainsi qu'il suit :

MM.

Colas des Francs, inspecteur général des finances, président ;

Baudouin-Bugnet, caissier-payeur central du Trésor public ou son représentant ;

Bizot, directeur de la comptabilité au ministère des affaires étrangères ;

Célier, sous-directeur au ministère des finances ;

Moleux, contrôleur des dépenses engagées au ministère des affaires étrangères ;

Babey, chef de bureau au ministère des finances ;

Maury, sous-chef de bureau au ministère des affaires étrangères.

ART. 3

M. Picard, rédacteur principal au ministère des finances, remplira les fonctions de secrétaire de ladite commission.

ART. 4

Le présent arrêté sera déposé au bureau du contreseing pour être notifié à qui de droit.

Fait à Paris, le 26 juillet 1912.

L.-L. KLOTZ.

Extraits du Rapport fait à la Chambre des Députés, au nom de la Commission des comptes définitifs chargée d'examiner le projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1907 (Ministère des Affaires Etrangères) par M. Louis Marin, Député. (1)

Examen des Chapitres du Budget

CHAPITRE PREMIER

.....

Nécessité de réglementer les cabinets de Ministres

Depuis quelques années, les cabinets des Ministres ont exercé une action très néfaste sur les administrations centrales, par le nombre excessif d'agents, leur prépondérance sur les services responsables, leur faible compétence, leur facilité à l'arbitraire et les faveurs dont ils sont l'objet.

Au point de vue *du nombre* des agents détachés dans les Cabinets, la pléthore des chefs, chefs-adjoints, sous-chefs, sous-chefs adjoints, qui a provoqué partout de multiples plaintes, est une innovation très récente. Il y a vingt ans; aux Affaires Etrangères, le personnel du cabinet comptait un directeur ou chef, un sous-directeur ou sous-chef et quelquefois un chef de secrétariat. Contrôlée par les indications des annuaires, la liste chronologique qui n'a été publiée qu'une seule fois (page 402 de l'*Annuaire diplomatique et consulaire* pour 1906), montre que M. Waddington, ministre des Affaires Etrangères et Président du Conseil avait près de lui M. de Pontecoulant, ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe, comme directeur de son cabinet, M. Paillard Duclève, secrétaire de 2^e classe, comme sous-chef et M. Lasteyrie, comme chef du secrétariat, M. de Freycinet (1880), avait MM. Rabel et Delaroche-Vernet comme chef et sous-chef. M. Barthélemy Saint-Hilaire avait MM. René Millet et Jusserand. M. Challemel-Lacour avait MM. Marcel et Hanotaux, assistés d'un secrétaire particulier, M. Crozier. Jules Ferry, Ministre des Affaires Etrangères et Président du Conseil, avait MM. Marcel et Hanotaux, un secrétaire particulier, M. Leroy, et un secrétaire de la présidente du Conseil, M. Garnisson. Il en fut de même sous le deuxième ministère Freycinet, sous les ministères Flourens, Spuller, Develle et le premier ministère Hanotaux. MM. Ribot

(1) Cf. *Archives Diplomatiques*. Tome 123, p. 128.

et Casimir Périer avaient un double cabinet pour leur ministère et pour la présidence du Conseil, tous deux composés d'un directeur ou chef, d'un chef-adjoint et d'un secrétaire particulier. Avec le deuxième ministère Hanotaux, le Cabinet prit plus d'extension. M. Marcel, directeur, M. Regnault, chef-adjoint, M. Borel, sous-chef, M. Daechner, sous-chef adjoint, MM. Delcassé et Rouvier conservèrent la même proportion. Avec M. Bourgeois, se multiplient les agents : M. Charlot, directeur, M. Thiébaud, chef, puis trois chefs-adjoints et un sous-chef, soit six agents, renforcés par un secrétariat particulier composé de M. Verne, chef, MM. Masoule et Parisot, sous-chef, M. Stem, attaché. M. Pichon continua cette tradition avec cette particularité d'un ministre plénipotentiaire de 2^e classe et d'un consul général placés sous les ordres d'un secrétaire de 2^e classe : M. Dutasta, secrétaire de 2^e classe, chef du Cabinet et du personnel (mention qui apparaît pour la première fois), M. Lamartinière, ministre plénipotentiaire de 2^e classe, chef-adjoint, M. Pascal, consul général chef-adjoint, M. Gauthier, consul de 2^e classe, chef-adjoint, M. Berthou, sous-chef, M. Labbe, chef du secrétariat particulier, M. Villet, chef-adjoint, M. Sarrien, sous-chef. La composition du cabinet a été réduite par le Ministère Poincaré à un chef, deux chefs-adjoints ou sous-chefs, deux ou trois attachés.

Une réglementation formelle nécessaire pour maintenir ce nombre a été justement prise. Les avantages que les agents appelés à faire partie des cabinets des Ministres retirent au point de vue de l'avancement ou des promotions dans la Légion d'Honneur ont été trop de fois signalés pour qu'il soit nécessaire d'y montrer une cause de désir d'y entrer. La faveur dont ils bénéficient explique le désir de faire partie d'un Cabinet de la part de fonctionnaires voulant faire une carrière rapide et arriver aux plus hauts grades, sans accomplir de longs séjours à l'étranger, en dépit des règlements qui ne semblent jamais avoir été édictés pour eux. Les intérêts particuliers des autres agents sont ainsi souvent lésés et un danger plus grave pour les services découle de l'excès de personnel dans le Cabinet même.

Au point de vue de la *prépondérance* inouïe que ces agents ont souvent exercée au détriment des services, un très grave danger menace la bonne marche des services avec les cabinets trop nombreux. Ceux qui en font partie veulent d'abord démontrer l'utilité de leurs fonctions. Or, un cabinet ne doit pas être un secrétariat général *sans compétence ni responsabilité*. Si, dans un Ministère, on croit un secrétariat général utile, il faut le créer ; si on croit utile de confier au chef de cabinet certaines attributions de contrôle ou de nomination, il faut les lui donner officiellement. Un cabinet normal n'est qu'un organe destiné à distribuer le travail aux directions compétentes, tâche qui doit distraire peu de monde et n'être qu'une sorte de secrétariat agrandi ; mais, plus le personnel est nombreux, plus il a tendance à se substituer aux directions, à se réserver des questions à traiter : les affaires échappent à ceux qui en ont la responsabilité et le cabinet fait

ainsi une politique qu'ignorent les services compétents. D'où les résultats dont l'opinion publique s'est émue récemment.

Au point de vue de leur *compétence*, beaucoup de jeunes gens sont désignés pour des raisons de confiance personnelle qui n'implique pas la compétence technique ou souvent encore pour des raisons de relations personnelles. Même quand ils sont compétents, si ces agents voient tout passer, ils n'ont pas le temps d'étudier ou d'administrer ; ils s'habituent parfois à ne jamais approfondir. Au point de vue de leur *autorité*, l'expérience montre qu'elle devient facilement excessive et arbitraire. Il peut se créer là des privilèges de forme oligarchique. Les irrégularités relevées au chapitre premier montrent qu'en attendant le statut du personnel, toujours promis, quelques règles devraient être posées pour entraver l'arbitraire absolu du cabinet des Ministres. Mais, cet arbitraire dont profitent les agents du Cabinet n'est rien près de celui dont peuvent pâtir les autres agents et surtout les services. Fréquemment, des Cabinets ont disposé des postes sans que les chefs de service aient eu sur les désignations une influence effective.

Au point de vue des *faveurs* que, très naturellement, sont tentés de s'attribuer ceux qui en disposent ou que, très naturellement aussi, les Ministres sont tentés d'accorder plus facilement à ceux qui servent sous leurs yeux, il faudrait réglementer l'avancement des agents du cabinet. On a, l'an dernier, proposé à la Chambre de leur refuser tout avancement ou décoration pendant leur service au cabinet et au cours de l'année suivante. Peut-être faudrait-il que, pendant leur service, ils ne puissent avancer qu'à l'*ancienneté* et non au *choix*, puisque c'est sous prétexte de choix excellents que se font ces avancements irréguliers. Se contenter d'avancer à l'ancienneté est sans doute réclamer à l'agent méritant une abnégation qui, rare d'ailleurs, serait cependant un des meilleurs titres pour sa carrière future ; ce serait le seul moyen d'empêcher les agents non méritants des cabinets de s'attribuer des faveurs que, plus ou moins directement, ils peuvent s'attribuer à eux-mêmes. Au point de vue financier, les chiffres payés aux agents du cabinet en 1907 doivent être considérés comme élevés en raison de la *jeunesse* et du *faible temps* de service de la plupart d'entre eux. Il y a disproportion considérable entre ce qu'ils reçoivent et ce que recevaient leurs contemporains affectés à d'autres bureaux. Les agents trop jeunes n'ont cependant pas au même titre que les aînés, ni l'autorité sur leurs collègues, ni la pondération dans les affaires, et se laissent plus facilement entraîner par le désir d'arriver vite.

Il faut donc réglementer étroitement les cabinets des Ministres, spécialement celui des Affaires étrangères où le contrôle du Parlement, des autres agents et de l'opinion se fait moins facilement sentir. Il le faut d'autant plus qu'à celui-ci, il y a de nombreux services rattachés. En fait, ils sont autonomes, ou bien, le chef de cabinet inter-

vient sans compétence ou sans en avoir le temps dans leur fonctionnement. On pourrait (comme cela vient d'être fait par M. Poincaré, pour le chiffre) les rattacher à des services plus techniquement compétents, plus administratifs, plus permanents, etc... ou chercher une autre solution organique. Comme aux Affaires étrangères, les bureaux du personnel, du chiffre et du départ font aussi partie du cabinet, il faudrait que le personnel de ceux-ci fût également réglementé, car il est facile d'y faire rentrer ceux qu'on ne peut pas attacher au cabinet proprement dit ; le premier décret de réorganisation (13 août 1910) a bien fixé les cadres de ces trois derniers bureaux, mais il a été constaté à l'*Annuaire de 1911* que déjà ces cadres avaient été dépassés, comme l'a montré une réponse du Département à une question écrite. Au sujet de la grande proportion de personnes étrangères à l'Administration et entrées en tournant les articles 2 et 9 du décret de 1891, nous pensons qu'on pourrait corriger ces abus sans trop limiter la liberté de choix des Ministres.

Si, d'une façon générale, pour les cabinets de Ministres, il est nécessaire de préciser leur rôle très complexe, de fixer leur pénétration avec les bureaux, de déterminer celle du cabinet proprement dit avec le secrétariat particulier et les services annexes, de fixer les conditions de recrutement, de traitement, d'indemnité, d'avancement des agents, c'est particulièrement nécessaire encore aux Affaires étrangères. Les agents n'y ont pas de statut véritable et la question se pose encore de préciser leurs droits élémentaires. On verra surabondamment par ce rapport que nulle part le pouvoir du Ministre et par conséquent de son cabinet n'est plus absolu qu'aux Affaires Étrangères.

Au point de vue financier, si difficile à résoudre que soit la question, il faudrait bien trouver une méthode plus logique que celle d'aujourd'hui pour rémunérer les membres des cabinets, surtout quand ils sont étrangers à l'administration ou quand ils ont, dans celle-ci, des traitements particulièrement élevés. Il est ridicule, par exemple, au budget actuel de vouloir qu'un Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, rémunère son double cabinet avec 20.000 francs ; c'est l'obliger à le rétribuer sur sa fortune personnelle où à se voir suggérer par ses services des imputations discutables ou à ne choisir que des agents jouissant d'une grande fortune personnelle.

.....

CHAPITRE 4

Archives, bibliothèque, publication de documents diplomatiques

... Sans répéter, au sujet de ce chapitre, des observations de même genre que sur le chapitre précédent et en indiquant même que, vu l'importance de ce service et la défectuosité de son installation maté-

rielle, les crédits, s'il faut en surveiller l'emploi, sont trop modestes, relevons seulement quelques critiques d'ordre général. Elles visent d'une part les documents par lesquels l'Administration présente le résumé officiel de sa vie administrative et des affaires traitées — sur ce point les Affaires étrangères sont bien pauvres comme publications car elles n'ont guère que l'*Annuaire* et les *Livres jaunes* — et d'autre part les instruments de travail (livres, documents, cartes) mis à la disposition des agents.

Au sujet de l'*Annuaire diplomatique*, si les Ministères publient tous des documents établissant les situations des agents et si la plupart ont un annuaire officiel donnant la liste des agents avec les indications essentielles de leur situation dans la carrière, c'est sans doute pour permettre au personnel de juger si ses droits sont respectés dans les décisions de promotions, récompenses ou autres et de les contester au besoin ; mais c'est surtout pour que la nation puisse, elle aussi, exercer son contrôle, apprécier à quels agents sont confiés les postes ; si les mutations ne sont pas faites au mépris des connaissances et de l'expérience passée des agents. Sans un annuaire exact, par exemple, la Commission des comptes définitifs est dans l'incapacité d'apprécier la plupart des pièces comptables lui paraissant suspectes. Instrument de clarté et de loyauté dont « toute Administration devrait tenir à honneur de faire emploi au grand jour », l'*Annuaire* sera imposé partout, par notre futur statut des fonctionnaires, à l'image du statut italien qui l'impose dès son article premier. Pour être utile et non trompeur, l'annuaire doit être un tableau annuel, exact, suffisant, arrêté régulièrement et paraissant en temps utile. Ces conditions ne sont guère remplies par celui du département qui, par exemple n'était publié que chaque deux ans entre 1907 et 1911, une fois pour 1907 et 1908, un autre pour 1909 et 1910, rendant presque impossible le contrôle des nominations ; il est arrêté irrégulièrement ; celui de 1912 arrêté au 15 décembre dernier restera inexact toute l'année, les derniers mouvements n'y étant pas portés ; au cours des chapitres, nous signalerons souvent ses insuffisances. A côté de ses parties variables relatant les changements intérieurs dans la vie des agents et des postes, l'annuaire contient généralement une partie permanente sur l'ensemble des services, leur organisation, les principes de recrutement, les arrêtés réglant les questions qu'agents et citoyens peuvent avoir besoin de consulter. Cette partie de l'annuaire est très mal conçue, avec un fatras d'indications inutiles et l'oubli de renseignements essentiels. L'agent ne peut se rendre compte ni de ses devoirs, ni de ses droits ; le simple citoyen est tout à fait oublié. Ses pages donnent d'ailleurs l'impression perpétuelle qu'agents et citoyens sont à la discrétion de l'Administration centrale. Comment comparer cet annuaire avec le modèle qu'est le « Carnet anglais » où l'agent trouve, en formules nettes, ses signes, ses devoirs et ses droits.

Les *livres jaunes* coûtent cher, quand il s'en publie. Contrairement aux obligations d'un Gouvernement démocratique vis-à-vis de l'opinion

et des Chambres, ils sont depuis quelques années trop peu nombreux, portant sur trop peu d'affaires, trop incomplets, mal composés ; ils renseignent peu l'opinion, ne sont d'aucun secours ni pour les historiens, ni même pour les publicistes ou les parlementaires ; on ne pourrait les comparer aux livres bleus anglais et, souvent, les documents publiés par les nations étrangères nous donnent plus de renseignements sur notre propre politique. Sans doute le Gouvernement nous renseigne par d'autres voies : par voie officieuse de la presse, excellente à la condition que des communiqués officiels et, mieux encore, des pièces officielles comme celles des livres jaunes viennent donner de temps en temps des précisions indiscutables. Sans doute aussi les communications sur quelques grandes questions n'ont pas manqué à la tribune de la Chambre, interpellation ou question les ayant fait surgir : mais, dans ces débats mêmes, l'absence de pièces précises non communiquées par des documents officiels s'est fait sentir au point de créer des incidents répétés. Ce qui aggrave cette situation c'est que la liste des livres jaunes publiés dans ces dernières années montre le développement d'une tendance : non seulement leur nombre décroît régulièrement, mais l'importance quantitative et qualitative de ceux publiés, le nombre et l'importance des dépêches contenues dans chacun d'eux s'abaissent de plus en plus ; le seul titre des sujets traités montre qu'ils renseignent le Parlement sur des affaires certes des plus honorables, mais non toujours les plus intéressantes pour la Nation.

On est donc arrivé à ce fait extraordinaire et unique, que depuis le mois de novembre 1910 et pendant tout le cours de 1911 et les premiers mois de 1912, aucun livre jaune n'a paru c'est-à-dire que, pendant 20 mois, le Gouvernement français n'a cru bon de communiquer au Parlement et à la Nation aucune dépêche officielle sur aucune question. Et cependant les événements diplomatiques intéressant la France pendant ces 20 mois et pendant l'année précédente (puisqu'il faut admettre des retards de publication à l'occasion de certains faits extérieurs) n'ont pas manqué : si, comme gravité, ils peuvent rivaliser avec ceux d'autres époques, ils ont comme nombre été incessants, ainsi que les affaires techniques d'ordre international.

On ne peut objecter le retard nécessité par la confection de ces livres, car, en retard ou non, les années fertiles en événements devraient en occasionner. Sans doute ce n'est pas toujours pour se retrancher derrière elles, c'est quelquefois par vérité qu'on argue des longueurs inhérentes à leur rédaction : recherche de documents, classement, examen à notre point de vue, choix définitif, copie, impression ; il est plus exact encore qu'il faille tenir compte des longueurs invoquées par la communication des pièces aux puissances étrangères et la nécessité de leur assentiment. Mais tout de même, si longue et si difficile que soit, en certains cas, cette tâche, elle ne doit pas aboutir au manque complet de livres jaunes pendant plus d'une année.

Une opinion s'est répandue dans le personnel du Ministère à savoir

que la coutume de fournir des livres jaunes au Parlement en allant au devant de ses désirs doit faire place à une nouvelle méthode : n'en plus fournir que lorsque le Parlement les réclame ; cette théorie paresseuse et amie de l'obscurité n'est pas admissible. En tous cas, les années dernières ces documents ont été réclamés sans cesse dans des questions, motions et interpellations. Par exemple, le 5 décembre 1911, M. Damour à la tribune de la Chambre présentait une résolution « invitant le Gouvernement à hâter la publication du livre jaune concernant l'accord franco-allemand annoncé par M. le Ministre des Affaires étrangères » et, au reste, il obtenait au vote une très forte minorité. Par exemple aussi M. Jaurès le 15 mai 1912 manifestait sur le même sujet, le même désir. Bien mieux on peut dire que ces livres jaunes avaient été promis par tous les Ministres. M. de Selves, sur l'accord franco-allemand, avait fait une première promesse à la Commission des Affaires étrangères vers la mi-novembre ; il la renouvela à la tribune de la Chambre le 5 décembre 1911 : M. Poincaré annonçait à son tour, le 15 mars 1912, que ce livre jaune était à l'Imprimerie Nationale, laquelle le fournirait cinq semaines plus tard. « Que l'Imprimerie Nationale met donc de la lenteur dans tous les travaux », répliquait aux rires de l'Assemblée M. Jaurès, qui d'ailleurs attend encore, 15 semaines plus tard. Quelles que soient les causes de cette absence de livres jaunes de la part de l'Administration, paresse, timidité, crainte des précisions, désir d'échapper au contrôle du Parlement et de l'opinion, nous pensons qu'ici encore le Parlement surtout est coupable. Et pourtant, l'émotion de la Chambre et la conscience de ses responsabilités furent sincères quand, le 14 décembre 1911, M. de Mun terminait son discours en disant de la Chambre : « L'histoire la regarde : celle de demain, cachée dans l'obscurité du présent ; celle d'hier, debout dans le deuil du passé ; et celle-là vous crie avec des mots terribles de quelles responsabilités se chargent les Assemblées quand, aux heures critiques, au lieu d'exiger toute la vérité, elles obéissent aux sommations d'un pouvoir aveuglé. »

Il serait facile et peu coûteux de publier, soit comme le fait le *Foreign-Office*, des notes sur chaque événement diplomatique, soit comme le fait le Ministère des Affaires étrangères de Norvège, une feuille mensuelle relatant les principaux événements en cours, les traités, conventions, notes échangées avec les puissances étrangères.

La bibliothèque du Ministère, malgré le zèle et le dévouement du bibliothécaire, est médiocre ; celle des sous-directions encore plus ; celle de la plupart des postes à l'étranger beaucoup plus encore. Pour devenir des instruments utiles du travail technique, elles demandent une série de réformes sur lesquelles si essentielles qu'elles soient, nous n'insisterons pas, un effort d'organisation plutôt qu'un besoin de crédits étant ici nécessaire.

Au bibliothécaire sont adjoints deux attachés diplômés de l'Ecole des Chartes, tous deux sont sortis de l'Ecole en 1904 et entrés dans les cadres de l'Administration des Affaires étrangères en 1906. Depuis

deux ans, l'un d'eux touche un traitement annuel de 2.000 francs et n'a aucun espoir d'avancement régulier ni même, pourrait-on dire, d'avancement ; l'autre ne reçoit aucune indemnité, ces fonctionnaires ne doivent en réalité que quatre à cinq heures de présence par jour, mais, là comme en beaucoup d'endroits, ne vaudrait-il pas mieux remplacer ces deux attachés, par un seul, attaché ou sous-bibliothécaire, peu importerait le titre, plus généreusement rétribué et, par contre, plus longuement occupé. C'est au Ministère des Affaires étrangères, à une bibliothèque où parviennent journellement tous les périodiques étrangers, les rapports consulaires, les traités et conventions, que devrait se constituer un véritable office de renseignements. C'est à l'aide des fiches faites chaque jour par les bibliothécaires et classées par leurs soins que les diplomates, les journalistes, les membres du Parlement, le public sur certains points, devraient pouvoir se renseigner. C'est là aussi que l'Administration des Affaires étrangères devrait trouver facilement les éléments d'une sorte de Bulletin des Affaires étrangères — comme il en existe dans certains pays et notamment en Italie — où seraient publiées, à côté des textes diplomatiques proprement dits, les nominations et mutations dans le personnel. Actuellement, l'*Officiel* seul publie (quand il n'en oublie pas) le texte des traités et les mouvements de personnel ; nos agents diplomatiques et consulaires sont donc bien imparfaitement renseignés sur des questions pour eux d'un intérêt primordial.

A vrai dire, il existe bien un recueil où se publient les conventions, traités, notes internationales, mutations et nominations dans le personnel, recueil fondé il y a 51 ans par M. Amyot sous le titre qu'il a toujours conservé d'*Archives diplomatiques* ; mais c'est un recueil privé, n'ayant aucun caractère officiel, malgré les garanties d'authenticité qu'il offre. Loin d'avoir l'idée d'augmenter les garanties de cette publicité, l'Administration des Affaires étrangères semble se plaire à gêner les publications de ce genre ; elle refuse systématiquement à leurs rédacteurs la communication des documents intéressants ; et cela, tandis que ce mode de publications rencontre aide et assistance de la part des Ministères étrangers. Il semble que les Affaires étrangères se complaisent dans une véritable *gestion occulte* en tous domaines.

Les archives dont une organisation parfaite est une nécessité nationale auraient besoin de réformes profondes : la Commission du budget pour 1913 vient d'en réaliser une première par la création sur le chapitre premier de fonctionnaires permanents classés dans les cadres en raison de leurs aptitudes (4 archivistes, 7 classeurs, 2 expéditionnaires, 1 dactylographe).

Nous ne relevons pas, à propos de ce chapitre et des précédents, la question des *services géographiques* : depuis plusieurs années, la Commission du budget a voulu procéder à la remise au service géographique de l'armée (qui est le mieux outillé) des services géographiques disséminés et délabrés des autres Ministères (à l'exception de la

carte géologique et des cartes marines). Souhaitons la prompte réussite de cette combinaison qui profiterait aux Affaires étrangères plus encore qu'à tous les autres intéressés.

CHAPITRE 5

Traitement des Agents diplomatiques

... A partir de 1907, « afin d'être assurée que les économies résultant de la revision des postes consulaires profiteraient réellement au traitement des postes insuffisamment payés », la Commission du Budget obtint que les crédits relatifs au traitement des consuls fussent reportés au chapitre 6.

Constatons dès maintenant qu'en 1909 les deux chapitres 5 et 6 ont été à nouveau réunis sous le titre « Personnel des services extérieurs » pour « *une fusion plus intime entre les carrières diplomatique et consulaire.* »

La stabilité est cependant précieuse au contrôle aussi bien qu'à une bonne administration.

*
* * *

En 1907, le chapitre 5 restait donc exclusivement affecté aux seuls agents diplomatiques.

D'après les prévisions initiales, la dépense devrait s'élever à 1.890.500 francs, desquels on déduisait par anticipation le montant des bonifications (49.500 francs) ; il restait ainsi 1.850.000 francs.

Les cadres d'activité fixés par le décret du 13 mars 1904 se présentaient alors conformément au tableau suivant :

QUALITÉ	A L'Étranger	A PARIS	DÉTACHÉS	TOTAL
Ambassadeurs.....	10	»	»	10
Ministres.....	33	12	3	48
Secrétaires.....	71	38	2	111
Attachés.....	6	4	»	10
	120	54	5	179

Les agents retenus par ordre

Parmi les pouvoirs spéciaux laissés au Ministre des Affaires étrangères par l'indécision des textes réglementaires figure au premier plan la *retenue par ordre*. Le Ministre a toute latitude pour *appeler* ou *retenir* à Paris les agents diplomatiques ou consulaires.

Aucun texte ne détermine la limite de ce pouvoir ni la portée de son application. L'article 11 du décret du 2 janvier 1884 (modifié par le décret du 4 février 1898) dispose simplement à cet égard : « Les agents appelés ou retenus en France pour cause de *guerre*, de *force majeure* ou pour un *motif politique*, reçoivent dans cette situation le demi-traitement pendant un an. »

A priori, il est aisé de concevoir les abus qui peuvent résulter d'une réglementation aussi vague. Grâce à son pouvoir discrétionnaire, le Ministre a pleins pouvoirs pour appeler ou retenir *par ordre* à Paris les agents que des raisons personnelles désignent plus particulièrement à sa bienveillance. Malgré la réduction de moitié qui leur est imposée par le règlement, certains agents reçoivent des traitements assez importants pour que le séjour à Paris, même à ce prix, constitue encore une situation agréable.

Sans doute des motifs d'ordre politique peuvent à un moment donné nécessiter la présence auprès du Ministre de certains agents ; mais cette situation exceptionnelle ne peut être qu'essentiellement *provisoire* et les raisons qui la déterminent doivent revêtir une *importance réelle*.

Ces circonstances sont d'ailleurs exagérées ; il suffit pour s'en convaincre de savoir que — de l'aveu même du Département — pas une seule fois au cours de 1907, 1908 et 1909 les circonstances politiques n'ont exigé l'*appel par ordre* d'un agent de son poste à Paris dans le but de lui donner les instructions spéciales que comportent certaines situations. Chaque fois qu'il y a eu *retenue à Paris par ordre*, la mesure a été prise à la suite de la nomination d'un agent à un poste extérieur de la carrière diplomatique et consulaire.

Dans le principe, tous les arguments se dressent contre le système anormal de la retenue par ordre ; le Département devrait donc, pour éviter une suspicion qui s'explique, s'efforcer de limiter à des cas rares et passagers l'application de ce droit d'exception. Quand les circonstances l'obligent à en faire usage, il devrait prodiguer les éclaircissements et s'efforcer par tous les moyens de montrer à la Cour et au Parlement que *des raisons de service*, à l'exclusion de toute *considération de personne*, ont seules dans l'espèce déterminé sa décision. Le principe, appliqué avec discernement, peut être excellent ; mais il est dangereux dans son essence à cause des abus qu'il peut engendrer.

Ajoutons que si la présence d'un agent particulièrement compétent est utile auprès du Ministre pour le renseigner quotidiennement au

cours d'une négociation difficile, la présence de cet agent à son poste serait souvent beaucoup plus nécessaire. Le Ministre — et le service — gagnerait à trouver dans l'Administration centrale même les conseils qui lui sont nécessaires.

.

Les grandes Commissions

On a vu précédemment que la France entretient, à titre permanent, un représentant auprès des grandes Commissions du Danube, des Pyrénées, de la Dette Hellénique.

Ces fonctions sont remplies par trois ministres plénipotentiaires de 2^e classe, au traitement de 12.000 francs (M. Patenôtre, délégué auprès de la Commission de la Dette Hellénique depuis le 1^{er} janvier 1909, est ministre plénipotentiaire de 2^e classe, au traitement de 9.000 fr.). Les titulaires en 1907 furent les suivants :

Commission du Danube : M. de Margerie, jusqu'au 15 septembre 1907. — M. Deville, depuis le 16 septembre 1908.

Commission des Pyrénées : M. Lemarchand, du 1^{er} au 31 janvier 1907. — M. Charlot, du 1^{er} février au 30 novembre 1907. — M. Pasteur, depuis le 1^{er} décembre 1907.

Commission de la Dette Hellénique : M. Pasteur, du 1^{er} janvier au 30 novembre 1907. — M. Lecomte, depuis le 1^{er} décembre 1907.

Afin d'apprécier l'importance des travaux effectués par les Commissions et la nécessité d'une délégation permanente, nous avons demandé au Département, comme complément à la note demandant la composition du personnel délégué aux grandes Commissions et le montant des traitements dépensés à cette occasion en 1907, 1908, 1909 et 1910 : « a) De faire connaître les résultats précis des travaux de chacune d'elles. « b) D'indiquer de façon précise le temps pendant lequel chaque Commission a effectivement siégé. » A quoi le Département répondit :

« La Commission Hellénique siège toute l'année ; un rapport a été envoyé à M. Marin le 26 août. La Commission du Danube, du 5 au 25 mai 1911, du 27 octobre au 21 novembre 1910. En ce qui concerne ses travaux, la direction des Affaires politiques et commerciales ne croit pas pouvoir mieux faire que d'adresser à M. Marin les comptes rendus des séances de cette assemblée. »

1^o Commission du Danube

Il ressort des protocoles annexés à la réponse du Département que dans la dernière session 1910-1911 la Commission du Danube a siégé les 27 et 30 octobre 1910, 3, 8, 10, 14, 19, 21 novembre 1910, 5, 7,

8, 12, 16, 17, 22, 24, 25 mai 1911. Soit dix-sept jours de séance pour la durée des deux sessions annuelles.

En ce qui concerne l'objet précis des travaux accomplis par cette Commission, le Département nous a adressé la note suivante :

Le Danube, à son embouchure, se divise en plusieurs branches : jusqu'à la constitution de la Commission, aucune d'entre elles ne présentait de garanties pour la navigation, de telle sorte que les 3.006 kilomètres de voies parfaitement navigables qu'offraient et le grand fleuve et ses affluents se trouvaient coupés par la mer Noire. Après la guerre de 1855-56, l'Europe décida (articles 15 et 16 du traité de Paris) qu'une Commission, composée d'un représentant de chacune des grandes puissances, serait chargée de la canalisation d'une des branches à déterminer du grand fleuve : la branche de Sulina fut choisie ; un emprunt, aujourd'hui amorti, fut contracté par la Commission, et des travaux importants (coupures, dragages, balisages, jetées, revêtements des rives, etc....) furent exécutés, grâce auxquels des navires de 5.000 tonneaux peuvent aujourd'hui remonter jusqu'à Galatz et Braila.

On constate, par l'examen des chiffres de l'importation et de l'exportation, que le Danube est devenu la grande artère mondiale entre l'Orient et l'Occident. C'est ainsi que, en 1910, 1.307 navires (dont 1.211 vapeurs) jaugeant 2.274.494 tonneaux sont sortis du Danube chargés de 1.844.125 tonnes de blé, de 793.256 tonnes de maïs, de 420.820 tonnes d'orges, de 834.710 mètres cubes de bois de construction, de 249.543 mètres cubes de planches, etc.... Et ici n'est visée que la navigation maritime, abstraction faite des chalands qui circulent remorqués sur tout le cours du Danube.

Un corps d'ingénieurs exécute de nouveaux travaux, ou surveille les travaux déjà exécutés, d'un bout de l'année à l'autre ; *deux fois par an, la Commission se réunit en sessions* qui se prolongent pendant quatre ou cinq semaines chacune pour inspecter les travaux, dresser les budgets, vérifier l'état des caisses, pourvoir aux emplois vacants, fixer les avancements et augmentations de traitement du personnel technique, administratif ou sanitaire, agir en un mot en *Conseil d'administration* : elle a, d'autre part, à faire fonction de tribunal d'appel en examinant les recours des navigateurs contre les décisions prises contre eux par les organes de surveillance du fleuve pour infractions aux règlements.

C'est de Galatz à Sulina que s'étend la juridiction de la Commission : ses pouvoirs sont souverains ; ses membres jouissent de tous les privilèges diplomatiques, prennent leurs décisions à la majorité des voix ; la présidence est dévolue par voie de roulement à chacun des délégués. Les fonds perçus sur les navigateurs sans distinction de nationalité sont exclusivement appliqués à l'amélioration et à l'approfondissement de la branche du Danube canalisée.

L'existence de la Commission est prorogée de cinq ans en cinq ans ; personne au surplus ne songe à renoncer aux bienfaits d'une institution *sui generis* qui a cet avantage capital de protéger la liberté et la neutralité de la grande artère contre la prépotence d'une puissance quelconque au détriment d'une autre et cela, non seulement au bénéfice d'un grand Etat tel que la Grande-Bretagne (la principale intéressée dans la question) mais aussi de la Roumanie, celle-ci se sentit certainement

blessée il y a trente ans de la restriction à sa souveraineté qui résultait du fonctionnement, sur son territoire libéré de la Commission, mais elle a fini par voir dans cet organe une garantie contre toute influence étrangère par trop exclusive ou pressante.

Les détails fournis sur la navigation du Danube sont incontestables et, comme le dit la note du Département, personne ne songe à renoncer aux bienfaits d'une institution qui présente des avantages aussi importants. Là n'était pas notre question. Nous demandions simplement si la présence ou plutôt *l'affectation exclusive d'un Ministre plénipotentiaire payé 12.000 francs par an pour un travail de quinze ou vingt jours par an est véritablement opportune.*

Tout le travail de cet agent *qui réside normalement à Paris* consiste à aller siéger deux fois par an aux séances de la commission. D'après la note du département, celles-ci se prolongeraient de quatre à cinq semaines chacune, mais il est établi qu'elles ne durent guère plus d'une ou deux dans la réalité. Les chiffres qui ressortent de l'examen des protocoles de la dernière session corroborent cette assertion. En admettant même que la commission siègeât effectivement deux mois par an, ce travail ne pourrait-il être accompli par un secrétaire *détaché* de Vienne ou de Bucarest ou même de l'administration centrale? Est-il bien utile d'entretenir de façon permanente un délégué dont la présence à Galatz est nécessaire seulement pendant quelques jours par an. *Les autres nations ont adopté le système économique que nous préconisons* et certaines ont cependant la réputation d'être soucieuses de leurs intérêts autant que nous pouvons l'être des nôtres. La plupart des pays représentés le sont par leur Consul général à Galatz. Aucune raison sérieuse ne nous empêche d'imiter leur exemple. Aucune, sinon le désir du département de justifier par ce moyen l'existence dans les cadres d'un poste supplémentaire de ministre plénipotentiaire.

Ces considérations s'inspirent de l'observation des faits et de la logique même; nous aurions voulu cependant présenter à la Chambre les objections parallèles de l'Administration. C'est dans cette intention que nous lui avons adressé une note complémentaire lui demandant d'exposer son sentiment sur la question. On nous a simplement répondu, le 20 mars 1912, « *Le maintien du délégué est nécessaire* ». Quant aux raisons de cette opinion, le Département ne les a pas fait connaître. La Chambre tirera de cette attitude telles conclusions qu'il lui plaira.

Note de la Commission

Quel est le sentiment du Département sur le maintien d'un délégué permanent à la Commission européenne du Danube?

Les attributions du délégué ne pourraient-elles être confiées à un secrétaire détaché de Vienne ou de Bucarest, comme cela a lieu pour certaines autres puissances?

Réponse du Département

Il est nécessaire de maintenir un délégué permanent à la Commission européenne du Danube.

2^e Commission des Finances helléniques

La Commission internationale du contrôle des finances helléniques fut instituée, aux débuts de l'année 1892, en vue de permettre à la Grèce d'emprunter les quatre millions de livres que la Turquie exigeait d'elle comme indemnité de guerre et pour l'aider à conclure un arrangement avec les porteurs de titres de sa dette extérieure dont les arrérages n'étaient plus payés depuis plusieurs années.

Composée de six membres ou délégués, nommés par chacune des grandes puissances, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie et Russie, elle est chargée d'exercer un contrôle sur les revenus de l'Etat qui ont été affectés au service de la dette extérieure.

La perception de ces divers revenus est confiée à la « Société hellénique de régie » placée sous la surveillance directe de la Commission qui contrôle les opérations des agents percepteurs et peut exiger la révocation de tout employé dont la gestion aurait donné lieu à des plaintes.

Tous les revenus encaissés par la Société de régie, sont versés, au moins une fois par semaine, à la Banque nationale de Grèce pour le compte de la Commission internationale : celle-ci prélève sur ces revenus les sommes nécessaires pour assurer le service des emprunts extérieurs, acquitter les frais et dépenses de la Commission, les paiements faits pour solder les commandes relatives aux monopoles et deux millions de francs pour le retrait des billets à cours forcé ; elle assure ensuite le service des divers emprunts en drachmes, et, s'il reste un solde disponible, elle le fait verser à la caisse de l'Etat.

Les revenus affectés comprennent : 1^o Les monopoles : allumettes, cartes à jouer, émeri de Naxos, papier à cigarettes, pétrole et sel ; 2^o les droits de timbre ; 3^o les droits sur le tabac ; 4^o les papiers perçus par la douane du Pirée.

Le rendement des trois premiers a été évalué par la loi de contrôle à un minimum de 28.900.000 drachmes et celui de la douane du Pirée à 10.700.000 drachmes.

A la suite d'un arrangement avec ses créanciers, le Gouvernement grec doit, chaque année, servir aux divers emprunts extérieurs un minimum d'intérêt fixé pour les uns à 45 0/0 et pour les autres à 32 0/0 de l'intérêt original du titre (soit de 1.72 0/0 à 1.28 0/0). Pour assurer ce service et pour procéder à l'amortissement des titres en circulation (à raison de 2 0/0 de l'intérêt originel) une somme de 14.800.000 drachmes, représentant au change de 165 0/0 neuf millions de francs en or, est prélevé tout d'abord chaque année sur le produit des revenus affectés.

En outre, d'autres facteurs peuvent concourir à augmenter cet intérêt, ainsi que l'amortissement. Il a été dit plus haut que le revenu des monopoles du tabac et du timbre a été évalué par la loi de contrôle à 28.900.000 drachmes : tout excédent de rendement de ces revenus affectés constitue une plus-value qui est partagée entre le service de la dette et le Trésor hellénique dans la proportion de 60 0/0 pour le premier et de 40 0/0 pour le second : moitié de la part revenant au service des

emprunts (soit 30 0/0) est consacrée au relèvement de l'intérêt et 30 0/0 à l'augmentation de l'amortissement.

Les bénéfices résultant de la baisse du change au-dessous du taux fixé de 165 0/0 profitent également et dans la même proportion aux créanciers et à l'amortissement. A l'heure actuelle, le change est au pair et les 14.800.000 drachmes destinés à l'achat des 9.000.000 de francs or, mentionnés ci-dessus, laissent un profit de 5.800.000 francs.

Enfin, les intérêts des titres rachetés ou amortis servent aussi et en totalité, au relèvement de l'intérêt à servir aux titres restant en circulation.

Les bénéfices provenant des plus-values, du change et de l'intérêt des titres amortis ont augmenté régulièrement chaque année, et il a été distribué l'an dernier aux porteurs des titres de la dette extérieure hellénique une moyenne de 16 0/0 de l'intérêt originel en plus de la somme fixée par la loi de contrôle.

Les recettes des revenus affectés, y compris la douane du Pirée, s'élèvent actuellement à une moyenne de plus de 55.000.000 de drachmes, et, chaque année, une somme de plus de vingt-cinq millions de solde est reversée par la Commission dans les caisses de l'Etat.

On a vu plus haut que la Société de régie, chargée de la perception des revenus affectés est placée sous la surveillance directe de la Commission financière internationale : elle lui adresse, chaque semaine, un état des recettes encaissées et versées à la Banque nationale et lui fait part de toutes les irrégularités constatées par ses inspecteurs. De son côté, la Commission est en rapports constants avec le Ministre royal des Finances ; elle lui signale les améliorations qu'il conviendrait d'apporter pour obtenir un meilleur fonctionnement des revenus affectés ; elle s'entend avec lui pour le renouvellement des contrats passés avec les fournisseurs et prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la bonne qualité des produits des monopoles.

Les réformes réclamées n'ont pas toujours été obtenues, notamment en ce qui concerne la répression de la contrebande et le mode d'exploitation des usines d'émeri ; mais de notables améliorations ont été introduites et le contrôle international, en sauvegardant les intérêts des créanciers de la Grèce tout en contribuant au relèvement économique de ce pays, semble avoir répondu complètement aux vœux des négociateurs de la loi de 1898.

Le Département, dans cette note, nous déclare que *la Commission siège toute l'année*. La Chambre eut certainement désiré connaître de façon plus précise la fréquence véritable des séances. Il nous déclare que la Commission est *en rapport constant avec le Ministre hellénique des Finances*, mais néglige de nous dire sous quelle forme. La présence des délégués est-elle obligatoire ou leur surveillance s'effectue-t-elle au moyen d'un roulement entre les divers représentants ? Si nous considérons ce qui se passe en Egypte où cependant nos intérêts sont autres, le délégué financier français ne doit guère rester à la Commission que pendant les mois d'hiver, consacrant à d'autres occupations la plus grande partie de l'année. Si le Département avait eu réellement l'intention de renseigner la Chambre, il eut fourni toutes

ces indications essentielles dans sa réponse à la note de votre Commission.

L'existence *permanente* d'un représentant spécial à Athènes est-elle bien indispensable ? D'après la note même du département, le dividende à répartir annuellement entre les créanciers des six puissances représentées s'élève à 9 millions. S'il n'est pas possible d'y employer un secrétaire de la légation d'Athènes, *un agent momentanément détaché ne suffirait-il pas à suivre cette affaire ?* La plupart des puissances n'y sont pas représentées par un délégué officiel. La présence dans cette ville de deux Ministres français, dont l'un représente notre diplomatie et l'autre nos intérêts financiers constitue une superfétation critiquable au point de vue fiscal ; elle peut avoir aussi, au point de vue du service même et de la dignité de notre représentation, des résultats quelquefois fâcheux. Rappelons seulement le récent conflit de préséance entre nos deux représentants dont l'un, plus ancien de grade, entendait passer avant le Ministre en titre.

De même que pour le délégué à la Commission du Danube, nous avons voulu connaître les raisons administratives qui militent en faveur du système actuel et nous avons adressé sur ce point une note complémentaire au Département. Il était téméraire de notre part de prétendre par ce moyen pénétrer ses secrets desseins. La réponse nous parvint le 29 mars 1912, dans les termes du laconisme le plus déconcertant.

Note de la Commission

Quelle est la fréquence effective des réunions de la Commission des finances helléniques. La présence des délégués est-elle permanente et obligatoire ou un roulement est-il établi ?

Quel est le sentiment du Département sur la nécessité d'un délégué permanent ?

Réponse du Département

Il est nécessaire de maintenir un délégué permanent à la Commission des finances helléniques.

3^e Commission des Pyrénées

Travaux de la Commission. — Dans l'estuaire de la Bidassoa, des travaux sont en cours d'exécution ou en projet sur les deux rives. Diverses interventions au nom de la Commission ont permis au concessionnaire français de mener à bien la création de Hendaye-Plage, dont on est en droit d'attendre un large développement de la prospérité sur la côte française.

Ce n'est pas sans difficulté qu'ont été abrogées d'interminables formalités du côté espagnol qui retardaient l'approbation d'un projet d'établissement du pont destiné à relier Irun à Hendaye. Ce pont, placé

auprès de celui qui est exclusivement réservé aux voies ferrées, contribuera puissamment à l'activité des transactions dans la région.

L'élargissement de la route entre Béhobie et Irun aurait privé nos pêcheurs de la possibilité de déhaler leurs filets sur la rive espagnole comme ils y ont droit, si la Commission n'était intervenue pour exiger l'installation d'une nouvelle cale conforme à leurs vœux.

En ce qui concerne la pêche, la délégation française a pris l'initiative de mettre en harmonie et de codifier les divers règlements successivement édités depuis 1886 ; ce travail, imprimé dans les deux langues, rend de grands services aux riverains placés à ce point de vue sous la juridiction de la Commission, tant ceux de Fontarabie et d'Irun que ceux d'Urrugue, Hendaye et Biriattou.

Entre toutes les questions qui sont de la compétence de la Commission, il n'en est pas de plus délicates à traiter et qui divisent plus les administrations française et espagnole que l'interprétation des droits de pacage et de compascuité concédés par le traité de 1856 à nos frontières de la vallée de Baïgorry.

Une revision générale de la délimitation de la frontière pyrénéenne s'impose, après une expérience de cinquante-cinq ans ; on reconnaît des deux côtés que de nombreuses modifications sont indispensables ; c'est une question importante que la Commission des Pyrénées va aborder dans sa prochaine session.

La présidence de la Commission des chemins de fer transpyrénéens a été attribuée sans augmentation de traitement au président de la Commission des Pyrénées. Des voyages d'étude annuels aux chantiers des travaux en cours d'exécution, la réunion chaque année aussi d'une conférence internationale siégeant alternativement à Paris et en Espagne, une correspondance assez abondante concernant ces très importantes entreprises constituent une part de besogne fort attrayante à coup sûr, mais suffisante pour que le Gouvernement espagnol ait cru devoir en charger un autre fonctionnaire que le président de sa délégation à la Commission des Pyrénées.

Réunion de la Commission. — La Commission a siégé une semaine en décembre dernier. Elle doit se réunir de nouveau dans le courant d'avril ou mai.

Sans renouveler, en les adaptant à cette 3^e Commission, nos observations précédentes, citons seulement quelques mots de M. Pradet-Balade à la séance du 14 juin 1912 disant :

Je ne méconnais pas les services qu'a pu rendre la Commission internationale des Pyrénées après le traité de 1856, lorsqu'il s'est agi de régler les causes de ce traité et de solutionner les difficultés que pouvait demander son application. Mais à quoi sert-elle aujourd'hui ? Que fait-elle ? Elle se réunit tous les trois ou quatre ans, et encore faut-il toute l'énergie du président de la section française pour secouer de son sommeil léthargique la Commission espagnole qui, elle, ne veut jamais se réunir, pour prouver sans doute qu'il n'y a plus de Pyrénées (*soupires*), et lorsqu'on se réunit, à Bayonne généralement, les séances durent-elles deux ou trois heures à peine et on tient généralement deux séances, souvent même une seule ! Ce long espace de temps sans réunions, la brièveté de ces séances indiquent, je crois, suffisamment

l'importance des questions qui peuvent être traitées par la Commission internationale des Pyrénées ! Je crois, quant à moi, qu'elle pourrait disparaître. Vous réaliserez ainsi une économie — oh ! pas énorme, 12.000 francs ; mais enfin, il n'est pas de petits profits qui ne soient appréciables, même au Ministère des Affaires étrangères.

Pour moi, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, j'y verrais en outre un avantage. Lorsque nous avons des difficultés avec les Espagnols — et, malheureusement, vous savez que nous en avons — si nous nous adressons au Ministère des Affaires étrangères, on nous dit : Ceci est du ressort de la Commission internationale des Pyrénées ». Et si nous nous adressons à la Commission internationale, on nous dit, comme le diplomate espagnol : « Ceci n'est pas de notre compétence et regarde le Ministère des Affaires étrangères » (*Sourires*). Nous sommes ballottés de la Commission au Ministère et du Ministère à la Commission et nous n'obtenons jamais satisfaction. Il se passe des semaines, des mois, des années, et jamais nous ne voyons aboutir la solution désirée !

Telle est la question que je pose. Je conclus en demandant, non pas immédiatement, mais pour l'année prochaine, la disparition de la Commission internationale des Pyrénées. Je crois que ce serait un bien pour tout le monde.

Voici la réponse de M. Poincaré :

Quant à la Commission des Pyrénées, elle a été établie par des accords diplomatiques, comme la Chambre le sait, et je ne puis prendre aucun engagement en ce qui concerne sa suppression.

Pour les trois Commissions dont il s'agit, on a fait valoir que les sessions n'y étaient pas tout, mais qu'elles exigeaient aussi une certaine correspondance. Si cette correspondance exige quelqu'un au courant des affaires, elle nous a paru, à l'examen, insuffisante pour absorber les facultés des ministres.

Le calcul réel des traitements et indemnités

L'examen des chapitres du personnel de l'Administration *centrale* a révélé les pratiques utilisées par le département pour compléter ou accroître les traitements de certains agents ; l'exemple spécial du chef de cabinet a montré par quels procédés on atteignait ce but. D'autres exemples montrent que cette pratique s'étend avec une égale intensité aux agents diplomatiques ou consulaires.

D'abord, la Chambre doit interpréter les indications apparentes des comptes définitifs qui lui sont présentés. Le cas de l'architecte du département, qui figure au chapitre 3 du compte de 1906 pour une somme de 2.217 fr. 11 et qui touche en réalité pour cet exercice 127.667 fr. 92 sur divers chapitres du budget, a déjà constitué à ce point de vue, à nos yeux, un enseignement sur la présentation des chiffres administratifs. La même remarque doit être faite pour les agents émargeant sur le chapitre 5.

Le compte de ce chapitre présente dans l'ordre, d'après les prévisions d'une part, d'après les réalisations d'autre part, le chiffre de dépenses afférentes aux différentes catégories d'agents diplomatiques, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, secrétaires et attachés stagiaires. On y trouve même un article de dépenses qui n'avait pas été prévu au budget et que le Département a intitulé : « Indemnités à divers agents diplomatiques » en le pourvoyant d'un crédit de 53.450 francs.

Au total, les dépenses du chapitre 5 se sont élevées en 1907 à 1.879.999 fr. 84 pour un crédit alloué de 1.880.000 francs. Soit un excédent annulable de 0 fr. 16.

On verra d'autre part quelle a été la répartition des 53.450 francs d'indemnité et nous ferons connaître notre pensée sur le procédé ; nous voulons, dès maintenant, que la Chambre puisse calculer quelles sont, indépendamment de ces traitements et indemnités imputés sur le chapitre 5, les diverses dépenses supportées par d'autres parties du budget du fait des agents diplomatiques.

Cette exposition n'est pas une critique pour les agents et nous n'avons pas choisi nos exemples à cause de la qualité des personnes : il s'agit d'un défaut de nos écritures budgétaires dont nous avons déjà parlé dans l'exposé des motifs et qui rend impossible tout calcul utile. Nous ne saurions mieux faire que de reproduire les relevés qui nous ont été transmis sur ce point par le Département en choisissant les cas respectifs d'un ministre en Europe, d'un ministre hors d'Europe, d'ambassadeurs dans une moyenne et une grande résidence.

(A suivre.)

BRÉSIL

Décret modifiant le projet approuvé par le décret du 17 septembre 1908, concernant le nouveau port de Rio Grande do Sul.

(9 octobre 1912)

Le Président de la République des Etats-Unis du Brésil, faisant droit à la demande de la Compagnie française du port de Rio Grande do Sul concernant les modifications proposées au projet du nouveau port de Rio Grande do Sul et l'utilité de l'amélioration de l'ancien port de la même ville, décrète :

ARTICLE UNIQUE

Sont approuvés le projet et le devis présentés par la Compagnie française du port de Rio Grande do Sul, conformément aux indications de l'Inspection Fédérale des ports, fleuves et canaux, et suivant les plans et autres documents annexes paraphés par le Directeur Général des Travaux publics, pour l'amélioration du port de Rio Grande do Sul, en remplacement des dispositions du décret N° 7121 du 17 septembre 1908, et pour l'utilisation de l'ancien port, en face de la ville de Rio Grande.

Les clauses ci-dessous, signées par le ministre d'Etat des Travaux publics, doivent être observées.

*Rio de Janeiro, 9 octobre 1912, 91^e année de
l'Indépendance et 24^e de la République.*

HERMES R. DA FONSECA.

JOSÉ BARBOSA GONÇALVES.

*
* *

Clauses et conditions pour l'exécution du décret ci-dessus

I

Le devis des travaux d'amélioration de l'ancien port, approuvé, par le présent décret, pour la somme de 5.803.989 § 892, est considéré, pour tous ses effets, comme étant calculé conformément aux dispositions de la clause XXIV du contrat du 12 septembre 1906.

Les prix unitaires de ce devis, ainsi que tous les autres approuvés par des décrets antérieurs seront réglés par les dispositions suivantes :

Pour les dépenses à l'étranger ou en or, les prix seront invariables ; pour les dépenses en papier-monnaie, ils varieront proportionnellement au change moyen du semestre : *en moins*, lorsque le change sera inférieur au taux fixé dans la cause XXIV ; *en plus*, lorsque le taux sera supérieur.

La partie des prix sujette à variation est fixée à 50 % de ces prix et sera déterminée lors de l'estimation semestrielle du capital employé dans les travaux.

II

La Compagnie reste autorisée à se mettre d'accord avec les propriétaires des terrains situés sur la superficie qui doit être comblée, pour

exécuter les terrassements du surplus des terrains que ces propriétaires désirent conserver en dehors de la partie destinée aux installations du port et aux services publics. On déduira de la valeur du terrain exproprié la valeur du terrassement qui sera déposé dans le surplus conservé. Si la valeur du terrassement dépasse celle du terrain, les propriétaires paieront la différence ; s'ils refusent de se mettre d'accord avec la Compagnie, celle-ci pourra se prévaloir du droit que lui donne la clause XXIII du contrat du 12 septembre 1906.

Des accords analogues pourront être conclus avec les propriétaires des terrains contigus à la zone qui doit être comblée ou avec les propriétaires qui possèdent dans cette zone des terrains qui ne s'étendent pas jusqu'à la partie destinée aux installations du port et aux services public.

III

La Compagnie reste autorisée à affermer ou à louer les accrues maritimes dont elle n'aurait pas besoin pour ses travaux de l'ancien ou du nouveau port. Elle aura aussi le droit de vendre les terrains expropriés à des particuliers et situés en dehors de la partie nécessaire aux installations du port et aux services publics. Le produit de l'affermage et de la location devra être appliqué conformément aux dispositions de la clause VII du décret N° 7121 du 7 septembre 1908, et le produit de la vente conformément aux dispositions de la clause IX du décret N° 6981 du 8 juin 1908.

L'affermage, la location ou la vente ne pourra être effectué que lorsque le Gouvernement en aura approuvé le plan, après avis de la municipalité. Les terrains nécessaires aux services publics de l'Union, de l'Etat et du Muncipe doivent être réservés.

Rio de Janeiro, 9 octobre 1912.

JOSÉ BARBOSA GONÇALVES.

ESPAGNE

Décret royal portant ratification du traité d'amitié avec le Japon

(Mai 1912)

D'accord avec l'avis de Mon Conseil des Ministres.

Je dispose que Mon Ministre d'Etat présente aux Cortès un projet de loi demandant l'autorisation nécessaire pour la ratification du Traité

d'amitié et de relations générales entre l'Espagne et le Japon, signé à Madrid le 15 mai 1911.

Donné au Palais, le 21 mai 1912.

ALFONSO.

Le Ministre d'État,

MANUEL GARCIA PRIETO.

*
* *

AUX CORTÈS

En dénonçant le traité d'amitié et de relations générales du 2 janvier 1897, le Gouvernement Japonais exprima le désir d'en négocier un autre qui pût être mis en vigueur le 17 juillet 1911, soit le lendemain de la date où le traité dénoncé cesserait d'être en vigueur.

Cet amical désir fut favorablement accueilli par le gouvernement de S. M. et les négociations opportunes furent ouvertes, qui, basées sur le principe général de la plus absolue réciprocité, reconnu universellement comme étant le plus équitable en cette sorte de convention, eurent pour résultat l'élaboration du texte signé le 15 mai 1911, avec la modification consignée quant à la date de son application, dans le protocole du 29 août de la même année.

Les articles du nouveau traité confirment, en général, les clauses qui étaient en vigueur depuis 1897, mais à ces clauses s'ajoutent d'autres stipulations sans aucun doute nécessaires, qui règlent des questions intéressantes, comme celle de la libre acquisition et disposition des biens pour les sujets d'un pays dans l'autre, l'intervention consulaire dans l'administration et la liquidation des successions des sujets des deux pays, quand il n'existe pas de personne autorisée pour prendre charge de l'héritage ; la mutuelle reconnaissance des Sociétés et des Compagnies ; la concession d'avantages aux navires chargés du service postal, etc., etc.

Le rapport favorable du Conseil d'Etat sur le texte de la Convention constitue une évidente garantie de la procédure de sa ratification, d'autant plus que le Gouvernement de S. M., désireux de prendre à sa charge les indications qui y sont consignées, tant dans le dit rapport autorisé que dans le vote particulier qui l'accompagne, a fixé, d'accord avec le Gouvernement japonais, l'interprétation des articles relatifs à l'égalité de traitement des navires espagnols et japonais et des chargements qu'ils conduisent, dans les termes catégoriques et explicites consignés dans les notes échangées le 6 de ce mois entre le Représentant diplomatique du Japon et le Ministre signataire de ces lignes.

Eu égard à ce qui précède, le Ministre qui souscrit, d'accord avec

le Conseil d'Etat et duement autorisé par le Conseil des Ministres, a l'honneur de soumettre aux Cortès, le suivant

PROJET DE LOI

ARTICLE UNIQUE

Le Gouvernement de S. M. est autorisé à ratifier le Traité d'amitié et de relations générales signé entre l'Espagne et le Japon, et signé en cette Cour le 15 mai 1911 et le protocole du 29 août de la même année, ainsi que les éclaircissements consignés dans l'échange de notes du 6 mai de la présente année.

Madrid, 23 mai 1912.

Le Ministre d'Etat,

MANUEL GARCIA PRIETO.

ITALIE

Loi portant règlement du transit et du séjour des navires de commerce le long des côtes de l'Etat.

(16 juin 1912)

Vittorio Emanuele III

par la grâce de Dieu et par la volonté de la Nation

Roi d'Italie.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont approuvé.

Nous avons sanctionné et promulguons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Le transit et le séjour des navires de commerce italiens et étrangers peuvent être défendus en quelque moment et en quelque localité que ce soit, intérieure ou extérieure, des mers de l'Etat, quand cette mesure sera requise par l'intérêt de la défense nationale.

Pour le seul effet de la présente loi, on entendra par mers de l'Etat la zone de mer comprise à dix milles marines du rivage ; pour les gol-

fes, les rades et les baies, la zone de six milles est mesurée à partir d'une ligne droite tirée au travers de la sinuosité dans sa partie la plus extrême.

ART. 2

Les endroits où le transit et le séjour des navires de commerce est défendu sont désignés par décrets royaux, sur la proposition du Ministre de la Marine et dans le cas d'urgence par décret du Ministre de la Marine, mais toujours après avis du Conseil des Ministres.

ART. 3

Les décrets sus-mentionnés doivent être publiés *in-extenso* dans la *Gazetta Afficiale* du Royaume, affichés dans toutes les Capitaineries et Offices des ports et communiqués aux consuls étrangers résidants dans les ports de mer.

ART. 4

Les sémaphores, les stations de signaux et les navires de guerre en service local doivent, conformément aux usages maritimes internationaux, faire aux navires marchands les signaux de s'éloigner des localités pour lesquels il existe une interdiction de passage ou de séjour.

ART. 5

Le Ministre de la Marine dans le cas de nécessité dûement reconnue peut concéder aux navires marchands nationaux et étrangers des permissions spéciales de transit et de séjour et peut déléguer, à cet effet, son pouvoir au commandant de la place forte maritime compétente en cas d'urgence.

ART. 6

Quand un navire de commerce vient à passer dans un rayon où est interdit le transit, en vertu de l'article 2 du présent décret, le fort ou le navire de guerre le plus voisin doit lui intimer l'ordre de s'éloigner. Cette intimation est faite au moyen d'un coup de canon à blanc.

Deux minutes après cette intimation, si elle n'a pas eu d'effet, et même avant que ce temps soit écoulé, dans le cas d'urgence, l'intimation sera réitérée au moyen d'un coup de canon à boulet tiré dans la direction de la proue du navire, sans intention de l'atteindre.

ART. 7

Dans le cas où le navire marchand, malgré la seconde intimation, ne s'arrête pas, il peut être fait usage de la force contre lui, et l'artillerie peut être employée.

ART. 8

L'autorité maritime est autorisée à envoyer sur le navire marchand qui aura contrevenu ou tenté de contrevenir aux susdites défenses un officier ou un autre fonctionnaire pour reconnaître l'identité du navire et des coupables.

Le fonctionnaire chargé de cette visite aura la qualité d'officier de police judiciaire pour tous les effets légaux qui en suivront.

ART. 9

Quand des circonstances particulières le réclameront, le navire impliqué dans la contravention pourra être conduit, avec les personnes qui se trouvent à bord dans un port de l'Etat et là mis à la disposition de l'autorité judiciaire.

ART. 10

Toute contravention aux dispositions de la présente loi est punie d'une amende de cent à deux mille lire, à la charge du capitaine du navire. Quand on aura dû recourir à l'usage de la force, le montant de l'amende ne pourra être inférieur à mille lire et le capitaine sera toujours puni en même temps d'une peine de un à douze mois de prison.

Les procédures relatives à ces délits seront toujours faites d'urgence.

ART. 11

Les navires nationaux ou étrangers impliqués dans les contraventions prévues à la présente loi peuvent être maintenus à la disposition de l'autorité maritime jusqu'à ce que l'amende appliquée ait été versée, à moins qu'une caution correspondante ait été versée.

Nous ordonnons que la présente loi, munie du sceau de l'Etat soit insérée dans la collection officielle des lois et des décrets du Royaume

d'Italie et mandons à quiconque il appartient de l'observer et de la faire observer comme loi de l'Etat.

Donné à Rome, le 16 juin 1912.

VITTORIO EMANUELE.

LEONARDI-CATTOLICA — SPINGARDI —
DI SAN GIULIANO — FINOCCHIARO-
APRILE.

Vu, *le garde des Sceaux* : FINOCCHIARO-APRILE.

*
* *

Décret royal accordant l'amnistie aux habitants de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque.

(17 octobre 1912)

Vittorio Emanuele III,

par la grâce de Dieu et la volonté de la Nation,

Roi d'Italie.

Vu la loi du 25 février 1912, N° 83 plaçant la Tripolitaine et la Cyrénaïque sous la souveraineté pleine et entière du royaume d'Italie, dans le but d'assurer la pacification des dites provinces ;

Après avis du Conseil des Ministres,

Sur la proposition du Président du Conseil des Ministres et du Ministre des Affaires Etrangères,

Avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER

Pleine et entière amnistie est accordée aux habitants de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque qui ont participé aux hostilités et se sont compromis à l'occasion des hostilités, exception faite pour les crimes de droit commun. Par conséquent, aucun individu, quelle que soit sa classe ou sa condition, ne pourra être poursuivi ou inquiété dans sa personne, ses biens, ou dans l'exercice de ses droits, à propos d'actes politiques ou militaires commis par lui ou d'opinions exprimées pendant les hostilités. Les individus détenus ou déportés pour ce motif seront immédiatement remis en liberté.

ART. 2

Les habitants de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque continueront à jouir comme par le passé de la plus complète liberté dans la pratique du culte musulman. Le nom de Sa Majesté Impériale le sultan en tant que Khalifat, continuera à être prononcé dans les prières publiques des Musulmans et sa représentation sera reconnue dans la personne nommée par lui. Le traitement de ce représentant sera prélevé sur les droits d'entrée locaux. Les droits des fondations pieuses (vakoufs) seront respectés comme par le passé et aucune entrave ne sera apportée aux relations des Musulmans avec le chef religieux, appelé cadi, qui sera nommé par le Cheik-el-Islam et avec les naïbs nommés par lui et dont le traitement sera prélevé sur les entrées locales.

ART. 3

Il est reconnu que le représentant susdit a la sauvegarde des intérêts de l'Empire ottoman et des sujets ottomans, tels qu'ils restent dans les deux provinces après la loi du 25 février 1912.

ART. 4

Par un autre décret sera nommée une commission dont feront également partie les notables indigènes, afin de proposer pour les deux provinces des mesures civiles et administratives inspirées de principes libéraux et du respect des usages et des mœurs du pays.

Nous ordonnons que le présent décret, muni du sceau de l'Etat sera inséré dans la collection officielle des lois et décrets du Royaume d'Italie, et mandons à tous ceux à qui il appartient de l'observer et de le faire observer.

Donné à San Rossore, le 17 octobre 1912.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI — DI SAN GIULIANO — FINOC-
CHIARO-APRILE — FACTA — TEDESCO
— SPINGARDI — LEONARDI CATTOLICA
GREDARO — SACCHI — NITTI —
CALISSANO.

Circulaire adressée par le Ministre des Affaires Etrangères aux agents diplomatiques et consulaires au sujet des passeports pour les îles de la mer Egée occupées par l'Italie et des dénominations italiennes de ces îles.

(28 juin 1912)

Pour régler la conduite de cet Office Royal dans le cas où des demandes lui seraient présentées pour la concession ou le visa de passeports pour les îles de l'Egée récemment occupées par l'Italie, je porte à votre connaissance les dispositions suivantes qui ont été à cet égard communiquées par le Ministère Royal de l'Intérieur aux Préfets royaux du Royaume et auxquelles cet Office Royal voudra bien également se conformer.

L'émigration des sujets italiens et étrangers dans les îles de l'Egée occupées par nos troupes est, en principe, interdite. Mais comme cela se pratique pour les régions lybiennes, on pourra permettre le débarquement de l'émigrant muni du passeport pour l'étranger récemment délivré, s'il s'agit d'un sujet italien ou visé pour cette destination précisée, s'il s'agit d'un sujet étranger par les autorités royales compétentes.

On pourra faire cette concession, d'un caractère exceptionnel, aux personnes qui prouveront qu'elles ont dans ces pays leurs intérêts ou une situation assurée, quand, toutefois, elles seront d'une irréprochable conduite sous tous les rapports. Sur cette dernière condition, l'attention de cet office royal est appelée d'une manière toute spéciale.

Dans le cas où le but du voyage ne paraîtra pas bien déterminé et prouvé, on ne devra pas accorder les permissions ci-dessus énoncées sans autorisation du Ministère Royal de l'Intérieur, auquel cet Office Royal pourra adresser directement une demande.

A toutes fins utiles, je joins une nomenclature des dénominations italianisées des susdites îles de la Basse-Egée.

A. DI SAN GIULIANO.

NOMS ITALIANISÉS DES ILES DE LA BASSE-EGÉE

- Rodi*. . . . — Rodos - Rhodos.
Stampalia. . — Astipalosa - Astymphalea - Astropalia.
Nisiro. . . . — Nisiros - Nysiros - Caria.
Piscopi. . . — Piskopi - Episcopia - Tilo - Telos - Illiaki.

<i>Simi</i> . . .	— Symi - Symo - Symbegi.
<i>Lero</i> . . .	— Leros.
<i>Calimno</i> . .	— Kalimnos - Kalmios - Kalymno - Claros - Kalolimno.
<i>Patmo</i> . . .	— Patmos - Patino - Patimo.
<i>Cappari</i> . .	— Kappari - Pserinos.
<i>Caso</i> . . .	— Kaso - Kassos - Kaxos.
<i>Cos</i> . . .	— Cos - Stanko - Istankeny.
<i>Calchi</i> . .	— Kalchi - Carystos,
<i>Scarpanto</i> .	— Karpanthos - Kerpè - Karpatyius.
<i>Nicaria</i> . .	— Nicaria - Kariot - Icaria.
<i>Castellorizzo</i>	— Meis.

SAINT-SIÈGE

Lettre encyclique aux évêques d'Allemagne sur les syndicats interconfessionnels.

Pie X, Pape. Cher Fils et Vénérables Frères, salut et bénédiction apostolique.

Notre spécial amour de bienveillance pour les catholiques d'Allemagne, qu'un grand esprit de foi et d'obéissance unit à ce Siège Apostolique et qui luttent avec force et générosité pour la cause de l'Eglise, Nous pousse, Vénérables Frères, à tourner tout Notre zèle et Nos soins à l'extinction de la controverse qui se perpétue chez eux relativement aux Associations ouvrières ; controverse dont Nous ont entre-tenu plusieurs fois, ces dernières années, la plupart d'entre vous, et nombre aussi d'hommes prudents et graves de l'un et l'autre parti. Et Nous y apportons d'autant plus de zèle que, dans la pleine conscience de Notre charge apostolique, Nous comprenons que le plus sacré de Nos devoirs est de tendre et d'aboutir à ce que la doctrine catholique demeure chez Nos bien-aimés fils dans sa pureté et son intégrité, et de ne permettre d'aucune manière que leur foi soit mise en danger.

Faute d'être excités à temps à la vigilance, un danger les menacerait, celui de les voir adhérer peu à peu, et presque sans s'en apercevoir, à une sorte de christianisme vague et non défini que l'on appelle interconfessionnel et qui se répand sous la fausse étiquette d'une foi chrétienne commune, alors que manifestement il n'est rien de plus

contraire à la prédication de Jésus-Christ. Joignez-y que, le plus ardent de Nos désirs étant de favoriser et d'affermir la concorde parmi les catholiques, Nous voulons écarter toutes les causes de dissension qui, divisant les forces des bons, ne peuvent que servir les adversaires de la religion. Bien plus, Nous désirons, Nous souhaitons que Nos fils gardent avec leurs concitoyens étrangers à la foi catholique la paix indispensable au gouvernement de la société et à la prospérité de la cité. Bien que, Nous l'avons dit, la situation Nous fût connue, il Nous plut, avant de porter sur elle un jugement, de demander le sentiment de chacun d'entre vous, Vénérables Frères ; et, sur Notre demande, chacun de vous a répondu avec la promptitude et le soin qui convenaient à la gravité de la question.

Aussi Nous proclamons solennellement, en premier lieu, que le devoir de tous les catholiques — devoir qu'il faut remplir tant dans la vie privée que dans la vie sociale et publique — est de garder fermement et de professer, sans timidité, les principes de la vérité chrétienne, enseignés par le Magistère de l'Eglise catholique, ceux-là particulièrement que Notre Prédécesseur a exposés avec tant de sagesse dans l'Encyclique *Rerum Novarum* ; principes, du reste, que les évêques de Prusse, réunis à Fulda en 1900, suivirent, Nous le savons, avec tant de soin, et que vous-mêmes, dans vos réponses à Notre demande sur ce point, avez clairement résumés.

A savoir que, quoi qu'il fasse, même dans l'ordre des choses temporelles, le chrétien n'a pas le droit de négliger les intérêts surnaturels, mieux que cela, il doit, d'après les règles de la sagesse chrétienne, tout diriger vers le souverain Bien, comme vers la fin dernière ; toutes ses actions, moralement bonnes ou mauvaises, c'est-à-dire en accord ou en désaccord avec le droit naturel et divin tombent sous le jugement et la juridiction de l'Eglise. Tous ceux qui, soit pris individuellement, soit groupés en Sociétés, se font gloire du titre de chrétien, ne doivent pas, s'ils ont conscience de leurs devoirs, nourrir les inimitiés et les jalousies entre les classes sociales mais la paix et la charité mutuelle.

La question sociale et les controverses qui s'y rapportent relativement au mode et à la durée du travail, au salaire, à la grève, ne sont pas de nature purement économique et capables, dès lors, d'être réglées en dehors de l'autorité de l'Eglise, « vu que, bien au contraire, et en toute vérité, cette question sociale est morale et religieuse au premier chef, et doit, dès lors, se régler principalement d'après les lois et le jugement de l'Eglise (1). »

Quant aux Associations ouvrières, bien que leur but soit de procurer des avantages temporels à leurs membres, celles-là méritent une approbation sans réserve, et doivent être regardées comme le plus réellement et efficacement utiles à leurs membres, qui s'appuient avant

(1) Encycl. *Graves de communi.*

tout sur le fondement de la religion catholique et suivent ouvertement les directions de l'Eglise. Nous l'avons déclaré Nous-même plus d'une fois lorsque l'occasion s'en est offerte pour diverses nations. Il s'ensuit qu'il est nécessaire d'établir et de favoriser de toute manière ce genre d'Associations confessionnelles catholiques, comme on les appelle, dans les contrées catholiques certes, et, en outre, dans toutes les autres régions, partout où il paraîtra possible de subvenir par elles aux besoins divers des associés.

S'agit-il d'Associations qui touchent directement ou indirectement la cause de la religion et les bonnes mœurs, ce serait faire œuvre qui ne pourrait être approuvée d'aucune façon dans les pays susmentionnés que de vouloir favoriser et propager des Associations mixtes, c'est-à-dire de catholiques et de non-catholiques. En effet, pour ne toucher que ce point, c'est incontestablement à de graves périls que les associations de cette nature exposent ou peuvent certainement exposer l'intégrité de la foi de nos catholiques et la fidèle observance des lois et préceptes de l'Eglise catholique. Et ces périls, Vénérables Frères, beaucoup parmi vous Nous les ont expressément signalés dans leurs réponses sur ce sujet.

En conséquence, à toutes les Associations purement catholiques d'ouvriers qui existent en Allemagne, c'est du fond du cœur que Nous adressons tous Nos éloges, Nous faisons des vœux pour le succès de toutes les entreprises en faveur des ouvriers, et leur souhaitons des développements toujours plus heureux. Cependant, tout en parlant ainsi, Nous ne nions pas qu'il soit permis aux catholiques, toute précaution prise, de travailler au bien commun avec les non-catholiques, pour ménager à l'ouvrier un meilleur sort, arriver à une plus juste organisation du salaire et du travail, et en vue de tout autre but utile et honnête. Mais pour cela, Nous préférons la collaboration de Sociétés catholiques et non-catholiques unies entre elles par ce pacte opportunément imaginé qu'on appelle un cartel.

Mais ici, Vénérables Frères, beaucoup d'entre vous Nous demandent que, en ce qui concerne les Syndicats dits chrétiens, tels qu'ils sont établis aujourd'hui dans vos diocèses, Nous vous permettions de les tolérer, parce que le nombre des ouvriers qu'ils comprennent est bien supérieur à celui des Associations purement catholiques, et que, faute de cette autorisation, de graves inconvénients s'ensuivraient.

Cette demande, eut égard à la situation particulière du catholicisme en Allemagne, Nous croyons devoir l'accueillir et Nous déclarons qu'on peut tolérer et permettre que les catholiques entrent aussi dans les Syndicats mixtes existant dans vos diocèses, tant que de nouvelles circonstances n'auront pas fait que cette tolérance cesse d'être ou opportune ou juste, à condition toutefois que soient prises des précautions capables de prévenir les dangers auxquels, comme Nous l'avons dit, on est exposé dans ce genre d'Association.

De ces garanties, voici les principales : Avant tout, on veillera à ce

que les ouvriers catholiques, membres de ces Syndicats, soient inscrits également dans les Sociétés d'ouvriers catholiques appelées *Arbeitervereine*. Que si, pour cela, ils doivent faire quelque sacrifice, surtout un sacrifice d'argent, Nous sommes convaincu que, dans leur zèle pour la pureté de leur foi, ils le feront sans peine. Car c'est un fait constaté que les Associations catholiques, sous l'impulsion du clergé qui les conduit et gouverne avec vigilance, ont contribué, pour une grande part, à sauvegarder la pureté de la foi et l'intégrité des mœurs de leurs membres comme ils ont fortifié l'esprit religieux par de multiples exercices de piété.

Aussi n'est-il point douteux que les directeurs de ces Associations, conscients des besoins du temps, voudront enseigner aux ouvriers, en particulier sur les devoirs de justice et de charité, les préceptes et lois qu'il leur est nécessaire ou utile de bien connaître pour se comporter dans les Syndicats selon le droit et les principes de la doctrine catholique.

En outre, ces mêmes Syndicats — pour qu'ils soient tels que les catholiques puissent s'y inscrire — doivent s'abstenir de toute tendance et de tout acte qui ne concorde pas avec les enseignements et les ordres de l'Eglise ou de la puissance religieuse légitime, et qu'ils ne présentent rien qui paraisse tant soit peu répréhensible de ce chef ou dans leurs écrits, ou dans leurs paroles, ou dans leurs actes. Aussi, que les évêques placent au rang de leurs devoirs les plus sacrés d'observer avec soin la manière dont se comportent ces Syndicats ; qu'ils veillent à ce que les catholiques ne souffrent aucun dommage de ce commerce. Quant aux catholiques inscrits dans les Syndicats, qu'ils ne permettent jamais aux Syndicats, même comme tels, dans la recherche des avantages temporels de leurs membres, de professer ou de faire chose quelconque en opposition d'une manière ou de l'autre avec les ordres donnés par ce suprême magistère, ceux-là particulièrement que Nous avons rappelés plus haut. Dans ce but, chaque fois que seront soulevés des problèmes sur les questions qui ont trait à la morale. c'est-à-dire à la justice ou à la charité, les évêques veilleront avec la plus grande attention, à ce que les fidèles ne négligent pas la morale catholique, ni ne s'en écartent si peu que ce soit.

Certes, Nous l'avons pour certain, Vénérables Frères, ces prescriptions, vous veillerez à leur observation religieuse et inviolable, et vous mettrez votre zèle et votre attention à vous instruire sur une question de si haute importance. Mais étant donné que Nous avons appelé à Nous cette cause et que, les évêques consultés, Nous devons formuler un jugement, Nous ordonnons à tous les hommes de bien qui comptent dans les rangs catholiques, de s'abstenir désormais de toute discussion sur ce point ; et il Nous plaît d'augurer que zélés pour la charité fraternelle, et pleinement obéissants à Notre autorité ainsi qu'à celle de leurs pasteurs, ils réaliseront parfaitement et de cœur ce que Nous ordonnons. Que si une difficulté s'élève entre eux, ils ont à leur disposition le moyen de la trancher ; ils s'adresseront à leurs évêques,

ceux-ci déféreront le litige au Siège Apostolique qui rendra le jugement.

Au surplus — on le conclura aisément de ce que Nous avons dit, — s'il ne serait permis à personne d'une part d'accuser de foi suspecte et de combattre à ce titre ceux qui, fermes dans la défense des doctrines et des droits de l'Eglise, veulent cependant, dans un juste dessein, appartenir aux Syndicats mixtes et en font partie, là où les circonstances de lieu ont poussé l'autorité religieuse à permettre ces Syndicats, sous certaines conditions, d'un autre côté, il faudrait réprover hautement ceux qui poursuivraient de sentiments hostiles les Associations purement catholiques, alors qu'on doit, au contraire, de toute manière, les aider et les propager — et qui voudraient proposer et comme imposer le Syndicat interconfessionnel, et cela même sous le spécieux prétexte de faire entrer en un seul et même cadre toutes les Sociétés catholiques de chaque diocèse.

En attendant, Nous faisons des vœux pour l'Allemagne catholique afin qu'elle réalise de grands progrès, tant dans l'ordre religieux que dans l'ordre civil, et, pour qu'ils se produisent, Nous appelons sur cette nation aimée le secours spécial du Dieu tout puissant et le patronage de la Vierge Mère de Dieu, qui est aussi la Reine de la paix ; et comme gage de ces dons divins et en témoignage de Notre spéciale bienveillance, Nous vous accordons de grand cœur la bénédiction apostolique, à vous, Très Cher Fils et Vénérables Frères et à votre clergé et à votre peuple.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 24 septembre 1912, la dixième année de Notre pontificat.

PIE X, Pape.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

FRANCE

Voyage de S. A. le Bey de Tunis à Paris ; discours officiels.

(juillet 1912)

Discours prononcé par M. le Président de la République à la fin du dîner offert à son Altesse au Palais de l'Elysée le vendredi 12 juillet 1912.

Je suis heureux de saluer à Paris le souverain d'un pays uni depuis plus de trente années à la France par des liens que rendent chaque jour plus étroits une mutuelle confiance, une estime réciproque et l'exercice éclairé d'un protectorat qui satisfait à tous les intérêts.

L'accueil que Votre Altesse a trouvé dans notre capitale lui a montré de quels sentiments est animée à l'égard de la Tunisie la nation française. Le Gouvernement de la République, qui poursuit sa tâche de guider dans les voies du progrès les musulmans de l'Afrique du Nord, sait qu'il peut compter sur le concours loyal et clairvoyant de Votre Altesse.

Au cours d'un voyage, dont je garde un vivant souvenir, j'ai pu, l'an dernier, apprécier les résultats d'une collaboration à laquelle est dû l'admirable éclat du rapide essor de la régence. Partout, j'ai rencontré des populations dont les manifestations d'attachement et de reconnaissance ont touché mon cœur.

Comment les oublierai-je, et comment le pays n'y serait-il pas sensible, quand nous voyons les enfants de la Tunisie se battre vaillamment, sous nos drapeaux, à l'heure où nous sommes, pour la cause de la France et de la civilisation ?

Je lève mon verre à la santé de S. A. le bey Mohammed en Naceur et à la prospérité de la Tunisie.



Réponse de Son Altesse le bey de Tunis

Monsieur le Président de la République,

L'accueil que j'ai reçu dans la capitale de la France et le langage que vous venez de tenir renforcent dans mon cœur les sentiments d'admiration et de gratitude que j'ai toujours éprouvés pour votre noble nation. Je ne connaissais, jusqu'à ce jour, de la France que la puissance de ses armes et l'éclat de son génie civilisateur. Je puis maintenant louer la séduction de son ciel, la beauté de ses monuments et la courtoise hospitalité de ses habitants. Je comprends mieux encore quelle place la France, unissant tant de grâce et tant de force, doit tenir dans le monde.

Je sais, moi-même, quelle est sa générosité et mes sujets connaissent sa sollicitude. Les témoignages que la France leur en a donnés depuis mon accession au trône, la diffusion de l'enseignement, le développement des œuvres d'assistance et de prévoyance les ont conquis et les ont fermement attachés au gouvernement du protectorat. Je suis heureux, en déclarant que leur fidélité m'est acquise, de vous donner l'assurance que mes sentiments personnels vous seront le plus sûr garant de leur loyalisme.

Je forme les vœux les plus ardents pour le bonheur de M. le Président de la République et la prospérité de la France.



Discours prononcé par le Président du Conseil Municipal au cours de la réception de Son Altesse à l'Hôtel de Ville de Paris, le samedi 13 juillet 1912.

Monseigneur,

Parls célébrera demain matin, avec l'armée, en présence de M. le Président de la République, la fête nationale. Il est heureux de saluer en vous l'hôte illustre qui lui fait le grand honneur de s'associer à ses joies.

Maintenant que sur les deux rives de la Méditerranée flotte notre drapeau, Tunis est devenue la sœur dont les destinées, qui vous sont

chères, se lient aux destinées mêmes de la France. Nos poètes ont chanté les merveilles, les splendeurs de la ville aux blancs minarets :

Ses coupoles d'airain qui dans l'ombre étincellent
Comme des casques de géants !

Puisse la radieuse cité, aimée et protégée par la France, se développer toujours en richesse, en grâce et en beauté !

Paris, monseigneur, en vous acclamant, exprime à la fois les sentiments que Votre Altesse lui inspire et les vœux qu'il forme pour la prospérité de la Tunisie.

Nous garderons donc ici le souvenir d'une visite dont nous sommes fiers, gage précieux de solide amitié, preuve éclatante d'union que le cœur et la raison affirment désormais indissoluble.

Discours du Préfet de la Seine :

Monseigneur,

Votre Altesse est assurée de trouver dans cet hôtel de ville l'écho fidèle des sentiments qu'inspire à Paris le chef d'un pays que les liens séculaires unissent au nôtre.

Jadis, le bey Cata Norat écrivait : « J'ai de tout temps aimé les Français, et je n'ai rien de plus à cœur que de vivre en bonne paix avec eux. » Plus tard, notre consul eut le privilège flatteur de figurer avec la famille régnante dans toutes les cérémonies, et les membres de la colonie française s'associaient, comme à une fête de leur nation, au mariage des ancêtres de Votre Altesse. Aujourd'hui, la France et la Tunisie ont les mêmes destins et votre visite, à la veille du 14 juillet, nous remplit de gratitude. Elle est pour nous une joie et un symbole.

Que Votre Altesse me permette de lui offrir l'hommage des vœux que nous formons pour elle, pour sa famille et pour la prospérité de la Tunisie.

Réponse de S. A. le Bey

Monsieur le Président,

Monsieur le Préfet,

J'étais impatient de voir cette ville de Paris qui a répandu tant de lumières dans le monde et dont la renommée ajoute au prestige et à l'influence de la France.

Elle est généreuse et hospitalière et elle fait des hôtes qu'elle reçoit des amis de votre grand pays.

Quand ces hôtes sont déjà unis à la France par tant d'anciens souvenirs, par l'échange de tant de services rendus, quand ils sont attachés à elle par les liens de la reconnaissance, l'accueil de Paris donne à ces liens un charme qui les rend impérissables.

Je remercie M. le Président de la République d'une invitation qui a valu à mon peuple en même temps qu'à moi-même tous ces témoignages de précieuse sympathie.

Communiqué officiel de l'Ambassade ottomane à la presse parisienne relatif à la déclaration de guerre des Etats Balkaniques.

(octobre 1912)

Le gouvernement impérial ottoman, jugeant que la note de la Bulgarie et de la Serbie — relative aux réformes à introduire dans les vilayets de la Roumélie et demandant la démobilisation de la Turquie — ne méritait pas une réponse de sa part, a invité ses représentants à Sofia et Belgrade à rentrer à Constantinople avec le personnel des susdites légations.

Le gouvernement impérial pense que ses efforts pour le maintien de la paix seront appréciés par les grandes puissances auxquelles les petits Etats ont manqué de déférence en écartant leur médiation et en se permettant de se retourner vers lui sans tenir compte de l'existence de l'Europe.

Le rappel des représentants turcs à Athènes a été motivé par l'annexion de la Crète à la Grèce.

Discours prononcé à la séance annuelle de la Chambre de commerce russe de Paris, par Son Excellence M. Iswolsky, Ambassadeur de Russie.

(avril 1912)

« Messieurs,

« En ouvrant la séance annuelle de la Chambre de Commerce Russe à Paris, vous me permettrez d'adresser quelques paroles de bienvenue à ses membres. La présence parmi vous d'hommes d'Etat comme M. Paul Doumer et de nombreux représentants du commerce, de l'industrie et de la banque, témoigne du rôle utile de cette Institution ; si, en dépit de ses ressources bien modestes, la Chambre de Commerce Russe a pu non seulement se maintenir, mais encore prospérer, cela tient justement à ce qu'elle répond à un besoin réel. Fondée il y a de cela 12 ans dans le but de développer les relations économiques entre la Russie et la France, elle est devenue un centre d'information accessible à ses membres, et aussi à toute personne ayant quelque chose de pratique à demander. Le terrain économique est très vaste en Russie ; il y a dans notre pays bien des ressources latentes à développer en dehors des richesses déjà mises en exploitation. Tout ce qui peut contribuer à faire connaître les besoins du vendeur et de l'acheteur, du commerçant en un mot, est essentiellement utile. C'est là le but que la Chambre de Commerce Russe à Paris poursuit avec zèle et sans se laisser arrêter par la modicité de ses ressources ; aussi a-t-elle réussi à acquérir une valeur véritable aux yeux non seulement des intéressés qui s'adressent à elle, mais aussi à ceux du Gouvernement Russe, lequel, par l'organe de l'Office du Commerce extérieur Russe, lui a déjà demandé près de 30 fois de faire des enquêtes sur des marchandises déterminées.

« Ai-je besoin d'ajouter, Messieurs, que la Chambre de Commerce Russe en contribuant au développement des rapports économiques entre la Russie et la France, travaille en même temps à la consolidation des liens si étroits qui unissent les deux pays amis et alliés. L'alliance franco-russe, qui a donné tant de preuves de solidité et de vitalité, poursuit un but essentiellement pacifique en lui prêtant le concours de vos efforts, vous concourez en même temps au maintien de la paix générale dont la Russie et la France ont un si grand besoin pour développer leurs ressources. Vous savez combien, au cours de ces dernières années, le niveau de la richesse publique et privée s'est élevé en Russie permettant de consacrer des sommes plus considérables au confort de l'existence et à l'équipement indus-

triel et combien, parallèlement, ont progressé les échanges commerciaux entre la Russie et la France. Nul doute que, si la paix générale est maintenue, cette progression ne continue sa marche ascendante.

« Vous connaissez aussi tous les efforts employés par les deux gouvernements, russe et français, pour mettre fin à l'état d'hostilité qui existe malheureusement entre la Turquie et l'Italie et pour empêcher dans tous les cas que cette guerre n'ait pour résultat de troubler la tranquillité sur d'autres points. Ces efforts, Messieurs, je puis vous l'assurer, se poursuivent dans un esprit de parfaite et intime collaboration par les deux alliés, en pleine harmonie avec l'Angleterre, liée à la Russie et à la France par des ententes dont la cordialité est notoire, et d'accord avec les autres Puissances toutes intéressées à un prompt rétablissement de la paix entre les deux adversaires.

« Je terminerai, Messieurs, en exprimant le ferme espoir de voir prochainement aboutir l'action pacificatrice des Puissances et en souhaitant à la Chambre de Commerce Russe de continuer au milieu de la paix générale, et avec un succès toujours croissant, ses travaux si utiles. »

Discours prononcé à Dunkerque par M. Raymond Poincaré,
Président du Conseil des Ministres, à son retour de Russie.

(Août 1912)

Messieurs,

Je remercie la municipalité de Dunkerque et la représentation du Nord de la cordiale réception qu'elles ont bien voulu me réserver à mon retour en France.

Vous comprendrez qu'au moment où je viens de quitter le croiseur cuirassé qui m'a conduit à Cronstadt, ma pensée reconnaissante aille d'abord aux officiers et aux hommes d'équipage auprès desquels j'ai vécu plusieurs jours et dont je ne me sépare pas sans regret.

J'ai trouvé réunies chez eux toutes les qualités de droiture, de noble simplicité, de dévouement et de discipline, qui sont la force et l'ornement de notre armée navale.

Le contact de ces vertus professionnelles m'a paru, pour l'esprit d'un hôte de passage, aussi salubre que peut être pour le corps le contact de l'air salin.

« C'est entouré de tous ces braves gens que j'ai, sans quitter la terre

de France, rendu visite à nos amis de Russie. L'accueil que j'ai reçu m'a profondément ému. Il ne s'adressait ni à moi, ni au ministère que j'ai l'honneur de présider, il s'adressait à la nation amie et alliée, dont le représentant officiel était venu en Russie, et je dois compte aujourd'hui à la France des sympathies que j'ai été chargé de lui transmettre.

Vous pouvez être assurés, messieurs, que les sentiments que nous n'avons cessé de témoigner à nos alliés trouvent chez eux un écho fidèle, et que l'amitié des deux pays est inaltérable. Loin de la refroidir, le temps n'a fait que lui donner une vivacité nouvelle. La Russie et la France sont également intéressées à la solidité de l'alliance, qui leur permet tous les jours de continuer leur action diplomatique et de coopérer au maintien de la paix, tout en suivant avec vigilance les événements qui se déroulent et en se protégeant, d'un commun accord, contre les hasards de l'avenir.

Cette union se complète et s'élargit par notre cordiale entente avec l'Angleterre et personne assurément, ne peut voir, dans ce pacifique groupement de trois puissances amies, une volonté provocatrice et agressive.

C'est à la faveur d'une politique de sagesse, de sang-froid et de dignité que la République a pu maintenir le rang de la France dans le monde. C'est notre force matérielle et morale qui peut, seule, donner du prix à notre amitié et nous valoir au dehors des concours persévérants.

Efforçons-nous donc de conserver et d'accroître les énergies vitales de notre pays. Et ici je ne veux pas dire seulement sa puissance militaire et navale, mais aussi et surtout cette confiance politique et cette unité du sentiment national qui font la grandeur, la gloire et l'immortalité des peuples.

Je bois, messieurs, à la ville de Dunkerque et au département du Nord ; je bois à la République, à la France.

Déclarations faites à la Commission des Affaires Extérieures de la Chambre des Députés par M. Raymond Poincaré, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères.

(6 décembre 1912)

Messieurs, bien que la Commission ait eu l'extrême discrétion de ne pas me convoquer devant elle et de laisser le gouvernement maître de déclarer s'il pouvait, dès aujourd'hui, lui apporter des éclaircissements

sur la situation extérieure, j'ai tenu à me présenter devant vous sans plus de retard et à vous fournir les explications qu'il est possible de donner immédiatement.

La Commission comprendra toutefois que je suis encore tenu à une grande réserve.

D'une part, la physionomie des événements, qui s'est déjà modifiée avec une grande rapidité, est loin d'être définitivement fixée.

D'autre part, les conversations qui sont engagées entre les puissances n'appartiennent, en particulier, à aucune d'entre elles et ne sauraient être divulguées sans un accord préalable.

Je ne suis donc libre de m'expliquer complètement que sur la politique suivie par le gouvernement français lui-même, et encore, pour mettre cette politique en pleine lumière et pour en montrer l'application, suis-je forcé d'attendre qu'il devienne possible d'entrer dans des détails dont la publication immédiate ne serait pas sans inconvénient. Je puis, du moins, définir et caractériser cette politique avec une netteté qui répondra entièrement, je pense, aux désirs de la Commission.

Avant qu'eût éclaté le conflit dans les Balkans, nous avons fait tout ce qui dépendait de nous pour le prévenir et le conjurer.

Dès qu'il est devenu inévitable, nous avons consacré tous nos efforts à le localiser.

Pour réaliser successivement ces deux desseins, nous nous sommes, dès le début, prêtés de bonne grâce à des conversations régulières, suivies, quotidiennes entre toutes les puissances de l'Europe, et nous avons toujours pensé, nous continuons à penser que c'est dans une action commune et concertée que doivent être cherchées les solutions des difficultés actuelles.

Ces conversations générales, que les circonstances ont rendues nécessaires, nous ne les avons, bien entendu, abordées, et nous ne les poursuivrons qu'en plein accord avec nos amis et alliés. Nous tenons pour indispensable la continuité de notre politique extérieure et nous voulons que, dans le règlement des incidents actuels, nos alliances et nos amitiés fassent une nouvelle épreuve de leur force et de leur efficacité.

Dans les entretiens diplomatiques qui se sont engagés, nous nous sommes donc toujours assurés, par avance, des sentiments de l'Angleterre et de la Russie, et il serait superflu de dire que nous avons sans cesse agi et que nous continuerons d'agir en pleine confiance et intimité.

Depuis longtemps, nous redoutions que de graves difficultés ne se produisent dans les Balkans, et dès le mois de janvier dernier, nous nous étions entretenus avec la Russie des diverses éventualités en présence desquelles l'Europe pouvait se trouver, tôt ou tard, en Orient ;

et le gouvernement impérial nous avait spontanément donné l'assurance, qu'il a depuis lors rendue publique, qu'il demeurerait fidèle, dans les Balkans, à l'idée du *statu quo* territorial.

Mais la prolongation de la guerre italo-turque, les excès qui se commettaient sur la frontière du Montenegro, en Macédoine, en Albanie, le retard apporté à la réalisation des réformes rendaient la paix de plus en plus instable et précaire.

Au commencement du mois d'avril, nous avons appris que la Bulgarie et la Serbie venaient de signer une convention et que des pourparlers étaient engagés entre la Bulgarie et la Grèce en vue de la conclusion d'un autre accord. Bien que nous ne fussions encore nullement renseignés sur le texte et sur la portée de ces ententes, que les signataires s'étaient appliqués à garder secrètes, elles nous sont apparues comme pouvant contenir de nouveaux risques de crise ; et lorsque, plus tard, nous avons obtenu de grandes clartés, nous avons mieux compris encore la possibilité d'un conflit.

A maintes reprises et dans un esprit de sincère bienveillance pour le gouvernement ottoman, nous lui avons signalé les dangers de cette situation ; nous lui avons conseillé de hâter la conclusion de la paix avec l'Italie et la réalisation des réformes dans les Balkans ; mais les jours passaient et les complications devenaient plus menaçantes.

Le 14 août dernier, pendant que j'étais en Russie et que je conférais, à nouveau, avec M. Sazonoff, des questions qui préoccupaient déjà toute l'Europe, M. le comte Berchtold prit l'initiative que la Commission connaît. Le cabinet de Vienne demandait aux grandes puissances si elles seraient disposées à entrer en pourparlers avec lui en vue de :

1^o Conseiller à la Porte l'adoption d'une politique de décentralisation progressive qui procurerait aux nationalités balkaniques les garanties qu'elles pouvaient légitimement réclamer ;

2^o Agir auprès des Etats balkaniques pour qu'ils attendissent pacifiquement les résultats de cette politique.

En mon absence, M. Briand répondit, au nom du gouvernement, que nous examinerions avec intérêt cette suggestion. Il ajouta que la politique de la France en Orient avait principalement pour objet la conservation de la paix générale et le maintien du *statu quo* balkanique et que nous étions heureux de nous rencontrer, à cet égard, en communauté de vues avec le cabinet de Vienne.

Informé par télégraphe, je confirmai moi-même la réponse qu'avait faite M. Briand à une communication évidemment inspirée par le désir de maintenir la paix en Orient. Le gouvernement russe, avec lequel je m'étais entendu à Pétersbourg, avait donné une réponse concordante.

Mais le cours des choses était si rapide, qu'avant que les puissances

eussent pu se mettre d'accord sur un programme de réformes, l'agitation s'accrut dans les Balkans au point de devenir alarmante.

En présence du péril qui se rapprochait, le gouvernement de la République avait pensé qu'il était désirable que l'Europe, tout en donnant des conseils pacifiques à Sofia, Belgrade, Athènes et Cettigné, recommandât à la Porte l'exécution de réformes dans la péninsule balkanique ; et, au cours du mois de septembre, nous avions conféré avec nos amis et alliés sur les moyens d'assurer un concert général.

Mais, le 30 septembre, les armées bulgare, serbe et grecque commençaient leur mobilisation ; le 1^{er} octobre, la Turquie suivait cet exemple.

Pendant le séjour de M. Sazonoff à Paris, je me mis aussitôt d'accord avec le Ministre du gouvernement impérial pour tenter un effort suprême en faveur de la paix.

Nous soumîmes aux puissances une proposition qui fut amendée par quelques-unes d'entre elles, et qui, finalement, se traduisit en ces termes :

La Russie et l'Autriche déclareraient aux Etats balkaniques, au nom de l'Europe, que les puissances réprouvaient toute mesure susceptible de troubler la paix ; que, s'appuyant sur l'article 23 du traité de Berlin, elles prendraient en main l'exécution des réformes en Turquie d'Europe, étant entendu que les réformes ne porteraient aucune atteinte à la souveraineté du sultan et à l'intégrité de l'empire ottoman ; enfin qu'aucune modification ne serait apportée au *statu quo* territorial après la guerre. En même temps, les puissances devaient faire savoir à la Porte qu'elles prenaient acte des assurances données au sujet des réformes et qu'elles étaient prêtes à en discuter la réalisation.

Aujourd'hui, après les événements accomplis, cette formule du *statu quo*, sur laquelle s'était établi le premier accord des puissances, produit un peu l'effet d'un archaïsme. Mais, au moment où elle était adoptée par l'Europe entière, elle répondait aux déclarations qu'avaient faites, en mobilisant, les Etats balkaniques eux-mêmes, et, sur l'initiative de la France, elle consacrait l'union des puissances dans une même volonté pacifique.

Malheureusement, le jour même où les représentants de la Russie et de l'Autriche faisaient auprès des Etats balkaniques la démarche prévue, la concentration était déjà commencée et le Montenegro déclarait la guerre à la Turquie.

Dès lors, il fallait bien que l'entente de l'Europe changeât d'objet, et puisque la guerre n'avait pu être empêchée, il ne restait d'autre espoir que de la limiter dans le temps et dans l'espace.

C'est cette pensée qui détermina les puissances à étudier les moyens de préparer une médiation. Du 12 au 30 octobre, cette étude donna

lieu à des communications presque quotidiennes entre toutes les chancelleries. Mais le 17 octobre, deux jours après la signature de la paix avec l'Italie, la Turquie avait déclaré la guerre à la Serbie et à la Bulgarie, pendant que la Grèce déclarait elle-même la guerre à la Turquie.

Ai-je besoin de vous rappeler des faits que vous avez tous présents à l'esprit ?

Successivement, les Bulgares s'emparaient de Mustapha-Pacha ; les Grecs occupaient Ellassona et débarquaient à Lemnos ; les Serbes prenaient Prichtina et Novi-Bazar. Puis, c'étaient la victoire bulgare de Kirck-Kilissé, la victoire serbe de Kumanovo, le bombardement d'Andrinople, la prise d'Uskub par les Serbes, la prise de Véria par les Grecs, et enfin, le 29 octobre, la retraite de l'armée ottomane sur les lignes de Tchataldja.

Il devenait de plus en plus évident que le *statu quo* territorial était désormais impossible et qu'une grande partie de la Turquie d'Europe resterait entre les mains des peuples alliés qui avaient dépensé, pour la conquête de ces territoires, beaucoup de sang et beaucoup d'argent et qui s'étaient montrés dignes de la victoire.

Si l'on voulait, un jour ou l'autre, leur proposer une médiation avec quelques chances de réussir, il était prudent de leur donner en même temps la certitude qu'aucune grande puissance européenne ne chercherait à s'attribuer, en tout ou en partie, le fruit de leurs succès.

Tel est le sens très simple de la clause dont la France, en étroite communauté de vues avec la Russie et l'Angleterre, avait proposé, le 30 octobre, que fût accompagnée l'offre de médiation. Lorsque la Russie, la première, avait spontanément souscrit à une déclaration de désintéressement, elle n'avait pas voulu dire, évidemment, qu'elle n'eût en Orient ni intérêts politiques ni intérêts moraux ; elle avait entendu affirmer qu'elle n'avait aucune pensée d'agrandissement territorial.

Au surplus, si la formule proposée a pu donner lieu momentanément, dans une partie de l'opinion étrangère, à des interprétations inexactes, nous avons eu la satisfaction de constater qu'elle n'était en contradiction avec la pensée d'aucun gouvernement, puisque toutes les grandes puissances, sans exception, ont aujourd'hui pris soin d'attester publiquement qu'elles ne poursuivaient aucun dessein d'extension territoriale.

Quant à nous désintéresser de la question balkanique elle-même, je n'ai pas besoin de dire que le gouvernement de la République n'a jamais eu l'idée d'une telle désertion.

Nous avons, dans les régions qu'occupent les armées alliées, et qui pourront être, en tout ou en partie, détachées de l'empire ottoman, des intérêts de nature très variée et d'importance considérable.

Nous sommes les principaux créanciers de la Turquie ; la Dette

ottomane est, pour la plus large part, entre les mains de porteurs français. C'est un principe de droit public, aujourd'hui reconnu par tout le monde, qu'en cas de démembrement d'un Etat, l'Etat annexant ne saurait prendre possession du territoire annexé qu'avec les charges qui le grèvent, et qu'il doit équitablement supporter une part de la dette publique contractée par l'Etat démembré. Mais, comment devrât-on déterminer la part contributive des Etats balkaniques ? Devra-t-on maintenir intégralement le service de la dette avec affectation des revenus concédés ?

Devra-t-on calculer la contribution d'après la valeur des gages territoriaux affectés spécialement au service de tel ou tel emprunt ? Devra-t-on, laissant de côté toute spécialisation des gages, fixer une contribution globale pour chaque Etat, suivant le rapport qui existera entre le revenu annuel du territoire annexé et le revenu général de l'empire ?

Autant de questions qui se posent, qu'il faudia résoudre, et que, d'ailleurs, les puissances ont d'ores et déjà soumises à un examen collectif.

Mais la Dette n'est pas le seul objet qui doive solliciter notre attention. Nous sommes intéressés dans la régie des tabacs ; nous avons des capitaux engagés dans un grand nombre de concessions de services publics.

L'Administration des phares de l'empire ottoman, la Société du port et des quais de Salonique, les sociétés qui exploitent les mines de Kassandra et de Sélénitza sont des entreprises françaises ; et je ne cite, bien entendu, que des exemples.

Certaines sociétés françaises, telles que la Société générale d'entreprises, la Régie générale des chemins de fer, la Société d'études topographiques, ont commencé des travaux qui leur avaient été concédés et qui concernent la construction ou la réparation des routes d'Etat, la régularisation du cours du Kiri, le levé topographique de la plaine du Vardar et de la Maritza.

D'autres sociétés, sans être déjà reconnues concessionnaires, ont signé des contrats d'études qui comportent, en réalité, un privilège pour l'exécution ; ainsi, la Régie générale pour les chemins de fer d'Albanie, d'Epire et de Macédoine, et pour la régularisation de la Boyana.

D'autres encore ont obtenu du gouvernement des titres de concession subordonnés à l'approbation parlementaire : ainsi pour la construction des ports de Cavalla et de Rodosto ou pour le dessèchement de l'embouchure de la Maritza.

Ce n'est pas tout. Il y a des entreprises qui ne cesseront pas d'avoir leur siège central dans la capitale ottomane et qui continueront, comme par le passé, à exercer leurs opérations sur l'ancien territoire de l'empire, mais elles devront modifier le fonctionnement de celles de leurs

agences qui se trouveront dans les pays annexés : tel est le cas de la Banque impériale ottomane et de la Banque de Salonique.

Au-dessus de ces intérêts économiques, industriels et financiers, nous avons, dans les contrées dont le statut politique va se transformer, un patrimoine moral et traditionnel, que nous entendons sauvegarder.

Grâce à l'initiative privée et à l'appui du gouvernement de la République, nous avons créé et maintenu à grands frais, tant en Macédoine qu'en Thrace, des œuvres de toute nature : lycée de Salonique, section commerciale, cours secondaire, écoles annexes, établis par la mission laïque ; école laïque commerciale d'Andrinople, orphelinats, dispensaires, établissements scolaires et hospitaliers des lazaristes, des filles de la Charité, des assumptionnistes, des frères des écoles chrétiennes, des oblats de l'Assomption, écoles où voisinent, sous l'égide de la France, des enfants catholiques, orthodoxes, musulmans, israélites.

Nous avons enfin des droits séculaires qui nous ont été réservés par le traité de Berlin et qui nous permettent d'exercer en Turquie le protectorat catholique. Nous ne voulons sacrifier aucun de ces moyens d'influence française.

Nous avons, dès maintenant, rappelé très amicalement aux Etats balkaniques que nous avons, dans les pays occupés, des droits moraux et matériels, et que nous comptons bien qu'ils seraient respectés. Pour maintenir intactes les institutions qui nous intéressent, nous aurons sans doute à engager des négociations avec ces Etats.

La Commission sait que c'est le parti que nous avons déjà dû prendre bien avant la guerre pour protéger, en Bulgarie, les établissements religieux et scolaires catholiques.

Vous êtes en effet, Messieurs, saisis, depuis quelques mois, d'une convention franco-bulgare qui a été signée le 2/15 avril 1910 et qui spécifie que les établissements existants en Bulgarie à cette époque seront maintenus. La Commission n'a pas encore rapporté ce projet, et peut-être n'y a-t-il pas urgence à le voter, puisqu'il devra maintenant être remanié et rendu applicable à de nouveaux territoires.

Nous aurons, sans doute, à passer des conventions analogues avec la Grèce, avec la Serbie et avec le Montenegro. Nous avons le ferme espoir que ces Etats se prêteront de bonne grâce à la conservation de nos légitimes intérêts. Ils ont tous éprouvé, en maintes circonstances, nos sentiments de sympathie, et ils savent que notre action économique, intellectuelle et morale a toujours servi dans les Balkans la cause de la paix et du progrès.

Indépendamment des ententes particulières auxquelles plusieurs de ces questions pourront donner lieu, il est de toute évidence que, sous une forme ou sous une autre, s'imposera, tôt ou tard, un règlement général des difficultés pendantes.

Jusqu'ici, les puissances se sont accordées pour reconnaître que les

opérations militaires ne constituaient pas des faits accomplis, et elles ont été assez heureusement inspirées pour ne prendre, pendant le cours des hostilités, aucune mesure isolée, aucune initiative irréparable. Ce résultat, qui est la meilleure garantie de la paix européenne, est dû surtout à la continuité des communications échangées, les semaines dernières, entre toutes les chancelleries.

Mais les oppositions de points de vue entre certaines puissances et les alliés, ou entre les puissances elles-mêmes, ne pourront, sans doute, se résoudre pacifiquement que dans un débat d'ensemble où tous les problèmes seront envisagés dans leur connexion et où seront pesés tous les éléments d'échange.

Je ne puis m'expliquer davantage pour le moment. La Commission comprend que je dois imiter la discrétion dont ont fait preuve, dans leurs déclarations publiques, les gouvernements étrangers.

Tout ce que je puis dire pour le passé, c'est que nous avons tenu à honneur de maintenir à la France son rang dans le concert des grandes puissances européennes, et qu'en faisant entendre sa voix, nous avons soutenu sans défaillance, en même temps que les intérêts de nos alliés et les nôtres, la cause de la paix et de la civilisation.

De l'avenir, il est plus difficile encore de parler et il serait bien téméraire de se livrer à des prophéties. Un armistice vient d'être signé entre trois des Etats balkaniques et la Turquie ; je présume que la Grèce ne va pas tarder à y adhérer.

Si des questions nouvelles et forcément soulevées à l'improviste ont pu provoquer de légers dissentiments au sein d'une confédération dont l'union a fait jusqu'ici la principale force, nous espérons fermement que ces malentendus n'auront pas de suite et que les Etats balkaniques ne laisseront pas entamer par des divisions regrettables, la situation morale qu'ils ont conquise en Europe.

Quant à la Turquie, nous avons observé vis-à-vis d'elle, dans la guerre balkanique comme dans la guerre italienne, une neutralité scrupuleuse, et il n'est pas dans les habitudes de la France de se détourner de l'infortune.

Nous souhaitons que l'empire ottoman recouvre demain sa prospérité dans une paix réparatrice ; nous aurons le vif souci de conserver avec lui nos relations traditionnelles et nous continuerons à défendre auprès de lui, en Europe et en Asie-Mineure, les grands intérêts dont nous avons la garde. Nous espérons, notamment, qu'il mettra sans retard à exécution les réformes demandées depuis plusieurs mois par la France en faveur des populations albanaises.

Je conclus d'un mot, Messieurs.

Nous suivons au jour le jour l'évolution des événements sans jamais perdre de vue les directions générales que j'ai indiquées tout à l'heure et qui peuvent se résumer ainsi :

Continuité de notre politique extérieure et par conséquent mise en pratique attentive et persévérante de nos alliances et de nos amitiés.

Efforts sincères et continus en vue de l'entente européenne et de la paix.

Par-dessus tout, résolution ferme et calme de faire respecter nos droits et de maintenir hors de toute atteinte notre dignité nationale.

Nominations et Mutations dans le Personnel du Contrôle civil en Tunisie

Par arrêté du délégué à la Résidence générale de la République française à Tunis en date du 1^{er} octobre 1912 :

M. Carré (Edmond) a été nommé commissaire auxiliaire de 4^e classe à l'Annexe de Djerba, en remplacement de M. Charavel, démissionnaire.

Si Abdallah ben Ismail Kahia, secrétaire interprète au Contrôle civil de Gabès, a été nommé en la même qualité au Contrôle civil de Grombalia, en remplacement de Si Salem Snadli, appelé à d'autres fonctions

Si Abdallah ben Ali, titulaire du brevet d'arabe régulier, a été nommé secrétaire interprète au Contrôle général de Gabès.

Par arrêté en date du 7 octobre 1912 :

M. Martinet (Désiré) a été nommé commissaire auxiliaire de 4^e classe au Contrôle civil de Sfax, en remplacement de M. La Ramée.

Exequatur

(août-décembre 1912)

L'exequatur a été accordé à :

MM.

S. Kioussès Pezas, consul de Grèce à Tunis.

Roberto de Mesquita, consul des Etats-Unis du Brésil à Marseille, avec juridiction sur le département des Bouches-du-Rhône.

John Ball Osborne, consul des Etats-Unis d'Amérique au Havre.

Emilio Castelli, consul du Chili à Nice.

Le docteur Ruben Rivera, consul de la République de Salvador à Bordeaux.

V.-H. Mounier, consul des Pays-Bas à Nice, avec juridiction sur toute la France, excepté les circonscriptions consulaires de Bordeaux, Boulogne-sur-Mer, Marseille et Paris.

Le docteur Ramon Lopez Lomba, consul général de l'Uruguay en France, en résidence à Paris.

Henry Mignot, consul de la République de Liberia au Havre.

Paul Paquet, consul de Bulgarie à Marseille.

Le général Francisco J. Reynolds, consul général de la République Argentine à Paris.

Alfredo Zayas y Arrieta, vice-consul de la République de Cuba à Saint-Nazaire.

Abel Hérand, consul du Paraguay à Carcassonne.

F.-A.-V. Huré, vice-consul des Pays-Bas à Abbeville, avec juridiction sur tout le département de la Somme.

Louis-Eugène Bastin, consul général du grand-duché de Luxembourg en France.

Jules Pisko, consul général d'Autriche-Hongrie à Marseille.

Guillaume Fontana, consul général de Grèce à Marseille.

* * *

Distinctions honorifiques

Par arrêté ministériel du 1^{er} novembre 1912 ont été nommés officiers de l'Instruction publique :

MM.

Le général Lelona (José-Marie), député, secrétaire privé de S. Exc. le Président de la République de Guatemala.

Recinos (Adrian), sous-secrétaire du Ministère des Relations Extérieures de la République de Guatemala.

Saenz (Jésus-F.), secrétaire particulier de S. Exc. le Président de la République de Guatemala.

Par arrêté de même date :

M. de Monteforte (Mario), Chef de la section consulaire des Affaires étrangères de Guatemala, a été nommé officier d'Académie.

ALLEMAGNE

Discours de M. de Bethmann-Hollveg, chancelier au Parlement sur la politique extérieure de l'Empire.

(2 décembre 1912)

Dans une discussion de la situation extérieure, les événements des Balkans sont ceux qui à cette heure retiennent le plus notre attention. Sans doute, au cours des dernières années, la situation de la péninsule balkanique a déjà, à plusieurs reprises, occupé tout particulièrement les grandes puissances européennes. On a fait différents essais pour améliorer cette situation. La difficulté principale du problème était la diversité des races et des religions. Etant donné l'échec de ces différentes tentatives, nous devons compter avec une violente explosion de passions. L'effort des gouvernements des grandes puissances tendait à contenir et à retarder aussi longtemps que possible cette explosion, afin qu'elle ne provoquât point une guerre balkanique générale et surtout un conflit entre les puissances européennes.

Au cours de cette année les relations entre la Turquie et les Etats balkaniques étaient devenues si tendues que le maintien de la paix, malgré les efforts des puissances, devint impossible. Nous devions en particulier nous attendre à une solution du conflit depuis que nous avions, au commencement de l'été, appris que les Etats balkaniques s'étaient unis en une alliance. Lorsque nous vîmes que le conflit était inévitable, notre effort tendit à le localiser. Nous y avons réussi jusqu'à présent et je puis sans doute exprimer avec précision l'espoir que nous y réussirons dans l'avenir (*Applaudissements*).

Les événements des Balkans ne nous intéressent pas d'une façon immédiate. En bien des points, les intérêts des autres puissances passent avant les nôtres. Toutefois, nous avons le droit de travailler avec les autres puissances au règlement qui sera la conséquence de la guerre actuelle. Nous sommes, en effet, intéressés d'une manière essentiellement directe à la situation future des Balkans. Je rappelle à ce propos le maintien des garanties accordées aux créanciers de l'Etat ottoman.

De plus, nous aurons, lors du règlement de maintes autres questions, à jeter en faveur de nos alliés notre réponse dans la balance (*Très bien !*)

Les belligérants ne contestent pas que, lors du règlement définitif des frontières futures, les grandes puissances pourront et devront faire valoir leurs intérêts et qu'elles seront appelées, à cause de ces intérêts, à collaborer à ce travail.

Il existe des différences de points de vue entre les grandes puissances

ces ou entre les belligérants au sujet de la mesure de cette collaboration ; si de telles différences apparaissent, les grandes puissances obtiendront plus facilement satisfaction pour leurs demandes si elles présentent ces demandes en commun.

Afin d'atteindre ce but, les grandes puissances échangent leurs vues. Je ne puis rien dire aujourd'hui de cet échange de vues, sinon qu'il dure encore à cette heure. Je puis ajouter pourtant qu'il fut conduit jusqu'à maintenant avec des dispositions prévenantes et qu'on a toutes raisons d'espérer en son succès. Il est évident qu'on ne pourra préciser les désirs des puissances et les faire connaître que lorsqu'on aura sous les yeux les stipulations dont seront convenus entre eux les belligérants. On verra alors dans quelle mesure ces stipulations empiètent sur les sphères d'intérêts des puissances.

Si, en attendant ce moment, d'insolubles conflits se posaient — nous espérons qu'ils ne se produiront pas — ce sera l'affaire des puissances directement intéressées de faire valoir en ce cas particulier leurs prétentions.

Ceci s'applique aussi à nos alliés.

Toutefois, si nos alliés, au moment où ils feraient valoir leurs droits, étaient, contre toute attente, attaqués d'un troisième côté et se trouvaient ainsi menacés dans leur existence, nous devrions, fidèles à notre devoir, nous placer avec une ferme résolution à leurs côtés (*Bravo !*)

Nous aurions alors à combattre pour protéger notre propre situation en Europe et pour défendre notre avenir et notre sécurité (*Bravo !*)

Je suis absolument convaincu qu'en cette occurrence nous aurions derrière nous toute la nation (*Bravo !*)

Je veux revenir une fois encore, Messieurs, sur les grands intérêts que nous aurions à défendre lors de la solution du conflit entre la Turquie et les Etats balkaniques. Depuis bien des années, notre politique a eu pour objet de maintenir et de fortifier au point de vue économique la Turquie, tout en entretenant de bonnes relations économiques et politiques avec les Etats balkaniques. Nous croyons avoir par là rendu maints services à la Turquie sans avoir pour cela troublé nos bonnes relations avec les autres puissances. Cette politique a été fort attaquée lors de la guerre turco-italienne.

Je voudrais pourtant signaler comme un succès de cette politique que nous avons su pendant cette guerre, entre un ami et un allié, conserver la sympathie de l'un et de l'autre.

Nous espérons que nos bonnes relations avec les Etats balkaniques prendront un nouvel essor à la suite de ces événements qui les ont sensiblement fortifiés, notamment au point de vue économique.

Notre effort tendra dans l'avenir à maintenir, après la conclusion de la paix, la Turquie en tant qu'un important facteur politique et économique.

Nous nous rencontrerons dans cet effort non pas seulement avec nos alliés, mais aussi avec d'autres puissances qui ont comme nous intérêt à maintenir une Turquie qui soit telle au point de vue économique.

La presse a laissé entendre que les grandes puissances, ou certaines d'entre elles, avaient eu l'intention dans cette guerre de poursuivre certaines acquisitions territoriales aux dépens de la Turquie.

Après les conversations qui ont eu lieu entre les puissances, on a le droit de dire que ces soupçons n'ont pas été mérités.

Les puissances continuent d'échanger leurs vues.

Bien que nous ne puissions dire sous quelle forme cet échange de vues se poursuivra, il est certain qu'il se poursuivra après les résultats favorables qu'il a déjà eus et qui font espérer que les grandes puissances conviendront d'une solution satisfaisante pour tous.

*
* *

Déclaration au Parlement de M. Zimmermann, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, au sujet du traité franco-espagnol sur le Maroc.

(3 décembre 1912)

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères étant empêché de paraître aujourd'hui au Reichstag, je demande en son lieu et place la permission de répondre à une question posée hier par le député Spahn, désireux de savoir si nos intérêts au Maroc sont en quelque façon lésés par le nouveau traité franco-espagnol.

Je suis en état de répondre négativement à cette question. Comme vous le savez, l'accord n'a été signé par les deux gouvernements intéressés que récemment ; il a besoin tout d'abord, pour acquérir force de loi pour la France et l'Espagne, d'être ratifié par les facteurs législatifs des deux pays. Entre temps, les deux gouvernements nous ont déjà communiqué confidentiellement ce traité et nous ont mis ainsi à même d'y formuler, au point de vue de nos intérêts, nos objections éventuelles par la voie d'une explication confiante.

Le traité a été examiné en détail ; il se trouve en harmonie avec notre accord marocain de novembre 1911 avec la France et repose, comme celui-ci, en particulier sur le principe de l'unité économique du Maroc entier. Deux points seulement du traité, dénués en soi d'une grande importance, nous ont, par suite d'une rédaction manquant peut-être de précision, donné lieu à des objections. L'un des points a été entre temps réglé par des explications précises des gouvernements

de Paris et de Madrid d'une façon satisfaisante. Le second point fait encore actuellement l'objet de pourparlers. Eu égard au caractère confidentiel des communications franco-espagnoles et à l'échange de vues encore actuellement en cours, je ne puis donner aujourd'hui sur ce sujet des renseignements plus précis ; cependant, je crois pouvoir exprimer la confiance que ce second point trouvera aussi une solution satisfaisante.

AUTRICHE-HONGRIE

Déclarations du Comte Berchtold, Ministre des Affaires
étrangères, aux Délégations hongroises

(5 novembre 1912)

Durant le court laps de temps qui s'est écoulé depuis la dernière séance de la Délégation, la vie internationale a été le théâtre d'événements auxquels il convient d'attacher la plus grande importance.

Avant d'entrer plus avant dans l'exposé de ces événements, je voudrais faire mention d'un événement qui revêt une signification toute particulière relativement à nos rapports d'alliances.

Le traité de paix de Lausanne a mis fin, au bout d'une année, à la guerre entre l'Italie et la Turquie, et notre allié a obtenu la possession incontestée d'un vaste territoire sur la côte de l'Afrique du Nord. Nous avons contribué, pour notre part, à faciliter la conclusion de la paix, et reconnu immédiatement après la souveraineté de l'Italie sur la Lybie. Qu'il me soit permis de rappeler, avec l'expression de sincère satisfaction, que notre allié est parvenu de cette manière au but qu'il poursuivait depuis dix ans, et qu'il a trouvé un vaste champ pour transplanter sur un sol étranger la haute culture du pays natal.

L'arrangement intervenu ainsi rapidement entre les belligérants n'a certes pu retarder l'explosion de la conflagration des Balkans, mais a toujours empêché la situation déjà si grave de se compliquer davantage. Aussi, nous plaçant à ce point de vue, devons-nous souhaiter la bienvenue au traité de paix de Lausanne.

Durant mon récent séjour en Italie, j'ai pu me convaincre de ce fait, que notre attitude en présence de la guerre déclarée par le royaume à la Turquie a été entièrement approuvée non seulement par le gouvernement, mais aussi par la population. Je dois rapprocher de cette circonstance l'accueil sympathique qui m'a été réservé dans le royaume allié. Le vibrant écho que cet accord a trouvé chez nous peut

servir de garantie pour une nouvelle consolidation de nos rapports d'alliance, et par cela même de la Triple Alliance.

La situation a pris une tournure critique en Orient, où tous les Etats balkaniques ont pris les armes.

Vous n'ignorez pas que la diplomatie des grandes puissances, à l'instigation de M. Poincaré, a pris à cœur depuis le début des hostilités de préparer la voie, par des arrangements mutuels, à la possibilité d'une intervention, au moment donné, et d'abréger ainsi, en quelque sorte, les atrocités de la guerre. C'est dans l'intelligence la plus étroite avec nos alliés et par des arrangements avec la Russie et l'Angleterre que nous nous sommes livrés à cet échange de vues, et que nous nous trouvons en contact avec les puissances, convaincus que nous sommes de répondre en cela au désir exprimé chez nous d'une manière unanime, de voir l'incendie bientôt éteint.

La marche de la guerre jusqu'ici a procuré aux Etats balkaniques de gros succès, succès sous l'influence desquels ils ont essentiellement déplacé le but proposé. Alors que primitivement l'introduction de réformes administratives qui devaient améliorer les conditions de vie et d'existence de leurs frères dans le royaume turc avait été le postulat des Etats balkaniques et s'était exprimée sous cette forme dans les manifestes de guerre, actuellement, les aspirations des alliés ont dépassé ce programme et ne sont plus compatibles avec l'intégrité de la Turquie.

En ce qui concerne notre politique, elle n'est influencée par aucune tendance d'expansion, mais seulement par l'unique souci de concilier la nécessité de maintenir la paix avec la tâche supérieure qui nous a été imposée de défendre les intérêts de la monarchie contre toute perte. Nous avons, par notre attitude devant les événements de guerre, fait preuve d'une réserve et d'une modération qui ont été reconnues de toutes parts.

Nous nous proposons aussi de continuer à suivre cette voie, ayant conscience de notre force intérieure, qui offre la pleine assurance que nous sommes à même de faire valoir notre voix. Je ne doute pas que cela ne nous soit possible sans entrer en conflit avec les aspirations justifiées des autres nations.

Nous sommes prêts à tenir compte largement de la situation nouvelle que la victoire vient de créer dans les Etats balkaniques et d'établir la base de rapports durables et amicaux avec eux.

Mais, d'un autre côté, nous avons le droit d'exiger que les intérêts légitimes de la monarchie ne souffrent aucun dommage du fait d'un nouvel état de choses.

L'attitude paisible et modérée du royaume de Roumanie qui nous est uni par les liens d'une étroite amitié ne fut pas de peu d'importance pour la suite des événements, et nous espérons que ses intérêts consi-

dérables reposant sur sa situation géographique trouveront la considération qui leur est due.

Je me suis efforcé de vous donner, autant que cela m'était possible dans les circonstances actuelles, un aperçu net de la situation présente; qu'il me soit permis encore de vous adresser la prière d'exprimer à ce moment sérieux la confiance que vous m'avez montrée en d'autres occasions en vous contentant de mon court exposé et en renonçant à une discussion des questions particulières, qui serait peu propre, vu le caractère délicat des négociations en cours, à faciliter ma tâche.

* * *

Allocution prononcée par S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie, au cours de la réception des Délégations à Budapest.

(6 novembre 1912)

C'est avec une satisfaction sincère et avec mes plus vifs remerciements, que je reçois vos assurances de dévouement. Depuis les Délégations dernières, de graves complications de guerre ont éclaté dans la péninsule balkanique, lesquelles nous commandent un surcroît de vigilance. Considérant que des intérêts importants de la Monarchie austro-hongroise peuvent être affectés par le conflit actuel, il paraît désirable d'une manière pressante que soit promptement rétabli dans le proche Orient un état de choses normal aux points de vue politique et commercial.

Mon gouvernement sera prêt à prendre part, en entente avec les cabinets des Etats alliés, au moment voulu, à une action des grandes puissances en vue du rétablissement de la paix. Dans leur dernière session, les Délégations ont accordé avec un esprit de sacrifice qui mérite tous les remerciements, des crédits extraordinaires pour l'armée et la marine, crédits qui renforcent heureusement la puissance de combat de nos forces. L'administration de l'armée, par les crédits courants qu'elle demande actuellement dans des limites normales, n'a pour but que de résoudre la question des sous-officiers qui constitue le complément de la reconstruction organique de l'armée et de la marine, rendue nécessaire par le nouveau système militaire.

La situation en Bosnie-Herzégovine, grâce à l'attitude loyale et patriotique de la population, suit un développement constant et tranquille. Un programme étendu de travail législatif offrira occasion à la Diète d'activer le progrès intellectuel et économique des deux pays.

Persuadé que vous aborderez l'examen des projets qui vous sont soumis avec votre soin habituel et avec un zèle soucieux du devoir à accomplir, je souhaite tout succès à vos travaux et vous donne ma cordiale bienvenue.

*
* *

Déclaration des Députés serbes à la Diète de Bosnie-Herzégovine

(13 décembre 1912)

A la suite du conflit entre la monarchie austro-hongroise et le royaume de Serbie, causé par la question d'un débouché de ce dernier Etat sur l'Adriatique, les membres de la Diète de Bosnie-Herzégovine ont formulé, dans une séance extraordinaire, la déclaration suivante :

Les sacrifices sans exemple, les victoires brillantes de l'armée serbe, la culture élevée de la société et de l'Etat dans le royaume de Serbie, justifient pleinement l'occupation par les Serbes de leurs anciens territoires s'étendant jusqu'au bord de la mer Adriatique.

La conduite de la monarchie austro-hongroise, qui pour d'incultes Albanais demande des droits d'autonomie, tandis qu'elle ne les reconnaît que dans son Etat aux Slaves du sud, et qui, par son procédé, tâche de dénier à la Serbie de jouir des fruits de ses grandes victoires, excite la plus grande irritation dans les couches du peuple serbe tout entier en Bosnie-Herzégovine.

En exprimant leurs sentiments fraternels et d'admiration pour leurs frères de la Serbie et du Monténégro, les Serbes, membres de la Diète de Bosnie-Herzégovine, accomplissent par là un devoir sacré, persuadés qu'ils sont, de donner ainsi la plus fidèle expression des sentiments actuels de tout le peuple serbe de la Bosnie-Herzégovine.

BELGIQUE

Déclaration de M. de Broqueville, président du Conseil, à la
Chambre des Députés.

(12 novembre 1912)

Messieurs,

Préoccupés de remplir consciencieusement les devoirs que nous imposent le soin de notre indépendance et le souci de nos obligations internationales, nous avons été amenés à rechercher si l'état actuel de

notre organisation militaire permet de faire face aux nécessités qui se sont affirmées au cours des derniers mois.

Dans cette recherche nous avons pris pour guides les rapports de nos diplomates et les travaux des techniciens les plus compétents.

Ce sont les conclusions de l'étude approfondie à laquelle nous nous sommes livrés que nous avons l'honneur de vous communiquer. Si nous le faisons c'est parce que le gouvernement a acquis la certitude que les transformations de la vie et de la politique internationales rendent insuffisantes les conceptions du passé en matière de défense du pays.

Assurément les considérations sur la situation de l'Europe et sur les relations des puissances ne sont point de mises ici. Il est permis cependant de constater un fait, objet d'universelles préoccupations. La préparation à la guerre se continue incessante, intense. Loin de moi la pensée d'attribuer à aucun des gouvernements étrangers des intentions belliqueuses. Leurs efforts en vue du maintien de la paix ont droit à toute notre gratitude, mais les conflits qui pourraient la compromettre sont envisagés plus que jamais, et partout on travaille sans relâche à y faire face.

Ce qui frappe l'observateur attentif, c'est la place assignée à la Belgique dans ces éventualités. L'importance du rôle de notre pays dans une lutte des puissances de l'Occident de l'Europe est mise en relief comme elle ne l'a jamais été : elle ressort notamment des préparatifs qui tendent à organiser l'offensive et à la prévenir, dès le moment où la guerre serait déclarée.

Telle est la situation que les événements des derniers mois ont accentuée avec une évidence qui provoque chez le gouvernement de légitimes inquiétudes.

Elle ne crée pas pour la Belgique de nouveaux devoirs, mais elle accroît ceux que nous avons toujours reconnus ; elle les rend plus stricts, plus pressants.

Nous ne voulons laisser ignorer à personne que le gouvernement est décidé à ne reculer devant aucun effort pour les remplir.

La loi de 1909 assurait au pays une armée modèle répondant aux nécessités qui pouvaient être envisagées alors. Cette armée est fortement organisée, outillée et approvisionnée ; ses officiers reçoivent une formation de haute valeur. Grâce à la loi de 1909, les effectifs à mettre en ligne dépassent de beaucoup les chiffres antérieurs et chacun défendrait le sol national avec la bravoure traditionnelle.

Mais depuis 1909, les événements ont marché et ils ont démontré que de nouvelles mesures s'imposent si nous voulons demeurer à la hauteur de nos devoirs.

Il n'est pas permis au gouvernement d'avoir un doute à cet égard et, s'il vous parle avec cette netteté, c'est dans la pleine conscience de la responsabilité qui lui incombe. Sans doute, notre confiance dans

les puissances garantes de notre neutralité est toujours la même ; les sympathies qu'elles ont pour nous sont certaines ; elles nous en ont donné des preuves manifestes. Mais l'on ne peut perdre de vue que les groupements des puissances ont provoqué des alliances et des ententes militaires qui pourraient, dans l'hypothèse d'une guerre européenne, enlever à la prestation de la garantie la valeur que la neutralité du garant peut seule assurer. Il est à prévoir, en effet, que toutes les puissances garantes de notre neutralité seraient ou deviendraient bientôt des belligérants. Notre armée doit être assez nombreuse pour remplir les devoirs que les circonstances lui imposeraient ; nos positions stratégiques dominent le pays et leur occupation assurerait au belligérant qui s'en rendrait maître un avantage peut-être décisif dans la lutte ; ces positions doivent donc être gardées exclusivement par des forces nationales suffisantes pour enlever toute tentative de s'en emparer et d'en faire la base d'opérations militaires.

Messieurs, nous n'avions pas le droit de vous dissimuler les devoirs qui découlent de l'état actuel de l'échiquier politique de l'Europe ; c'est pourquoi nous vous disons : à des situations nouvelles doivent correspondre des sacrifices nouveaux et adéquats. Ce n'est point trop présumer de la dignité et du patriotisme belges que de leur confier une fois de plus le soin de veiller sur ce qui est la fierté suprême d'un peuple.

Comme corollaire de cette déclaration, le Gouvernement s'apprête à déposer un projet consacrant les mesures imposées par les circonstances que je viens de viser.

La majorité gouvernementale comprendra que si le cabinet a réservé cette part de ses communications pour tout le Parlement, c'est par respect pour les sentiments patriotiques de tous les membres de la législature. Nous n'avons pas voulu qu'en pareille matière une distinction fût faite entre les uns et les autres, parce que l'honneur des uns se confond ici avec celui des autres.

Messieurs, le gouvernement vous a dit loyalement la vérité ; il remplit son devoir, sans se préoccuper de questions contingentes et le regard fixé sur cette patrie qui nous est chère à tous.

Nous laissons à votre conscience éclairée le soin d'apprécier les devoirs que lui dictent l'honneur et la sécurité de la Belgique. Vous agirez, je le sais, en mandataires fiers et libres d'un peuple justement jaloux de son indépendance.

BULGARIE

Message de S. M. le Roi Ferdinand au peuple bulgare.

(18 octobre 1912)

Bulgares !

Au cours de mon règne de vingt-cinq ans, j'ai toujours cherché dans un paisible travail de culture le progrès, le bonheur et la gloire de la Bulgarie et c'est dans cette direction que je voulais voir marcher constamment la nation bulgare. Mais la providence en a jugé autrement. Le moment est venu où la race bulgare est appelée à renoncer aux bienfaits de la paix et à recourir aux armes pour la réalisation d'un grand problème.

Par delà la Rila et le Rhodope, nos frères de sang et de religion n'ont pas eu le bonheur, jusqu'à ce jour, trente-cinq ans après notre libération, d'acquérir une vie humaine supportable. Tous les efforts faits pour atteindre ce but, aussi bien par les grandes puissances que par les divers gouvernements bulgares, ne réussirent pas à créer des conditions permettant à ces chrétiens de jouir des droits et de la liberté accordés à tous les humains.

Les larmes de l'esclave balkanique, le gémissement de millions de chrétiens n'ont pas pu ne pas ébranler nos cœurs, nous, leurs congénères et coreligionnaires, qui sommes redevables de notre liberté et de notre vie paisible à une grande libératrice chrétienne. Et la nation bulgare se souvient des paroles prophétiques du tsar libérateur : « L'œuvre sacrée doit être menée à bout. »

Notre amour de la paix est épuisé. Pour secourir la population chrétienne en Turquie, il ne nous reste plus d'autre moyen que de nous tourner vers les armes. Nous voyons que c'est par ce seul moyen que nous pourrions assurer la protection de sa vie et de ses biens. L'anarchie, dans les provinces turques, a menacé même notre vie nationale. Après les massacres d'Ischtib et de Kotchani, au lieu d'accorder justice et satisfaction aux éprouvés, comme nous le demandâmes, le gouvernement turc a ordonné la mobilisation de ses forces militaires.

Notre longue patience fut ainsi mise à une rude épreuve. Les sentiments humanitaires des chrétiens leur font un devoir sacré de secourir leurs frères, lorsqu'ils sont menacés d'extermination. L'honneur et la dignité de la Bulgarie m'imposèrent le devoir impérieux d'appeler sous les drapeaux ses fils préparés pour la défense de la patrie. Notre œuvre est juste, grande et sacrée.

Avec une foi recueillie dans la protection et l'appui du Tout-Puis-

sant, je porte à la connaissance de la nation bulgare que la guerre pour les droits humains des chrétiens de Turquie est déclarée. J'ordonne à la brave armée bulgare de marcher sur le territoire turc.

A nos côtés et avec nous combattront dans le même but contre l'ennemi commun, les armées des Etats balkaniques, alliés à la Bulgarie, la Serbie, la Grèce et le Montenegro. Et dans cette lutte de la Croix contre le Croissant, de la liberté contre la tyrannie, nous aurons les sympathies de tous ceux qui aiment la justice et le progrès.

Forts de ces sympathies, que le valeureux soldat bulgare se souvienne des actes héroïques de ses pères et de ses aïeux et de la vaillance de ses maîtres libérateurs russes, et qu'il vole de victoire en victoire.

En avant ! Que Dieu soit avec nous !

FERDINAND.

CHILI

Réception diplomatique

Le 24 janvier 1912, le Président de la République a reçu en audience officielle, M. Enrique Olaya Herrera qui lui a remis les lettres par lesquelles le Président de la République de Colombie l'accrédite en qualité d'envoyé extraordinaire et de ministre plénipotentiaire.

M. Enrique Olaya Herrera a prononcé le discours suivant :

Excellence,

Le Gouvernement de la République de Colombie a bien voulu m'honorer de la charge d'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès du gouvernement chilien.

C'est pour moi une très agréable mission que de fortifier les cordiales relations qui existent entre les deux Républiques et de contribuer à développer les sentiments communs de sympathie et de solidarité d'intérêts qui rapprochent les deux peuples. Pour maintenir toujours vigoureux ces sentiments de sympathie, pour leur donner tout le développement qu'ils peuvent prendre et pour donner à cette communauté d'intérêts toute son ampleur, pour augmenter l'échange commercial qui devra profiter à la richesse des deux pays, je compte sur la précieuse coopération du Gouvernement de Votre Excellence.

L'heureuse circonstance qui fait qu'entre la Colombie et le Chili il n'existe que des motifs de cordiale amitié permet aux deux pays de profiter mutuellement des éléments qui peuvent servir à leur développement et c'est ainsi que nous avons pu apprécier la haute valeur de votre organisation militaire et les conditions des officiers de votre armée dans une œuvre dirigée avec talent et couronnée de succès.

En vous présentant la lettre autographe qui m'accrédite comme Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès du gouvernement de Votre Excellence, j'ai plaisir à vous transmettre de la part de Son Excellence M. le Président de la République de Colombie les vœux qu'il forme pour la prospérité et la gloire du Chili et pour le bonheur personnel de Votre Excellence.

S. Ex. M. Ramón Barros Luco a répondu en ces termes :

Monsieur le Ministre,

C'est avec une vive satisfaction que je reçois la lettre autographe vous accréditant en qualité d'Envoyé Extraordinaire et de Ministre Plénipotentiaire et vous donnant à la fois mission de fortifier les cordiales relations qui existent entre les deux Républiques et de contribuer au développement des sentiments communs de sympathie et de solidarité d'intérêts qui unissent les deux peuples.

L'amitié sincère qu'au Chili nous professons pour la Colombie est basée sur l'harmonie des intérêts et sur la solidarité des destins communs ; elle est un sûr garant que votre mission en ce pays sera couronnée de succès du fait même qu'elle a pour objet de créer de nouveaux liens de sympathie et de développer l'échange des relations commerciales entre le Chili et la Colombie.

Pour la réalisation de ces projets, vous rencontrerez, de la part de mon Gouvernement, la coopération la plus décidée.

Je vous remercie des bienveillantes paroles que vous avez bien voulu prononcer au sujet de notre organisation militaire. Il me plaît que les officiers de l'armée chilienne, au service de votre gouvernement, aient su répondre à l'honneur qu'il leur était fait de leur confier l'éducation militaire de vos soldats ; l'entrée dans notre armée d'officiers colombiens contribuera à ce que les deux peuples se connaissent mieux, et nourrissent encore plus d'estime et plus d'amitié l'un pour l'autre.

Je vous prie de transmettre à Son Excellence M. le Président de Colombie les vœux que je forme pour son bonheur personnel et pour la grandeur et la prospérité de la République qu'il dirige avec tant de talent.

Vous êtes reconnu en votre haute qualité d'Envoyé Extraordinaire et de Ministre Plénipotentiaire de Colombie.



Extraits du message lu par S. E. M. Barros Luco, Président de la République, à l'ouverture des sessions ordinaires du Congrès National à Santiago.

(1^{er} juin 1912)

Concitoyens du Sénat et de la Chambre des Députés,

Les relations d'amitié que la République entretient avec les puissances étrangères se maintiennent inaltérables.

Les travaux de construction du chemin de fer de Arica à Alto de La Paz, destiné à resserrer les relations politiques et commerciales qui unissent le Chili et la Bolivie seront prochainement terminés. Le complément de cette œuvre sera en prolongation jusqu'à la ville même de La Paz. Les deux gouvernements étudient les moyens de réaliser ce projet et j'ai ferme espoir qu'ils arriveront bientôt à un accord qui permettra l'achèvement de cette entreprise dans des conditions qui faciliteront l'échange commercial entre les deux républiques et ne rencontreront pas les difficultés que présente l'établissement d'une voie ferrée comme celle qui a été indiquée dans le traité du 20 octobre 1904.

Les négociations se poursuivent au sujet de la réclamation du gouvernement bolivien relativement à la reconnaissance des droits privés légalement acquis sur les territoires qui, en vertu du traité de paix, ont changé de souveraineté. En conformité avec les dispositions du susdit traité et du protocole complémentaire du 24 décembre 1904, le gouvernement chilien a soutenu que la reconnaissance de ces droits était soumise à la juridiction des tribunaux ordinaires de justice.

J'estime que quelle que soit la solution de ce litige — solution qu'en temps opportun je soumettrai à votre considération — elle ne pourra en rien altérer la cordialité des relations que nous entretenons heureusement avec la Bolivie et que des raisons d'ordre supérieur continueront à fortifier encore.

L'état de nos relations avec le Pérou demeure sans changement. Les services publics fonctionnent normalement dans la province de Tacua. Le culte public a été rétabli et les chapelains dépendant de la vicairerie de Castro exercent leur ministère d'une façon qui satisfait amplement les nécessités de ce service.

En conformité avec les dispositions de la loi N° 2575, du 29 novembre 1911, qui a créé le département de Tarata, les services publics y ont été organisés qui satisferont également toutes les nécessités.

Le complément indispensable des diverses mesures administratives prises dans cette région de la République sera la loi, déjà unanimement approuvée par le Sénat qui lui conférera la représentation parlementaire et qui, bientôt soumise à votre discussion, incorporera définitivement la province de Tacua au régime constitutionnel de la République.

Le gouvernement a prêté une attention toute spéciale à l'étude des traités de commerce avec la République Argentine, le Brésil et l'Equateur, avec l'intention d'arriver à conclure une série de conventions qui correspondent entièrement à la politique économique dont s'inspirent les gouvernements américains.

Les ratifications du traité de commerce avec l'Italie ont été échangées et la nécessité se fait sentir d'établir une ligne de vapeurs entre les ports chiliens et italiens, qui soit subventionnée par les deux gouvernements. Je vous recommande donc d'une façon toute spéciale le projet qu'à ce sujet je vous présenterai en temps opportun.

Il nous a été particulièrement agréable de recevoir à Santiago les délégués des dix-sept pays qui se sont fait représenter à la Conférence sanitaire internationale des républiques américaines. Il faut reconnaître que les travaux de cette conférence et les convictions qui en dériveront contribueront efficacement à améliorer les conditions hygiéniques du continent américain.

Nous avons déjà désigné les délégués qui représenteront le Chili au Congrès de jurisconsultes qui se réunira prochainement à Rio-de-Janeiro pour l'étude et la préparation des projets de code de droit international public et de droit international privé.

Invité aux fêtes du centenaire de l'indépendance du Venezuela, le gouvernement s'y est fait représenter par une mission spéciale.

Des missions spéciales ont été également envoyées pour présenter les félicitations du Chili au gouvernement italien à l'occasion du cinquantième de l'unité italienne et assister aux fêtes du couronnement de S. M. le Roi de Grande-Bretagne, George V.

Pour le développement normal de nos relations extérieures, la réorganisation de notre service diplomatique et du Ministère des Relations Extérieures s'impose ; à l'un et à l'autre il faut assurer la stabilité nécessaire à la direction convenable et discrète de cette branche importante de nos services publics.

Je vous recommande donc d'examiner promptement les projets qui sur ce point sont actuellement soumis à votre examen...

GRANDE-BRETAGNE

Déclarations de M. Asquith, Président du Conseil des Ministres, à la Chambre des communes sur la situation internationale.

(25 juillet 1912)

Nos relations internationales ont été conduites depuis près de dix années, depuis huit tout au moins, suivant une ligne nettement définie, et qui pendant toute cette période n'a jamais dévié. Quelle est-elle ? Je puis le dire en quelques mots. Nous cultivons, avec une cordialité toujours croissante de part et d'autre, nos amitiés spéciales internationales. (*Applaudissements.*)

Ces amitiés ont subi l'épreuve du temps, l'épreuve du mauvais comme du bon temps, et je n'hésite pas à dire qu'elles ont eu pour résultat ce fait que des questions qui, il y a dix ou quinze ans, eussent été la cause de mouvements et peut-être même d'animosité ont été réglées sans difficultés avec la meilleure bonne volonté mutuelle. (*Applaudissements.*)

Aussi quand je parle ainsi des puissances avec lesquelles nous entretenons heureusement ces relations intimes, je dois répéter ce que j'ai dit maintes fois déjà, ici même et ailleurs : Ces amitiés ne sont en aucun sens des amitiés exclusives. Je dis ceci délibérément. Nous n'avons pas de raison pour nous quereller avec n'importe quel pays du monde. C'est au contraire sans la moindre méfiance ou le plus léger sentiment de mécontentement, c'est même avec une parfaite sérénité que nous assistons à des conversations spéciales et à des échanges de vues comme ceux qui ont eu lieu entre la Russie et l'Allemagne.

Nos relations avec le grand empire allemand sont actuellement — je suis heureux de le dire — amicales et empreintes d'un esprit de bon vouloir. (*Applaudissements.*)

Mon noble ami, lord Haldane, actuellement lord chancelier, s'est rendu à Berlin au début de l'année. Il s'y est livré à un échange de conversations et de vues, qui s'est depuis poursuivi dans un esprit de parfaite franchise et de franche amitié de part et d'autre.

Je dis que nos amitiés ne sont en aucune façon exclusives, et cela pour de très bonnes raisons. Le plus grand intérêt de la Grande-Bretagne, c'est la paix du monde. Il se produit, hélas ! dans ce pays, comme en tant d'autres, un déplorable accroissement des armements navals et militaires, mais il n'y a pas une puissance au monde qui ne

sache parfaitement que si nous sommes contraints de procéder à des dépenses de cet ordre, nous n'avons du moins aucun dessein agressif.

Nous ne convoitons aucun territoire. Nous n'avons ni le désir ni la tentation d'augmenter encore l'étendue de nos nombreuses responsabilités qui sont mondiales. (*Applaudissements.*) Nous sommes cependant contraints par les faits de détourner d'autres objets qui seraient plus profitables et plus avantageux pour l'humanité, les sommes que nous dépensons actuellement, en particulier pour le maintien de notre suprématie navale.

Toute la Chambre sait que c'est un fait absolument et littéralement vrai que nous considérons ces dépenses comme une assurance, et une assurance nécessaire en vue des énormes intérêts dont le gouvernement de ce pays est le fidèle et vigilant gardien.

*
* *

Extrait du Discours prononcé à Londres le 10 novembre 1912
par M. Asquith, à l'issue d'un banquet offert au nouveau
lord-maire.

... Nous vivons à une époque pleine d'anxiété ; nous assistons à des événements importants et impressionnants. Les armées des Etats balkaniques sont maîtresses de la Macédoine et de la Thrace. Les Grecs occupent Salonique, cette porte par laquelle le christianisme a pénétré pour la première fois en Europe, et nous pouvons d'un moment à l'autre apprendre que Constantinople elle-même est tombée.

Ce m'est une satisfaction d'être à même de vous assurer que, en ce qui concerne la Grande-Bretagne, ses relations avec les autres puissances, sans aucune exception, n'ont jamais été plus amicales et plus cordiales. Les grandes puissances agissent ensemble, avec une intimité de contact, une franchise, une liberté de communication et de discussion qui sont remarquables et qui peuvent paraître presque incompréhensibles à ceux qui croient que, parce qu'en raison de certains objets, les puissances sont réparties en des groupes différents, elles doivent nécessairement, à une époque de crise européenne, être rangées dans des camps hostiles.

Rien n'est plus loin de la réalité des faits.

D'aucuns ont blâmé les puissances de n'avoir pas réussi à empêcher la guerre. Les puissances se sont efforcées honnêtement, avec empressement, sans recourir à la force et en exerçant une pression diplomatique, de faire en sorte que l'ordre et le bon gouvernement régnassent dans la Turquie d'Europe. Mais des forces étaient en jeu qui échappaient à tout contrôle du ressort de la diplomatie.

Les Etats balkaniques ayant mûri leur plan d'action, perfectionné leur équipement, coordonné leurs actions réciproques, ont décidé que le recours aux armes était le seul remède efficace.

Eux, et eux seuls, étaient disposés à exercer ce recours. Ils ont pris l'affaire exclusivement dans leurs mains. Les choses ne peuvent plus désormais être ce qu'elles étaient jusqu'ici et il incombe aux hommes d'Etat, à quelque pays qu'ils appartiennent, de reconnaître et d'accepter le fait accompli.

Lorsque William Pitt, mortellement atteint par la nouvelle d'Austerlitz, revint chez lui pour ne plus se relever, il adjura ceux qui l'entouraient de replier la carte d'Europe qui était accrochée à la muraille. Mais il s'en fallait de beaucoup que la campagne d'Austerlitz eût amené un bouleversement si soudain, si sensationnel, si complet que celui que la confédération balkanique a effectué dans l'espace du mois qui vient de s'écouler.

Toute la carte de l'Europe orientale devra être remaniée et il se peut qu'au cours de cette opération, des idées, des conceptions, des projets politiques enfantés dans des temps qui appartiennent désormais à l'histoire du passé, aient à subir des modifications, des remaniements et peut-être même être entièrement abandonnés.

Quoi qu'il en soit, il y a un point, je crois, sur lequel l'opinion générale de l'Europe est unanime, c'est que les vainqueurs ne seront pas dépouillés des fruits d'une victoire qui leur a coûté aussi cher.

Personne, que je sache, n'est disposé à rapetisser la grandeur de la lutte, ni à mettre en doute le caractère décisif des résultats.

Nous n'avons en Grande-Bretagne aucun intérêt direct à ce que le remaniement ultérieur politique et territorial se fasse exactement plutôt d'une façon que d'une autre.

Mais il est d'autres puissances, dont les relations spéciales, géographiques, économiques, ethniques et historiques avec les régions où se déroule le conflit et dont l'intérêt dans le sort de ces régions est de telle nature, qu'on ne peut leur refuser le droit de faire entendre leur voix au moment du règlement définitif et permanent.

C'est avec intention que je me garde, au point où en sont actuellement les choses, de donner une esquisse, même des plus sommaires, des questions qui doivent inévitablement se présenter ou recevoir une solution, et dont quelques-unes sont hérissées de difficultés.

Pour le moment, et tant que durera l'état de guerre, le gouvernement britannique ne peut que conjurer, dans les limites de son pouvoir, qu'on ne vienne pas soulever ou mettre en avant des questions isolées, des questions qui, si elles étaient traitées séparément et sur-le-champ, provoqueraient, selon toute vraisemblance, des divergences inconciliables, mais, au contraire, prendraient une tournure différente

et peut-être plus abordable si on les réservait, afin de les traiter au point de vue plus large d'un règlement général.

C'est une terrible chose que la guerre, quoique de temps à autre ce puisse être un secours nécessaire, lorsque les affaires humaines en arrivent à une impasse. Aucune de ses pires horreurs n'a manqué à la campagne qui se poursuit en ce moment. Le premier et le plus grand des intérêts de l'Europe, l'heure présente, est d'en limiter l'étendue et, avec cet objet en vue, les grandes puissances ont travaillé comme mues par une volonté unique ; jusqu'ici, elles ont travaillé avec succès, et c'est notre espoir, et c'est notre conviction qu'elles continueront à travailler de même jusqu'au bout.

Dans les temps comme ceux que nous traversons, le fardeau des responsabilités qui pèse sur les épaules du gouvernement britannique, quelque lourd qu'il soit toujours, acquiert des proportions exceptionnelles, et c'est pour nous un sujet de sincère satisfaction de savoir que, si divisés que nous puissions être entre nous sur les questions de politique intérieure, nous jouissons, en ce qui concerne ces affaires de plus vaste envergure, de la sympathie et de l'appui de toute la collectivité britannique et que nous puissions, dans les conseils de l'Europe, parler au nom et avec l'autorité d'un peuple qui n'a qu'une seule âme.

* * *

Déclarations de Sir Edward Grey, Ministre des Affaires
Etrangères sur les Conférences de Londres et la situation
diplomatique à la Chambre des Communes.

(11 décembre 1912)

Les cinq Etats belligérants envoient à Londres leurs délégués respectifs pour négocier la paix. Le roi a mis à leur disposition des appartements dans le palais Saint-James et le gouvernement fera de son mieux pour assurer leur confort.

Le choix de Londres est dû à l'initiative des Etats belligérants. Nous ne l'avons ni suggéré, ni proposé. Mais nous sommes certains que la Chambre pensera avec nous que ce choix est très agréable à notre pays et que les délégués seront les bienvenus. (*Applaudissements.*)

Nous croyons que les délégués trouveront ici des conditions favorables à la conduite de leurs négociations et à la conclusion de la paix que nous désirons tout sincèrement voir assurée. (*Applaudissements.*)

Les grandes puissances neutres et signataires du traité de Berlin ont toutes décidé que leurs représentants se rencontreront à Londres afin

d'y procéder à un échange de vues non officiel (1) et qui n'engagera pas les gouvernements. Le but de cette consultation est de faciliter un échange de vues portant particulièrement sur les points qui peuvent le plus directement affecter les intérêts de l'une ou de l'autre des grandes puissances.

Les conversations commenceront dès que tous les ambassadeurs à Londres auront reçu les instructions de leurs gouvernements respectifs — la semaine prochaine, espérons-nous.

Elles ne constitueront pas une Conférence, et à ce propos, je désire rappeler que la première proposition d'une Conférence officielle est venue de M. Poincaré.

Paris sera donc probablement la première capitale à laquelle on pensera pour y réunir une Conférence officielle si cela paraissait devoir être opportun et nécessaire.

En ce moment, je ne pourrais faire avec avantage des observations un peu détaillées sur la situation européenne. L'espoir, l'anxiété se sont succédé de jour en jour et il peut encore en être ainsi pendant quelque temps. Il serait difficile de dire quelque chose sans courir le risque de faire naître un pessimisme injustifié ou d'éveiller des espérances qui pourraient, par la suite, être déçues.

Les rapports entre les gouvernements des puissances sont amicaux. La situation diplomatique est favorable et, si l'on éprouve de l'anxiété, c'est qu'on craint que quelque incident imprévu ne se produise et n'occasionne un changement défavorable dans l'atmosphère diplomatique.

Le fait que les consultations des ambassadeurs n'engageront pas les puissances montre que celles-ci n'ont pas la certitude de trouver la solution de toutes les difficultés existantes.

D'autre part, le fait que les puissances ont toutes décidé de se rapprocher pour discuter prouve qu'il n'y en a aucune parmi elle qui croie une solution impossible et qui ne pense qu'un accord soit plus probable qu'un échec.

Une fois les conversations commencées à Londres, une fois que les représentants des puissances seront mis en mesure de discuter ensemble les questions autour d'une table, les puissances se trouveront en contact plus étroit et il y aura moins de danger que l'une d'elles se détache des autres dans le cas où des difficultés imprévues surgiraient. (*Applaudissements.*)

Nous souhaitons donc que ces conversations commencent le plus tôt possible.

En attendant, je désire m'abstenir d'autres commentaires sur la situation politique. Du reste, le seul fait que Londres est le lieu de

(1) en anglais « formal. »

réunion choisi pour les conversations des ambassadeurs et pour les négociations de paix, impose au gouvernement britannique une réserve plus grande encore.

La Chambre des communes, pendant toutes ces négociations si délicates et si pleines de graves anxiétés, n'a cessé de faire preuve d'une patience et d'une retenue auxquelles le gouvernement rend pleinement hommage, et nous nous proposons de lui fournir des informations aussitôt que les choses en seront arrivées à un point suffisamment précis pour nous permettre de faire une déclaration sur la question des Balkans.

* * *

Discours prononcés à la séance d'ouverture de la Conférence
de Londres.

(16 décembre 1912)

*Discours de Sir Edward Grey, Ministre des Affaires Étrangères du
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande*

Messieurs,

Sa Majesté le Roi me prie de vous adresser sa bienvenue et de vous exprimer ses meilleurs vœux pour le succès de vos travaux. C'est pour moi un devoir agréable de vous souhaiter la bienvenue au nom du gouvernement de Sa Majesté et de vous dire le plaisir que me cause votre présence dans ce pays. Sa Majesté le Roi, était désireuse de faciliter votre tâche de toutes les manières, a mis ses appartements du palais de Saint-James à votre disposition.

J'espère que vous les trouverez à votre convenance, et le gouvernement de Sa Majesté fera tout ce qui est en son pouvoir pour assurer votre confort.

Vous trouverez, j'espère, dans ce pays, une atmosphère de calme et d'impartialité qui sera favorable à votre œuvre. Dans ces appartements que vous occupez, vous serez en territoire neutre où il n'y aura d'autre politique que la vôtre. Toutes les négociations de paix qui suivent une guerre sont accompagnées de difficultés, je n'essayerai pas d'estimer les vôtres : elles ont sans doute été l'objet, pour chaque groupe de délégués, d'instructions complètes de la part de leurs gouvernements respectifs ; mais il ne peut y avoir de plus noble tâche que de surmonter ces difficultés et de réaliser une paix qui soit le résultat de vos propres efforts.

Ainsi vous poserez les bases sur lesquelles la vraie sagesse et le sens

politique établiront la prospérité morale, économique et nationale de vos pays respectifs. A défaut de ce sens politique, les profits de la guerre sont nuls ou de peu de valeur pour les générations futures. Grâce à lui, les pertes qu'occasionne la guerre peuvent se réparer et les sentiments d'amertume s'effacer devant les bienfaits de la paix.

Je ne veux pas en dire davantage. Mais je tiens à vous souhaiter encore le succès dans vos travaux et à vous assurer de la bienveillance universelle, dans la recherche du but que vous poursuivez.

Je tiens à vous dire qu'en réalisant la paix vous acquerrez le respect de toute l'Europe.

* *

Discours de M. Danef, président du Parlement bulgare

Excellence,
Messieurs,

Notre première parole, en ce jour historique, doit être l'expression de notre profonde gratitude pour l'accueil si bienveillant que Sa Majesté le roi et la noble nation britannique témoignent aux représentants des Etats balkaniques.

En choisissant la capitale de l'empire britannique comme lieu de nos délibérations, nous avons été surtout inspirés par le ferme espoir que l'atmosphère pacifique qui entourera ici nos travaux ne pourra qu'être propice au succès de notre mission. La pensée directrice de tous nos efforts sera de ne rien épargner pour l'élaboration d'un instrument de concorde qui assurera à la péninsule des Balkans, si éprouvée dans le passé, une paix durable, et formera pour ses peuples le point de départ d'un ère de tranquillité et de progrès.

* *

*Discours de M. Venizelos, président du Conseil des Ministres
du Royaume de Grèce.*

Excellence,

Je suis certain d'être l'interprète des sentiments de tous les délégués à la Conférence en assurant Votre Excellence de notre profonde gratitude pour la généreuse hospitalité que nous offre le gouvernement de Sa Majesté et pour la façon vraiment royale avec laquelle il a plu à Sa Majesté le roi que nous soyons reçus dans cet ancien et historique palais.

Tout cela justifie hautement le choix de cette grande capitale comme lieu de nos délibérations et il m'est bien permis d'exprimer l'espoir qu'au milieu d'un entourage aussi sympathique et dans une atmosphère aussi calme nous pourrons, avec l'aide du Tout Puissant atteindre le but d'une paix durable dont Votre Excellence a parlé.

Nous vous remercions profondément pour les mots de bienvenue que vous avez prononcés et nous offrons à Votre Excellence personnellement la reconnaissance la plus cordiale pour votre encouragement et votre sympathie dans l'importante tâche que nous avons à accomplir.

*
* *

Discours de M. Novakovitch, délégué serbe

Monsieur le Ministre,

Je suis certain d'exprimer les sentiments des délégués à cette Conférence en priant Votre Excellence d'agréer nos remerciements pour les paroles de bienvenue par lesquelles Elle a bien voulu nous accueillir.

Je désire aussi exprimer notre reconnaissance pour la gracieuse hospitalité que Sa Majesté le roi a daigné nous accorder, ainsi que le gouvernement de Sa Majesté britannique.

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence d'être auprès de Sa Majesté l'interprète de nos sentiments de profond respect et de vive gratitude, et de vouloir bien aussi faire part au gouvernement de Sa Majesté de notre reconnaissance.

*
* *

*Discours de M. Miouchkowitch, président de la délégation
du Royaume de Montenegro*

Excellence,

Je m'associe de tout cœur aux paroles prononcées par nos collègues des pays alliés, et je vous prie, de mon côté, au nom de tous les délégués monténégrins, d'être l'interprète, auprès de Sa Majesté le Roi, de notre profonde gratitude pour l'accueil si bienveillant qu'il a daigné nous témoigner. En même temps, veuillez agréer, Monsieur le Ministre, vous-même, l'expression de notre reconnaissance pour la bonne et large hospitalité, ainsi que pour l'intérêt que le gouvernement de Sa Majesté veut bien nous porter.

GRÈCE

Message royal lu à la Chambre des Députés à Athènes

(19 octobre 1912)

« A mon Peuple !

« Ses obligations sacrées envers la patrie, nos frères asservis et l'humanité imposent à l'Etat, après l'échec de nos efforts pour le maintien de la paix, de recourir aux armes dans le but de mettre un terme aux souffrances que les chrétiens de Turquie subissent depuis tant de siècles et d'obtenir pour eux l'exercice libre et assuré des droits humains.

« La Grèce en armes entreprend cette lutte sacrée pour le droit et la liberté des peuples opprimés de l'Orient de concert avec ses alliés inspirés par les mêmes sentiments et unis par leurs obligations communes.

« Notre armée de terre et de mer a la pleine conscience de ses devoirs envers la nation et envers la chrétienté. Se souvenant de ses traditions nationales et fière de sa supériorité morale, elle s'engage, pleine de foi, dans la lutte où, par son sang, elle veut racheter la liberté des opprimés.

« La Grèce, avec les Etats alliés ses frères, poursuivra à tout prix son but sacré en invoquant l'appui du Tout-Puissant dans sa juste lutte pour la civilisation.

« Vive la Grèce !

« Vive la nation ! »

* * *

Message de S. M. le Roi de Grèce à ses alliés
et réponse de ces derniers*(19 octobre 1912)*

« Au moment où, sous le commandement du Prince Royal, mon armée franchit la frontière, ma pensée se porte vers Votre Majesté et salue en elle l'ami et l'allié. Nos peuples orthodoxes, poussés par le même élan, s'unissent d'un commun accord, par des liens indissolubles de fraternité et de dévouement. Et les prières des quatre nations étroitement liées s'élèvent vers le Tout-Puissant dans un élan de

pieuse et fervente adoration, implorant sa bénédiction pour la nouvelle Croisade. Puisse le Seigneur, dans sa miséricordieuse mansuétude, couronner l'effort simultané de nos armées, faire triompher la sainte cause de l'Orthodoxie pour la délivrance de nos frères opprimés. Mon peuple, mes soldats et moi adressons à Votre Majesté, à la nation bulgare, à la Serbie, au peuple monténégrin, à son armée si brave, le salut de fraternel amour et, les yeux fixés sur le symbole de la Croix, ayons pour devise : *En touto Nika. — In hoc signo vinces.* »

GEORGES.

Réponse de S. M. le Roi de Bulgarie :

Quartier général de Tara-Zagora, 19 octobre.

« Profondément ému de la belle et touchante pensée qui a inspiré à Votre Majesté les nobles paroles qu'elle m'a adressées, j'exprime de tout mon cœur à mon auguste ami et allié ma plus vive et sincère reconnaissance au moment où, dans un sentiment sublime de dévouement réciproque et de mutuelle confiance, nos peuples, frères de croyance, se lient par un pacte sacré. Je demande au Tout-Puissant, défenseur des droits du faible et protecteur des opprimés, d'exaucer les prières ferventes qu'élèvent vers son trône quatre nations alliées, et au Dieu des armées de couronner de succès l'effort commun de nos armes pour le triomphe de la cause doublement sainte, de la foi et de la liberté. Dans ces sentiments de la nation bulgare, de son armée et de son chef, nous adressons à Votre Majesté, à la nation hellénique et à sa vaillante armée, nos remerciements fraternels, prenant comme eux pour étendard et pour guide dans cette nouvelle croisade, le signe sacré de la Rédemption. »

FERDINAND.

Réponse de S. M. le Roi de Monténégro :

» Avec une indescriptible joie, moi, mon peuple et mon armée, nous avons appris par la bonté de Votre Majesté, la nouvelle que l'armée hellénique, sous le haut commandement du prince royal, a déjà franchi la frontière. En ce moment solennel important pour l'avenir de nos Etats et de nos frères opprimés, mon peuple, mes soldats et moi, dans une union indissoluble de fraternité et d'alliance, adressons à Votre Majesté, au peuple hellénique et à sa brave armée, notre cordial salut avec nos souhaits les plus sincères pour la victoire des dignes descendants de Thémistocle et de Miltiade. Que Dieu bénisse nos efforts et notre sainte cause.

NICOLAS.

Réponse de S. M. le Roi de Serbie :

En donnant l'ordre à mes troupes de franchir la frontière pour porter la délivrance à nos frères opprimés, je suis par la pensée avec

Votre Majesté, auguste ami et allié à qui incombe la même noble tâche. Espérant que les forces des Etats balkaniques, unis dans leur religion et conduits par le sentiment traditionnel de leurs peuples, vont triompher dans leur œuvre généreuse, je salue avec confiance le commencement de notre action commune. En souhaitant plein succès à la vaillante armée hellénique, je m'empresse de transmettre à Votre Majesté et au prince royal, commandant en chef, ainsi qu'à la nation classique de l'Hellade, mes salutations les plus affectueuses et mes meilleurs vœux pour la sainte cause de la guerre.

PIERRE.

ITALIE

Voyage du Comte Berchtold en Italie ; Communiqué à la presse italienne.

(23 octobre 1912)

Au cours de la visite du comte Berchtold, les deux ministres, marquis di San Giuliano et comte Berchtold, se sont entretenus longuement sur la situation internationale et sur différentes questions actuelles. Ainsi qu'il était naturel, la crise balkanique a été la partie la plus importante de leurs conversations.

Constatant avec satisfaction la parfaite identité de vues entre les deux gouvernements italien et austro-hongrois à ce sujet, les deux hommes d'Etat se sont trouvés d'accord sur l'opportunité de se tenir en contact dans le but de contribuer, en se basant sur les liens d'alliance unissant les deux gouvernements et celui de Berlin, et avec le concours des autres puissances, au rétablissement de la paix générale.

L'harmonie qui n'a jamais cessé d'exister entre les gouvernements d'Italie et d'Autriche-Hongrie s'est manifestée une fois de plus au cours de ces entretiens, dont les résultats ne pourront que renforcer l'étroite amitié entre les deux puissances alliées.

* * *

Nominations et mutations dans le personnel diplomatique et consulaire.

(février-juillet 1912)

— Par décret royal du 15 février 1912, M. le Comte Pignatti

Morano (Bonifacio), secrétaire de légation de 2^e classe, a été promu à la 1^{re} classe.

M. le Comte Nani Mocenigo (Ludovico), secrétaire de légation de 3^e classe, a été promu à la 2^e classe.

M. Savona (Giuseppe), attaché de légation, a été nommé secrétaire de légation de 3^e classe.

— Par décret royal du 26 mai 1912 :

M. le Comte Bolognesi (Giulio), a été nommé consul à Chicago.

— Par décret royal du 9 juin 1912 :

M. Bonelli (Edoardo), consul général à Odessa, a été placé à la disposition du Ministère.

M. Rosset (Giuseppe), consul général à Monaco, a été nommé consul général à Odessa.

— Par décret royal du 6 juillet 1912, MM. Tiberio Deciani (Vittorio), Ruspoli (Mario), Aliotti (Carlo), conseillers de légation de 1^{re} classe, ont été promus Envoyés extraordinaires et Ministres plénipotentiaires de 2^e classe.

— Par décret royal du 11 juillet 1912, M. le Docteur De Novellis (Fedele), a été nommé Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de 2^e classe.

— Par décret royal du 12 juillet 1912, M. Borghetti (Riccardo), premier secrétaire de légation à Paris, a été rappelé au Ministère des Affaires Etrangères.

M. le Comte Miniscalchi Erizzo (Francesco), secrétaire de légation à Saint-Petersbourg, a été rappelé au Ministère des Affaires Etrangères.

M. le Comte Durini di Monza (Ercole), a été nommé secrétaire de légation à Lisbonne.

M. le Comte Mani Mocenigo (Ludovico), secrétaire de légation à Constantinople, a été transféré à Saint-Petersbourg.

M. Daneo (Giulio), secrétaire de légation à Paris, a été transféré à l'ambassade de Vienne.

M. Varè (Daniele) a été nommé secrétaire de légation à Pékin.

M. Frescot (Filiberto), secrétaire de légation à Vienne, a été rappelé au Ministère des Affaires Etrangères.

M. Rogadeo (Giovanni), secrétaire de légation à Tokio a été nommé avec le même grade à l'Ambassade d'Italie à Paris.

*
* *

Exequatur

(juin-juillet 1912)

S. M. le Roi Victor Emmanuel III a daigné concéder l'exequatur à

MM.

Lambot de Fougères (Emile), consul chargé du vice-consulat de France à Venise.

Gori (Carlo), vice-consul du Mexique à Livourne.

Fava (A.), consul de Belgique à Ravenne.

Nesci di S. Agata (Domenico), vice-consul d'Autriche-Hongrie à Reggio de Calabre.

Franchi (Guido), vice-consul de Grèce à Ravenne.

Pessani Aicardi (Antonio), vice-consul du Chili à Savone.

Fliess (Ludovico), consul général de Costa-Rica à Milan.

L'exéquatur ministériel a été également accordé à

MM.

Franco (Carlo), agent consulaire de Belgique à Vintimille.

Bonanno (Vincenzo), vice-consul de Danemark à Messine.

Fuster (Albert), consul du Mexique à Florence.

*
* *

Création de postes consulaires

(avril-octobre 1912)

— Par décret ministériel du 29 avril 1912, une agence consulaire dépendante du consulat de New-Orléans a été créée à Fort Worth, (Texas).

— Par décret ministériel du 6 mai 1912, une agence consulaire dépendant du Consulat de Montreal a été créée à Fort William.

— Par décret ministériel du 14 juillet 1912, une agence consulaire d'Italie a été créée à Frontenac (Kansas) ; elle dépendra du consulat de Denver.

— Par décret ministériel du 7 octobre 1912, une agence consulaire a été créée à General Pico ; elle ressortira du consulat de La Plata.

MAROC

Discours prononcé au Maroc par le général Liautey au cours de la réception de la colonie française à Rabat.

(20 août 1912)

« J'avais bien le grand désir de prendre enfin contact avec la colonie française de Rabat. Je n'ai pas besoin de vous rappeler dans quelles conditions j'ai traversé votre ville, il y a trois mois, en coup de vent, partant pour Fez, où 24 heures plus tard, je n'aurais pu pénétrer. Depuis mon retour, deux semaines se sont écoulées, mais vous devinez à travers quelles préoccupations et quelles alertes, dans la préparation du grand événement qui vient de s'accomplir. Ce n'est, du reste, pas le temps matériel seul qui m'a manqué pour vous réunir, mais je répugnais à causer avec vous tant que je n'aurais pas autre chose à vous dire que des paroles vaines. Je m'explique :

« Nous sommes ici en pays de protectorat, où rien ne peut se faire qu'en coopération. Or, la coopération exige qu'on soit deux. Il y a cinq jours, nous n'étions qu'un, ou à vrai dire, nous étions bien deux, mais nous ne coopérons pas. Ce qu'ont été ces trois mois, où toute tentative d'action se heurtait à une obstruction absolue, il serait trop long de vous le détailler ; il y a cinq jours encore, j'aurais été hors d'état de vous dire quand nous pourrions commencer à travailler et même si jamais nous commencerions.

« Aujourd'hui, nous avons au Maroc un nouveau sultan, Moulay-Youssef. Certes, il n'est pas possible de prendre le pouvoir dans une situation plus troublée et plus sérieuse que celle qu'il trouve, mais, du moins, son loyal concours nous est-il garanti et sommes-nous assurés que, désormais, les affaires qui exigent la sanction d'un firman chérifien, c'est-à-dire presque toutes celles qui vous intéressent, ne s'entasseront plus sans qu'on puisse en prévoir l'issue. Nous allons

tous enfin pouvoir travailler et c'est un véritable soulagement pour moi que de pouvoir prononcer ce mot.

« Et maintenant, messieurs de France, dites-vous tous que la Résidence, que la maison de France vous sera toujours largement ouverte. Vous y trouverez, toujours heureux de causer avec vous de vos affaires, et moi et mes collaborateurs : M. Gallut, notre directeur général des services financiers ; M. Belure, notre directeur général des travaux publics, qui fut suppléé avec tant d'intelligence, jusqu'à son arrivée, par le colonel Caloni ; M. Dubosc-Taret, chargé des affaires civiles ; puis, en l'absence de M. Gaillard, éloigné temporairement de nous par la grave maladie qui nous a privés de lui depuis un mois, le commandant Simon, qui assure provisoirement son service. Enfin, M. de Saint-Aulaire, dont le nom ne se prononce au Maroc, qu'unaniment entouré de considération, de sympathie et de confiance, et dont la collaboration est mon meilleur appoint dans la tâche si lourde que m'a confiée le gouvernement de la République.

« Vous nous trouverez tous animés du même esprit, résumé dans cette belle formule du général Galliéri, mon maître : « Nos administrateurs et nos officiers doivent défendre, au nom du bon sens, les intérêts qui leur sont confiés et non pas les combattre au nom des règlements. » Il est un point qui nous préoccupe tous, je le sens, et sur lequel je tiens à vous rassurer. En pays de protectorat, les nationaux de tous les pays sont sur le pied d'égalité, c'est entendu ; mais du moins qu'il soit bien posé que les Français ne doivent pas être les derniers à bénéficier de cette égalité, et que la qualité de Français ou de protégé français ne constitue pas *à priori* une infériorité. Il ne s'agit certes pas de provoquer qui que ce soit, ni de sortir de ses droits, mais ces droits au moins faut-il les maintenir strictement, et ne pas admettre que la France et ses ressortissants soient irrémédiablement voués à toujours avoir tort. J'ai donné à nos consuls et à nos agents les instructions les plus nettes à cet égard. Ils sont désormais assurés que leur légitime action trouvera toujours en M. de Saint-Aulaire et en moi le plus ferme appui. Vous m'en voudriez si, avant de nous séparer, je ne vous invitais pas à reporter notre pensée vers nos soldats qui se battent sur le front. N'oublions jamais que, si nous réussissons à assurer à ce pays son développement économique naturel, à y ouvrir des chemins et des routes, si des exploitations s'installent toujours plus avant, si des fortunes s'y élèvent, c'est grâce à la barrière que dressent leurs poitrines contre les agressions et les résistances. Chaque fois que vous récolterez une gerbe, rappelez-vous qu'il n'y en a pas un épi qui n'ait été fécondé par le sang de nos soldats. »

ROUMANIE

Message de S. M. le roi Carol à la Chambre des Députés à l'occasion de l'ouverture de la session parlementaire.

(9 décembre 1912)

Dans les circonstances importantes actuelles et en ce moment de grande douleur pour moi, je ressens une satisfaction toute particulière en me voyant entouré par les représentants de toute la Roumanie. Je vous salue de toute mon âme, vous qui êtes réunis pour la première session de la nouvelle législature.

A la suite de la constitution du gouvernement actuel, un nouvel appel au pays était devenu nécessaire. Issus récemment des élections générales, vous êtes en état de mieux connaître les véritables besoins du pays,

La politique de la Roumanie, poursuivie avec constance, est une politique traditionnelle de modération et de paix, dans les limites compatibles avec les intérêts supérieurs du pays. (*Applaudissements.*) Cette politique nous a mis à même d'entretenir des relations amicales avec tous les Etats et de jouir notamment de la confiance particulière des grandes puissances. (*Applaudissements.*)

La Roumanie, désireuse de contribuer à la localisation de la guerre, a gardé la neutralité à l'égard des Etats belligérants en suivant toutefois avec attention l'évolution des événements qui touchent à de nombreux intérêts de notre Etat. (*Applaudissements.*) Nous sommes en droit d'espérer que cette attitude donnera des résultats favorables en ce qui concerne nos bonnes relations avec les Etats balkaniques dans leur organisation nouvelle, et que nos intérêts seront respectés. (*Applaudissements prolongés.*)

La Roumanie est considérée comme un facteur important du concert européen et, dans le règlement définitif des questions soulevées par la crise balkanique, sa parole sera écoutée. (*Applaudissements.*)

La confiance que la nation a dans la bravoure unanimement reconnue de ses soldats est pleinement justifiée.

L'armée est en état de répondre à cette marque de confiance. De nouveaux crédits vous seront demandés pour l'armée et trouveront leur justification dans votre patriotisme éclairé.

Mon gouvernement soumettra à vos délibérations plusieurs projets ayant pour but le développement et le progrès de l'Etat roumain dans toutes les branches.

Je ne doute pas que, dans les circonstances actuelles, vous ne soyez à la hauteur de la mission que le pays vous a confiée et que, en donnant au gouvernement l'appui qui lui est nécessaire, vous ne remplissiez les justes espérances de la nation. Que Dieu bénisse vos travaux.
(*Applaudissements prolongés.*)

*
* *

Nomination à la dignité de feld-maréchal de l'armée russe
de S. M. le roi de Roumanie ; dépêches, lettres et discours.

(octobre 1912)

Dépêche de S. M. l'Empereur de Russie à S. M. le Roi de Roumanie

(7 octobre 1912)

C'est aujourd'hui, à l'occasion du cinquantième anniversaire de service de Votre Majesté Royale, que, mû par un sentiment de sincère gratitude pour les services rendus par Son pays à la Russie dans la glorieuse année 1877, quand, à la tête de Sa brave armée, Votre Majesté a combattu aux côtés de Mes inoubliables père et grand-père, pour la même cause si chère à nos deux nations, et rendant justice aux hautes capacités militaires de Votre Majesté Royale, Je lui confère le bâton de maréchal de Mon armée, en souvenir reconnaissant de la fraternité d'armes de Nos peuples et comme marque de profond respect pour Notre ancien allié.

NICOLAS.

*
* *

*Allocution prononcée par S. A. le grand duc Nicolas Mikailovitch à la
cérémonie de remise des insignes*

(11 décembre 1912)

Permettez-moi, Auguste Maître, de vous présenter le bâton de feld-maréchal le jour inoubliable de l'anniversaire de la prise de Plevna, où nos troupes ont fraternellement marché au champ de la victoire.

*
* *

Réponse de S. M. le roi Carol

Je suis profondément touché de la gracieuse attention que m'a témoignée l'empereur en daignant charger Votre Altesse Impériale de

me remettre le bâton de feld-maréchal de sa valeureuse armée, à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de la prise de Plevna. Le prix de cette haute distinction se trouve encore rehaussé par la présence de Votre Altesse et d'une nombreuse délégation d'officiers dont les noms évoquent en moi des souvenirs extrêmement chers de la guerre de 1877 à laquelle votre bien-aimé père prit une part si glorieuse. Bien que de longues années se soient écoulées depuis, je n'ai pas oublié les hourras dont les troupes russes et roumaines m'ont acclamé lors de ma rencontre avec Osman Pacha, près du pont de Vid.

Après avoir rappelé ce glorieux passé qui a scellé notre fraternité d'armes, c'est pour mon cœur une grande satisfaction que de pouvoir exprimer mes sentiments d'amour sincère pour votre auguste souverain. Que Votre Altesse veuille bien lui transmettre l'expression de ma profonde reconnaissance pour ma nomination de feld-maréchal de son armée et lui dire combien je suis fier de cette haute distinction à laquelle mon armée a une grande part.

*
* *

*Toast porte par S. M. le roi à l'issue du dîner qu'il offrit au Palais-Royal
à S. A. le grand duc Nicolas.*

(11 décembre 1912)

Après les nombreuses délégations de l'armée et de la marine impériale russes que j'ai eu le plaisir de recevoir, dans le cours des dernières années, aucune mission ne pouvait me causer une joie plus vive que celle qui vient d'être confiée à Votre Altesse Impériale par Sa Majesté l'empereur, votre auguste souverain, pour me remettre le bâton de feld-maréchal de sa vaillante armée.

En choisissant le trente-cinquième anniversaire de la prise de Plevna pour me donner des marques si précieuses de son amitié, Sa Majesté évoque une date glorieuse pour mon armée et consacre des souvenirs impérissables, ceux de nos luttes communes pour la Bulgarie.

Si j'ai été fier de la confiance que feu l'empereur Alexandre II me témoignait à cette époque dans des circonstances difficiles, je ne le suis pas moins aujourd'hui de l'insigne distinction que me confère son auguste petit-fils en la rehaussant encore par les flatteuses paroles par lesquelles il a bien voulu me l'annoncer.

Ces paroles ont eu alors un profond retentissement. Mon pays y a vu avec un légitime orgueil la précieuse confirmation de son concours dans cette guerre de 1877 qui a créé l'Etat bulgare et fécondé les efforts de ce pays pour atteindre la pleine réalisation de ses aspirations.

Le souvenir de ces temps glorieux, des luttes héroïques et des grands sacrifices que nous nous sommes imposés ensemble et que la victoire couronna de succès, restera à jamais une belle et généreuse page de notre histoire. Aujourd'hui, toutes mes pensées se tournent avec la plus tendre affection vers votre auguste souverain pour lui exprimer ma profonde reconnaissance d'avoir choisi Votre Altesse Impériale pour me remettre les insignes de la haute dignité qu'il m'a conférée. Je ne saurais mieux témoigner ma gratitude qu'en formant des vœux les plus fervents pour le bonheur de Sa Majesté Impériale, pour la gloire de sa brave armée.

Puisse la divine Providence lui accorder un règne long et paisible qui assure le développement et la prospérité de son grand empire. C'est pénétré de ces sentiments que je lève mon verre à la santé de votre auguste souverain et de toute la famille impériale. Vive Sa Majesté l'Empereur Nicolas !

Réponse de S. A. I. le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch

Sire,

Je lève mon verre à la santé de Votre Majesté, de Sa Majesté la Reine, de l'auguste famille royale de Roumanie et aussi à la confraternité de nos glorieuses armées, l'armée roumaine et l'armée russe, conduites si brillamment, sous les ordres de Votre Majesté, il y a trente-cinq ans, le 28 novembre 1877. Hurrah !

*
* *

Lettre de S. M. l'Empereur de Russie à S. M. le Roi de Roumanie

(13 décembre 1912)

Monsieur mon frère,

Désireux de rendre hommage aux hautes vertus militaires de Votre Majesté, ainsi que de sceller la mémoire de la précieuse confraternité d'armes de nos deux pays, alors que l'armée roumaine, sous la haute égide de Votre Majesté, se couvrait d'éclat en l'inoubliable année 1877, je vous ai nommé, le 17 septembre, maréchal de mon armée, en chargeant mon bien cher oncle, le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, de vous transmettre, en mon nom, le bâton de maréchal le jour anniversaire mémorable de la prise de Plevna.

J'aime à espérer que Votre Majesté voudra bien voir dans cet acte

une nouvelle preuve de mes sentiments immuables envers elle. L'amitié qui nous unit servira, j'en suis sûr, à resserrer les liens de fraternité entre nos deux peuples.

En formant des vœux de prospérité et de succès pour la Roumanie sous le sage gouvernement de Votre Majesté, je la prie d'agréer l'assurance de ma haute estime et de l'invariable attachement avec lesquels je suis,

Monsieur mon frère,
De Votre Majesté,
Le bon frère.

NICOLAS.

RUSSIE

Visite à Saint-Petersbourg et à Moscou de M. Raymond Poincaré, Président du Conseil des Ministres de la République Française.

Allocution prononcée par M. Raymond Poincaré au cours de la réception de la colonie française à Saint-Petersbourg.

(12 août 1912)

Je vous remercie, Monsieur le Président, de vos souhaits de bienvenue et de vos paroles patriotiques. Je suis heureux de vous voir venus ici, si nombreux dans cette maison de France. Je sais combien est prospère et florissante la colonie française. J'ai pu déjà m'en rendre compte en traversant la perspective Newsky où j'ai vu un grand nombre d'enseignes portant des noms français.

Vous représentez ici avec un vif éclat l'intelligence et l'activité françaises. Vous contribuez, en outre, efficacement à resserrer les liens unissant la France et la Russie. Vous êtes, comme vous l'avez dit, attachés à la Russie par des intérêts considérables, industriels et commerciaux, mais en même temps vous restez liés à la France par un amour indéfectible.

La France, vous la voyez de loin, mais la voir de loin, c'est la voir de haut, sous son aspect permanent, dans son unité et son indivisibilité. Vous êtes donc un trait d'union naturel entre les deux nations amies et alliées. Le gouvernement suit avec intérêt vos efforts et vos

succès et je me félicite d'apporter ici le témoignage de sa sollicitude et de sa reconnaissance.

*
* *

*Discours prononcé par M. Raymond Poincaré, à l'issue du banquet que lui
offrit la colonie française de Moscou le 15 août 1912*

MESDAMES,

MESSIEURS,

MES CHERS COMPATRIOTES,

Je me félicite d'avoir pu répondre à votre aimable invitation qui m'a vivement touché. Lorsque j'ai reçu à Paris votre appel lointain j'en ai senti immédiatement toute la cordialité et j'ai compris que si je ne pouvais pousser mon voyage jusqu'à Moscou, j'infligerais à votre patriotisme une véritable déception et que je me priverais en même temps d'un grand plaisir.

Si c'est en effet pour vous, qui vivez et qui travaillez loin de la France, une satisfaction toute naturelle de recevoir du gouvernement de la République un témoignage direct de sollicitude et de sympathie, c'est pour le gouvernement lui-même une bonne fortune trop rare de voir l'œuvre, dans un champ d'action très vaste et très fécond, des hommes d'initiative qui ont porté chez une nation amie leurs énergies laborieuses et leur ingéniosité créatrice.

Comme le disait le consul général, notre colonie de Moscou est une des plus belles et des plus prospères du monde entier, parure de France qui se mêle aux antiques joyaux de cette cité vénérable, grâce parisienne qui habite le lieu sacré, où, suivant l'expression de M. le gouverneur, bat le cœur de la Russie.

Parmi les innombrables souvenirs historiques qui s'éveillent ici sous mes pas, il en est qui vont faire sous peu de jours l'objet d'une commémoration solennelle. Un siècle s'est écoulé, depuis que la grande armée s'est, dans cette région, mesurée aux nobles fils de la nation russe et que, des deux côtés, tant d'exemples de courage, d'endurance, d'abnégation ont été offerts à l'admiration de la postérité.

Dans cette épopée grandiose qui va procurer aux deux peuples amis l'occasion d'honorer en commun des morts glorieux, la France et la Russie ne peuvent trouver aujourd'hui que des raisons nouvelles de respect et d'estime réciproques. En vous associant aux fêtes qui se préparent, vous ne ferez vous-mêmes que céder à vos immuables sentiments.

Fidèlement attachés à la mère patrie, vous avez en même temps,

pour la Russie, une affection que fortifient tous les jours davantage la connaissance parfaite du pays et la fréquentation quotidienne de ses habitants. En vous se rapprochent, dans une intimité symbolique, les âmes des deux nations alliées.

Je bois à la colonie française de Moscou, je bois à la municipalité de Moscou qui m'a réservé une si charmante hospitalité. Je bois à l'indissoluble union de la France et de la Russie.

*
* *

*Communiqué officiel publié par la presse de Saint-Petersbourg
le 17 août 1912*

Le Président du Conseil de la République française a eu, pendant son séjour à Saint-Petersbourg, plusieurs longs entretiens avec le Président du Conseil et le Ministre des Affaires Etrangères du gouvernement impérial.

Ces conversations ont été empreintes de la grande cordialité qui a toujours caractérisé les relations personnelles des hommes d'Etat russes et français. Elles ont, en outre, permis aux gouvernements des deux nations amies et alliés de traiter, dans un esprit de confiance absolue et de sincère amitié, toutes les grandes questions sur lesquelles ils ont coutume, non seulement d'échanger des vues, mais de concerter pratiquement leur action.

Les deux gouvernements ont constaté que l'accord est complet entre eux et que les liens qui unissent les deux nations n'ont jamais été plus solides.

Ils ont reconnu, une fois de plus, que l'entente des deux pays amis et alliés, fondée sur des intérêts permanents, consacrée par des sentiments invariables, et progressivement adaptée à toutes les nécessités que doit prévoir une alliance, est et demeure une garantie précieuse pour le maintien de la paix et de l'équilibre européen.

SERBIE

Discours du Roi de Serbie à l'ouverture de la Skouptchina

(5 octobre 1912)

La Skouptchina a été convoquée en session extraordinaire à cause des événements extraordinaires survenus dans notre voisinage. Nous nous sommes toujours occupé de la situation intolérable de nos coreligionnaires en Turquie, mais nous devons néanmoins ne pas contenir des sentiments unanimes de la nation, dans l'intérêt de la paix dans l'Orient européen. Au lieu de réformes assurant à nos coreligionnaires la vie et le développement pacifiques, nous avons été surpris par la mobilisation de l'armée turque à notre frontière. Les grandes puissances, je le constate avec satisfaction et avec une profonde gratitude, ont adressé à la Turquie des conseils amicaux, mais vainement. A la mobilisation turque, nous n'avons qu'une réponse à donner : la mobilisation de l'armée serbe.

Notre situation est précise et claire, nous avons le devoir de prendre des mesures pour garantir notre sûreté et de faire, d'accord avec les autres Etats balkaniques chrétiens, tout ce qui est en notre pouvoir afin d'assurer les vraies conditions d'une paix effective et durable dans les Balkans.

SUISSE

Toasts échangés à l'issue du dîner offert à Berne, au Bernerhof, par le Conseil Fédéral, à S. M. l'Empereur Guillaume II.

(6 septembre 1912)

Toast de M. Forrer, Président de la Confédération helvétique :

Sire,

Au nom du Conseil fédéral, je souhaite respectueusement à Votre Majesté une cordiale bienvenue dans la ville fédérale.

Lorsque, au début de cette année, le ministre d'Allemagne nous a annoncé votre visite, nous lui avons exprimé notre joie de l'honneur

insigne qui nous était fait et notre certitude que le peuple suisse tout entier partagerait nos sentiments.

Depuis que Votre Majesté, entrée mardi dernier dans notre ville frontière de Bâle, se trouve sur territoire suisse, Elle a pu se convaincre que son auguste visite est pour notre pays une véritable fête.

Nous avons le bonheur d'entretenir avec tous nos voisins des relations tout à fait amicales ; ce sont celles avec l'empire allemand qui sont les plus étendues. L'échange d'idées et de produits entre l'Allemagne et la Suisse est à ce point considérable que nous attachons le plus grand prix à le voir persister à se développer sur un pied d'égalité.

C'est la première fois, depuis son passage en 1893, que le chef de l'empire allemand séjourne parmi nous, et, dans cet heureux événement nous voyons un gage de la ferme volonté que nourrit aussi l'Allemagne de resserrer d'une manière plus étroite les liens d'amitié entre les deux pays. Ces dispositions, et en particulier les sentiments d'extrême bienveillance que Votre Majesté témoigne en toutes occasions à la Suisse, nous touchent profondément, et nous lui en exprimons aujourd'hui, dans cette solennité, notre très vive gratitude.

L'intérêt sympathique que Votre Majesté prend à nos institutions militaires nous cause en particulier une grande satisfaction. Nous avons la ferme résolution de défendre contre toute attaque notre indépendance, qui est notre bien suprême et de sauvegarder notre neutralité contre quiconque ne la respecterait pas. Pour atteindre ce but une bonne armée toujours prête nous est indispensable. Une de nos tâches primordiales est de nous la donner et nous y travaillons de toutes nos forces.

Notre histoire, la forme de notre Etat et notre organisation sociale nous ont amenés à adopter le système des milices. Nous en connaissons les lumières et les ombres. Nous acceptons avec reconnaissance toutes les critiques, même les plus sévères, que peuvent formuler à l'égard de notre armée des juges compétents et nous nous efforçons de remédier à ses imperfections. Le peuple suisse sait apprécier toute l'importance du fait que le chef suprême de l'armée allemande a honoré nos manœuvres de sa présence et les a suivies avec une attention soutenue.

Nous espérons que les quelques jours passés par Votre Majesté dans notre pays, de même qu'ils sont pour nous une joie et un honneur, seront pour elle un délassement dans l'accomplissement rigoureux de ses devoirs de souverain. Nous prions en même temps Votre Majesté de garder à notre République son amitié et de conserver de son séjour en Suisse un agréable souvenir.

C'est en formant les vœux les plus sincères pour que l'empire voisin et ami continue à fleurir et à prospérer sous le sceptre de son empereur, notre hôte auguste, que je bois au bonheur de Votre Majesté, de la famille impériale, du gouvernement et du peuple allemand.

*
* *

Toast de S. M. l'Empereur allemand :

Monsieur le Président,

Je vous remercie très sincèrement des paroles aimables que vous m'avez adressées au nom du Conseil fédéral suisse.

Il y a quelque temps déjà que je désire voir manœuvrer les troupes suisses dont j'avais depuis longtemps entendu dire beaucoup de bien. C'est donc avec plaisir que, donnant suite à votre invitation, je suis venu cette année assister aux manœuvres de l'armée suisse.

Dès les temps les plus reculés, les montagnards de la Suisse ont été de vigoureux et rudes combattants. Au sortir du Moyen-âge, alors que l'éclat de la chevalerie commençait à pâlir, c'est à l'image des vaillants confédérés que furent créés, équipés et instruits les lansquenets, les premiers fantassins allemands, et chacun sait en effet que l'infanterie des confédérés avait sur de nombreux champs de bataille récolté des moissons de gloire.

Voir les confédérés d'aujourd'hui, se souvenant de cette glorieuse histoire marcher dignement sur les traces de leurs aïeux, a réjoui mon cœur de soldat. Ces deux jours de manœuvres m'ont permis de reconnaître que dans le domaine militaire toute la Suisse travaille avec une ardeur extraordinaire et que le soldat suisse, par patriotisme, endure avec joie de grandes fatigues et que l'armée suisse est soutenue par l'amour que lui porte le peuple suisse tout entier.

Après les impressions de ces jours de manœuvres et la réception cordiale qui m'a été faite dans la Suisse orientale comme à Berne, je me sens pressé d'exprimer ici, dans la ville fédérale, ma sincère gratitude au gouvernement suisse. De même que ce fut une joie pour moi de séjourner dans la belle ville de Zurich, j'éprouve une vive satisfaction à passer au moins quelques heures dans la vénérable ville de Berne qui dresse fièrement sa tête en face des géants de l'Eiger, du Monch et de la Jungfrau. C'est avec le plus profond regret que sur le conseil des médecins je dois renoncer à visiter, ainsi que j'en avais l'intention, les glaciers de l'Oberland bernois et les rives charmantes du lac des Quatre-Cantons. Je me réjouissais tout particulièrement de revoir cette perle de la Suisse que j'ai admirée il y a vingt ans environ par un radieux soleil de printemps.

Monsieur le Président, Messieurs les Conseillers fédéraux, par la volonté de la Providence, la Confédération suisse s'est développée au milieu des quatre grandes puissances qui l'avoisinent.

Sous forme d'Etat fédératif bien ordonné, sympathique à tout mouvement pacifique, neutre et fier de son indépendance, riche en beau-

tés naturelles uniques, s'efforçant de progresser dans le domaine militaire, scientifique, artistique, industriel, technique et économique, l'Etat suisse, au centre de l'Europe, jouit de la considération et de l'estime générales.

Une grande partie de la Suisse conserve la mentalité et les mœurs allemandes. L'échange d'idées et de produits entre la Suisse et l'Allemagne est en effet aussi considérable que naturel. Comme nous, vous honorez Schiller, un de nos poètes nationaux, qui a su mieux que d'autres peut-être toucher l'âme de votre peuple. D'autre part, les œuvres de vos héros de l'esprit, tels que les Gottfried Keller et les Conrad-Ferdinand Meyer sont devenues le patrimoine littéraire de notre peuple.

Il est dès lors compréhensible que malgré le caractère particulier de leurs institutions politiques et la diversité de leur développement historique, la Suisse et l'empire allemand, étroitement liés non seulement par l'échange de leurs produits, mais encore par la vie et les productions de l'esprit, veuillent vivre l'un à côté de l'autre dans une amitié cordiale et confiante.

Depuis bientôt vingt-cinq ans j'ai toujours été un bon ami de la Suisse et autant que cela dépendra de moi, je ne cesserai de le demeurer.

Vous tous, je vous remercie du chaleureux accueil que vous m'avez réservé, des sentiments amicaux et de la confiance que vous m'avez témoignés depuis des années.

Je bois à votre santé, Monsieur le Président, à la santé du Conseil fédéral suisse, à la prospérité de la belle Suisse et du vaillant peuple suisse.

TURQUIE

Circulaire adressée aux puissances par le Gouvernement impérial.

(5 octobre 1912)

Nos représentants en Bulgarie, en Serbie et en Grèce signalent des mobilisations générales simultanées dans ces pays.

Les mesures agressives du Monténégro étaient déjà notoires.

La simultanéité de l'action peut seulement être interprétée comme l'exécution d'un plan concerté. Nous en avons des indices. Cepen-

dant, jusqu'à ces jours derniers, nous refusions de croire que, sans avoir donné aucun motif d'irritation aux Etats sus-mentionnés, leur action pût revêtir le caractère d'une menace.

Soucieux avant tout d'assurer le développement des institutions du nouveau régime, et animé des meilleures intentions, le gouvernement impérial s'est appliqué constamment à ne suivre, à l'égard des Etats balkaniques, qu'une politique pacifique et conciliante et même, en bien des cas, empreinte d'une longanimité que la malveillance seule a pu interpréter comme une marque de faiblesse.

Il serait superflu de rappeler toutes les occasions dans lesquelles le nouveau cabinet a témoigné de sa patience excessive en réponse aux provocations d'éléments perturbateurs encouragés par la tolérance, sinon la complicité de certaines autorités. Il a même hésité à donner une trop grande importance aux tentatives des Etats balkaniques pour s'occuper abusivement des affaires intérieures de l'Empire, estimant que la seule réponse à faire était d'étudier, conformément à son programme, les mesures les plus efficaces à prendre pour satisfaire sans retard aux demandes et aux réclamations légitimes des diverses populations de l'Empire.

Non seulement le nouveau cabinet n'a fourni aucun prétexte à l'action des Etats voisins contre l'Empire, mais encore il a évité avec soin tout ce qui aurait pu paraître une provocation.

S'il s'est vu obligé de prendre d'urgence des mesures militaires de précaution, c'est uniquement à la suite des nouvelles importantes et inquiétantes provenant surtout de la Bulgarie, où le gouvernement risquait de ne pouvoir enrayer l'effervescence belliqueuse provoquée dans la masse par des agitateurs dangereux.

Quant aux manœuvres, dont on a cherché à dénaturer le caractère et la portée, elles se réduisent à des exercices d'entraînement qui n'ont rien d'anormal et sont exécutés séparément par nos divisions, surtout en raison de la convocation annuelle des rédifs.

Il ne restait donc, comme motif de préparation de guerre, que le simple désir des Etats balkaniques de satisfaire leurs ambitions particulières, au mépris du droit des gens, des principes humanitaires, ainsi que des intérêts de la paix générale.

En signalant cet état de choses à l'attention la plus sérieuse des puissances, la Turquie croit devoir les prévenir qu'en présence de cette attitude manifestement agressive des Etats, elle se réserve toute liberté d'action, convaincue que le monde civilisé ne manquera pas de rendre justice à son attitude toute de modération, qui ne peut pas exclure le souci de sauvegarder la dignité et la sécurité de ses droits.

Circulaire adressée à tous les ambassadeurs ottomans*(16 octobre 1912)*

Constantinople, 16 octobre.

« Les puissances connaissent sans doute la note que la Bulgarie et la Serbie nous adressent au sujet des vilayets de la Turquie d'Europe et pour nous demander la démobilisation. La note ne méritant pas de réponse, nous venons d'inviter nos représentants à Sofia et à Belgrade à cesser toute relation avec les autorités locales et à rentrer à Constantinople.

« Hier, le gouvernement impérial n'avait pas encore reçu à Constantinople la note qui devait lui être donnée par le gouvernement grec. Toutefois, en raison de l'annexion de la Crète, il a ordonné à son représentant à Athènes de rentrer à Constantinople.

« Nous pensons que nos efforts pour maintenir la paix sont appréciés par les grandes puissances auxquelles ces petits États manquèrent de déférence en écartant leur médiation et en se permettant de se tourner vers nous sans tenir compte de l'existence de l'Europe. »

CINQUIÈME PARTIE

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages français

AUERBACH (Bertrand). — La France et le Saint Empire Romain germanique depuis la paix de Westphalie jusqu'à la Révolution française. — Paris, H. Champion, 1912, in-8°.

AUMALE (duc d') et CUVILLIER-FLEURY. — Correspondance du duc d'Aumale et de Cuvillier-Fleury. Introduction par René VAL-LERY-RADOT. III. (1859-1864.) — Paris, impr. et lib. Plon-Nourrit et C^{ie}, 1912. In-8°.

BAPST (Edmond). — Les origines de la guerre de Crimée ; la France et la Russie de 1848 à 1854. — Paris, Ch. Delagrave, 1912, in-8°.

BASTIDE (C.). — Anglais et Français du XVII^e siècle. — Paris, lib. Félix Alcan, 1912, in-16.

BEAUCHESNE (marquis de). — Le Marquis de Juigné, ambassadeur de France en Russie, sous le règne de Louis XVI. — Mamers, impr. Fleury, 1912, in-8°.

BERNET (E.). — En Tripolitaine. Voyage à Ghadamès, suivi des mémoires du maréchal Ibrahim-Pacha, ancien gouverneur, sur son œuvre en Tripolitaine avant la guerre. — Paris, lib. Fontemoing et C^{ie}, 1912, in-8°.

BERNARD (A.). — Le Maroc. — Paris, F. Alcan, 1912, in-8°.

BILIOTTI (A.) et AHMED SEDAD. — Législation ottomane depuis le rétablissement de la constitution (10 juillet 1908.) Tome premier : recueil des Constitutions, Lois, Décrets, Règlements, Conventions, Actes internationaux, etc., de l'Empire ottoman. — Paris, Jouve et C^{ie}, 1912, in-8°.

BRÉZOL (Georges). — Les Turcs ont passé par là... ; la vérité sur les massacres d'Adana de 1909. — Paris, G. Ficker, 1912, in-16.

BLONDEL (Georges). — Les embarras de l'Allemagne. 6^e Edition revue

- et augmentée, avec un chapitre sur les événements d'Orient. — Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}. 1912, in-16.
- Bureau Veritas. Auszug aus den Vorchriften für den Bau von Stachlernen und Eisernen schiffen. Abschnitt, X. Prüfung des Materials. Prüfung von Ankern Ketten und Draht-Trossen. — Paris, imp. Chaix, in-16.
- Bureau Veritas. Registro internacional de clasificación de buques fundado en 1828. Reglamento para la construcción y la clasificación de los buques de madera. Año 1912. — Paris, imp. Chaix, 1912, in-4°.
- CHARLES-ROUX (François). — Alexandre II, Gortchakoff et Napoléon III. — Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}, 1912, in-8°.
- CHÉLARD (R.). — Ce que doit être la politique française générale et financière à l'égard de l'Autriche et de la Hongrie. — Paris, H. Le Soudier, 1912, in-16 pièce.
- CHUQUET (Arthur). — Le général Dagobert (1736-1794). — Paris, Fontemoing et C^{ie}, 1912, in-8°.
- CORBIN (Pierre). — Histoire de la politique extérieure de la France... Tome I ; les origines de la période anglaise (jusqu'en 1483). — Paris, Alphonse Picard et fils, 1912, in-8°.
- GAUBERT (Adrien). — Les ventes maritimes ; vente par navire désigné sur embarquement, coût, frêt, assurance, étude de jurisprudence. — Paris, L. Larose et L. Tenin, 1912, in-8°.
- GAUTHRONET (E.). — Tanger. Son port, ses voies de pénétration. — Angers, imp. et lib. G. Grassin, 1911, in-8°.
- GÉNIAUX (C.). — Routes françaises au Maroc, — Paris, impr. P. Dupont, 1911, in-fol.
- GRANDMOULIN (J.). — Traité élémentaire de droit civil égyptien indigène et mixte, comparé avec le droit français. — Paris, L. Larose et L. Tenin, 1912, 2 grands in-8°.
- HEYRAUD (Charles). — La France de demain ; celle qu'on nous offre, celle qu'il nous faut ; où nous en sommes ; ce qu'on nous offre ; ce qu'il nous faut. — Paris, Perrin et C^{ie}, 1913, in-8°.
- Histoire de la guerre italo-turque (1911-1912), par un témoin. — Paris, Berger-Levrault, 1913, in-12.
- HOOGHE (Edouard d'). — Droit aérien, — Paris, P. Dupont, 1912, in-8°.
- HURET (Jules). — De La Plata à la Cordillère des Andes, avec une carte de la République Argentine. — Paris, Eugène Fasquelle, 1912, in-18.
- LANDEMONT (C^{ie} de). — L'Europe et la Politique orientale, 1878-1912 ; — Paris, 1912, in-8°.

- LAUZANNE (Stephane). — Au chevet de la Turquie ; quarante jours de guerre. — Paris, Arthème Fayard et C^{ie}, 1913, in-18 Jésus.
- LEPOIVRE (J.). — La défense de Port-Arthur, par les colonels A. VON SCHWARZ... et G. ROMANOVSKI,..., traduction française,... — Paris, Berger-Levrault, 1912, gr. in-8°.
- LEYRET (Henry). — Le Président de la République ; son rôle ; ses droits ; ses devoirs. — Paris, A. Colin, 1913, in-18.
- LINDENBERG (PAUL). — Charles 1^{er}, roi de Roumanie. — Paris, H. Le Soudier, 1912, in-8°.
- MOHAMMED BEN OTSMANE EL-HACHAICHI (cheikh). — Voyage au pays des Senoussia à travers la Tripolitaine et les pays Touareg ; par le cheikh Mohammed ben Otsmane El-Hachaïchi Traduit par V. Serres, contrôleur civil faisant fonctions de vice-consul de France à Tunis ; Lasram, ancien directeur de l'administration des forêts d'oliviers en Tunisie, 2^e édition. — Paris, A. Challamel, 1912, in-16.
- MOREL (lieutenant-colonel). La Légion étrangère. Recueil de documents concernant l'histoire, l'organisation et la législation spéciale des régiments étrangers. — Nancy, imp. et libr. M. Inhaus et R. Chapelot, 1912, in-8°.
- MAGNAN (abbé D. M. A.). — Histoire de la race française aux Etats-Unis. — Paris, lib. C. Amat, 1912, in-8°.
- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Les origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871. Recueil de documents publié par le Ministère,.. (1^{er} mars-31 août 1865). Tome VI. — Paris, G. Hiker, 1912, in-8°.
- Nomenclature des bureaux de poste français et des bureaux de poste belges qui se trouvent situés les uns par rapport aux autres, dans un rayon de 30 kilomètres. — Paris, imp. nationale, 1912. (23 février.) In-4 à 4 col.,
- PILLET (André). — Recherches faites en Allemagne sur l'horloger Charles-Guillaume Nauendorff, prétendu fils de Louis XVI et de Marie-Antoinette. I. L'acquisition du droit de bourgeoisie à Spandau. — Paris, A. Picard, 1912, in-8°.
- PINON (René). — France et Allemagne (1870-1913). — Paris, Perrin et C^{ie}, 1913, in-16.
- PLANTET (E.) Mouley Ismaël, empereur du Maroc et la princesse de Conti. — Paris, Plon-Nourrit, 1912, in-8°.
- POLEJAIEF (Pierre). — Six années ; la Russie de 1906 à 1912 ; adapté du russe et précédé d'un introduction, par Gaston DRU. — Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}, 1912, in-8.
- RÆDER (A.). — L'arbitrage international chez les Hellènes. — Paris, Félix Alcan, 1912, in-8°.

- REICHEN (J.-L.). — L'alliance franco-suisse ; étude historique, politique et économique. — Paris, L. Larose et L. Tenin, 1912, in-12.
- RÉMOND (G.). — Aux camps turco-arabes ; notes de route et de guerre en Tripolitaine et en Cyrenaïque. — Paris, Hachette et C^{ie}, 1912, in-8°.
- SARROU (Com^e A.). — La Jeune Turquie et la Révolution. — Paris, Berger-Levrault, 1912, in-12.
- SAUSER-HALL (Georges). — Manuel d'instruction civique et guide politique suisse. — Paris, L. Larose et L. Tenin, 1912, in-12.
- SÆDERHJELM (Werner). — Finlande et Finlandais. — Paris, A. Colin, 1912, in-18.
- WIENER (Lionel). — Les Chemins de fer du Brésil. — Paris, H. Dumod et E. Pinat, 1912, in-4°.
-

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

TABLE ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

des Tomes CXXI à CXXIV

(Année 1912)

N.-B. — Les chiffres romains indiquent le numéro des tomes; les chiffres arabes les pages des tomes cités.

Abordage. — Loi française portant approbation de la convention pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage signée à Bruxelles le 23 septembre 1910 (2 août 1912). CXXIV, 117.

Accidents du travail. — V. *Assurance obligatoire.*

Aéronautique. — V. *Navigation.*

Affaires étrangères. — Extraits du rapport fait à la Chambre des Députés française, au nom de la commission des comptes définitifs chargée d'examiner le projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1907 (Ministère des Affaires Etrangères) par M. Louis Marin, député. CXXIII, 128. CXXIV, 124.

Décret du Président de la République française modifiant l'organisation du Ministère des Affaires Etrangères (29 janvier 1912). CXXI, 140.

Discussion par le Sénat français du budget des affaires étrangères pour l'exercice 1912 (15 février 1912). CXXI, 183.

Extrait du rapport fait à la Chambre des Députés française par M. Paul Deschanel, député d'Eure-et-Loir, sur le projet de budget du Ministère des Affaires Etrangères pour l'exercice 1913. CXXII, 128.

Discussion du budget des Affaires Etrangères pour l'exercice 1913 à la Chambre des Députés française; discours et interpellations (14 juin 1912). CXXII, 212.

Décret du Président de la République française modifiant le décret du 13 août 1911 sur l'organisation du Ministère des Affaires Etrangères (19 juillet 1912). CXXIV, 149.

Arrêté ministériel français instituant une commission chargée d'étudier la réforme du service des traités des Affaires Etrangères (26 juillet 1912). CXXIV, 123.

Afrique équatoriale. — Accord franco-allemand relatif à la nationalité des personnes se trouvant sur les territoires échangés le 4 novembre 1911 (2 février 1912). CXXII, 5.

Loi française portant approbation de la convention conclue le 4 novembre 1911 entre la France et l'Allemagne au sujet de la délimitation de leurs possessions respectives dans l'Afrique équatoriale (13 février 1912). CXXI, 139.

Afrique orientale. — Echange de notes

entre l'Angleterre et le Portugal au sujet de la délimitation des frontières des possessions des deux pays dans la région des fleuves Ruo et Chire (novembre 1911). CXXII, 37.

Agriculture. — Dépôt de ratifications par le Chili, le Paraguay, la Serbie et la Turquie sur la convention signée à Rome le 7 juin 1905 et relative à la création d'un institut international permanent d'agriculture (février 1912). CXXI, 130.

Aliénés. — Convention entre la France et les Pays-Bas pour le rapatriement des aliénés indigents des deux pays (11 février 1911). CXXII, 46.

Décret du Président de la République française portant promulgation de la convention franco-hollandaise du 11 février 1911 (22 mai 1912). CXXII, 15.

Notes concernant le placement réciproque des aliénés échangés entre la légation des Pays-Bas et le gouvernement norvégien (mai 1909-1910). CXXIII, 44.

Allemagne. — Discours de S. M. l'Empereur à l'ouverture de la session du Reichstag (7 février 1912). CXXI, 145.

Discours prononcé par le Chancelier de l'Empire au cours de la discussion ouverte au Reichstag sur l'augmentation de l'armée et de la flotte (22 avril 1912). CXXI, 146.

Discours de S. Exc. M. de Bethmann-Hollveg, chancelier de l'Empire au Parlement sur la politique extérieure (2 décembre 1912). CXXIV, 173.

Déclarations au Parlement de M. Zimmermann, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, au sujet du traité franco-espagnol sur le Maroc (3 décembre 1912). CXXIV, 175.

V. *Afrique équatoriale.* — *Assistance judiciaire.* — *Chemins de fer.* — *Commerce.* — *Congo.* — *Successions.* — *Syndicats.* — *Téléphones.* — *Visites princières.*

Amérique. (Œuvres françaises en). — Budget pour 1913. CXXII, 151.

Amnistie. — V. *Tripolitaine.*

Andorre (République d'). — Budget des services français en Andorre pour l'exercice 1913. CXXII, 159.

Angleterre — V. *Grande-Bretagne.*

Anjouan (Ile d'). — Loi déclarant l'île d'Anjouan colonie française (25 juillet 1912). CXXIV, 104.

Angola. — V. Portugal.

Antilles danoises. — V. Procédure civile.

Arbitrage. — Convention d'arbitrage entre la Grande-Bretagne et la Colombie (30 décembre 1908). CXXIV, 49.

Traité d'arbitrage entre l'Espagne et le Brésil (3 avril 1909). CXXIV, 45.

Traité général d'arbitrage entre la République de Costa-Rica et le Royaume d'Italie (8 janvier 1910). CXXI, 42.

Notes échangées entre le Ministre d'Italie à Lisbonne et le Ministre des Affaires Etrangères du Portugal au sujet du renouvellement de la convention d'arbitrage conclue le 11 mai 1905 (avril-mai 1910). CXXIV, 94.

Convention additionnelle à la convention d'arbitrage du 16 décembre 1908 entre la France et la Colombie (5 août 1910). CXXIII, 5.

Convention d'arbitrage entre l'Espagne et l'Italie (2 septembre 1910). CXXII, 27.

Convention d'arbitrage entre l'Italie et la Suède (23 avril 1911). CXXI, 55.

Traité général d'arbitrage entre l'Italie et la Bolivie (17 mai 1911). CXXIV, 35.

Convention d'arbitrage entre la France et le Danemark (9 août 1911). CXXII, 12.

Décret de S. M. le Roi d'Italie portant exécution du traité d'arbitrage, signé le 8 janvier 1910 entre l'Italie et la République de Costa-Rica (12 janvier 1912). CXXI, 42.

Notes relatives au renouvellement de la convention d'arbitrage conclue le 14 décembre 1904 entre la France et la Suisse (juin 1912). CXXIV, 90.

V. Crédits.

Argentine. — Convention relative à la construction des chemins de fer destinés à faciliter la communication entre l'Argentine et la Bolivie et documents y relatifs (1894-1902). CXXIV, 51.

Convention d'extradition avec la Suisse (21 novembre 1906). CXXI, 37.

Ratification par le gouvernement argentin de la convention internationale radiotélégraphique du 3 novembre 1906.

Convention signée entre la République Argentine et les Etats-Unis du Brésil pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce. CXXIV, 20.

Armes. — Déclaration entre les puissances signataires de l'acte général de Bruxelles portant dérogation à l'article 5 de la déclaration annexée audit acte (15 juin 1910). CXXIII, 12.

Assistance judiciaire. — Déclaration franco-allemande en vue de faciliter l'assistance judiciaire réciproque (29 mars 1911). CXXI, 49.

Déclaration entre la Norvège et le Luxembourg en vue de faciliter l'assistance

judiciaire réciproque (1^{er} juin 1910). CXXII, 31.

Assistance maritime. — Loi française portant approbation de la convention pour l'unification de certaines règles en matière d'assistance et de sauvetage maritimes, signée à Bruxelles, le 23 septembre 1910 (2 août 1912). CXXIV, 118.

Assurance obligatoire. — Ordonnance du Ministre du commerce de Hongrie portant extension de l'assurance obligatoire prescrite par la loi N° XIX de 1907 aux sujets turcs et monténégrins employés en Hongrie (10 novembre 1911). CXXIII, 233.

Automobiles. — Application à la Tunisie de la convention internationale du 11 octobre 1909 relative à la circulation des automobiles. CXXI, 129.

Autriche. — Ordonnance du Ministre de la Justice concernant la protection du droit d'auteur dans les rapports avec l'Espagne (13 avril 1912). CXXII, 177.

Décret de S. M. le roi d'Espagne déclarant applicable aux sujets autrichiens la loi du 10 janvier 1879 sur la propriété intellectuelle, précédé de l'exposé des motifs du Ministre d'Etat (1^{er} avril 1912). CXXII, 179.

Echange de notes entre les gouvernements norvégien et austro-hongrois au sujet des règles à établir pour la correspondance échangée entre les autorités judiciaires des deux pays (mars 1912). CXXII, 60.

Dépôt des ratifications de S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie, sur la convention du 4 mai 1910 relative aux publications obscènes (24 avril 1912). CXXII, 67.

Loi autrichienne portant prorogation de la loi du 30 août 1891 sur l'exercice de la juridiction consulaire (27 décembre 1911). CXXII, 177.

Note adressée par l'ambassade d'Autriche-Hongrie à Madrid au Ministre d'Etat au sujet de la langue dans laquelle devront être rédigés les documents concernant les articles 3, 10 et 19 de la Convention de la Haye du 17 juillet 1905. [commissions rogatoires et exequatur] (22 avril 1912). CXXIII, 49, 50.

Voir: Balkans. — Bosnie. — Congo. — Entrevues. — Réceptions diplomatiques. — Visites princières.

Bagdad (chemin de fer de). — V. Chemins de fer.

Balkans (Guerre des). — Note autro-russe remise aux états balkaniques alliés (9 octobre 1912). CXXIV, 98.

Note collective des grandes puissances au gouvernement ottoman (12 octobre 1912). CXXIV, 101.

Réponse du gouvernement impérial ottoman à la note collective des puissances (14 octobre 1912). CXXIV, 101.

Note du gouvernement royal serbe au gouvernement impérial ottoman (18 octobre 1912). CXXIV, 100.

Réponse de la Bulgarie à la note austro-russe (19 octobre 1912). CXXIV, 99.

Note des gouvernements balkaniques alliés au gouvernement impérial ottoman (19 octobre 1912). CXXIV, 102.

Communiqué officiel de l'ambassade ottomane de Paris à la presse parisienne au sujet de la déclaration de guerre des Etats balkaniques (octobre 1912). CXXIV, 160.

Message de S. M. le roi des Bulgares à son peuple (18 octobre 1912). CXXIV, 182.

Déclaration à la Chambre des Communes de Sir Edward Grey sur la situation diplomatique (11 décembre 1912). CXXIV, 190.

Discours prononcés à l'ouverture de la conférence de Londres pour la conclusion de la paix entre la Turquie et les Etats balkaniques (16 décembre 1912). CXXIV, 192.

Message de S. M. le roi des Hellènes à la Chambre des Députés (16 octobre 1912). CXXIV, 195.

Message de S. M. le roi des Hellènes aux chefs des Etats balkaniques et réponses de ces derniers (19 octobre 1912). CXXIV, 195.

Message de S. M. le roi de Roumanie au Parlement (9 décembre 1912). CXXIV, 202.

Déclarations faites à la commission des Affaires extérieures de la Chambre par M. Raymond Poincaré, Ministre des Affaires Etrangères de la République française (6 décembre 1912). CXXIV, 163.

Discours prononcés par S. M. le roi de Serbie à l'ouverture de la Skoupchtchina (5 octobre 1912). CXXIV, 209.

Circulaire adressée aux puissances par le gouvernement ottoman (5 octobre 1912). CXXIV, 212.

Circulaire adressée par le gouvernement ottoman à tous ses ambassadeurs au sujet de l'attitude belliqueuse des Etats balkaniques (16 octobre 1912). CXXIV, 214.

Bayonne (Convention de). — V. *Espagne*.

Belgique. — Loi française portant règlement des questions pendantes entre la France et la Belgique au sujet du Congo (10 mars 1912). CXXI, 136.

Convention franco-belge relative à la délimitation de frontière entre Gespunsard et Pussemange (12 mars 1912). CXXII, 18.

Déclaration de M. de Broqueville, président du Conseil des Ministres, à la Chambre des Représentants sur la réforme militaire (12 novembre 1912). CXXIV, 179.

V. *Congo*. — *Extradition*. — *Gand* (*Exposition de*). — *Sucres*.

Blessés (Protection des). — V. *Convention de Genève*.

Blocus. — Déclaration par le gouvernement italien au gouvernement français du blocus de certaines parties du littoral de l'empire ottoman (21 janvier 1912). CXXI, 129.

Bolivie. — Traité anglo-bolivien relatif aux relations commerciales et économiques des deux nations (1^{er} août 1911). CXXIII, 17.

V. *Arbitrage*. — *Chemins de fer*. — *Consuls*. — *Réceptions diplomatiques*.

Bosnie-Herzégovine. — Déclaration des députés de nationalité serbe à la diète de Bosnie-Herzégovine (13 décembre 1912). CXXIV, 179.

Brésil. — Convention signée entre la République Argentine et les Etats-Unis du Brésil pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce. CXXIV, 20.

Décret du Président de la République modifiant le projet approuvé par le décret du 17 septembre 1908 concernant le nouveau port de Rio Grand do Sul (9 octobre 1912). CXXIV, 142.

Clauses et conditions pour l'application du décret du 9 octobre 1912. CXXIV, 143.

V. *Arbitrage*.

Budgets. — V. *Affaires Etrangères*.

Bulgarie. — Message de S. M. le Roi Ferdinand au peuple bulgare (18 octobre 1912). CXXIV, 182.

V. *Balkans*. — *Commerce*. — *Consuls*. — *Visites princières*.

Cabotage. — V. *Italie*.

Canada. — V. *Commerce*. — *Publications obscènes*.

Cap Vert (Iles du). — V. *Portugal*.

Carthage (Incident du). — V. *Crédits*.

Certificats de jauge. — V. *Espagne*.

Certificats d'origine. — Echange de notes entre la Russie et le Japon au sujet de la législation des certificats d'origine par les autorités consulaires des deux pays (30 décembre 1909). CXXIII, 47.

Chemins de fer. — Convention relative à la construction des chemins de fer destinés à faciliter les communications entre l'Argentine et la Bolivie et documents y relatifs (1894-1902). CXXIV, 51.

Accord russo-allemand concernant les voies ferrées persanes et le chemin de fer de Bagdad (19 août 1911). CXXIII, 10.

Convention signée entre l'administration des chemins de fer fédéraux suisses et la compagnie P. L. M. pour la circulation des trains français sur la ligne de Genève à La Plaine (mai 1912). CXXIV, 5.

V. *Tunisie*.

Chili. — Discours échangés au cours de la réception de M. Enrique Olaya Herrera envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Colombie, par S. E. M. Ramón Barros Luco, président de la République (24 janvier 1912). CXXIV, 183.

Extraits du message présidentiel aux Chambres relatifs à la politique extérieure de la République (1^{er} juin 1912). CXXIV, 185.

V. *Agriculture*.

Chine. — Edit portant que la forme du gouvernement sera une république constitutionnelle (12 février 1912). CXXI, 150.

Chire (Fleuve). — V. *Afrique orientale*.

Clipperton (Ile). — V. *Crédits*.

Code civil. — V. *Egypte*.

Colombie. — V. *Arbitrage*. — *Consuls*. — *Réceptions diplomatiques*.

Colonies. — Loi italienne portant institution d'un ministère des colonies (6 juillet 1912). CXXIII, 234.

Commerce. — Echange de notes en vue de régler provisoirement les relations commerciales entre la monarchie austro-hongroise et la Bulgarie (janvier 1907). CXXIV, 91.

Convention de commerce entre la Russie et le Mexique (2 octobre 1909). CXXIII, 9.

Echange de notes portant arrangement commercial entre le Danemark et la Bulgarie (10 décembre 1909). CXXIV, 92.

Convention de commerce et de navigation entre la Russie et le Montenegro (15 déc. 1909). CXXI, 73.

Convention de commerce et de navigation avec la Russie (15 décembre 1909). CXXI, 73.

Convention de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et le Montenegro (11 janvier 1910). CXXI, 71.

Convention additionnelle à la Convention de commerce du 19 juillet 1882 entre l'Empire allemand et l'Egypte (17 mars 1910). CXXIV, 17.

Echange de notes relatives à la convention additionnelle de commerce entre l'Empire allemand et l'Egypte (17 mars 1910). CXXIV, 97.

Traité anglo-bolivien relatif aux relations commerciales et économiques des deux nations (1^{er} août 1911). CXXIII, 17.

Convention de commerce entre la France et le Japon (19 août 1911). CXXI, 28.

Nomenclature des traités de commerce en vigueur à la date du 1^{er} janvier 1912 entre le Royaume d'Italie et les autres puissances. CXXII, 45.

Loi française portant approbation de la convention de commerce franco-japonaise du 19 août 1911 (21 février 1912). CXXI, 27.

Décret du Président de la République française portant promulgation de la convention franco-japonaise de commerce du 19 août 1912 (28 février 1912). CXXI, 28.

Echange de notes entre la Grande-Bretagne et le Honduras tendant à proroger jusqu'au 6 avril 1913 l'effet du traité de commerce et de navigation signé entre ces deux pays le 21 janvier 1887 (3-8 avril 1912). CXXII, 56.

Déclaration des gouvernements anglais et danois concernant l'application des traités de commerce en vigueur entre les deux nations à certaines possessions britanniques (9 mai 1912). CXXIII, 7.

Protocole signé entre la Grande-Bretagne et la France relativement à l'application des articles additionnels de la convention commerciale de 1826 à certaines colonies britanniques (6 juillet 1912). CXXIII, 6.

Loi italienne convertissant en loi le

décret royal du 1^{er} août 1910 portant exécution de l'accord commercial provisoire signé le 6 juin 1910 entre l'Italie et le Canada (6 juillet 1912). CXXIII, 242.

Loi italienne convertissant en loi le décret royal du 26 juin 1911 portant exécution de l'accord commercial provisoire signé le 9 mars 1911 entre le Portugal et l'Italie (6 juillet 1912). CXXIII, 242.

Loi italienne convertissant en loi le décret royal du 13 juillet 1911 portant exécution de l'accord provisoire de commerce, douane et navigation, conclue entre l'Italie et le Japon (27 juin 1912). CXXIII, 235.

V. *Fabrique* (Marques de).

Commissions diplomatiques. — CXXIV, 134.

Commissions diverses. — CXXI, 182. CXXII, 207.

Commissions rogatoires. — Convention entre l'Argentine et l'Uruguay relative aux commissions rogatoires (septembre 1903). CXXIV, 42.

Circulaire du Ministre des Affaires Etrangères relative à la transmission directe des commissions rogatoires entre les tribunaux consulaires français (27 octobre 1911). CXXII, 177.

Adhésion du gouvernement danois, en ce qui concerne ses possessions des Antilles à la convention internationale de La Haye relative à la procédure civile. CXXII, 67.

Comore (Ile de la Grande). — Loi déclarant les îles d'Anjouan, de Mohéli et de la Grande Comore colonies françaises (25 juillet 1912). CXXIV, 104.

Concours. — Concours à Paris pour l'emploi d'élève-consul (juin 1912). CXXI, 179.

Congo. — Arrangement portant règlement du droit de préférence de la France sur les territoires de l'Etat du Congo (23 décembre 1908). CXXII, 21.

Déclaration entre le gouvernement belge et le gouvernement français au sujet des possessions des deux pays dans le Stanley-Pool (23 décembre 1908). CXXII, 22.

Convention franco-belge de délimitation de frontières (23 décembre 1908). CXXII, 23.

Déclaration signée par l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Hongrie, l'Italie, le Liberia, la Norvège, les Pays-Bas, la Perse, le Portugal, la Russie, la Suède et la Turquie portant dérogation à l'alinéa 5 de la déclaration annexée à l'acte général de Bruxelles du 2 juillet 1890 (15 juin 1910). CXXIII, 12.

Loi française portant règlement des questions pendantes entre la France et la Belgique au sujet du Congo (10 mars 1912). CXXI, 136.

Décret du Président de la République approuvant l'arrangement franco-belge du 23 décembre 1908 (22 avril 1912). CXXII, 21.

V. *Afrique Equatoriale*.

Conseillers du commerce extérieur. — Nomination de conseillers du commerce

extérieur de la France (*janvier 1912*).
CXXI, 180.

Consulats. — Création de postes, consulaires italiens (*octobre 1912*). CXXIV, 199.

V. *Concours*.

Consuls. — Convention consulaire entre l'Italie et la Bulgarie (*mars 1910*). CXXIV, 69.

Déclaration entre la Russie et la Suède concernant les droits réciproques des consuls des deux nations (*10 novembre 1909*). CXXIII, 8.

Accord entre la Bolivie, la Colombie, l'Equateur, le Pérou et le Venezuela relatif aux attributions des consuls respectifs dans chacune des républiques contractantes (*18 juillet 1911*). CXXII, 33.

Loi autrichienne portant prorogation de la loi du 30 août 1891 sur l'exercice de la juridiction consulaire (*27 décembre 1911*). CXXII, 177.

V. *Tribunaux consulaires*.

Contrebande de guerre. — V. *Guerre maritime*.

Convention de Genève. — Circulaire du Sous-Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères du royaume d'Espagne portant nomenclature des actes de ratification de la convention de Genève par les différentes puissances (*21 décembre 1911*). CXXIII, 229.

Loi italienne concernant la protection des blessés et des malades en temps de guerre et la réglementation des signes internationaux de neutralité (*30 juin 1912*). CXXIII, 236.

Convention de la Haye du 17 juillet 1905. — Notes adressées par l'Ambassade d'Autriche-Hongrie à Madrid, au Ministre d'Etat au sujet de la langue dans laquelle devront être rédigés les documents concernant les articles 3, 10 et 19 de la convention de La Haye du 17 juillet 1905 (*22 avril 1912*). CXXIII, 49, 50.

Costa-Rica. — V. *Arbitrage*. — *Italie*.

Crédits. — Loi portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères de la République française d'un crédit extraordinaire à l'occasion du voyage à Paris de S. M. la reine des Pays-Bas (*30 mai 1912*). CXXII, 70.

Loi portant ouverture au Ministre français des Affaires Etrangères sur l'exercice 1912 d'un crédit extraordinaire à l'occasion des funérailles de S. M. le roi de Danemark (*30 mai 1912*). CXXII, 69.

Rapport fait par M. H. Chéron à la Chambre des Députés française : 1° sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères, sur l'exercice 1912 d'un crédit extraordinaire pour frais d'arbitrage des affaires du « Carthage », du « Manouba » et du « Tavignano », du traité de commerce franco-suisse de 1906 et de l'arbitrage relatif à l'île Clipperton ; 2° sur le projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1912 : 1° au Ministre de l'Intérieur d'un

crédit extraordinaire destiné à faciliter la participation des sociétés sportives françaises aux jeux olympiques de Stockholm, 1° au Ministre des Affaires Etrangères, d'un crédit supplémentaire pour frais de représentation du Ministre de France en Suède. CXXII, 168.

Loi portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères, sur l'exercice 1912, d'un crédit extraordinaire à l'occasion du voyage de S. A. R. le Bey de Tunis (*12 juillet 1912*). CXXIII, 53.

Loi portant ouverture au Ministre de la Guerre de la République française sur l'exercice 1912, d'un crédit extraordinaire pour la participation du Ministère de la Guerre à l'érection en Russie des monuments aux morts de la campagne de 1812 (*25 juillet 1912*). CXXIV, 105.

Loi portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères de la République française d'un crédit extraordinaire de 111.500 francs pour la reconstruction de l'ambassade de France à Tokio (*2 août 1912*). CXXIII, 53.

V. *Tunisie*.

Crète. — Loi autorisant le Ministre des Finances de la République française à faire au gouvernement crétois une avance remboursable de 35.000 francs (*22 juillet 1912*). CXXIV, 106.

Cyrenaïque. — V. *Tripolitaine*.

Damao (Territoire de). — V. *Portugal*.

Danemark. — V. *Arbitrage*. — *Commerce*. — *Congo*. — *Crédits*. — *Procédure civile*. — *Réceptions diplomatiques*.

Danube (Commission du). — CXXIV, 134.

Délimitation de frontières. — *Afrique Equatoriale*. — *Afrique Orientale*. — *Belgique*. — *Congo*. — *Sierra Leone*.

Distinctions honorifiques. — Légion d'honneur. CXXI, 167. CXXII, 208. CXXIII, 336.

Palmes académiques. CXXI, 170. CXXII, 210. CXXIII, 337. CXXIV, 172.

Décorations étrangères. CXXI, 190, 192.

Diu (Ile de). — V. *Portugal*.

Douane. — V. *Commerce*.

Egée (Mer). — Circulaire adressée par le Ministre royal des Affaires Etrangères aux agents diplomatiques et consulaires italiens au sujet des passeports pour les îles de la Mer Egée occupées par l'Italie et des dénominations italiennes de ces îles (*28 juin 1912*). CXXIV, 151.

Eglise. — V. *Saint-Siège*.

Egypte. — Loi modifiant le règlement d'organisation judiciaire du 16 septembre 1875 (*11 novembre 1911*). CXXIII, 238.

Loi modifiant l'article 12 du Code civil mixte (*11 novembre 1911*). CXXIII, 240.

Accession du gouvernement égyptien à la convention radio-télégraphique de Berlin (*20 janvier 1912*). CXXII, 67.

V. *Commerce*.

Emprunts. — V. *Crète*. — *Tunisie*.

Entente cordiale. — V. *Fêtes franco-anglaises.* — *Visites princières.*

Entrevues — Voyage du comte Berchtold en Italie (octobre 1912). CXXIV, 197.

Voyage en Russie de M. Raymond Poincaré (août 1912). CXXIV, 206.

V. *Visites princières.*

Equateur. — V. *Consuls.*

Espagne. — Extraits du livre rouge espagnol relatif au Maroc (décembre 1908-mars 1909). CXXI, 78.

Convention d'arbitrage entre l'Espagne et l'Italie (2 septembre 1910). CXXII, 27.

Décret de S. M. le roi d'Espagne autorisant et déterminant la remise à l'Académie royale de jurisprudence et de législation d'une subvention destinée à l'établissement d'un institut libre d'enseignement des matières exigées au concours d'entrée dans les carrières diplomatique et consulaire et d'un centre d'études marocaines (21 décembre 1911). CXXIII, 231.

Décret royal déclarant applicable aux sujets autrichiens la loi du 10 janvier 1879 sur la propriété intellectuelle (1^{er} avril 1912) et exposé des motifs du Ministre d'Etat. CXXII, 179.

Ordonnance du Ministre de la Justice de l'Empire d'Autriche concernant la protection du droit d'auteur dans les rapports avec l'Espagne (13 avril 1912). CXXII, 178.

Déclaration franco-espagnole portant modifications à l'article 2 de la convention de Bayonne du 13 juin 1903 (27 avril 1912). CXXII, 62.

Déclaration constatant l'accord intervenu entre le gouvernement français et le gouvernement espagnol relatif aux certificats de jauge délivrés aux navires français et espagnols (1^{er} mai 1912). CXXII, 62.

Décret de S. M. le roi d'Espagne portant ratification d'un traité d'amitié et de relations générales signé entre l'Espagne et le Japon le 15 mai 1911; exposé des motifs (21 mai 1912). CXXIV, 145.

V. *Arbitrage* — *Autriche.* — *Japon.* — *Madrid (Institut de).* — *Pyrénées (Commission des).* — *Réceptions diplomatiques.* — *Télégraphie.* — *Téléphones.*

Etats-Unis. — Convention d'extradition avec la France (6 janvier 1909). CXXI, 64.

Convention avec la France concernant l'échange des mandats de poste entre la Martinique et les Etats-Unis d'Amérique (16 novembre 1911). CXXI, 7.

V. *Extradition.* — *Réceptions diplomatiques.* — *Télégraphie.*

Ethiopie. — Adhésion de l'Ethiopie à l'arrangement international du 26 mai 1906 relatif à l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (juin 1912). CXXII, 68.

Budget de diverses missions françaises en Ethiopie pour l'exercice 1913. CXXII, 153.

Exéquat. — Exéquat à des consuls étrangers en France (janvier-avril 1912).

CXXI, 166 (avril-juillet 1912). CXXII, 210. (juillet-sept. 1912). CXXIII, 336. (août-décembre 1912). CXXIV, 171.

Exequatur à des consuls étrangers en Italie (juin-juillet 1912). CXXIV, 199.

Exéquat. (Demandes d'). — Note adressée par l'Ambassade d'Autriche-Hongrie à Madrid au Ministre d'Etat au sujet de la langue à employer dans la rédaction des documents concernant les articles 3, 10 et 19 de la Convention de la Haye du 17 juillet 1905 (22 avril 1912). CXXIII, 49.

Extradition. — Convention d'extradition entre la Suisse et la République Argentine (21 novembre 1906). CXXI, 57.

Convention d'extradition entre les Etats-Unis d'Amérique et la France (6 janvier 1909). CXXI, 64.

Traité d'extradition entre la Grèce et la Suisse (21 novembre 1910). CXXIV, 61.

Convention additionnelle au traité d'extradition signé le 29 octobre 1901 entre la Belgique et la Grande-Bretagne (3 mars 1911). CXXIII, 15.

Traité d'extradition entre les Etats-Unis d'Amérique du Nord et la République du Salvador (18 avril 1911). CXXIII, 29.

Traité d'extradition entre le Japon et la Russie (juin 1911). CXXIV, 30.

Fabrique (Marques de). — Convention signée entre la République Argentine et les Etats-Unis du Brésil pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce. CXXIV, 20.

Fêtes franco-anglaises. — Inauguration à Nice du monument élevé à la mémoire de la Reine Victoria (12 avril 1912). CXXI, 155.

Inauguration à Cannes du monument élevé par la municipalité à la mémoire du roi Edouard VII (13 avril 1912). CXXI, 162.

Fondations françaises à Moscou. — Décret du Président de la République française autorisant le comité d'administration des fondations françaises à Moscou à hypothéquer les immeubles des dites fondations jusqu'à concurrence de 700.000 roubles (3 février 1912). CXXI, 135.

France. — V. *Abordage.* — *Affaires Etrangères.* — *Afrique équatoriale.* — *Aliénés.* — *Andorre.* — *Arbitrage.* — *Assistance judiciaire.* — *Assistance maritime.* — *Belgique.* — *Balkans.* — *Chemins de fer.* — *Commerce.* — *Crédits.* — *Crète.* — *Entrevues.* — *Espagne.* — *Etats-Unis.* — *Exequatur.* — *Extradition.* — *Fêtes franco-anglaises.* — *Fondations.* — *Gand (Exposition de).* — *Grande-Bretagne.* — *Guerre maritime.* — *Italie.* — *Japon.* — *Jeux olympiques.* — *Legs.* — *Manouba (Incidents du).* — *Maroc.* — *Mohéli.* — *Navigation.* — *Océanie.* — *Ouvriers.* — *Personnel diplomatique.* — *Propriété littéraire.* — *Réceptions diplomatiques.* — *Saint-Siège.* — *Suèves (Conventions des).* — *Suisse.* — *Téléphone.* — *Traité des Blancs.* — *Tunisie.* — *Visites princières.*

Gand (Exposition de). — Nomination du

commissaire général du gouvernement français à l'exposition du Gand (3 avril 1912). CXXI, 182.

Loi relative à la participation de la France à l'exposition internationale de Gand, en 1913 (12 juillet 1912). CXXIII, 52.

Genève (Consulat de France à). — *V. Suisse.*

Genève (Convention de). — *V. Convention.*

Goa. — *V. Portugal.*

Grande-Bretagne. — Convention de commerce et de navigation avec le Montenegro (11 janvier 1910). CXXI, 71.

Echange de notes avec le gouvernement français au sujet de la ligne de démarcation à établir entre les possessions françaises de la Guinée et la colonie de la Sierra-Leone (juillet 1911). CXXI, 131.

Notes échangées entre le gouvernement persan et les ministres anglais et russe à Téhéran (18 février-20 mars 1912). CXXI, 125.

Adhésion du gouvernement britannique à la convention internationale du 26 septembre 1906, relative à l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes. CXXI, 128.

V. Arbitrage. — Balkans. — Commerce. — Extradition. — Fêtes franco-anglaises. — Navigation. — Réceptions diplomatiques.

Grèce. — Historique de la Commission de la Dette hellénique. CXXIV, 137.

V. Balkans. — Extradition.

Guerre maritime. — Rapport fait à la Chambre des Députés française au nom de la commission des Affaires Extérieures chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de la déclaration relative au droit de la guerre maritime, signée à Londres le 26 février 1909, par M. Louis Brunet. CXXIII, 202.

Guinée. — *V. Congo. — Portugal. — Sierra-Leone. — Télégraphie.*

Hollande. — *V. Pays-Bas.*

Honduras. — *V. Commerce.*

Hongrie. — Allocution prononcée par S. M. l'Empereur et Roi au cours de la réception des délégations hongroises (6 novembre 1912). CXXIV, 178.

V. Assurance obligatoire. — Autriche. — Congo.

Hygiène (Office international d'). — Adhésion du gouvernement hollandais à l'arrangement international de Rome du 9 décembre 1907 (mai 1912). CXXII, 67.

Italie. — Traité d'arbitrage entre l'Italie et la République de Costa-Rica (8 janvier 1910). CXXI, 42.

Arrangement entre la France et l'Italie pour la protection réciproque des jeunes ouvriers italiens et français dans les deux pays (15 juin 1910). CXXI, 47.

Décret royal portant approbation du susdit traité (12 janvier 1911). CXXI, 42.

Convention d'arbitrage avec la Suède (23 avril 1911). CXXI, 53.

Déclaration faite au gouvernement français relativement au blocus du littoral de

la mer rouge (21 janvier 1912). CXXI, 129.

Loi portant institution d'un ministère des colonies (6 juillet 1912). CXXIII, 234.

Loi réglementant le transit et le séjour des navires de commerce le long des côtes du Royaume (16 juillet 1912). CXXIV, 148.

V. Arbitrage. — Balkans. — Commerce. — Congo. — Consuls. — Consuls. — Crédits. — Egée. — Entrevues. — Espagne. — Exequatur. — Personnel diplomatique. — Réceptions diplomatiques. — Télégraphie. — Téléphones. — Tripolitaine.

Japon. — Convention de commerce et de navigation entre la France et le Japon (19 août 1911). CXXI, 28.

Décret du Président de la République française portant approbation de la susdite convention (21 février 1912). CXXI, 27.

Loi française portant approbation de la convention de commerce franco-japonaise du 19 août 1911 (21 février 1912). CXXI, 27.

Loi italienne convertissant en loi le décret royal du 13 juillet 1911 portant exécution de l'accord provisoire de commerce, douane et navigation, conclue entre l'Italie et le Japon (27 juin 1912). CXXIII, 235.

Décret de S. M. le roi d'Espagne ratifiant un traité d'amitié et de relations générales avec le Japon du 15 mai 1911 (21 mai 1912). CXXIV, 145.

V. Certificats d'origine. — Commerce. — Crédits. — Extradition. — Réceptions diplomatiques. — Tokio.

Jeux olympiques. — *V. Crédits.*

Justice. — Loi égyptienne modifiant le règlement d'organisation judiciaire du 16 septembre 1875 (11 novembre 1911). CXXIII, 238.

Loi égyptienne modifiant l'article 42 du Code civil mixte (11 novembre 1911). CXXIII, 240.

V. Consuls. — Tribunaux consulaires.

Legs. — Décret autorisant le Ministre des Affaires Etrangères de France à accepter le legs fait par M. Maunoir-Kœchlin au consulat général de France à Genève (2 mars 1911). CXXI, 134.

Emploi de fonds provenant de legs et de donations pour l'exercice 1913. CXXII, 164.

Décret relatif à une libéralité consentie en vue de faciliter le rapatriement par le consulat général de Russie à Paris des sujets russes pauvres se trouvant en France (11 juillet 1912). CXXIII, 54.

Liberia. — *V. Congo.*

Luxembourg. — *V. Assistance judiciaire.*

Macao. — *V. Portugal.*

Madrid (Institut français de). — Budget pour 1913. CXXII, 147.

Mandats-poste. — Convention entre la France et les Etats-Unis d'Amérique au sujet de l'échange des mandats-poste entre

la Martinique et les Etats-Unis (16 novembre 1911). CXXI, 7.

Manouba (Incident du). — V. *Crédits*.

Maroc. — Extraits du livre rouge espagnol relatif au Maroc (décembre 1908-mars 1909). CXXI, 78.

Traité instituant le régime du protectorat de la France au Maroc (30 mars 1912). CXXI, 5.

Rapport fait à la Chambre des Députés française au nom de la commission des affaires extérieures par M. Maurice Long, député de la Drôme, sur le projet de loi portant approbation du traité conclu entre la France et le Maroc le 30 mars 1912 pour l'organisation du protectorat français dans l'empire chérifien. CXXII, 77.

Extraits du rapport fait au nom de la commission sénatoriale chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du traité conclu entre la France et le Maroc, le 30 mars 1912, pour l'organisation du protectorat français dans l'empire chérifien, par M. Pierre Baudin. CXXIII, 81.

Extraits des documents joints au rapport présenté à la Chambre des Députés française par M. Long, député, sur l'organisation du protectorat dans l'empire chérifien. CXXIII, 57.

Loi portant approbation du traité conclu entre la France et le Maroc le 30 mars 1912 pour l'organisation du protectorat français dans l'empire chérifien (15 juillet 1912). CXXIII, 53.

Situation des troupes françaises d'occupation (21 avril 1912). CXXI, 151.

Exposé fait à M. Raymond Poincaré, Ministre des Affaires Etrangères, par le général Liautey de son programme militaire et politique au Maroc (14 juin 1912). CXXII, 65.

Programme politique et militaire du général Liautey au Maroc. CXXIII, 99.

Loi portant ouverture, sur l'exercice 1911, de crédits supplémentaires concernant les opérations militaires au Maroc (28 juin 1912). CXXIII, 55.

Dépêches échangées entre S. M. le Sultan Moulay-Hafid et le général Liautey commissaire résident général français au Maroc (avril 1912). CXXII, 64.

Réception du général Liautey par S. M. l'Empereur du Maroc (25 mai 1912). CXXII, 270.

Discours prononcé par le général Liautey au cours de la réception de la colonie française à Rabat (20 août 1912). CXXIV, 200.

Budget des œuvres françaises du Maroc pour 1913. CXXII, 149.

Nomination dans le personnel français des troupes chérifiennes. CXXII, 196.

Les transports stratégiques au Maroc en 1913. CXXIII, 108.

La situation économique en 1913. CXXIII, 109.

L'organisation financière en 1913. CXXIII, 114.

Décret de S. M. le roi d'Espagne autorisant et déterminant la remise à l'Académie royale de jurisprudence et de législation d'une subvention destinée à l'établissement d'un institut libre d'enseignement des matières exigées au concours d'entrée dans les carrières diplomatique et consulaire et d'un centre d'études marocaines (21 décembre 1911). CXXIII, 231.

Discussion à la Chambre française sur la politique et l'action de la France au Maroc (14 juin 1912). CXXIII, 279.

V. *Allemagne*.

Martinique. — V. *Etats-Unis*.

Mexique. — Convention de commerce et de navigation entre la Russie et le Mexique (12 octobre 1909). CXXIII, 9.

V. *Réceptions diplomatiques*.

Mohéli (Ile de). — Loi déclarant l'île de Mohéli colonie française (25 juillet 1912). CXXIV, 104.

Monténégro. — Convention de commerce et de navigation avec la Grande-Bretagne (11 janvier 1910). CXXI, 71.

Convention de commerce et de navigation avec la Russie (15 décembre 1909). CXXI, 73.

V. *Balkans*. — *Hongrie*. — *Visites principales*.

Moscou. — Décret du Président de la République française autorisant le comité d'administration de fondations françaises à Moscou à hypothéquer les immeubles des dites fondations jusqu'à concurrence de 700.000 roubles (3 février 1912). CXXI, 135.

Mozambique. — V. *Portugal*.

Navigation. — Convention de commerce et de navigation entre la Russie et le Monténégro (15 décembre 1909). CXXI, 73.

Convention de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et le Monténégro (11 janvier 1910). CXXI, 71.

Convention de commerce et de navigation franco-japonaise (19 août 1911). CXXI, 28.

Nomination d'un membre français de la commission permanente de navigation aérienne (26 janvier 1912). CXXI, 182.

Loi italienne portant règlement du transit et du séjour des navires de commerce le long des côtes de l'Italie (16 juin 1912). CXXIV, 146.

V. *Commerce*. — *Espagne*.

Norvège. — Adhésion du gouvernement royal norvégien à l'arrangement du 4 mai 1910 relatif à la répression de la circulation des publications obscènes. CXXI, 128.

Déclaration entre la Norvège et le Luxembourg en vue de faciliter l'assistance judiciaire réciproque (1^{er} juin 1910). CXXII, 31.

Echange de notes entre les gouvernements norvégien et austro-hongrois au sujet des règles à établir pour la corres-

pondance échangée entre les autorités judiciaires des deux pays (mars 1912). CXXII, 60.

V. Aliénés. — Congo.

Nouvelle-Zélande. — V. Grande-Bretagne. — Océanie. — Phosphore blanc. — Publications obscènes.

Océanie (Etablissements français de l'). — Arrangement franco-britannique portant réglementation des taxes postales sur les lettres échangées entre les Etablissements français de l'Océanie et la Nouvelle Zélande (29 décembre 1911). CXXII, 25.

Décret du Président de la République française approuvant l'arrangement franco-britannique du 29 décembre 1911 (30 décembre 1911). CXXII, 24.

Ouvriers. — Arrangement franco-italien pour la protection réciproque des jeunes ouvriers italiens et français dans les deux pays (15 juin 1910). CXXI, 17.

Loi française portant promulgation du susdit arrangement (19 février 1912). CXXI, 17.

Paraguay. — V. Agriculture.

Passeports. — V. Egée (Mer).

Pays-Bas. — V. Aliénés. — Congo. — Crédits. — Hygiène. — Propriété littéraire. — Publications obscènes. — Visites principales.

Pérou. — V. Consuls.

Persé. — Notes échangées entre le gouvernement persan et les Ministres anglais et russe à Téhéran (février-mars 1912). CXXI, 125.

V. Chemins de fer. — Congo.

Personnel diplomatique et consulaire. — Nominations et mutations dans le personnel français (janvier-mars 1912). CXXI, 174. (mars-juin 1912). CXXII, 198. CXXIII, 331.

Nominations et mutations dans le personnel étranger. CXXI, 189. CXXII, 277. CXXIV, 197.

V. Espagne.

Phosphore blanc. — Adhésion du gouvernement de la Nouvelle-Zélande à la convention internationale de l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc. CXXI, 128.

Portugal. — Adhésion de la République portugaise pour ses colonies et possessions de Angola, Mozambique, îles du Cap-Vert, Saô-Thomé, Guinée, Goa, Damao, Diu, Macao et Timor à la convention internationale radio-télégraphique signée à Berlin, le 3 novembre 1906. CXXI, 129.

Notes échangées entre le Ministre d'Italie à Lisbonne et le Ministre des Affaires Etrangères du Portugal au sujet du renouvellement de la convention d'arbitrage conclue le 11 mai 1905 (avril-mai 1910). CXXIV, 94.

Echange de notes entre l'Angleterre et le Portugal au sujet de la délimitation des frontières des possessions des deux pays dans les fleuves Ruô et Chire (novembre 1911). CXXII, 37.

V. Commerce. — Congo.

Postes. — V. Etats-Unis. — Ethiopie. — Océanie. — Taxes postales.

Procédure. — V. Arbitrage. — Commissions rogatoires. — Extradition.

Procédure civile. — Adhésion du gouvernement danois à la convention relative de la procédure civile signée à La Haye le 17 juillet 1905 en ce qui concerne les Antilles. CXXII, 67.

Propriété littéraire et artistique. — Convention franco-russe pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (29 novembre 1911). CXXII, 6.

Rapport présenté à la Chambre des Députés française, par M. Théodore Reinach, député de la Savoie, sur le projet de loi portant approbation de la convention signée à Paris, le 29 novembre 1911 entre la France et la Russie, pour la protection des œuvres artistiques et littéraires (janvier 1912). CXXII, 115.

Ordonnance du Ministre de la Justice de l'Empire d'Autriche concernant la protection du droit d'auteur dans les rapports avec l'Espagne (13 avril 1912). CXXII, 177.

Décret de S. M. le roi d'Espagne déclarant applicable aux sujets autrichiens la loi du 10 janvier 1879 sur la propriété intellectuelle (1^{er} avril 1912) et exposé des motifs du Ministre d'Etat. CXXII, 179.

Accession des Pays-Bas à la convention de Berne (novembre 1912). CXXIV, 95.

Nomination du directeur du bureau international de la propriété littéraire. CXXI, 193.

Protocole. — Echange de notes entre les gouvernements norvégien et austro-hongrois au sujet des règles à établir pour la correspondance échangée entre les autorités judiciaires des deux pays (mars 1912). CXXII, 60.

Publications obscènes. — Adhésion de la Norvège à la convention du 4 mai 1910. CXXI, 128.

Adhésion du gouvernement de Zanzibar à la convention du 4 mai 1910. CXXI, 128.

Adhésion à la convention du 4 mai 1910 du Canada, de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Zélande et de toutes les colonies allemandes. CXXI, 129.

Dépôt des ratifications de S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie sur la convention du 4 mai 1910 (24 avril 1912). CXXII, 67.

Dépôt des ratifications de S. M. la Reine des Pays-Bas sur la convention du 4 mai 1910 (8 juin 1912). CXXII, 68.

Pyrénées (Commission des). — CXXIV, 139.

Réceptions diplomatiques. — Remise au Président de la République de Bolivie par M. Francisco-José Urrutia des lettres d'accréditant en qualité d'envoyé extraordinaire plénipotentiaire de Colombie (20 décembre 1911). CXXII, 265.

Cercle diplomatique tenu par le Prési-

dent de la République française (1^{re} janvier 1912). CXXI, 153.

Réception par le Président de la République du Chili de M. Olaya Herrera, ministre de Colombie (24 janvier 1912). CXXIV, 183.

Réception par le Président de la République française de M. Joao Chagas, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Uruguay (30 janvier 1912). CXXI, 154. CXXII, 183.

Réception par le Président de la République de Colombie de M. Percy Wyndham envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté britannique (7 mars 1912). CXXII, 268.

Présentation au Président de la République argentine des lettres de créance de M. Campos Salles, ministre du Brésil (15 avril 1912). CXXI, 192.

Réception par le Président de la République française de M. Luis Piera, ministre de l'Uruguay et de S. Exc. M. Bacon, ambassadeur des Etats-Unis (20 avril 1912). CXXI, 154.

Réception de l'ambassadeur de France par S. M. l'Empereur d'Autriche (22 avril 1912). CXXI, 192.

Remise de ses lettres de créance par S. Exc. M. Myron Th. Herrick, ambassadeur des Etats-Unis, au Président de la République française (29 avril 1912). CXXII, 184.

Réception par le Président de la République française de M. José Gustavo Guerrero, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Salvador (4 mai 1912). CXXII, 185.

Remise de ses lettres de créance par M. Rafael de Miero, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de l'Uruguay au Président de la République française (5 mai 1912). CXXII, 186.

Réception par S. M. le roi de Suède de M. Marmol, ministre de la République Argentine (12 mai 1912). CXXII, 271.

Remise par M. José Gustavo Guerrero à S. M. le roi d'Espagne des lettres l'accréditant en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Salvador à Madrid (13 mai 1912). CXXII, 271.

Réception par S. M. l'empereur du Maroc du général Liautey, commissaire résident général de la République française (25 mai 1912). CXXII, 270.

Réception par S. M. le roi d'Italie de M. Goulkevitch, secrétaire de l'ambassade de Russie (29 mai 1912). CXXII, 271.

Remise de ses lettres de créance par M. Dumaine, ambassadeur de France, à S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie (3 juin 1912). CXXII, 271.

Réception par S. M. le roi d'Italie de M. Krupensky, ambassadeur de Russie (20 juin 1912). CXXII, 272.

Réception d'une ambassade extraordinaire danoise par le Président de la République française (4 juillet 1912). CXXII, 188.

Remise par S. Exc. le Baron Ishü, ambassadeur du Japon, de ses lettres de créance au Président de la République française (11 juillet 1912). CXXII, 188.

Remise par M. Miguel Diaz Lombardo envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Mexique de ses lettres de créance au Président de la République française (30 mai 1913). CXXII, 187.

Relations générales (Traité de). — Décret de S. M. le roi d'Espagne portant ratification d'un traité d'amitié et de relations générales signé entre l'Espagne et le Japon le 15 mai 1911 ; exposé des motifs (21 mai 1912). CXXIV, 145.

Rio Grande do Sul. — Décret du Président de la République des Etats-Unis du Brésil modifiant le projet approuvé par le décret du 17 septembre 1908 concernant le nouveau port de Rio Grande do Sul (9 octobre 1912). CXXIV, 142.

Clauses et conditions pour l'exécution du susdit décret. CXXIV, 143.

Roumanie. — Message de S. M. le Roi au Parlement (9 décembre 1912). CXXIV, 202.

Nomination à la dignité de feld-maréchal de l'armée russe de S. M. le Roi Carol ; dépêches, lettres et discours (octobre-décembre 1912). CXXIV, 203.

Ruo (Fleuve). — V. Afrique orientale.

Russie. — Convention de commerce et de navigation avec le Montenegro (15 décembre 1909). CXXI, 73.

Notes échangées entre le gouvernement persan et les ministres anglais et russe à Téhéran (février-mars 1912). CXXI, 125.

Décret du Président de la République française autorisant le comité d'administration des fondations françaises à Moscou à hypothéquer les immeubles des dites fondations jusqu'à concurrence de 700.000 roubles (3 février 1912). CXXI, 136.

Loi portant ouverture au Ministre de la Guerre de la République française, sur l'exercice 1912, d'un crédit extraordinaire pour la participation du Ministère de la Guerre à l'érection en Russie des monuments aux morts de la campagne de 1812 (25 juillet 1912). CXXIV, 105.

V. Balkans. — Certificats d'origine. — Chemins de fer. — Commerce. — Congo. — Consuls. — Entrevues. — Extradition. — Fondations françaises. — Legs. — Propriété littéraire et artistique. — Réceptions diplomatiques. — Roumanie. — Saint-Petersbourg (Institut de). — Successions. — Sucres. — Visites princières.

Saint-Marin. — V. Télégraphie.

Saint-Petersbourg (Institut français de). — CXXII, 146.

Saint-Siège. — Correspondance échangée entre le Saint-Siège et le gouvernement français (1900). CXXIV, 82.

Lettre encyclique de S. S. Pie X aux évêques d'Allemagne sur les syndicats interconfessionnels (24 septembre 1912). CXXIV, 152.

Salvador. — V. *Extradition.* — *Réceptions diplomatiques.*

Sao-Thomé. — V. *Portugal.*

Sauvetage. — V. *Assistance maritime.*

Serbie. — V. *Agriculture.* — *Balkans.* — *Bosnie.*

Siam. — V. *Télégraphie.*

Sierra-Leone. — Echange de notes entre les gouvernements français et anglais au sujet de la ligne de démarcation à établir entre les possessions de la Guinée française et la colonie de Sierra-Leone (juillet 1911). CXXI, 131.

Stanley-Pool. — V. *Congo.*

Successions. — Echange de notes entre les gouvernements russe et allemand au sujet de l'interprétation à donner à la convention pour le règlement des successions conclue le 31 octobre 1874 (11 mai 1909). CXXIII, 42.

Sucres (Convention des). — Déclarations relatives à l'attribution à la Russie du contingent extraordinaire prévu à l'article 2 du protocole signé à Bruxelles le 17 mars 1912, concernant la prorogation de l'union internationale des sucres (17 mars 1912). CXXII, 42, 43, 44.

Protocole concernant la prorogation de l'union internationale constituée par la convention des sucres du 5 mars 1912 (17 mars 1912). CXXII, 41.

Loi française portant approbation d'un protocole concernant la prorogation de l'union internationale constituée par la convention des sucres du 5 mars 1912 (29 mars 1912). CXXI, 137.

Suède. — Convention d'arbitrage avec l'Italie (23 avril 1911). CXXI, 55.

Frais de représentation du ministre de France en Suède (1912). CXXII, 176.

V. *Consuls.* — *Réceptions diplomatiques.*

Suisse. — Convention d'extradition avec la République Argentine (21 novembre 1906). CXXI, 57.

Décret du Président de la République française autorisant le Ministre des Affaires Étrangères à accepter le legs fait par M. Edouard Maunoir-Kœcklin au consulat général de France à Genève (2 mars 1911). CXXI, 134.

Notifications diverses au gouvernement français. CXXI, 128.

Convention signée entre l'administration des chemins de fer fédéraux suisses et la Compagnie P. L. M. pour la circulation des trains français sur la ligne de Genève à La Plaine (mai 1912). CXXIV, 5.

Notes relatives au renouvellement de la convention d'arbitrage conclue le 14 décembre 1904 entre la France et la Suisse (juin 1912). CXXIV, 90.

V. *Crédits.* — *Extradition.*

Syndicats interconfessionnels. — Lettre encyclique de S. S. Pie X aux évêques d'Allemagne sur les syndicats interconfessionnels (24 septembre 1912). CXXIV, 152.

Tavignano (Affaire du). — V. *Crédits.*

Taxes postales. — V. *Océanie.*

Télégraphie. — Accession de l'Union Sud-Africaine à la convention télégraphique de Saint-Petersbourg du 22 juillet 1875, révisée à Lisbonne le 11 juin 1908. CXXII, 67.

Accession du gouvernement égyptien à la convention radio-télégraphique de Berlin du 3 novembre 1906 (20 janvier 1912). CXXII, 67.

Accession à la convention du 3 novembre 1906 des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, de l'Italie, de la République de St-Marin, du Siam, de la République de l'Uruguay et de l'Espagne, pour la Guinée. CXXII, 68.

Télégraphie sans fil. — V. *Argentine.* — *Egypte.* — *Portugal.*

Téléphones. — Convention entre la France et l'Espagne en vue de régler la correspondance téléphonique entre les deux pays (31 décembre 1909). CXXI, 74.

Convention entre la Suisse, d'une part, l'Allemagne et l'Italie, d'autre part, concernant le trafic téléphonique direct entre l'Allemagne et l'Italie et vice-versa à travers la Suisse (janvier-février 1912). CXXIV, 26.

Convention réglant le service de la correspondance téléphonique entre l'Allemagne et l'Italie (avril-juillet 1912). CXXIV, 22.

Terre-Neuve. — V. *Publications obscènes.*

Timor (Ile de). — V. *Portugal.*

Tokio. — Bail conclu entre M. Gérard, ambassadeur de France à Tokio et M. Toru Abé Tusammi, gouverneur de Tokio, pour la location de terrains destinés à l'ambassade française de cette ville (29 avril 1911). CXXIV, 116.

Traite des Blanches. — Loi française portant approbation de la convention internationale et du protocole de clôture signés à Paris, le 4 mai 1910 (6 avril 1912). CXXI, 138.

Traites. — V. *Affaires étrangères.*

Tribunaux consulaires. — Circulaire du Ministre français des Affaires Étrangères relative à la transmission directe des commissions rogatoires entre tribunaux consulaires français (27 oct. 1911). CXXII, 177.

V. *Consuls.*

Tripolitaine. — Décret et loi portant annexion de la Tripolitaine et Cyrenaïque au royaume d'Italie (5 novembre 1911-25 février 1912). CXXII, 181.

Exposé des motifs du projet de loi présenté à la Chambre des Députés du Royaume d'Italie portant ratification du décret du 5 novembre 1911 proclamant la souveraineté pleine et entière de l'Italie sur la Tripolitaine et la Cyrenaïque (22 février 1912). CXXI, 143.

Décret de S. M. le roi d'Italie accordant

l'amnistie aux habitants de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque (17 octobre 1912). CXXIV, 149.

Tunisie. — Loi française autorisant le gouvernement tunisien à contracter un emprunt de 90.500.000 francs pour accélérer l'achèvement du réseau de ses chemins de fer (28 mars 1912). CXXI, 141.

Nomination de contrôleurs civils (mars 1912). CXXI, 182. (mai-juin 1912). CXXII, 205.

Nominations dans le personnel de la Résidence générale de France. CXXII, 207.

Décret beylical portant ouverture au Secrétariat Général du Gouvernement tunisien d'un crédit spécial pour le paiement des dépenses occasionnées par le voyage en France de S. A. R. Mohammed en Nacer.

Voyage à Paris de S. A. R. le Bey de Tunis (juillet 1912). CXXIV, 156.

Adhésion de la Tunisie à la convention internationale relative à la circulation des automobiles signée à Paris le 11 octobre 1909. CXXI, 129.

Loi française autorisant le gouvernement tunisien à contracter un emprunt de 90.500.000 francs pour accélérer l'achèvement du réseau de ses chemins de fer (28 mars 1912). CXXI, 141.

Décret du Président de la République française autorisant le gouvernement tunisien à réaliser par voie d'emprunt à valoir sur la somme de 90.500.000 francs prévue par la loi du 28 mars 1912 une somme de 58.500.000 francs précédé du rapport du Ministre des Affaires Etrangères au Président de la République (29 juillet 1912). CXXIV, 107.

V. Crédits.

Turquie. — Documents concernant la dette publique ottomane (1881). CXXIII, 244, 271, 272.

Circulaire adressée aux puissances par le gouvernement ottoman (5 octobre 1912). CXXIV, 212.

Note collective des grandes puissances au gouvernement ottoman (12 octobre 1912). CXXIV, 101.

Circulaire adressée par le gouvernement ottoman à tous ses ambassadeurs au sujet de l'attitude belliqueuse des Etats balkaniques (16 octobre 1912). CXXIV, 214.

Note du gouvernement royal serbe au gouvernement impérial ottoman (18 octobre 1912). CXXIV, 100.

Note des gouvernements balkaniques alliés au gouvernement impérial ottoman (19 octobre 1912). CXXIV, 102.

Communiqué officiel de l'ambassade Ottomane de Paris à la presse parisienne au sujet de la déclaration de guerre des Etats balkaniques (octobre 1912). CXXIV, 160.

Ordonnance du Ministre du commerce de Hongrie portant extension de l'assurance obligatoire prescrite par la loi N° XIX de 1907 aux sujets turcs et monténégrin employés en Hongrie (10 novembre 1911). CXXIII, 233.

Discours prononcés à l'ouverture de la conférence de Londres pour la conclusion de la paix entre la Turquie et les Etats balkaniques (16 décembre 1912). CXXIV, 192.

V. Agriculture. — Balkans. — Blocus. — Congo. — Egée.

Union Sud-Africaine. — Accession de l'Union Sud-Africaine à la convention télégraphique de Saint-Petersbourg du 22 juillet 1875, révisée à Lisbonne le 11 juin 1908. CXXII, 67.

Uruguay. — Accession à la convention télégraphique du 3 novembre 1906 de la République de l'Uruguay. CXXII, 68.

V. Commissions rogatoires. — Réceptions diplomatiques. — Télégraphie.

Valeurs étrangères. — Commission établie par le Ministère des Finances pour examiner certaines questions relatives à l'émission en France de valeurs étrangères (février 1912). CXXI, 182.

Venezuela. — Accord entre la Bolivie, la Colombie, l'Equateur, le Pérou et le Venezuela relatif aux attributions des consuls respectifs dans chacune des républiques contractantes (18 juillet 1911). CXXII, 33.

Visites princières. — Voyage à la Cour d'Autriche de S. M. le roi Nicolas I^{er} de Monténégro (juin 1912). CXXII, 274.

Voyage à Vienne et à Berlin de S. M. le roi des Bulgares (juin 1912). CXXII, 272.

Entrevue à Port-Baltique entre S. M. l'Empereur Allemand et S. M. l'Empereur de Russie (4-5 juillet 1912). CXXII, 276.

Voyage de S. M. la Reine des Pays-Bas en France (juin 1912). CXXII, 190.

Voyage à Paris de S. A. R. le Bey de Tunis (juillet 1912). CXXIV, 156.

Zanzibar. — Adhésion du gouvernement de Zanzibar à la convention du 4 mai 1910. CXXI, 128.

